

LA LIBERTÉ

50¢

Volume 74 No 11 Saint-Boniface, du 19 juin au 25 juin 1987

À votre service:
Philippe W. Lavack (gérant)
Denis Marcoux Yvon Tétrault
SAISON MORTUAIRE
Lesjardins
357, RUE DES MEURONS Tél.: 233-4949

ASSURANCES **AUTOPAK**
D'ESCHAMBAULT
136, BOULEVARD PROVENCHER
GILBERT D'ESCHAMBAULT
Tél.: 237-4816

À Saint-Joseph, les «Journées du musée» sont...

Vraiment dur à battre!

Il y a une tradition bien particulière aux Journées du musée de Saint-Joseph. On fait les battages en plein milieu du mois de juin!

Depuis six ans, un groupe de vétérans-fermiers sort de son

entrepôt un moulin à battre et des bottines d'avoine préservées depuis l'automne.

Pendant les Journées du musée, le 27 et 28 juin, vers les 16h ou 16h30, une équipe d'anciens batteurs à moulin se réunira pour pratiquer l'agriculture à l'ancienne.

«Ça rappelle des vieux souvenirs», explique Jean-Louis Perron, président du Comité du musée, qui se souvient d'avoir fait 22 jours de file de battage au moulin dans son jeune temps.

«On fait ça pour que les gens puissent se rendre compte du

travail qu'exigeait les anciennes méthodes», ajoute-t-il.

Depuis les dernières années, plusieurs jeunes fermiers ou ouvriers des manufactures de la région de Saint-Joseph se joignent aux anciens pour battre à l'ancienne façon.

«Les jeunes, qui ont entre 19 et 25 ans, aiment bien se mélanger à nous. Ils commencent à apprécier le temps qu'on devait passer avant l'époque des combines. C'est pas si vite qu'aujourd'hui, c'est plus de travail. Les jeunes ont chaud, mais ils aiment ça!», lance Jean-Louis Perron.

«On a eu de la chance de pouvoir acheter ces vieilles machines-là voilà six ans. On ne s'en sert presque plus au Manitoba. Mais il y en a qui s'en servent encore à l'est de Saint-Joseph», poursuit l'organisateur des Journées du musée.

Quand un fermier de Stuartburn est passé au village pour acheter une combine, il a laissé savoir qu'il vendait sa vieille batteuse et sa lieuse. «On a eu les deux pour environ 500\$, se souvient Jean-Louis Perron.

Les Journées du musée, qui coïncident habituellement avec la Fête du Canada, manqueront leur cible cette année, vu que la fête nationale se trouve au milieu de la semaine.

4 000\$?

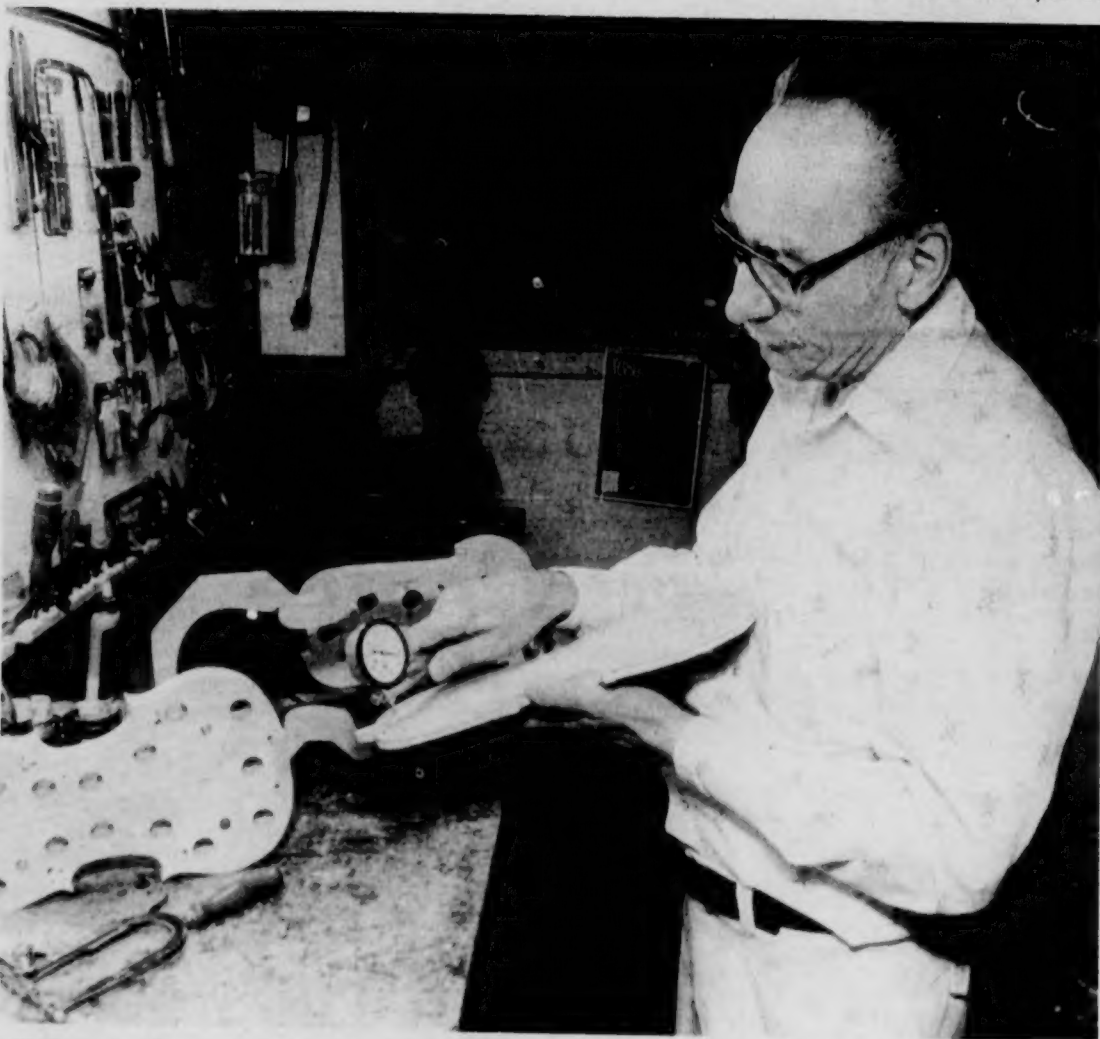
«Il y aura quand même un feu d'artifice le dimanche soir, mais c'est mercredi premier juillet qu'on va vraiment fêter ça cette année.»

Une parade amorcera la fête à 13h, le samedi 27 juin. Un concours de décoration de bicyclettes est prévu, ainsi qu'une foule d'activités pour les jeunes, comme les randonnées à cheval et en calèche.

Pour les sportifs, il y aura le dimanche un déjeuner aux crêpes pour ravitailler les athlètes avant les tournois de fer à cheval et de baseball, à 14h et 14h30 respectivement.

Comme de raison, le musée accueillera les visiteurs à partir de 18h tous les jours. Le prix d'entrée aux dixièmes Journées du musée est de 2,50\$. Jean-Louis Perron espère prélever près de 3 000\$ ou 4 000\$ pour l'entretien du musée, qui a treize ans cette année.

Jean-Paul MOLGAT



Claude Ayotte s'impose encore une fois à Vancouver

Un luthier autodidacte de Saint-Boniface vient de remporter deux prix au concours annuel international des fabricants de violon de la Colombie-Britannique, qui s'est déroulé le 13 juin.

Claude Ayotte, qui a fabriqué quinze violons depuis qu'il a choisi ce passe-temps en 1979,

s'est mérité le premier prix dans la catégorie des violons âgés à cordes de nerfs; et le deuxième prix dans la catégorie des violons neufs à cordes d'acier.

Le technicien en électronique à la retraite, qui a fait de la menuiserie et de la construction, avait participé au même concours en 1984, où il avait remporté un premier et un troisième prix.

«Trois juges de la symphonie

de Vancouver ont jugé les 35 violons en compétition. Ils ont été jugés pour le son, le travail, et la jouabilité», explique le luthier de 67 ans, qui a appris le métier en lisant des livres de France, de Hollande, de Belgique et d'Allemagne.

«Je fabrique des violons pour m'amuser, pour faire passer le temps», souligne l'ancien résident de Saint-Jean-Baptiste.

Jean-Paul MOLGAT

AU SOMMAIRE

- **Stabilisé**
Fini le temps des crises à répétition. Le Festival du Voyageur ne pense plus qu'au long terme. Voir page 12.
- **Il fait chaud!**
Qui dit chaleur, dit été. Qui dit été, dit fêtes. Comme la

Saint-Jean à La Broquerie les 20 et 21 juin. Ou la foire agricole à Saint-Claude durant la même fin de semaine. D'autres fêtes? Voir les pages culturelles (9, 10 et 11) et le Calendrier provincial (page 11).

Tous vos besoins graphiques peuvent s'arrêter chez nous.

Contactez le directeur artistique.
Dave McNair

La Liberté **graphique**
237-4823

On n'a plus besoin de défendre le programme français

Lorsque Renée-France Labossière, directrice de l'école Taché, affirme aujourd'hui «qu'une école peut fonctionner en français», personne n'oserait la contredire.

Pourtant, il y a à peine une dizaine d'années, une école manitobaine qui fonctionnait complètement en français était plutôt un rêve qu'une réalité.

Dix années scolaires se sont écoulées depuis la «fameuse» réouverture de l'école Taché. «Fameuse» parce que la lutte menée par les parents avait fait régulièrement les manchettes pendant plus de deux



Lucien Chaput

ans. «Fameuse» parce que le projet pilote qu'était l'école Taché d'il y a dix ans n'était pas censé réussir.

Dix ans plus tard, l'éducation en français au Manitoba serait-

pas que c'est un acquis qu'on a sans effort, préface l'enseignante originaire de Saint-Léon. C'est un rappel à tous les jours. C'est un acquis quotidien.

«Si tu as une équipe d'enseignants qui est convaincu, où tous s'identifient, tu peux avoir une école qui fonctionne en français. Mais si tu en a un qui ne fait pas l'effort, tu peux manquer le bateau. Parce qu'avec un enseignant qui ne fait pas l'effort, tu perds une classe d'élèves.»

Le défi pour les dix prochaines années

«Ce qui est important, poursuit la directrice, c'est qu'il faut que ce soit positif. Si vous voulez que les enfants évoluent, il faut qu'ils soient fiers d'être francophones.»

«C'est une lutte à tous les jours. L'école Taché est une école pas mal francophone. Mais il faut être toujours vigilant. Tout ce qui rentre ici, toutes les annonces qui circulent dans l'école, par exemple, doivent être en français. Sinon on les refuse.»

«Au début, je me souviens que même les calendriers dans les salles de classes étaient en anglais. C'était toutes des petites choses qu'il fallait

changer. Pour moi, ce sont tous ces petits moyens qui aident les enfants à vivre en français.»

«Il faut dire aussi qu'on est très très bien servi au niveau divisionnaire, ajoute la directrice de l'école Taché. Maintenant tout ce qu'on reçoit du bureau divisionnaire est bilingue.»

«Ce qui me surprend, confie l'ancienne enseignante de l'école Lacerte, c'est que dans une province majoritairement anglophone, on est arrivé à pouvoir vivre en français. Je ne m'attendais pas à ça.»

«On voit ça au niveau de la direction aussi. Au début, il y avait des conflits entre les directeurs d'écoles anglaises et les directeurs des écoles françaises. Aujourd'hui, ils sont beaucoup plus ouverts. Les gens sont conscients qu'on n'est pas juste un petit groupe élitiste.»

Le réel acquis, d'après Renée-France Labossière, c'est «qu'on n'a plus besoin de défendre le programme français. Bien qu'on doive toujours lutter pour avoir les services en français.»

Par contre

«Par exemple, lorsque la Banque Royale organise un concours, toute l'information est en anglais. Par contre, même si le concours est en anglais, ils vont accepter des soumissions en français.»



Renée-France Labossière, directrice de l'école Taché. «D'après les résultats, on se rend compte que les élèves ont beaucoup de difficultés à écrire. Dans le passé, on a peut-être trop mis l'accent sur les cahiers d'exercices. On en faisait trop pour eux. On ne les laissait pas découvrir... Chez les élèves anglophones, il y a les mêmes problèmes.»

Le défi pour les dix prochaines années? «Ça va être de continuer, d'essayer de transmettre la fierté d'être francophone aux jeunes. Ce sera aussi de donner aux élèves le goût de lire et d'écrire en français. Ils le parlent. Mais je ne pense pas qu'ils le lisent et l'écrivent aussi bien qu'ils le pourraient.»

Lucien CHAPUT

Ce sont nos enfants

L'école française n'est pas la solution à tous les problèmes des franco-

phones du Manitoba. Encore faut-il que les parents fassent leur part.

«J'exige beaucoup de la part des parents», affirme Renée-France Labossière, directrice de l'école Taché. Elle sait que si les parents ne sont pas convaincus, l'école française ne peut pas exister.

«Autant l'enseignement se fait en français à l'école, autant il

faut que ça se fasse aussi à la maison», explique Nicole Dupéré, présidente sortante du Comité de parents de l'école Taché.

«C'est comme pour toutes les autres valeurs, ajoute la mère de deux enfants. Il faut qu'elles soient appuyées à l'école et à la maison.»

Le rôle du comité de parents a changé depuis dix ans, évalue la directrice de l'école Taché. «Il y a dix ans, le comité de parents se préoccupait plus des services que devraient recevoir les élèves.»

«Les parents organisaient des séries de films en français, par exemple. Aujourd'hui, on a ce genre de service d'ailleurs. Dans ce sens, le rôle du comité de parents est beaucoup plus politisé.»

Bien que l'avenir des écoles françaises soit assuré, les Comités de parents ont toujours leur place, estime Nicole Dupéré. «Je pense que les profs et la directrice ont leur job à faire. Le comité de parents peut compléter, voir à d'autres aspects en travaillant avec eux.»

«Souvent les profs et le personnel de l'école, puisqu'ils sont des employés ne peuvent pas s'impliquer dans certains domaines. Tandis que nous, on peut, puisque ce sont nos enfants. On peut, par exemple, téléphoner chaque jour aux administrateurs et aux commissaires s'il y a un problème.»

L.C.

Le Vélo-spectacle, c'est en ville que ça se déroule.



GRATUIT avec l'accès à l'Exposition de la rivière Rouge.



Les Vélos-spectacles, du plaisir en toute sécurité!

Les spectacles de sécurité des Pros du vélo, voilà une façon amusante d'apprendre les règles de la sécurité routière à bicyclette. Les plus jeunes conduisent des tout terrain électriques à trois roues sur une piste de course simulée, comportant des panneaux de signalisation pour les intersections et les autoroutes. Les enfants plus âgés roulent sur des

véhicules à quatre roues Quadrunner de Suzuki.

Les Vélos-spectacles se déroulent sous la surveillance de moniteurs qualifiés, aidés par le corps de police de Winnipeg.

Au cours des Vélos-spectacles, les enfants assistent à une présentation audio-visuelle sur la sécurité et reçoivent gratuitement un autocollant des Pros du vélo. Visitez l'Exposition de la rivière Rouge, du 19 au 28 juin.



EXPOSITION DE LA RIVIERE ROUGE, DU 19 AU 28 JUIN, A WINNIPEG.



La sécurité à bicyclette, c'est l'affaire de tous, aujourd'hui comme pour demain.

MC/PMarque de commerce de Petro-Canada Inc. - Trademark

LA LIBERTÉ

Journal hebdomadaire publié le vendredi par la Société Presse-Ouest Limitée
Le journal de l'année de

APF Association de la presse francophone hors Québec

Directeur et Rédacteur en chef: Bernard BOCQUEL
Directeur adjoint: Lucien CHAPUT
Journaliste: Daniel TOUGAS
Publicitaire: Andrée GILBERT
Typographe: Jocelyne LAXSON
Responsable du service graphique: David McNAIR
Graphiste: Denis ST. JEAN
Secrétaire-comptable: Francine LABOSSIÈRE
Secrétaire relationniste: Sylvie ROMAN
Développement des photos: Hubert PANTEL

Heures du bureau: 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi.

Toute correspondance doit être adressée à LA LIBERTÉ, Case postale 190, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4. Les lettres à la rédaction seront publiées à la demande du signataire. Les bureaux sont situés au 383, boulevard Provencher. Téléphone: (204) 237-4823.

Nos annonceurs ont 5 jours pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'abonnement annuel coûte 21,00\$ au Manitoba, 25\$ partout ailleurs au Canada et 30\$ à l'étranger.

LA LIBERTÉ est imprimée sur les presses de Derksen Printers.

Enregistré comme courrier de deuxième classe: No 0477



Nicole Dupéré, présidente sortante du Comité de parents de l'école Taché. «Je me souviens vaguement qu'on disait que le programme français ne durerait pas 10 ans. Et qui sait, peut-être qu'au 15e de la réouverture de l'école Taché, on aura une nouvelle école!»

Une question de respect

Il n'y a pas de doute. Le projet de la mise en valeur des ruines de l'ancienne Trappe de Saint-Norbert est réussi. L'heureux mélange de murs en pierre et de parterres communi- que bien la placidité de ce qu'on s'imagine être la vie monastique.

Si on peut féliciter toutes les parties impliquées dans la réalisation de ce nouveau parc provincial, c'est grâce aux pyromanes qui ont incendié le monastère et l'église des moines en novembre 1983.

C'est ce que m'a souligné un résidant de Saint-Norbert, longtemps impliqué dans le domaine de la conservation du patrimoine, lors de l'inauguration officielle du parc le 13 juin. Aurions-nous un parc histo- rique à Saint-Norbert si la Trappe était encore intacte?

Cette réflexion résume bien l'ironie et le drame de la conservation du patrimoine au Manitoba, voire même au Canada. Ce n'est que lorsque le patrimoine est menacé ou détruit qu'on semble s'y intéresser.

Le bilan des pertes est inquiétant. On n'a qu'à pen- ser à la maison Lévêque à Saint-Boniface. Ou l'an- cienne église de Saint-Pierre-Jolys. Tout le monde est perdant, que les gens s'en rendent compte ou non.

Parfois on tente de les convaincre de l'importance du patrimoine en jouant la carte économique, en disant que c'est bon pour le tourisme. En démontrant que le patrimoine, c'est rentable.

ÉDITORIAL

Aussi valable que puissent être ces arguments, il reste que la conservation du patrimoine ne peut se résumer à une question de piastres et de cennes.

Ça revient à une question de respect. De respect pour ce qui a été fait dans le passé. De respect pour ce qu'on fait aujourd'hui. De respect pour ce qu'on bâtit pour l'avenir.

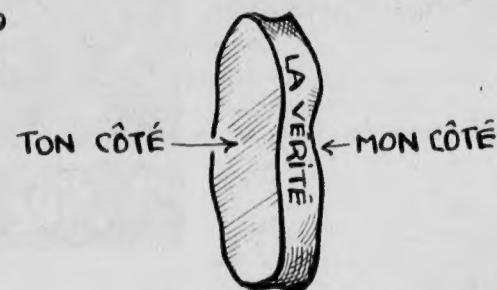
Marcher à l'intérieur des ruines de la Trappe peut nous donner une idée de ce qu'était la vie des moines au début du 20e siècle. Mais seulement une idée unidi- mensionnelle. Sans le toit, des murs intacts et les fenê- tres, on ne peut pas se faire une idée des bruits, de la lumière, des odeurs même. Si bien que le passé perd un peu plus de sa force.

Lucien CHAPUT

CAYOUCHE



T'ES, T'ENTENDS SOUVENT DIRE QUE
"LA MÉDAILLE A DEUX CÔTÉS"
BEN MONONCLE PIT L'VIEUX PARCHERON
LUI Y DIT QUI Y'EN A TROIS!
Y'A: TON CÔTÉ, MON CÔTÉ, PIS LA VÉRITÉ!



P.S. VOISQUE JE NE TROUVE PAS DE MÉDAILLE POUR
VOUS MONTRER UN EXEMPLE, J'ME SERS
D'UNE TRANCHE DE PATAQUE.

Cayouche
La Liberté

Otterburne: l'importance de garder le souvenir d'une première oeuvre

LETTRE

Par la voie de La Liberté, j'aimerais souligner le travail de ceux qui ont eu l'initiative de mettre en marche le projet d'écrire l'histoire d'Otterburne.

Madeleine Laroche, Evelyne et Pierre Beaudoin ont prouvé leur esprit de détermination et de persévérance dans cette difficile recherche des souvenirs et mémoires du passé qui dépassent les cinquante ans, mais qui nous permettent de connaître l'histoire des colonisateurs de cette région de terre de la «Rivière aux Rats», qu'est devenu Otterburne.

Maman aimait nous raconter des anecdotes de grand-père et grand-mère Gédéon et Adèle Brisson, deux des premiers colons qui avaient acheté un «homestead».

La présence des Clercs de Saint-Viateur et du bureau du culte perpétuel de saint Joseph inspiré par le charisme du Frère Louis Gareau, csv, on permis, comme le dit bien Mme Georgette Saive, d'avoir le

bureau de poste le plus considéra- ble de la région à Otterburne.

Je me souviens, pour me l'être fait dire par nos soeurs qui aidaient à l'adressage des lettres, qu'il y avait pour un temps au-delà de 85 000 associés dans le culte perpétuel de saint Joseph. Au début, cette oeuvre aidait à maintenir l'orphelinat. Le plus important pour nous c'était le bonheur de s'unir aux 85 000 associés dévoués à saint Joseph dans l'Eglise et de savoir que saint Joseph était prié.

Il convient de donner à saint Joseph la place qui lui revient au sein de la sainte famille. Comme disait notre Fondateur, il ne faut jamais séparer Jésus et Marie de Joseph. Pour ceux qui désirent approfondir la place de saint Joseph dans l'Eglise, il existe à l'Oratoire Saint Joseph du Mont Royal à Montréal, un centre de josphologie où l'on continue des recherches sur la théologie du culte à saint Joseph à travers le monde.

Nous, les «Petites Missionnaires

de Saint Joseph», sommes heu- reuse d'avoir fait partie de l'his- toire d'Otterburne, d'abord dans notre première Maison Mère appelée Maison Nazareth, ensuite avec une première oeuvre auto- nome: un foyer pour personnes âgées, la Résidence sainte Thé- rèse. Dans le rêve de nos fonda- trices, la Résidence sainte Thé- rèse d'Otterburne correspondait aux désirs du Frère Louis Gareau, csv, alors décédé, qui voulait nous voir nous dévouer pour les pau- vres, les malades et les déshérités de la vie.

Relier tous les souvenirs de ce temps de grâces n'est pas possi- ble, mais il est important que l'on conserve le souvenir d'une pre- mière oeuvre où l'on y a mis le meilleur de soi-même pour le bien des autres. Les plans de Dieu sont mystérieux! Merci aux auteurs du livre «Otterburne — Hier — Ajour- d'hui» de nous le rappeler!

Denise Carrière, p.m.s.j.
le 16 juin 1987

75\$ DE SNAP-CASH



La meilleure affaire en matière de tondeuses à gazon devient mieux encore: payez-vous l'une des tondeuses Snapper Walk Mower et nous vous offrirons 75\$ en certificats Snap-Cash, honorés lors de l'achat de tout produit ou accessoire pour les machines Snapper.*

Vous recevrez des certificats Snap-Cash d'une plus grande valeur en vous procurant une tondeuse-tracteur ou un Rear Engine Rider de Snapper.

Informez-vous au sujet de SNAP-CREDIT

RENÉ BERTRAND
DIRECTEUR GÉNÉRAL

233-3411

Découpez ce coupon et épargnez.

* Cette offre prend fin le 30 juin 1987

RIVERSIDE
484, CHEMIN ST-MARY'S

HERITAGE CREDIT UNION LIMITED

Pourquoi hypothéquer votre avenir ailleurs?

Si vous prévoyez acheter une nouvelle maison, passez d'abord nous voir. Nous vous offrons:

- hypothèques autorisées
- autorisation dans les 48 heures
- aucuns frais de demande
- honoraires d'avocat raisonnables
- taux concurrentiels
- programmes flexibles

Certaines restrictions s'appliquent.



Procurez-vous les règlements du concours à l'une de nos succursales.

Markham Professional Centre
2251, chemin Pembina
261-8110

Saint-Boniface
255, rue Marlon
233-7163

Parc Windsor
1282, rue Archibald
257-2535

Une mode qui pousse

Se détendre, ce n'est plus ce que c'était. La mode n'est plus à végéter avec un livre ou se planter devant son VCR. Aujourd'hui, c'est planter chez soi de la végétation.

La nouvelle manie qui a pris racine cet été sur tout le continent, c'est le jardinage. Le jardin anglais, ou parterre, le jardin de légumes et la pelouse immaculée font l'objet d'un renouveau d'intérêt qui propulse les augmentations de ventes jusqu'à 30 pour cent.

«Partout en Amérique du Nord», confirme Lothar Behnke, propriétaire des serres Behnke's, «les chiffres de ventes s'accroissent à un niveau vraiment incroyables, surtout dans le domaine des parterres (*landscaping*).»

Selon le jardinier de Saint-Vital, l'industrie du jardinage en est une des plus sûres. Malgré les fluctuations de l'économie, les ventes demeurent stables et vont parfois même s'accroître en temps difficiles.

«Pendant la crise du pétrole d'il y a dix ans, le nombre de



Jean-Paul Molgat

TENDANCES

jardins de légumes est monté en flèche. Depuis, ça s'est atténué.

La nouvelle tendance, le jardin anglais peut s'attribuer à cette tranche notoire de la population américaine, les yuppies qui sont plus conscients de la santé, qui mènent une vie plus tendue et qui sont extrêmement conscients des apparences.

«C'est ce 'look' bien entretenu qui fait fureur. Nous sommes dans la génération yuppie. Peu importe si nous sommes des yuppies ou non, ce souci des apparences nous affecte aussi.»

Lothar Behnke souligne que la plupart de ses clients ont entre l'âge de 25 et 45 ans, et que les femmes et les hommes y participent à peu près également.

«Auparavant, c'était juste les femmes qui venaient acheter. Là, le jardinage semble intéresser les deux sexes. Les gens se sont rendu compte des bénéfices du jardinage», suggère le commerçant.

«Les gens font du jardinage parce que ça détend, tout en donnant de l'exercice. En même temps, c'est un passe-temps qui contente parce qu'on peut voir les plantes pousser et en être fier.»

Un jeu

Denise Roy-Fontaine a redécouvert le jardinage voilà trois ans, après avoir passé neuf ans dans un appartement. Ce passe-temps qu'elle avait tant adoré apprendre de sa mère sur la ferme à Saint-Pierre-Jolys n'a perdu aucun de son charme en ville.

«Ça m'épate de voir les choses pousser!» lance-t-elle en racontant comment quelques-unes

de ses plantes ont percé seulement 24 heures après la semence.

L'adjointe à l'administration à la Fédération provinciale des Comités de parents confirme les attraits du jardinage soulignés par le jardinier Behnke.

«Ça détend, ça contente, c'est une passe-temps qui ajoute de la valeur et de la beauté à ta propriété. Mais en plus, c'est un jeu amusant. Tu essayes des différentes choses pour mieux faire pousser tes plantes, comme l'emplacement et les combinaisons.»

Il y a aussi un élément de compétition dans le jardinage, et Denise Roy-Fontaine ne s'en cache pas. «J'essaie toujours d'avoir un plus beau jardin que mes voisins!» La résidente de Transcona est même prête à ajouter, sans fausse modestie, «J'ai réussi!»



Denise Roy-Fontaine. «Je ne vivrais pas sans fleurs. Quand ça commence à fleurir dehors, j'en rentre toujours dans la maison.»

Bêche à louer

Quand Denise Roy-Fontaine et son mari Richard Fontaine étaient à la recherche de leur première maison, il n'était pas question d'acheter là où ils ne pourraient aménager un jardin.

Les nouveaux mariés ont trouvé une maison coquette, avec ce petit lopin cultivable tant désiré dans l'arrière-cour. Cependant, la pelouse était dans un état piteux.

Plutôt qu'avoir recours à des professionnels pour rectifier leurs problèmes de mauvaises herbes et d'herbe morte, les Fontaine ont fait eux-mêmes l'application d'herbicide et de fertilisant, sans grand succès. L'herbe s'est régénérée avec le temps et les pissenlits ont dû être arrachés à la main.

15 camions

Depuis quelques années, l'entretien de pelouse professionnel fait rage à Winnipeg. Alors qu'en 1982, Green Green Grass mettait cinq camions à la disposition de ses 4000 clients, quinze camions ont circulé en 1986 pour arroser au-delà de 30 000 pelouses.

Des compagnies telles Green Green Grass vont vous promettre, pour la somme de 100\$, quatre traitements qui doivent vous donner une pelouse d'un vert immaculé.

Les applications des compa-

gnies professionnelles sont surtout des herbicides-fertilisants liquides, tandis qu'une application-maison consiste d'habitude de granules du même ingrédient chimique.

La tendance de faire arroser son gazon par des professionnels, prévient Lothar Behnke, des serres Behnke, pourrait se révéler dangereuse à long terme.

Racine creuse

«Les liquides nourrissent le gazon rapidement, afin que le gazon retrouve sa santé aussitôt que possible. Mais c'est inquiétant, parce que souvent, une nutrition si rapide va empêcher les plants de prendre une racine assez creuse pour passer l'hiver. Et le printemps, le gazon est brûlé par le gel.»

Dillon Vincent, le gérant de Green Green Grass à Winnipeg concède que ce genre de problème risque de se produire à l'occasion, mais que l'arrosage du fertilisant évite bien d'autres problèmes. Entre autres, les clients ne sont pas obligés de faire la manutention ou l'entreposage des chimiques dangereux et les applications liquides se font plus uniformément que les applications de granules.

Si vous ne pouvez conclure dans tout ce débat, il reste la méthode employée par Denise Roy-Fontaine. Le travail à la bêche.

J.-P. M.

CERTIFICATS D'ÉPARGNE-PLACEMENT DU MANITOBA

8%

Taux initial de 8 %. Le taux d'intérêt sera toujours supérieur d'un quart de pour cent au taux courant des obligations d'épargne du Canada.

Viennent à échéance dans 10 ans, soit le 1er juillet 1997.

- Payables sur demande, à la valeur nominale, à partir du 1er janvier 1988.
- Intérêts payables par chèque le 1er juillet de chaque année.
- Coupures en multiples de 100 \$.
- Possibilité d'acheter jusqu'à concurrence de 50 000 \$.
- Offerts aux habitants du Manitoba seulement.

En vente dans tous les établissements financiers de la province à compter du 22 juin.

Meilleur Rendement...
Valeur Assurée...
Qu'attendez-vous?

Finances
Manitoba



La Présidente et les directeurs du
Child & Family Services of Eastern Manitoba
(autrefois The Children's Aid Society of Eastern Manitoba)
vous invitent cordialement ainsi que vos amis à leur

45^e réunion annuelle
à 20 heures
le mercredi 24 juin 1987
au Centre Prendergast
(autrefois l'école Prendergast)

906, chemin Cottonwood, Saint-Boniface

INVITÉ D'HONNEUR
Monsieur Con Hnatiuk
Sous-ministre des Services communautaires
Un goûter sera servi.

Le juge Michel Monnin jouera un rôle clé

Les États généraux, le grand «projet de société» de la Société franco-manitobaine (SFM), prennent de plus en plus la forme d'une commission d'enquête

Une commission d'enquête qui sera présidée par le juge Michel Monnin.

«Les États généraux, c'est une événement qui se déroulera en trois étapes», a expliqué Lucille Blanchette, présidente de la SFM, lorsqu'elle a comparu devant le Comité mixte permanent du Sénat et de la Chambre des communes sur les langues officielles, le 10 juin 1987.

«En premier lieu, il y aura les consultations qui se feront par le moyen d'audiences publiques», a élaboré la présidente de la SFM.

«En vue de préparer les audiences publiques, deux agents de développement (Pierre LaRoche et Lorette Beaudry-Ferland) assurent présentement une animation dans les régions rurales et urbaines, tant au niveau des organismes qu'au niveau des individus.»

Les agents de développement cherchent à inciter des personnes et des organismes à présenter des mémoires. «Les mémoires seront présentés à un panel de membres de la communauté qui seront pré-

sents à chaque audience publique», a ajouté Lucille Blanchette.

«Le panel sera présidé par monsieur le juge Michel Monnin. Chaque présentation sera suivie d'une période d'échange entre les membres du panel et la personne ou le groupe qui aura fait sa présentation.»

«La panel, présidé par Michel Monnin, sera composé de six personnes», précise André Brin, le coordonnateur des États généraux. «Ils seront, en quelque sorte, les témoins des présentations.»

«En plus d'inciter l'échange



Le panel des États-généraux sera présidé par le juge Michel Monnin.

d'information entre le panel et ceux qui présentent un mémoire, ils devront assurer que la synthèse des audiences publiques qui sera rédigée soit fidèle à ce qui a été présenté.»

Cette synthèse des audiences publiques «servira ensuite à la préparation du congrès» prévu pour les 4, 5 et 6 mars 1988, a indiqué Lucille Blanchette. Ce sera la deuxième étape des États généraux.

«Au congrès, la communauté sera de nouveau invitée à participer au processus de concer-

tation que sont les États généraux», a ajouté la présidente de la SFM. «Les délégués prépareront des résolutions, les débatteront et adopteront une orientation globale pour la communauté francophone du Manitoba.»

«Par la suite, ce sera la dernière étape et l'objectif véritable de tout le processus: la publication des Actes des États généraux. Ces actes serviront de carte routière pour diriger les organismes qui desservent les francophones du Manitoba.»

Les membres du Comité mixte permanent sur les langues officielles devant laquelle a comparu la présidente de la SFM ont indiqué qu'ils assisteraient au Congrès des États généraux de la francophonie manitobaine. Ils assisteront également à au moins une des audiences publiques de cet automne.

Co-présidé par le sénateur Dalia Wood et Charles Hamelin, député conservateur de Charlevoix (Québec), le Comité mixte permanent comprend aussi, entre autres, le sénateur Joseph Guay et Léo Duguay, député de Saint-Boniface.

Lucien CHAPUT

(1) Les audiences publiques auront lieu à Sainte-Anne-des-Chênes (17 septembre), Saint-Vital (24 septembre), Notre-Dame-de-Lourdes (1er octobre), Saint-Georges (8 octobre), Elie (15 octobre), Laurier (22 octobre), Saint-Pierre-Jolys (29 octobre), Saint-Boniface (5 novembre) et Winnipeg (12 novembre).



25e
anniversaire de
Richard et
Laurence Dorge

Il y aura une soirée
en leur honneur
le 11 juillet 1987
à Sainte-Agathe

S'il vous plaît réservez
en composant le
233-0357 ou 1-882-2446

BÂTISSSES



La Banque de Commerce (389, rue Main)

Un excellent exemple du style néo-classique, la Banque de Commerce s'impose d'abord par son aspect massif.

Construite en 1910, lorsque Banker's Row (rue Main, entre Portage et Williams) était en plein essor, l'édifice témoigne du statut commercial et financier dont bénéficiait Winnipeg au début du 20e siècle.

Ce bâtiment est surtout remarquable par ses huit colonnes doriques, chacune faisant cinq étages en hauteur, ainsi que la balustrade qui couronne la façade.

À l'intérieur, la Banque renferme une impressionnante salle bancaire de dimensions cathédrales dont le toit met en valeur un vitrail circulaire mesurant 52 pieds de diamètre.

En 1969, la Banque de Commerce a quitté le 389, rue Main pour aménager son siège central dans la tour Richardson qui est voisine. L'édifice historique aurait été démolé sans la protestation véhémement des citoyens et la détermination du conseil de la ville de Winnipeg.

Aujourd'hui, la ville loue le bâtiment pour un dollar par année et prévoit, à l'avenir, entreprendre des travaux de restauration.



OUVERT TOUT L'ÉTÉ

du lundi au vendredi
de 16 à 01 heures

Ne manquez pas notre spécial

LA 10e MANCHE

de 21 à 22 heures

La Place des Jeunes
est toujours ouverte tous
les samedis pour les
13 à 17 ans.

Carte de membre 3,00\$



768, avenue Taché, 233-8001



Fraisière

U-PICK

Venez cueillir vos fraises

à Saint-Malo chez Étienne Hébert.

Ouvert 6 jours sur 7 de 7h à 19h.

Prenez rendez-vous en composant le 1-347-5771.

FÉLICITATIONS!

La Société franco-manitobaine félicite le sénateur Joseph Guay, qui s'est vu décerner le Prix Alexandre-Taché par le Collège de Saint-Boniface à la collation des grades le jeudi 4 juin dernier. Aussi, félicitations à l'architecte mani-

tobain Étienne Gaboury, qui a reçu le grade honorifique de Docteur en Droit de l'Université du Manitoba. Nous félicitons également tous les étudiants et étudiantes qui se sont mérités des prix d'excellence.



LA SOCIÉTÉ
FRANCO-MANITOBAINE



SIMACO Entrepreneur
en construction

MAISONS CONSTRUITES SUR COMMANDE

LOTS DISPONIBLES:

- Domaine Marius-Benoist
- St-Boniface • St-Vital • Lorette

Raymond Simard, président, B.A., B. Comm. (Hons.)

237-4798

Le Centre Dom-Benoît s'établit

Des tournées guidées d'ici un mois

Près d'un an après l'inauguration du Centre Dom-Benoît, le comité culturel a décidé d'embaucher trois étudiantes cet été afin d'y installer la bibliothèque et mettre au point le musée.

Et ce n'est pas tout. Dès le mois de septembre, le comité culturel procédera à l'em-

bauchage d'un employé permanent à mi-temps qui assurera l'entretien et les services à la bibliothèque et au musée.

Les quelque 4 000 livres de la bibliothèque, présentement entreposés à l'église seront mis à l'étalage au Centre Dom-Benoît par Lise Durand, qui touchera un salaire subventionné par le programme Défi 87.

Selon Paul Cenerini, le président du comité culturel, la bibliothèque se spécialisera dans les livres de référence en français, et les revues en français.

«Il y aura d'autres livres, et des livres en anglais, c'est sûr. Mais un des buts premiers demeure de combler le vide laissé par l'industrie privée au village. Par exemple, c'est dif-

ficile d'acheter l'Actualité à l'épicerie ici.»

Bien que les résidants pourront se servir de la nouvelle bibliothèque une fois le projet terminé, l'ouverture officielle ne se fera qu'en avril 1988.

Les emplois de Marina Charrière et de Charlotte Durand, toutes deux affectées au musée, seront subventionnés par le programme provincial Careerstart et par la Société historique du village, qui a reçu un don d'un résident.

Les étudiantes passeront l'été à classer objets et documents au musée, qui vient de s'équiper d'une photocopieuse, d'une machine à écrire et d'un système de filières grâce à un octroi de 20 000\$ du Conseil Interculturel du Manitoba. Cette somme a aussi servi à embaucher des charpentiers pour fabriquer des étagères et des meubles pour exposer les objets.

À partir du 29 juillet, les deux étudiantes offriront des tournées guidées du musée, qui propose, entre autres, plusieurs reliques religieuses, des pierres utilisées par les Amérindiens de la région à l'épo-

que, et même un météorite qui serait tombé dans un champ avoisinant le village.

«On inviterait les gens à passer voir le musée avant ce temps là», a cependant fait remarquer Paul Cenerini, «juste pour qu'il voient le progrès qui s'y est fait depuis un an.»

Il reste encore une dette de 48 000\$ sur le bâtiment du Centre Dom-Benoît, que le président du comité culturel présente comme «un symbole de la volonté de survie du français à Notre-Dame-de-Lourdes.»

«Le centre donne un caractère francophone au village, et c'est ce qui nous permet de nous distinguer d'autres villages», ajoute le directeur de l'école élémentaire.

«C'est un projet avant-gardiste, et il y en a certains qui doutaient de l'utilité d'un tel centre. Peut-être qu'à l'avenir, le centre se révélera profitable en tant qu'industrie touristique.»

«Une chose est sûre, toutefois», poursuit Paul Cenerini. «Si on n'avait pas eu le Centre Dom-Benoît, il n'y aurait eu qu'un emploi à offrir cet été.»

Jean-Paul MOLGAT

Culture, Patrimoine
et Loisirs
Manitoba



Fête de la St-Jean Baptiste

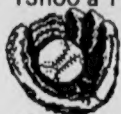
La Broquerie, Manitoba

programme

THÈME: «On a une histoire à chanter»
1897-1987

samedi 20 juin

- 09h00 à 11h00 — Déjeuner aux crêpes (gratis)
- 09h00 à 19h00 — Tournoi de balle (familial)
- 12h00 à 19h00 — Petit Canot
- Musique (F + R) (14h00 à 18h00)
- 13h00 à 17h00 — Films et collation pour jeunes
- Pêche pour enfants
- Musée
- Cuisine canadienne
- Gourmet
- 13h00 à 18h00 — Roue de fortune, Nevada
- Kiosques payant avec prix
- Cantine
- 14h00 à 16h00 — Baseball 12-13 ans
- 20h00 à 0h100 — Danse avec «Small Town» (entrée 6,00\$)
- 21h00 à 21h30 — Monologue par Vincent Dureault
- 23h00 à 23h30 — Monologue par Vincent Dureault
- 01h00 à 02h00 — Feu de la St-Jean



dimanche 21 juin

- 08h00 à 10h00 — Déjeuner aux crêpes — Parc Aristide Rocan (gratis)
- 10h00 à 11h00 — Messe de la St-Jean
- 11h30 à 12h30 — Défilé
- 12h30 à 19h00 — Trois petits cochons
- Cuisine canadienne
- Petit Canot
- 13h00 à 19h30 — Tournoi de balle (familial)
- 13h00 à 14h00 — Démonstrations de chevaux (Horse show)
- 13h00 à 16h00 — Escalades en ballon à air chaud (sujet à la température)
- 13h00 à 18h00 — «Kid Stuff 87»: deux représentations pour jeunes par l'Organisation internationale du Festival pour enfants, avec jeux et ateliers
- Gourmet, cantine
- Roue de fortune, Nevada
- Kiosques payant avec prix
- Exposition et vente d'artisanat (École St-Joachim)
- Tournoi de fer à cheval
- Musée
- 14h00 à 15h30 — Quadrilles — démonstrations (square dance) — ateliers
- 14h00 à 16h00 — Mini piste et pelouse
- Anciennes courses — trois jambes, brouette et sacs
- 15h00 à 15h30 — Démonstrations de Tae Kwon Do
- Tir au câble
- 20h00 à 22h00 — Spectacle «Air Bands» organisé par le Comité culturel
- 22h00 à 24h00 — Danse animée par Gérald Brétécher



Remerciements aux commanditaires suivants:

Albert Vielfaure	424-5373	John A's Welding	424-5267
Aréna La Broquerie	424-5396	La Broquerie Co-op	424-5231
Assurance Jean Lord	424-5472	La Broquerie Hotel	424-5302
Caisse populaire de La Broquerie	424-5238	La Broquerie Lumber — Terra Homes	424-5333
Chez René	424-5448	La Broquerie Transfer	424-5312
Comptabilité Bouchard		La Chaumière	424-5574
De-ja Beau Carpentry Inc.	424-5340	Le Dépanneur	424-5221
Godard Ready Mix	422-5608	N.J.D. Marketing	424-5203
Habs Auto Service	424-5503		

LE CLUB LAVERENDRYE

Venez danser
au Club LaVérendrye
Cette semaine avec
«Bar Mist»

- CLUB PRIVÉ
- Carte de membre requise
- Nouveaux membres:
Bienvenus!

La semaine prochaine avec
«Whiskey Bent Band»
Les 25, 26 et 27 juin

Bingo lundi, mercredi,
jeudi et vendredi
2 tables de billard pour votre plaisir.

614, rue Des Meurons,
Saint-Boniface
Téléphone: 233-8997

Politique canadienne de défense

- Souveraineté
- Sécurité
- Maintien de la paix
- Engagements envers l'Europe
- Réserve

La nouvelle politique canadienne de défense confie à nos Forces canadiennes un mandat moderne et réaliste.

On peut maintenant se procurer dans les librairies du gouvernement du Canada le Livre blanc de la Défense nationale. On pourra aussi obtenir sans frais une brochure renfermant les points saillants du Livre blanc en s'adressant à une base ou un centre de recrutement des Forces canadiennes.



Défense nationale

National Defence

Canada

Portrait d'un nouveau papa

Ce n'est pas aussi difficile que je ne le croyais

Célébrer sa première fête des pères, c'est en même temps un émerveillement et une bénédiction pour Marc Sabourin. Sa petite fille Estée, qui a huit mois, n'y comprend sans doute pas encore grand chose.

C'est toutefois évident, en la regardant s'accrocher, grimper et se tortiller dans les bras de son père, qu'elle aurait du mal à se passer de lui. Et lui d'elle.

«J'aurais bien de la misère à envisager une vie sans elle. Avoir un enfant, ça a remis de l'importance dans ma vie et dans la vie de Joanne», évalue le réalisateur à Radio-Canada.

«Être papa, ça veut dire se réveiller le matin et de se rappeler qu'il en a une autre personne dans la maison. Ça veut dire prendre son enfant dans ses bras quand il a de la peine ou qu'il a peur. C'est jouer, chanter et danser, enfin, c'est d'être un enfant avec elle».

«Pendant qu'Estée est à la découverte du monde, moi je suis à la redécouverte avec elle», poursuit le mari de Joanne Therrien-Sabourin.

«C'est une bénédiction d'avoir eu Estée. Je me sens certaine-

ment bien chanceux d'être le père d'un enfant en bonne santé, qui est de bonne humeur, qui a beaucoup à offrir au monde. Je sens très vivement la peine des couples qui ne peuvent pas avoir des enfants.»

Comme il se fait de plus en plus aujourd'hui, Marc Sabourin a participé à la naissance de son enfant, aux côtés de sa femme durant l'accouchement.

«Être là au moment où l'enfant vient au monde, ça a beaucoup d'importance. Je me suis rendu compte que ce n'était pas juste un bébé, mais toute une responsabilité.»

«J'ai toujours voulu avoir des enfants», avoue le résident de Saint-Clements. «Être père, ce n'est pas aussi difficile que je pensais. L'essentiel, c'est d'être attentif.»

Tout les 2

«Il y a certains jours que je rentre du travail, fatigué, et que je n'ai vraiment pas le goût ou l'énergie de jouer avec elle. Mais je la prends quand même dans mes bras, et ça l'apaise à chaque fois. Moi, ça me repose aussi.»

«Vu que ma femme et moi on travaille tous les deux, la qualité du temps qu'on passe avec



Marc Sabourin, à sa première fête des pères. «C'est très important de jouer avec elle et d'inventer toutes sortes de jeux. Depuis huit mois, je suis devenu l'homme-balançoire!»

Estée devient très importante. On veut bien utiliser le temps qu'on a.»

«Pour nous, c'est très important qu'Estée vienne à connaître sa famille. Ses cousins, ses oncles, ses tantes, ses grands-parents font tous partie du petit monde dans lequel elle est née. Une fois qu'elle a découvert ce petit monde, le grand monde est plus facile à comprendre.»

Pour le fils de Roger Sabourin et de Denise Gagné de Saint-Boniface, il y a trois ingrédients importants au bonheur de sa petite.

«La sécurité, le confort et beaucoup d'amour. La sécurité, c'est d'avoir des parents qui la rassurent quand il y a de l'inconnu. Le confort, c'est aussi simple que d'avoir une couche sèche. Et l'amour n'est pas ce qui manque quand on a un papa, une maman et une grande famille.»

«Il y a eu des moments difficiles, c'est sûr. Il fallait qu'on s'habitue à une nouvelle présence dans la maison. Il fallait planifier les choses différemment.»

«Il a fallu modérer le train de nos activités, sans toutefois les abandonner complètement. C'est vraiment un mythe qu'un enfant pose des obstacles aux activités de loisir. C'est certain qu'il est nécessaire de modifier la façon de faire les choses, mais pas d'arrêter complètement», affirme le mordu de la voile.

«Estée vient de faire son deuxième petit voyage avec nous. Un jour, elle sera matelot brevetée, j'en suis sûr!»

Jean-Paul MOLGAT

CJP CAMPANOUS 87, EXPÉDITIONS PLEIN AIR



- C'est une expédition sans pail de 5 jours pour jeunes francophones âgés de 13 à 16 ans qui aiment l'aventure et le plein air.
- Pour les amoureux de bois, c'est une randonnée pédestre de 60 km sur le sentier Mantario dans le parc Whiteshell.
- Pour les rameurs, c'est une expédition en canot (canot 1) dans le parc Whiteshell.
- Toutes les expéditions se feront de façon sécuritaire, sous la direction d'un personnel qualifié.
- Campanous 87, expéditions plein air, des vacances inoubliables!!

FRAIS: 85\$. Pour 2 de la même famille: 110\$

FICHE D'INSCRIPTION

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ TÉLÉPHONE _____
DATE DE NAISSANCE _____ ÉCOLE _____

SEMAINE CHOISIE:

1) ☐ Camp 1 — du 13 juillet au 17 juillet
du 3 août au 7 août

2) ☐ Mantario — du 10 août au 14 août

Pour plus d'informations, contactez Ghislain Morin au:
CJP Inc., 383, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G9, téléphone: 237-8947

AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE la succession de feu JOSEPH D'AUTEUIL, du village d'Ile-des-Chênes, province du Manitoba, fermier à sa retraite.

Toutes réclamations contre la succession ci-haut mentionnée devront être déposées à l'étude du soussigné, au 25-185, boul. Provencher, Winnipeg (Manitoba) R2H 0G4, le ou avant le 27 juillet 1987.

DATÉ à Winnipeg, au Manitoba, ce 15^e jour de juin 1987.

F.R. AVANTHAY
Procureur de la succession.

Le portrait un rendez-vous avec la vie chaque semaine

LES ÉDITIONS DES PLAINES

C.P. 123, Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Tél.: (204) 235-0078

Invitation au lancement officiel de

Sans bon sang

de

Annette Saint-Pierre

le lundi 29 juin

au Rendez-Vous

(entrée rue Aubert, salle Portage)

768, avenue Taché

CJP CAMPANOUS 87, UN CAMP DE VACANCES



- C'est un camp francophone de qualité supérieure, situé sur le lac Winnipeg, près de Gimli, pour jeunes de 8 à 13 ans.
- Un camp où on retrouve de grands terrains de jeux, une belle plage sablonneuse et un confort exceptionnel.
- Un camp où on fait de l'artisanat, du chant, de la natation, du canotage, du tir à l'arc, des randonnées et beaucoup plus.
- C'est un camp où on vit en groupe, on se fait de nouvelles et vieilles amitiés, on s'exprime, on crée, on découvre et surtout on s'amuse.
- Campanous 87, c'est une expérience à vivre au moins une fois dans sa vie.

FRAIS: 125\$, par jeune, par camp

FICHE D'INSCRIPTION

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ TÉLÉPHONE _____
DATE DE NAISSANCE _____ ÉCOLE _____

SEMAINE CHOISIE:

1) ☐ du 20 juillet au 24 juillet
2) ☐ du 27 juillet au 31 juillet

3) ☐ du 17 août au 21 août

Pour plus d'informations, contactez Ghislain Morin au:
CJP Inc., 383, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G9, téléphone: 237-8947

AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE la succession de feu MARCEL HENRI DUBOIS, de la ville de Winnipeg, province du Manitoba, journaliste.

Toutes réclamations contre la succession ci-haut mentionnée devront être déposées à l'étude du soussigné, au 25-185, boul. Provencher, Winnipeg (Manitoba) R2H 0G4, le ou avant le 27 juillet 1987.

DATÉ à Winnipeg, au Manitoba, ce 15^e jour de juin 1987.

F.R. AVANTHAY
Procureur de la succession.

AVIS AUX CRÉANCIERS

EN CE QUI CONCERNE la succession de feu GISELE MARIE BÉDARD, de la ville de Winnipeg, au Manitoba, veuve.

Toutes réclamations contre la succession ci-haut mentionnée devront être déposées à l'étude des soussignés, au 201-185, boul. Provencher, Winnipeg (Manitoba) R2H 3B4, le ou avant le 1^{er} août 1987.

DATÉ à Winnipeg, au Manitoba, ce 11^e jour de juin 1987.

TEFFAINE, TEILLET
& BENNETT
Procureurs de la succession.



LA VILLE DE WINNIPEG

DIVISION DES BIBLIOTHEQUES
BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE DE ST. BONIFACE
255, AVENUE DE LA CATHEDRALE • ST. BONIFACE • MANITOBA • R2H 0J1

LA BIBLIOTHÈQUE DE ST-BONIFACE

fermera ses portes les 25, 26 et 27 juin pour effectuer son déménagement dans le Complexe Centre-Ville. La réouverture aura lieu le 29 juin à 10h00.

La nouvelle adresse ainsi que les nouveaux numéros de téléphone sont:

La Bibliothèque de Saint-Boniface
131, boulevard Provencher, porte 100
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 0G2

Comptoir du prêt 986-4330
Services aux adultes 986-4331
Services aux enfants 986-4332

Un manoir polyvalent est dans les plans

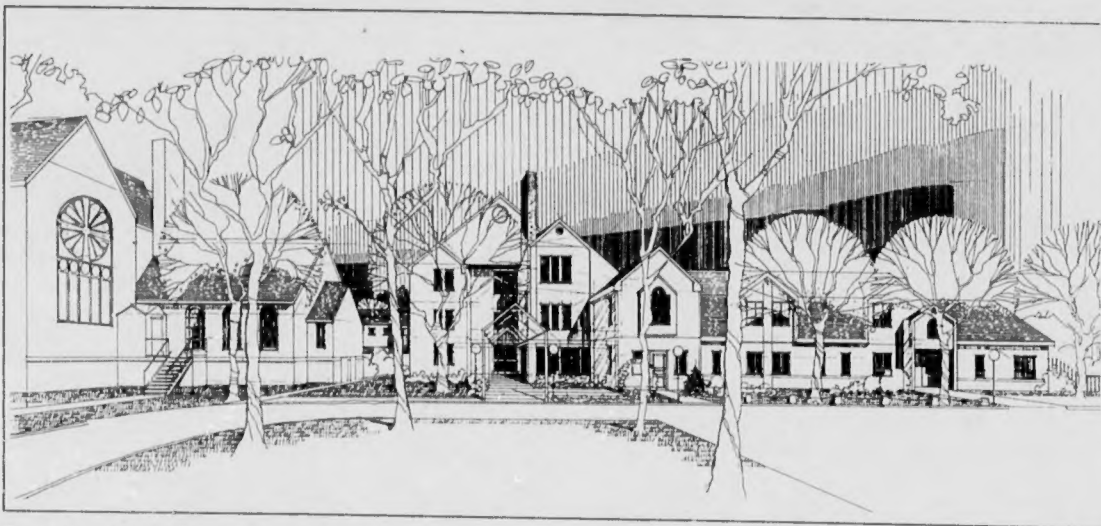
La cinquantaine de Chevaliers de Colomb du conseil de Saint-Norbert organise un genre de visite paroissiale cet été. Le but de la manœuvre: démontrer qu'il y a un besoin pour un manoir à Saint-Norbert.

L'idée n'est pas nouvelle en soi, explique Roger Dubois, président du Comité de construction. Héritage Saint-Norbert, un groupe qui s'inté-

resse au patrimoine, y pensait depuis trois ans.

«Voilà six mois, Héritage Saint-Norbert a approché les Chevaliers de Colomb, poursuit Roger Dubois. Et les Chevaliers de Colomb ont décidé d'embourser. Un comité a été établi.»

«Le comité est unanime. On voudrait bâtir sur le terrain de la paroisse, juste au sud de l'église. Les gens semblent être plus favorables au site du presbytère qu'à un site le long du chemin Pembina.»



Croquis du projet d'une résidence pour les personnes d'âge d'or à Saint-Norbert. À gauche: l'église.

RESTAURANTS

La cuisine de **CURRY HUT** et du **Café vert** vous offre, à la fois, des plats canadiens et indiens. Les spécialités sont le poulet tandoori, le Machchi tandoori, le steak tandoori et les côtelettes de porc tandoori. Ces repas sont préparés avec des épices faites à la maison. On n'y ajoute aucun préservatif ou monosodium glutamate. Pour ceux et celles qui surveillent leur ligne ou voudraient perdre du poids, les épices et le poivre utilisés font des merveilles. On y sert les déjeuners, dîners et soupers. Vous pouvez aussi venir chercher votre commande ou utiliser notre service de livraison. Nous traitons et pourvoyons à des banquets, soirées, rencontres, etc. Les prix sont raisonnables. Ouvert entre 7h30 et 21h30, 113, rue Marion, Saint-Boniface. Téléphone: 237-0366 ou 233-4166.

ED VICKAR
community
CHEV OLDS LTD.

Paul (P.H.) Fournier
Représentant

964, avenue Regent
Winnipeg (Manitoba)
R2C 3A8 Tél.: 661-8391

Le comité a retenu les services de l'architecte Jacques Rollier qui leur a préparé un croquis d'un projet comprenant 44 appartements. (Voir illustration).

«Il s'agirait de raser le presbytère, explique le président du Comité de construction. Par la suite, la paroisse louerait de l'espace dans le manoir pour le nouveau presbytère. Une passerelle relierait le manoir à la sacristie de l'église.»

Intégrer le presbytère au manoir serait vraisemblablement une première au Manitoba, confirme l'abbé Pierre Gagné, curé de la paroisse de Saint-Norbert. Par contre, là où ça a déjà été fait (à Maillardville, en Colombie-Britannique, notamment), «ça marche très bien.»

En plus, «le presbytère, construit en 1905, a besoin de

grands travaux de réparations, explique l'abbé Gagné, surtout au niveau des fondations. Ça glisse vers la rivière.»

Les Chevaliers ne se sont pas donné d'échéancier précis, rapporte Roger Dubois. «La province impose toujours un recensement qui démontre qu'il y a un besoin. Maintenant qu'on a une liste de 180 noms, dont une bonne trentaine de personnes qui pourrait déménager immédiatement, on va les rencontrer tous individuellement.»

Aussi, il y a toutes les démarches nécessaires pour changer le zonage du site. «Si on n'a pas le zoning, il va falloir regarder à d'autres sites», ajoute Roger Dubois.

Le projet de 44 appartements pourrait coûter environ 2 254 000\$.

Lucien CHAPUT

mopar  **autopar**
PIECES D'ORIGINE

Pneu conçu spécialement pour les consommateurs qui exigent le rendement qu'offre la ceinture d'acier et une traction en tout temps, pendant toute l'année!

P155/80R13 à partir de 53,95\$

GOULET SHELL SERVICE

191, rue Goulet

Pour tous vos services de • pneus • batteries • mise au point
• service de train avant et de freins • réparation générale de moteurs

Colin Bourgeois
Claude Lemoine

Tél.: 237-9315

Le vent dans les voiles

Il y a déjà eu des chicanes dans les organismes franco-manitobains. Mais seul l'organisme qui assure la promotion de la chanson française au Manitoba, le 100 Nons, a su organiser une «chicane électrique».

La chicane électrique, c'est le nom qu'a donné la nouvelle équipe du 100 Nons à un concours musical qui sera jugé à l'automne.

Pour préparer le concours, le 100 Nons donnera cet été (du début de juillet à la fin d'août) des ateliers de mise en scène, de théorie musicale et de composition aux individus et orchestres intéressés.

«Je veux mettre en valeur l'aspect compétitif, mais je veux

aussi qu'il y ait un échange d'idées entre les groupes», souligne le pianiste **Claude Mousseau**, qui conduira avec l'interprète **Solange Campagne** et le guitariste **David Larocque** ces ateliers auxquels se sont déjà inscrits quatre formations musicales.

«Les ateliers seront aussi un bon forum pour des musiciens qui ne font pas partie de groupes. Ils permettront des rencontres entre musiciens.»

La chicane se déroulera pendant toute une fin de semaine au Foyer du Centre culturel franco-manitobain au début de septembre.

«Le gagnant du concours participera à la soirée Gala du 20e anniversaire du 100 Nons, indique la coordonnatrice du 20e, **Solange Campagne**, anciennement du groupe **Folle Avoine**. Cette soirée Gala, prévu pour le 26 septembre, réunira en spectacle d'anciens et de nouveaux membres de l'organisme.»

L'échange d'idées

Une chose est claire. Le 100 Nons, cet été, a le vent dans les voiles. En plus de la préparation du 20e anniversaire et des ateliers d'été, la nouvelle équipe prend actuellement des inscriptions pour le **Festival de Granby**, dont les finales manitobaines auront lieu du 22 au 25 juillet au Foyer du Centre culturel franco-manitobain.

Le nouveau directeur musical, **David Larocque**, prévoit une grande participation au 100 Nons cette année. «L'un de nos buts est d'améliorer l'image du



Daniel TOUGAS

Sommaire

- ☐ Du Lèveillé en panneaux-réclame
- ☐ Walle Larsson sur le toit
- ☐ La Société historique: tout un bateau
- ☐ L'été est 100 Nons

100 Nons, explique le guitariste de 25 ans. Il faut que la qualité des spectacles soit assurée. Nous voulons éviter de mettre les jeunes sur scène avant qu'ils ne soient prêts, en leur offrant une formation professionnelle.»

Le 100 Nons fête cette année la Saint-Jean sur la terrasse du Centre culturel franco-manitobain le mercredi soir 24 juin. À l'affiche: **Suzette Vinci** et **Brigitte Laflèche** de Saint-Boniface et **Pierre Archambault** de Sainte-Anne-des-Chênes. La soirée sera animée par **Monique LaCoste**.

(1) Tous les anciens du 100 Nons qui s'intéresseraient à participer au 20e sont priés de contacter **Solange Campagne** au 233-8972.

■ **En Bref.** La ministre de la culture a annoncé cette semaine que le groupe **Hart-Rouge** a reçu 4 000\$ dans le cadre de l'entente culturelle **Québec-Manitoba**.

Les deux gouvernements ont chacun contribué 2 000\$ à l'enregistrement du nouveau 45 tours, **Double Take**, sorti cette semaine sur l'étiquette **Trafic** de **Daniel Lavoie**.

Les deux chansons du 45 ont été mixées à **Morin Heights** dans les Laurentides, au Québec. **Double Take** sera distribué par **CBS Records** à travers le Canada.

Le disque lance la tournée canadienne et européenne du groupe et prépare le terrain pour un deuxième microsillon prévu pour l'automne prochain.

■ **La Tougâterie:** Saviez-vous que la **Société historique de Saint-Boniface** a été fondée dans un bateau sur le **Lac des Bois**?

En 1902, une équipe de **Saint-Boniface** s'était rendue au **Lac des Bois** pour tenter de retrouver le site du **Fort Saint-Charles**, souligne **Gilles Lesage**, le directeur de la **Société historique de Saint-Boniface (SHSB)**.

Le **Fort Saint-Charles** est l'endroit où le **Père Aulneau** et l'explorateur **La Vérendrye** ont été tués dans une bataille avec les Indiens.

Un soir, dans un bateau sur le **Lac des Bois**, les membres de l'expédition ont décidé de fonder la **Société historique de Saint-Boniface**.



Un nouveau souffle musical au 100 Nons. Le pianiste **Claude Mousseau**, la chanteuse-flutiste **Solange Campagne** et le guitariste **David Larocque**, directeur musical de l'organisme: «Je voudrais aller plus dans la direction des projets à long terme: des tournées dans les écoles, des spectacles dans l'Ouest, jouer plus souvent à l'extérieur de Saint-Boniface.»

Concessionnaire
d'automobiles pendant
70 ans!



- Camionnette • Camion 4 x 4 • Camion 2 x 4
- «4-Wheel drive runner» • Land Cruisers
- Tercel • Corolla • Camry • Cressida

Couture Motors Ltée

angle boulevard Provencher et rue St-Joseph
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 9G2

Pièces et service **AUTOPAC** Réparation

Tél.: 237-3955 ou 237-3767

«Que pouvez-vous demander de plus!»

Une famille fière
de ses économies d'essence

TOYOTA





L'écrivain Roger Léveillé: «Le sens des mots n'est qu'une partie du langage. Il reste toujours de l'inexplicable. Tu peux avoir des théories de la peinture, mais les meilleures théories, ce sont toujours les peintures elles-mêmes.»

Peindre avec les mots

L'artiste espagnol Juan Miro a dit: il faut avoir les pieds bien campés sur le sol pour pouvoir mieux se projeter vers les cieux. Dans son prochain recueil, Roger Léveillé tentera de toucher à l'universel en se campant, lui, fermement dans la rue.

C'est en effet les automobilistes et les piétons qui verront en premier lieu le huitième livre de Roger Léveillé, **Montréal poésie** (Éditions du Blé).

Le lancement du livre, prévu pour le 27 août, sera accompagné de grands panneaux placés à des points stratégiques dans au moins cinq centres canadiens, dont Vancouver, Winnipeg, Toronto et Montréal.

Plus des panneaux-réflexion que des panneaux-réclame, ces enseignes illustreront divers

formes d'écriture: des dessins de l'humain pré-historique (tirés des cavernes de Lascaux en France) jusqu'aux graffiti de notre ère.

«Le panneau est, en quelque sorte, un microcosme du livre» explique l'auteur qui a organisé le lancement en collaboration avec **Mediacom**.

«C'est une traversée de toutes les formes visuelles de l'écriture. L'accent est mis sur l'aspect pictural de la langue plutôt que sur l'auditif.»

Une bonne partie des textes du recueil (et du panneau) est inspirée du «domaine public» de l'écriture: les graffiti, la publicité, les signes de tous genres, même un texte écrit avec des lettres détachées, à la façon d'une note de kidnapping.

«Les gens pensent que l'écriture ce n'est pas physique, poursuit Roger Léveillé. Il y a un plaisir dans l'écriture qui n'a rien à voir avec la signification de ce qu'on écrit. Si tu écris quelque chose à la main ou à la machine à écrire, par exemple, c'est très différent.»

Roger Léveillé veut, avant tout, rappeler que le langage, c'est un code. Comme les «arrêts» et les autres signes de la route. Un code qui ne fait qu'imiter une réalité extérieure.

Divin

«C'est le rationnel qui nous a appris à dire par exemple, que ça, c'est une chaise. Évidemment, si on cherche à s'asseoir, le mot chaise est utile, mais pour un enfant, cette chaise peut être aussi facilement une maison ou une auto».

«Il faut pouvoir contourner le rationnel, le sens des mots, pour reconnaître que le monde, c'est en partie nous qui le créons à travers le code de la langue, avance l'auteur du roman **Plage**. Au moment où tu te rends compte que tu peux changer de jeu, tu touches à une nouvelle ouverture, une liberté. Ce que j'appelle, moi, la notion du divin.»

Pour Roger Léveillé, cette conception du divin est centrale à **Montréal poésie**: le côté irrationnel du langage, celui qui contourne la signification pour toucher directement les sens.

S'inspirant des livres grand format des expressionnistes, le journaliste à Radio-Canada a opté pour une reliure magazine pour **Montréal poésie**.

«Les éléments graphiques du livre ont été cueillis à Paris, à New York, à Montréal, et à Winnipeg. Quatre grandes villes du monde!», lance l'auteur, en souriant.

■ **En Bref.** Le clown bien articulé, **Sol** (Marc Favreau), tente, tentasse et tentacule de donner une raison d'être linguistique à Bromulateur, un personnage-objet, aux Beaux Dimanches, le 28 juin, à 21h45.

Ce film plein d'humour et de finesse, qui s'appelle **Je n'ai pas dit mon dernier mot**, montre, par le biais d'entrevues réalisées avec des enfants, des étudiantes et étudiants, des travailleuses et travailleurs, que peu de gens connaissent vraiment leur langue et savent l'utiliser à bon escient.

Pas d'chicane

Gâtez-vous

Quand le thermomètre dépasse les trente degrés à Winnipeg, après la plage ou les randonnées dans le parc, c'est le temps de se payer une séance dans une salle de cinéma climatisée (mais pas trop climatisée).

Trois sorcières désabusées font apparaître l'homme «parfait» dans **The Witches of Eastwick**, qui a commencé cette semaine dans les cinémas de la ville.

Ce roman de John Updike porté à l'écran met en vedette Cher et Jack Nicholson. C'est Nicholson, évidemment, qui joue le petit diable venu égayer la vie des sorcières d'Eastwick. Un rôle taillé sur mesure comme on n'en a pas vu depuis longtemps.

Le dernier film du réalisateur russe mort en exil l'année dernière, **Andréi Tarkovsky**, sera à l'écran du Cinéma 3 cette semaine.

Tarkovsky, déjà conscient de sa mort lors du tournage du film, mêle dans **The Sacrifice** la beauté des images et le thème noir du monde à la veille d'une catastrophe nucléaire.

(Au Cinéma 3, du 19 au 25 juin, à 19h30).

Les samedi 20 et dimanche 21, c'est la **Saint-Jean-Baptiste à La Broquerie**.

Parmi les activités prévues: un concours «Air Band», un défilé de chars allégoriques, un feu de la Saint-Jean et le 20 au soir, une soirée dansante avec le groupe **Small Town** et des monologues de **Vincent Dureault**.

C'est également la dernière semaine qu'on pourra faire un tour à l'exposition de la **Manitoba Society of Artists** dans les deux galeries du Centre culturel franco-manitobain. L'exposition se termine en effet le 26 juin.

Enfin, une foire estivale aura lieu cette fin de semaine à la **Galerie d'art de Winnipeg**.

Le «**Street Festival**» annuel de la Galerie s'annonce prometteur avec une foule d'activités en plein air: une grande vente d'art, des ateliers de dessin et de peinture pour les jeunes, une petite taverne-terrasse dans la rue, des musiciens et des artistes à l'oeuvre.

(À l'angle de Portage et Memorial, de 13h à 23h, le dimanche 21).

DE Biais

Une création collective de l'équipe de La Liberté, illustrée par David McNair.



Une occasion en or de voir l'oeuvre d'un cinéaste winnipegois se présente cette fin de semaine avec **The Celestial Matter** de John Kozak.

Le film met en scène un jeune scientifique au Moyen Âge qui tente de justifier ses idées devant un tribunal peu sympathique d'ecclésiastiques. Au fur et à mesure que se déroule l'intrigue, on voit que les idées du jeune sont d'une plus grande portée qu'on avait imaginé au préalable. (Ci-haut: Peter Spencer dans le rôle du Père Giannotto Giannotti).

(À la Cinémathèque, du samedi 20 au lundi 22 juin, à 20h).

Une hypothèque construite sur mesure!



Pour l'achat, la construction ou la rénovation d'une maison, d'un chalet ou d'un immeuble, votre caisse populaire a le prêt

hypothécaire qu'il vous faut. Informez-vous des conditions d'emprunt et de remboursements des prêts hypothécaires.



Caisse populaire

dans la cabane!

Un virage vers le jazz

On se souvient d'un passé pas très lointain où le mot jazz à Winnipeg évoquait tout suite deux noms: Ron Paley et Walle Larsson, qui revient sur scène.

Walle Larsson fait carrière en ville depuis bon nombre d'années. Il se souvient des jours où il était à peu près seul avec le doyen du jazz winnipégois, Ron Paley.

Le saxophoniste Walle Larsson, natif de Winnipeg, qui a accompagné entre autres David Clayton Thomas et Frank Mills est très actif comme musicien de session et de spectacle. Il est régulièrement appelé à enregistrer de la musique pour des émissions télévisées (dont *Sesame Street*), des annonces commerciales et des demos.

Récemment, il a participé au disque de Heather Bishop *A Taste Of The Blues*, au dernier

microsillon de Ron Paley ainsi qu'à l'anthologie *Prairie Spirits*.

«Pour que la scène du jazz à Winnipeg s'améliore vraiment, il faudrait que les proprios de clubs soient plus flexibles, souligne Walle Larsson, qui joue régulièrement dans le cadre des samedis après-midi de jazz au *Britanny Inn*. «Cela donnera plus de chance aux musiciens de se produire».

Le Château

Pour Walle Larsson, le virage vers le blues qu'on connaît actuellement dans les clubs de Winnipeg n'augmentera pas forcément la présence du jazz en ville.

Ne faudrait-il pas alors un cadre? Un festival peut-être? «Malheureusement, toutes les tentatives dans cette direction ont été désastreuses, indique le musicien de 31 ans. Évidemment, avec une organisation mieux menée et plus solide, il y a des chances qu'un festival



Le Walle Larsson Band apportera un jazz-pop sur le toit de la Galerie d'art de Winnipeg dans le cadre de la série «Jazz On The Rooftop», le mardi 23 juin, à 19h30.

puisse être monté à un moment ou un autre.»

Entre temps, le but de Walle Larsson, qui revient d'une année d'étude au *Collège Caplano* à Vancouver, est de suivre le parcours musical qu'il façonne depuis ses premiers spectacles

dans la salle à manger du *Château Lac Louise*, à l'âge de 14 ans.

«Je ne cherche pas à percer sur les marchés canadiens ou internationaux. J'aime vivre ici. J'aime la scène du jazz à Winnipeg. Je n'en demande pas plus».

LE CALENDRIER PROVINCIAL

JUIN

Vendredi 19

Saint-Boniface: Bruce Waldie, au Foyer du Centre culturel franco-manitobain.

Samedi 20

Saint-Boniface: Bruce Waldie, au Foyer du Centre culturel franco-manitobain.

Dimanche 21

Saint-Boniface: Brunch pour la fête des pères au Foyer du Centre culturel franco-manitobain, en matinée: Bruce Waldie, en soirée: Edmond Dufort.

Mardi 23

Saint-Boniface: Assemblée générale des membres du CPA du Centre des Aînés de Saint-Boniface, 187, avenue de la Cathédrale, à 15h.

Saint-Boniface: le jazz de Ron Paley, au Foyer du Centre culturel franco-manitobain.

Mercredi 24

Saint-Boniface: la chanteuse Monique LaCoste, le 100 Nons et artistes invités au Foyer du Centre culturel franco-manitobain jusqu'au 27 juin.

Dimanche 28

Saint-Boniface: le pianiste Claude Mousseau, au Foyer du Centre culturel franco-manitobain.

Mardi 30

Saint-Boniface: le jazz de Bob Goudreau, au Foyer du Centre culturel franco-manitobain.

Saint-Boniface: Exposition de James Cameron, à la galerie I et de Luc Edouard Chateaufort à la galerie II du Centre culturel franco-manitobain, jusqu'au 2 août.

La Collection

exclusive



20\$

Une occasion unique, dès lundi

C'est avec fierté que nous présentons la Collection exclusive, composée de six verres à vin blanc et de six verres à vin rouge magnifiques. Chaque verre de 8 1/2 onces est orné du symbole flamboyant du Relais du flambeau olympique, en or à 22 carats.

La Collection exclusive est la troisième offre de verres soulignant les XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver à Calgary. Ce bel assortiment, digne de toutes les tables, permet de célébrer avec élégance un événement d'une importance capitale. Évalué à 50 \$, l'assortiment de 12 verres peut être obtenu pour 20 \$ lorsque votre commande est accompagnée de la carte-collection marquée de six estampilles. En fait, on vous accorde un rabais de 5 \$ en vue de l'achat de la

XV^{es} Jeux Olympiques d'hiver



Coorganisateurs et organisateurs du Relais du flambeau olympique

PETRO-CANADA

Collection exclusive chaque fois que vous effectuez un achat de 25 litres ou plus de carburant.

Commencez à épargner dès aujourd'hui. Découpez le bon et allez chercher votre carte-collection* dans les stations-service Petro-Canada participantes du pays et dans les stations-service Gulf participantes de l'Ontario et de l'ouest canadien.

Fêtons la flamme

Célébrez l'un des événements les plus passionnants de notre histoire et contribuez au fonds d'aide aux athlètes amateurs canadiens et futurs athlètes olympiques. Chaque fois que vous achetez les verres de la Collection exclusive, Petro-Canada versera 1 \$ au fonds spécial du Relais du flambeau olympique.

* Jusqu'à épuisement des stocks.

© Marque officielle © Association olympique canadienne 1978, 1980

Remboursement tous les bons d'assurance valides à leur valeur nominale dans les stations-service participantes de l'ouest canadien.

ÉPARGNEZ

5\$

La Collection

exclusive

5\$

ÉPARGNEZ

5\$

Une présentation de ce bon à votre station participante Petro-Canada du pays ou à votre station participante Gulf de l'Ontario ramènera vous recevrez un rabais supplémentaire de 5 \$ en vue de l'achat de la Collection exclusive.

* Marque de commerce de la Corporation Gulf Canada, créée par l'union Petro-Canada Inc.

© Marque de commerce de Petro-Canada Inc. - Trademark

LA CAISSE POPULAIRE DE LETELLIER

est à la recherche d'un(e)

directeur(trice)

responsable du développement, de l'administration et du contrôle de la caisse populaire dans le cadre des politiques établies par le conseil d'administration.

EXIGENCES:

- excellente formation dans une institution financière;
- de l'initiative et des capacités d'organisation;
- personne avenante et dynamique possédant du leadership;
- capacité de communiquer efficacement, oralement et par écrit, en français et en anglais.

LA CAISSE POPULAIRE

La Caisse populaire de Letellier, avec un actif de 2,1 millions de dollars, offre des services financiers à ses 250 membres.

TRAITEMENT

Selon l'expérience et les qualifications.

Toute personne intéressée est priée de poser sa candidature en faisant parvenir son curriculum vitae, avec la mention «Personnel et confidentiel», à:



Madame Armande Leclair
Présidente
La Caisse populaire de Letellier
Letellier (Manitoba) R0G 1C0

LA FÉDÉRATION DES CAISSES POPULAIRES DU MANITOBA INC.

est à la recherche d'une personne pour remplir le poste de:

commis-dactylo

(Poste temporaire — 2 à 4 mois)

FONCTIONS:

- travail de commis;
- traitement de textes.

QUALIFICATIONS:

- bonne connaissance d'une machine de traitement de textes;
- bonne connaissance du français et de l'anglais;
- accueillant(e);
- belle personnalité.

SALAIRE:

- Selon l'expérience et l'échelle en vigueur.

ENTRÉE EN FONCTIONS:

- Immédiatement.

Toute personne intéressée est priée de poser sa candidature le plus tôt possible en faisant parvenir son curriculum vitae, avec la mention «Personnel et confidentiel», à:



Monsieur Michel Tessier
Directeur finances et administration
La Fédération des caisses populaires
du Manitoba Inc.
C.P. 68
390F, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4



National Défense
Défense nationale

AVIS AU PUBLIC CHAMPS DE TIR DE SHILO

Jusqu'à vis contraire, il y aura des exercices de tir de jour et de nuit aux champs de tir de Shilo.

Les champs de tir sont des propriétés du MDN qui se trouvent à environ 32 km au sud-est de Brandon et au nord de la rivière Assiniboine dans les townships 7, 8 et 9 du 14e rang à l'ouest du méridien origine, dans les townships 9 et 10 du 17e rang à l'ouest du méridien origine dans la province du Manitoba. Au besoin, on peut se procurer la description détaillée de la propriété de Shilo en s'adressant au chef de Génie construction de la Base des Forces canadiennes Shilo.

Toutes les limites, voies d'accès, routes et pistes des champs de tir sont clairement marquées et des affiches indiquent qu'il est interdit de pénétrer sur le terrain et que la chasse n'est permise qu'avec l'autorisation expresse du commandant de la base. On peut se procurer cette autorisation en faisant la demande à la section des opérations, au bâtiment L50 de la BFC Shilo.

MUNITIONS ET EXPLOSIFS ÉGARÉS

Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Évitez de les ramasser ou de les garder en souvenir. Si vous avez trouvé ou si vous avez en possession un engin que vous croyez explosif, veuillez avertir la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.

Il est formellement interdit aux personnes non autorisées de pénétrer dans ce secteur.

PAR ORDRE

Sous-ministre
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, CANADA
17630-77

Canada

Le Festival espère refinancer ses emprunts

Même si les profits du Festival du Voyageur sont en baisse par rapport à l'an dernier, les responsables de la corporation sont convaincus que les mécanismes pour assurer l'avenir à long terme sont en place.

À preuve l'ordre de priorité établi par Laurent Bisson, réélu mardi 16 président pour une 2e mandat d'un an.*

«La première priorité, c'est d'améliorer les nouvelles activités, comme la Dérivage ou les événements qui se déroulent au Parc. La deuxième priorité, c'est d'accentuer la solidarité entre le Festival et les organisations participantes. Une réunion à cet effet est prévue la semaine prochaine. La troisième priorité, c'est de veiller à ce que le Festival n'enregistre pas de pertes.»

Pour l'exercice financier 86-87, le chiffre d'affaires du Festival a dépassé les deux millions: 756 000\$ pour la fête et 1 252 000\$ pour le Rendez-



Le président Laurent Bisson. Des négociations pour obtenir un engagement à long terme des organisations impliquées avec le Festival. Pour réussir le pari, «le secret, c'est de toujours améliorer la qualité».

Vous, cette salle communautaire polyvalente située dans le nord de Saint-Boniface. (À compter du 5 juillet, les soirées de bingo passeront de 2 à 3 par semaine).

La fête 87 a généré un profit net de 281 000\$; le Rendez-Vous a rapporté 215 000\$. Comme les dépenses de fonc-

tionnement fixes s'établissent à 487 000\$, le profit net de la corporation s'est élevé à 9 000\$. L'organisme avait dégagé un profit de 49 475\$ au cours de l'exercice financier mars 85-avril 86.

Pour les patrons du Festival, l'important est maintenant de refinancer à plus long terme les sommes dues à la Banque de Montréal et à la Ville de Winnipeg.

Selon les dispositions actuelles, le Festival doit payer 147 000\$ en 1988; 104 000\$ en 89; 111 000\$ en 90; 118 000\$ en 91 et 87 000\$ en 92 pour achever de payer ses emprunts.

Des négociations sont actuellement en cours pour étaler la dette sur au moins une dizaine d'années, de manière à réduire les versements annuels, jugés «un peu lourds» par le directeur général, Louis Paquin.

300 000\$

Laurent Bisson indique pour sa part que de «très bons progrès» ont été réalisés: «Je pense que les trois parties pourront arriver à une entente de refinancement». La réponse devrait être connue d'ici la fin août.

Notons que le Festival, qui aurait dû rembourser 50 000\$ fin mars à la Ville de Winnipeg (suite à un emprunt de 300 000\$ contracté aux débuts des 80), attend une réponse de la Ville avant de payer. En fonction de la valeur économique qu'elle attribue au Festival, la Ville pourrait effacer ou au moins différer la date des remboursements annuels de 50 000\$. Toutefois, grâce à une réserve de 61 000\$, le Festival est en mesure d'acquitter ses obligations.

C'est au mois de septembre que sera arrêtée la programmation du Festival 88, qui s'étalera encore une fois sur dix jours. En principe, il ne devrait pas y avoir «trop de changements», précise Louis Paquin.

Bernard BOCQUEL

* 70 personnes étaient présentes à l'assemblée annuelle, une participation similaire à l'an dernier. Outre la réélection de Laurent Bisson à la présidence, des élections étaient nécessaires pour combler 4 postes. Lucille Cenerini, Lucien Lussier, Dee-Anne Vermette et Marcel Lécuyer ont été élus pour des mandats de trois ans.

Les autres membres du conseil d'administration sont: Jean Suszko, Réjean LaRoche, Raymond Bisson (président sortant), Patricia Courcelles, Marcel Ritchot, Noël Joyal, Claire Painchaud, Lynne Toupin et Roland Boisvert. Un exécutif sera élu le 22 juin.

La Division scolaire du Cheval Blanc n° 20

est à la recherche de

professeurs

pour le poste suivant

Divisionnaire
Orthopédagogue bilingue

Veuillez communiquer avec:

Le Directeur-général
C.P. 160
Elle (Manitoba)
R0H 0H0
Tél.: 1-353-2828

LA DIVISION SCOLAIRE DE LA RIVIÈRE-SEINE

recherche des

professeurs

pour les postes suivants à partir du 2 septembre 1987:

- | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| 1. Saint-Adolphe
Orthopédagogie | 1,0 |
| 2. École Gabrielle-Roy
Maternelle (poste temporaire, septembre à février) | 0,5 |
| 3. Ile-des-Chênes
Présecondaire (mathématiques, français, Language Arts) | 0,70 |
| 4. École Pointe-des-Chênes
Présecondaire (8e année classe titulaire)
Classe de rattrapage | 1,0
0,5 |
| 5. St-Anne Immersion
Présecondaire
Classe de rattrapage
Orthopédagogie | 0,75
0,25
0,25 |
| 6. École St-Joachim
Français (niveau secondaire)
Orientation | 0,5
0,5 |

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de faire parvenir leur demande, le ou avant le 24 juin 1987 à:



M. Wendell Sparkes
Directeur général
Division scolaire de la Rivière-Seine n° 14
C.P. 160
Sainte-Anne (Manitoba) R0A 1R0

Après le jeu de l'hôtel

Le repêchage, c'est bien plus que la liste de noms qu'on voit le lendemain dans les journaux. C'est un jeu passionnant, dramatique et crucial que doivent jouer tous les gérants de la Ligue Nationale.

Être un journaliste à un événement comme le repêchage de la Ligue Nationale c'est le rêve d'un partisan de hockey. Et je vous le garantis, depuis deux ans, je ne suis pas déçu.

Cette année, à Detroit, j'ai eu l'occasion de rentrer dans le jeu. Et il faut que je vous raconte comment ça se passe.

En premier lieu, il y a le jeu de l'hôtel. Tout le congrès se déroulait dans le Westin Hotel du Renaissance Center. Alors c'était juste une question de voir qui parlait avec qui, qui mangeait avec qui et qui visitait



André BRIN

VOL 86-87

la chambre de qui pour pouvoir vraiment apprécier le jeu.

Par exemple, l'année dernière, au repêchage à Montréal, les Whalers ont choisi Scott Young après l'avoir rencontré dans l'ascenseur. Il a réussi à les impressionner.

À la conférence de presse, j'ai déniché d'autre 'gossip' intéressant. Rob Murphy des Titans de Laval m'a confié qu'il rencontrait les Jets. Il pensait que ce serait les Jets qui le décrocheraient.

En plus, les Bruins de Boston n'ont pas démontré d'intérêt à l'égard de Brendan Shanahan, celui qui les intéressait le plus depuis un mois. Par après, j'ai appris qu'il y avait eu mésentente entre les deux partis. Les Bruins ont perdu intérêt.

Mike Milbury des Bruins a parlé longuement en coulisses à Wayne McBean et à Glen Wesley. McBean m'a dit qu'il rencontrait les Bruins mais qu'il était certain que ce serait Wesley leur choix.

En séries de la Ligue de l'Ouest, les deux s'affrontaient en demi-finale. McBean me racontait que Wesley avait réussi à le contourner facilement sur un jeu. Après avoir compté le but, Wesley aurait désigné du doigt son ami McBean en disant: «Tu iras en deuxième ronde, mon gars.»

Pierre Turgeon, la vedette du repêchage a semblé frustré et fatigué tout au long de la conférence de presse. Son anglais n'est pas fantastique et les journalistes ne lui donnaient pas le temps de respirer. En français, Turgeon a été très sympathique et patient. L'image qu'on lui donne dans les médias est mal fondée.

Le lendemain c'était le repêchage. Turgeon était bien moins nerveux. La présence de son frère Sylvain l'a sans doute aidé.



Pierre Turgeon, avant le repêchage. «Quand on parle de moi, c'est toujours en fonction de Gilbert Perrault, ou de Mario Lemieux, ou de mon frère Sylvain. Attendez de me voir jouer. Là, peut-être, vous parlerez de Pierre Turgeon.»

Quand est venu le tour de Los Angeles, c'était évident que McBean était leur choix. Wayne jouait bien le rôle d'ignorant avant qu'ils annoncent son nom. Mais sa famille jouait moins bien le jeu. Ses parents souriaient et sa soeur avait son appareil photo eu règle pour l'occasion.

choix de toutes les équipes. C'était le seul des premiers choix qui est resté à l'arène Joe-Louis plus tard que la cinquième ronde.

Rob Murphy n'a pas été choisi par les Jets. Mais il n'était pas déçu. Avec Vancouver, ses chances d'accéder à la Ligue Nationale plus tôt sont meilleures.

Ce qui me reste de tout ça? Premièrement, je suis vraiment impressionné par le groupe de 87. Tous les joueurs que j'ai rencontrés ont été très accessibles et très courtois. Deuxièmement, j'ai déjà hâte à recommencer.

5 sur 5: Les deux meilleures citations de la fin de semaine: Harry Sinden, gérant des Bruins, décrivant son joueur idéal: «Six pieds un pouce, 180 livres, blond, irlandais, pas trop rapide et qui est très bon ami avec tous les joueurs de l'équipe soviétique».

Marshall Johnston des Devils de New Jersey à Brendan Shanahan lors d'une visite au Brendan Byrne Arena aux Meadowlands: «Je m'excuse qu'on se soit trompé de surnom.»

Penguins

C'était un jeune homme soulagé qui se dirigeait à la table des Kings. Il m'avait dit le jour avant: «Tout est arrivé si vite. La coupe Memorial... joueur le plus utile et maintenant le repêchage. J'ai hâte que ce soit tout fini et que je puisse me remettre à jouer au hockey.»

Les Penguins se sont servi du sixième choix pour prendre le joueur de défense Chris Joseph. Pas de surprise sur ce plan-là. Il était classé le troisième meilleur défenseur. Mais Joseph lui-même a été véritablement stupéfait.

Après la dernière ronde, quand j'ai finalement pu lui parler, il avait encore un grand sourire et il avait noté tous les

Les élus

Voici ce que le Bureau central de dépistage de la Ligue Nationale a à dire au sujet des joueurs choisis par John Ferguson.

Byran Marchment, défenseur: très bon plaqueur... joue bien sa position... très agressif.

Patrick Eriksson, centre: excellent patineur... excellent manieur de rondelle... bonne créativité.

Don McLennan, défenseur: bonne taille... bon défensif... bon lancer frappé.

Ken Gernander, centre: et c'est tout! (On se demande où John l'a trouvé, celui-là!).

Darrin Amundson, centre: excellente accélération... très bon lancer du poignet... excellent pour les mises au jeu.

Joe Harwell, défenseur: excellent patineur à reculons... bonne vision.

Enfin, **Todd Hartis**, centre; **Markku Kyllonen**, ailier droit; **Jim Fernholz**, ailier droit; **Roger Rougelot**, gardien; **Hans Goran Elo**, gardien, ne figuraient pas ans la liste du Bureau.

Nous finançons BFD

Nous croyons que la multiplication et la prospérité des entreprises sont essentielles au développement de notre société tout entière. C'est la raison d'être de la BFD.

- Besoin de financement?**
- Augmentation du fonds de roulement?
 - Refinancement?
 - Expansion?
 - Achat de terrain?
 - Construction de bâtisse?
 - Renouvellement d'équipement?
 - Réparations majeures?
 - Recherche et développement?
 - Acquisition d'une entreprise?

Toute entreprise, si jeune soit-elle ou même établie solidement, peut avoir besoin d'un coup de pouce. La BFD le sait et se dit prête à intervenir. Comment?

Nous analysons votre projet (viabilité, risques, garanties, rentabilité, etc.) et ensuite nous pouvons vous aider avec des prêts à terme souples et conçus spécialement pour vous. Les prêts à terme de la BFD ne s'arrêtent pas aux taux d'intérêt. Voyez

- Prêts à terme jusqu'à 20 ans
- Vous avez le choix:
 - taux flottant
 - taux fixe pour des périodes variables
 - combinaison de taux flottant et fixe

- Un prêt à taux flottant peut être converti à taux fixe (au gré de l'emprunteur moyennant des frais minimes).
- Modalités de remboursement variées et flexibles établies selon la capacité de paiement de l'entreprise:
 - versements mensuels
 - versements saisonniers.

En vous adressant à nous pour du financement, vous pouvez être assuré d'obtenir des conditions avantageuses, souples, et susceptibles de sauvegarder votre marge de manoeuvre nécessaire à la croissance de votre entreprise

Appelez-nous aujourd'hui. Sans frais.
1-800-361-2126
ou C.B. 112-8000-361-2126

The Bank offers its services in both official languages

ON APPUIE VOTRE ENTREPRISE



Banque fédérale de développement Federal Business Development Bank

Canada

London Life

"L'assurance-vie pour mieux vous servir"

- assurance collective
- police individuelle
- plan de pension

André B. Lévesque

Suite 1200-220, avenue Portage
Winnipeg (Manitoba) R3C 4C3
Tel.: 943-0851 (bureau)
257-8454 (domicile)

Conseil national de commercialisation des produits agricoles National Farm Products Marketing Council

EN CE QUI CONCERNE LA TENUE D'UNE AUDIENCE PUBLIQUE VISANT À ÉVALUER LES MÉRITES DE LA CRÉATION D'UN OFFICE NATIONAL POUR LES POMMES DE TERRE

AVIS DES DATES ET ENDROITS DE L'AUDIENCE

Le CONSEIL NATIONAL DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE FERME donne, par le présent, avis que les séances de l'audience publique visant à évaluer les mérites de la création d'un office national pour les pommes de terre reprendront à 10h (heure locale), aux endroits et dates indiqués ci-dessous

les 16, 17 juin 1987	• l'Auberge des Gouverneurs 3030, boulevard Laurier Sainte Foy (Québec)
les 23, 24 juin 1987	• l'hôtel Delta Winnipeg 288, avenue Portage Winnipeg (Manitoba)
le 26 juin 1987	• l'hôtel Ramada Renaissance 10155, rue 105 Edmonton (Alberta)
le 29 juin 1987 (commencera à 9h30)	• l'hôtel Richmond Inn 7551 Westminster Highway Richmond (Colombie-Britannique)
les 15, 16, 17 juillet 1987	• l'hôtel Skyline 101, rue Lyon nord Ottawa (Ontario)

Si le temps le permet, les personnes désirant offrir leurs commentaires pourront le faire au cours de chaque session de l'audience

Canada

Coût des nécrologies:
10\$ pour 100 mots: 20\$
pour 150 mots. Photo: 8\$.

Transcona — Chris Livallo de l'école Centrale s'est mérité la septième position lors du concours national

de mathématique pour les 4e, 5e et 6e années.

L'école Centrale s'est clas-

sée au 10e rang de toutes les écoles élémentaires manito-baines qui ont participé au concours.

PRATIQUE

Six conseils estivaux

Vous avez sans doute une vague idée que la fatigue au volant est une condition indésirable chez les automobilistes.

Mais après avoir conduit seulement 8 kilomètres par jour sur le chemin du travail pendant dix mois, plusieurs conducteurs veulent subitement essayer conduire 800 kilomètres en un seul jour cet été. Les conséquences, trop souvent, risquent d'être tragiques.

C'est pourquoi le Conseil canadien de la sécurité offre les conseils suivants aux conducteurs qui désirent éviter la fatigue au volant.

1. Reposez-vous bien avant de faire le trajet.
2. Évitez les mets lourds et les boissons alcooliques avant et pendant le voyage.
3. Si vous prenez des médicaments, connaissez leurs effets sur la conduite (*tels que la somnolence, les hallucinations, etc...*).
4. Portez des lunettes de soleil de bonne qualité durant les jours ensoleillés. Ne laissez pas vos yeux se fixer trop longtemps sur le même objet, bougez-les souvent, prévenez les dangers qui peuvent se produire devant vous.
5. Aérez bien la voiture.
6. Arrêtez-vous au moins toutes les deux heures pour une pause. Sortez de la voiture pour vous dégourdir les jambes, prenez une petite collation.

Nécrologie

SOEUR MARIE-JOSÉPHINE (NÉE LÉONTINE LE HEIGET) SOEUR DU SAUVEUR

À l'hôpital Notre-Dame-de-Lourdes, le 9 juin dernier, décédait à l'âge de 89 ans, Soeur Marie-Joséphine née Léontine Le Heiget, des Soeurs du Sauveur.

La famille Le Heiget émigra au Canada en 1906 venant de Plumeliau, Morbihan, France, pour s'établir à Saint-Claude au Manitoba. En 1911 Léontine rejoignit sa soeur Henriette qui l'avait précédée au noviciat des Chanoinesses à Notre-Dame-de-Lourdes.

Soeur Marie-Joséphine oeuvra tout à tour dans les couvents de l'institut au Manitoba ainsi qu'au collège de Gravelbourg et au scolasticat des Pères Oblats à Lebret, en Saskatchewan. Elle fut aussi co-fondatrice au couvent de St-Lupicin ainsi qu'au Foyer St-Joseph à Sherbrooke où Mgr G. Cabana avait demandé aux Soeurs du Sauveur d'ouvrir un foyer pour couples âgés.

La prière occupait une bonne partie du temps de Sr M. Joséphine surtout ces dernières années où la souffrance était devenue pain quotidien. Sa grande douceur de caractère, sa sympathie, son dévouement, son grand cœur rendaient agréables les relations interpersonnelles. Elle supporta avec beaucoup d'esprit de foi, de patience, les longues heures de souffrance de sa dernière maladie.

En son nom, les Soeurs du Sauveur desirant ici remercier sincèrement le Dr Richard Duval, les gardes-malades de l'hôpital Notre-Dame et de la Maison Notre-Dame qui l'accompagneront dans les heures difficiles pour alléger sa souffrance.

Les Soeurs du Sauveur, ainsi que les familles Le Heiget et Goulet désirent aussi exprimer leur reconnaissance à M. l'abbé C. Blanchette, curé de Lourdes, célébrant aux funérailles, et à tous ceux et celles qui d'une manière ou d'une autre ont offert leurs services à l'occasion du décès et des funérailles de Soeur Marie-Joséphine qui eurent lieu à Notre-Dame-de-Lourdes le 13 juin 1987.

La FOURCHE

au confluent des rivières Rouge et Assiniboine

Votre Invitation à Participer!

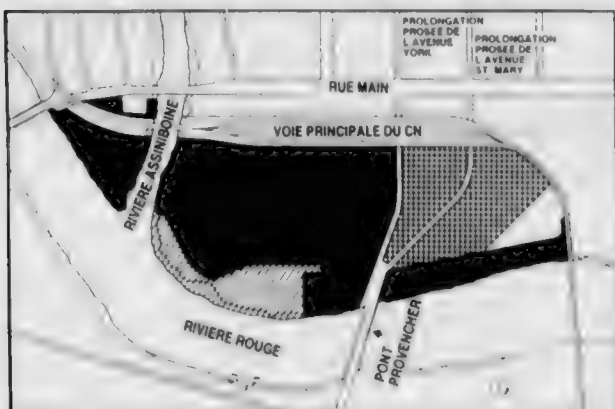
Nous voulons vos opinions et vos idées

Les travaux de réaménagement du terrain de 58 acres situé à La Fourche, au confluent des rivières Rouge et Assiniboine, ont commencé, et les habitants de Winnipeg, du Manitoba et du Canada ont ensemble l'occasion de créer un lieu d'importance nationale.

Le Comité de renouvellement de La Fourche, organisme communautaire de dix membres, a été nommé pour surveiller les activités d'aménagement, pour lesquelles 20 millions de dollars ont été engagés par l'entremise d'Opération centre-ville de Winnipeg afin de commencer les travaux.

En outre, le Comité de renouvellement de La Fourche coordonnera les activités avec CN qui se propose de réaliser des aménagements commerciaux à proximité, et Parcs Canada qui établit un parc historique national sur une partie des terrains riverains.

Propriété des terrains et accès proposé



- LE LIEU D'AMENAGEMENT DE LA FOURCHE
- ▨ TERRAINS CONSERVÉS PAR CN
- TERRAINS DE PARCS CANADA

Le Plan

Le Comité de renouvellement de La Fourche estime que "l'aménagement de La Fourche devrait être fondé sur une association des secteurs public et privé. Il faudrait créer un lieu privilégié et unique à Winnipeg qui s'intégrerait à l'ensemble du centre-ville de façon à l'avantager, célébrerait le caractère historique du lieu et permettrait au public de l'utiliser toute l'année".

On se propose d'inclure les éléments suivants à la stratégie de réaménagement de La Fourche :

- des projets historiques et culturels
- un parc riverain
- des activités culturelles et récréatives et des festivals
- des logements du marché
- des bureaux et des magasins

Votre avis est important

Le Comité de renouvellement de La Fourche aimerait savoir ce que vous pensez de ces principes et éléments proposés. Vous pouvez répondre de deux façons : en envoyant votre réponse par écrit ou en faisant part de votre réponse au Comité de renouvellement de La Fourche par un exposé oral.

De toute façon, si vous voulez faire connaître vos idées, renvoyez-nous le questionnaire ci-joint le plus rapidement possible (le premier d'une série d'exposés aura lieu avant la fin juin).

Votre réponse par l'entremise de cette première consultation du public aidera le comité à élaborer un plan conceptuel pour La Fourche. Une fois ce plan établi, le comité préparera des plans d'aménagement des lieux avec les entrepreneurs et les groupes communautaires intéressés en vue de les présenter au public.

Pour obtenir d'autres formules de déclaration ou pour tout autre renseignement concernant l'aménagement de La Fourche, veuillez vous adresser au Comité de renouvellement de La Fourche, a/s Opération centre-ville de Winnipeg, en appelant au 943-0783.

Déclaration

Veuillez remplir ce questionnaire en vue de présenter votre opinion sur les objectifs d'aménagement et les principes de planification des lieux qui guideront le réaménagement de La Fourche.

- ☐ J'aimerais présenter un exposé au Comité de renouvellement de La Fourche. Un projet écrit sera fourni au moment de l'exposé.
- ☐ J'ai joint à la présente/j'enverrai ma réponse écrite, mais je ne souhaite pas présenter d'exposé au Comité de renouvellement de La Fourche.
- ☐ Je souhaite que mon nom soit placé sur la liste d'adresses afin de recevoir d'autres renseignements concernant l'aménagement de La Fourche.

Ma réponse aux questions suivantes est/sera la suivante :

- ☐ Comment "La Fourche" devrait-elle être un lieu privilégié et unique en son genre?
- ☐ Comment "La Fourche" peut-elle s'intégrer à l'ensemble du centre-ville de façon à l'avantager?
- ☐ Comment pouvons-nous reconnaître et célébrer le caractère historique de ce lieu?
- ☐ Que peut-on faire pour que le public utilise ce lieu toute l'année?
- ☐ Quel devrait être l'ordre de priorité relatif de chaque élément du réaménagement?
- ☐ Quels autres éléments devrait-on y intégrer?

Nom _____

Organisme
(le cas échéant) _____

Adresse postale _____

Code postal _____ Téléphone _____

J'aimerais recevoir les renseignements en ☐ anglais ☐ français. Veuillez renvoyer ce questionnaire le plus rapidement possible au Comité de renouvellement de La Fourche a/s Opération centre-ville de Winnipeg, 124, rue King, Winnipeg (Manitoba) R3B 1H9.

REMARQUE: Votre présentation sera considérée comme une information publique à moins que vous n'en décidiez autrement.



OPERATION CENTRE-VILLE DE WINNIPEG

Canada Manitoba Winnipeg

Un bilan économique positif

La doyenne des Caisses populaires du Manitoba envisage l'avenir avec optimisme et prudence. Deux qualités qui lui ont bien servi depuis 50 ans.

L'actif de la Caisse populaire de Saint-Malo se chiffrait à 8 129 000\$ au 31 mars 1987, une légère augmentation de 110 000\$ sur l'année précédente.

La première caisse constituée légalement a tout de même dégagé un bénéfice net de quelque 80 000\$ en 1986-87. 55 400\$ de ce bénéfice ont été placés dans les réserves générales.

Cette réserve se chiffre maintenant à 332 480\$. Le montant souhaité, soit 5 pour cent de l'actif, devrait être atteint d'ici deux ans, prévoit Denis Maynard, le directeur de la Caisse pop.



Aline Gosselin, présidente sortante, a été honorée pour ses quelque 33 années de bénévolat.

La Caisse a aussi créé une réserve de 25 000\$ pour des prêts douteux. Bien que la Caisse pop ne prévoit pas de problèmes dans ce domaine, «c'est un moyen de mettre de l'argent de côté, au cas où ça irait mal», explique Denis Maynard.

Côté prêts, la Caisse populaire a étudié 707 demandes de prêts pour un total de 3 454 683\$ durant l'année 1986-87. Dans l'ensemble, sur les 6 682 000\$ prêtés (80 pour cent de l'actif), 4 488 000\$ sont sous forme de prêts hypothécaires.

«L'économie chez les fermiers est en baisse, précise Denis Maynard. Les fermiers n'achètent plus. Pour les prêts dans ce secteur, on ne les décourage pas. Mais on ne les encourage pas non plus.»

SAINT-MALO

En plus du bilan économique, Denis Maynard souligne le rôle social que joue la Caisse populaire de Saint-Malo. La Caisse a fait plusieurs dons, entre autres, à l'Atelier de la Rivière-Rouge, au Comité culturel, aux clubs sportifs et à la division scolaire.

Aussi, «depuis deux ans, on reçoit pour une journée la gendarmerie, ajoute Denis Maynard. Le monde et les élèves viennent visiter pour mieux comprendre ce que la gendarmerie fait.»

97 des quelque 1 500 membres ont assisté à l'assemblée annuelle du 15 juin. «Lorsque l'assemblée annuelle était tenue en hiver, on avait en moyenne 150 personnes dans l'assistance. Depuis que ça a lieu en été, il y a normalement de 60 à 65 personnes.»

Il y a eu trois nouveaux membres élus au conseil d'administration. Roger Gobeil, Julien Hébert et Réal Trudel remplacent Aline Gosselin, Albert Déquier et Pierre Morin. Les autres membres du conseil sont: Edmond Roch, Jean Desrosiers, Louis Gosselin, Suzanne Lambert, Norbert Arpin et Richard Banville.

Lucien CHAPUT



LÉO GROUETTE

Ste-Anne — 80 acres, 35 culture, 45 bois, accès sur deux chemins

Southdale — 3 chambres à coucher, garage double

25 minutes de Winnipeg — Hobby farm, 40 acres, maison, étable

Roseau River — 2 lots, 100' x 170'. Offres?

256-4314 ou 237-6261
Agence Ducharme



Commission canadienne des transports

Canadian Transport Commission

TITRE DE RENSEIGNEMENTS

Dossier: 2-A7-35A-36A (148/87)
Rôle no: 10190

Date: le 22 juin 1987

REQUÊTE PRÉSENTÉE PAR AUSTIN AIRWAYS LIMITED POUR:

- (A) UNIFIER LES PERMIS NOS A.T.C. 3736/84(NS) et A.T.C. 3791/84(NS); ET
- (B) AJOUTER AU PERMIS UNIFIÉ L'AUTORISATION DE DES-SERVIR LES POINTS WINNIPEG (MANITOBA), KENORA, FORT FRANCES, DRYDEN, THUNDER BAY ET SUDBURY (ONTARIO).

Le permis n° A.T.C. 3736/84(NS) autorise Austin Airways Limited à exploiter un service aérien commercial régulier entre points déterminés (classe 2), au moyen d'aéronefs à voilure fixe des groupes A, B, C, D et E, afin de desservir les points Marathon, Manitowadge, Elliot Lake, Toronto et Sault Ste. Marie (Ontario).

La condition n° 2 dudit permis stipule que

«L'interdiction figurant au permis de classe 4, actuels ou futurs, d'acheminer du trafic entre des points situés sur des routes desservies par des titulaires de permis de classe 2, ne s'applique pas au présent permis»

Le permis n° A.T.C. 3791/84(NS) autorise Austin Airways Limited à exploiter un service aérien commercial régulier entre points déterminés (classe 2), au moyen d'aéronefs à voilure fixe des groupes B, C, D et E, afin de desservir les points Kapuskasing, Timmins, Toronto, Trenton et Kingston (Ontario).

La titulaire demande maintenant les autorisations énoncées en titre

Tout intéressé peut intervenir pour appuyer ladite requête, s'y opposer ou en réclamer la modification conformément aux règles générales de la Commission canadienne des transports. Les interventions doivent être déposées au plus tard le **27 juillet 1987**, avec une preuve de leur signification à la partie requérante.

Le Comité fera parvenir, sur demande, plus de détails sur la requête et les modalités de dépôt des interventions conformément aux règles susmentionnées. Toute demande doit être postée ou remise au Secrétaire du Comité des transports aériens à Ottawa (Ontario) K1A 0N9.

Si de plus amples renseignements sont requis, vous pouvez communiquer avec le soussigné ou G.N. Rodgers au numéro (819) 997-1792.

A. Desrochers

A. Desrochers
pour le directeur suppléant
Direction de l'Analyse et des Permis
Comité des transports aériens

Canada



Gouvernement du Canada
Ministère des Communications

Government of Canada
Department of Communications

VEUILLEZ PRENDRE NOTE

QUE TOUS LES NUMÉROS DE TÉLÉPHONE DU GOUVERNEMENT DU CANADA À WINNIPEG OBTIENNENT UN NOUVEAU PRÉFIXE

À compter du 21 juin 1987, tous les numéros de téléphone du gouvernement canadien à Winnipeg commenceront par 983 au lieu de 949. Les quatre derniers chiffres demeureront les mêmes. Le nouvel annuaire téléphonique de la ville de Winnipeg tient compte des nouveaux numéros. Pour consulter la section du gouvernement du Canada, veuillez vous reporter aux pages à bordure grise se trouvant après les pages blanches.

Canada



Travaux publics
Canada

Public Works
Canada

APPEL D'OFFRES

LES SOUMISSIONS CACHETÉES visant les projets ci-dessous seront reçues jusqu'à 14h (H.A.C.), le jour de la date limite. Les soumissions devront être adressées à l'Administratif, district du Manitoba, Travaux publics Canada, 269, rue Main, pièce 201, Winnipeg (Manitoba) R3C 1B2. On peut se procurer les documents de soumission au Bureau de distribution des plans, à l'adresse susmentionnée, ou en téléphonant au numéro 949-2372.

PROJET

N° 780263 — pour Transports Canada
Winnipeg 16
333, rue Main
Remise à neuf au 8e étage

On peut aussi consulter les documents de soumission au bureau de l'Association des constructeurs de Winnipeg.

Date limite: le mardi 30 juin 1987

Dépôt: néant

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres.

Canada



Transport
Canada
Air

Transports
Canada
Air

APPEL D'OFFRES

LES SOUMISSIONS cachetées portant sur les projets ci-dessous seront reçues jusqu'à 14h, le jour de la date limite indiquée. Les soumissions devront porter le titre et le numéro du projet et être envoyées au surintendant régional, Gestion du matériel, 333, rue Main, 15e étage, C.P. 8550, Winnipeg (Manitoba) R3C 0P6. On peut se procurer les documents de soumissions en s'adressant à l'adresse ci-dessus sur versement des dépôts applicables.

PROJET 2362-86-93
DOSSIER P-4513

LA REMISE À NEUF DU ROULAGE -B- A
L'AÉROPORT DE SWIFT CURRENT,
SWIFT CURRENT (SASKATCHEWAN).

Réunion d'information: le mardi 23 juin 1987 au bureau du directeur de l'aéroport situé dans l'immeuble de l'aéroport de l'aéroport de Swift Current (Saskatchewan) à 13h, heure de Swift Current.

PROJET 2362-87-04
DOSSIER P-4514

LA REMISE À NEUF DE LA PISTE 06-24 A
L'AÉROPORT DE NORTH BATTLEFORD,
NORTH BATTLEFORD (SASKATCHEWAN)

PROJET 2362-87-16
DOSSIER P-4515

LE REMPLACEMENT DE TRANSFORMATEURS D'ISOLEMENT ET L'INSTALLATION DE FOSSES DE TIRAGE SUR LES AIRES DE TRAFIC I, II, III, IV ET V ET LES VOIES DE CIRCULATION A, B ET APPROCHE HAUTE INTENSITÉ 32 À L'AÉROPORT DE SASKATOON, À SASKATOON (SASKATCHEWAN)

Les documents de soumission concernant les trois (3) projets susmentionnés peuvent être consultés aux bureaux de l'Association des constructeurs de Winnipeg (Manitoba), de Regina, Saskatoon, Prince Albert, Moose Jaw et de Swift Current (Ontario).

Date limite: le 3 juillet 1987, à 14h, heure local pour les trois projets

Dépôt: Chèque bancaire de 50\$ pour chaque série de documents relatifs à chacun des trois (3) projets susmentionnés

Renseignements d'ordre technique: composez le (204) 949-3825 pour les trois projets

DIRECTIVES

Le dépôt à l'égard des plans et devis doit être versé sous forme de chèque bancaire payable à l'ordre du Receveur général du Canada. Ce dépôt sera remboursé sur remise des documents, en bon état, dans le mois suivant l'ouverture des soumissions.

Chaque soumission doit être présentée sur les formulaires fournis par le Ministère et être accompagnée du dépôt de garantie indiqué dans les documents de soumission.

Pour tout renseignement concernant l'appel d'offres: composez le (204) 949-4329

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres.

Canada

Monuments Brunet

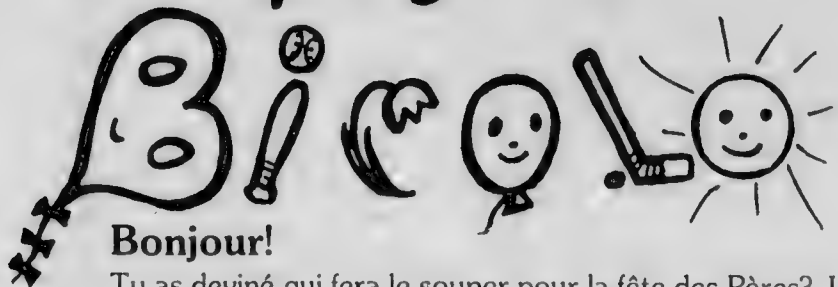
405, rue Bertrand Saint-Boniface

233-7864

Choix de modèles, dessins et prix
les plus variés

Au service des Franco-Manitobains

La page de



Bonjour!

Tu as deviné qui fera le souper pour la fête des Pères? J'ai préparé toutes sortes de choses pour cette journée qui est spéciale pour mon papa.

J'ai dessiné une joli carte et j'ai aidé maman à faire un délicieux gâteau.

Toi, tu fais quelque chose pour ton papa?

Bicolo

Code secret...

En te servant du code tu trouveras un message important.

A	B	C	J	K	L	S	W
D	E	F	M	N	O	T	X
G	H	I	P	Q	R	U	Y
						V	Z



JE<□<V□ □□>□ □□V 7□7□V

Mot-Surprise

Essaie de trouver tous ces mots dans la grille.



arbres	insecte
blé	lis
bourdon	œuf
bourgeon	pluie
canard	pollen
chaleur	printemps
eau	soleil
été	vents
feu	vie
fleur	

Mot-surprise de 6 lettres

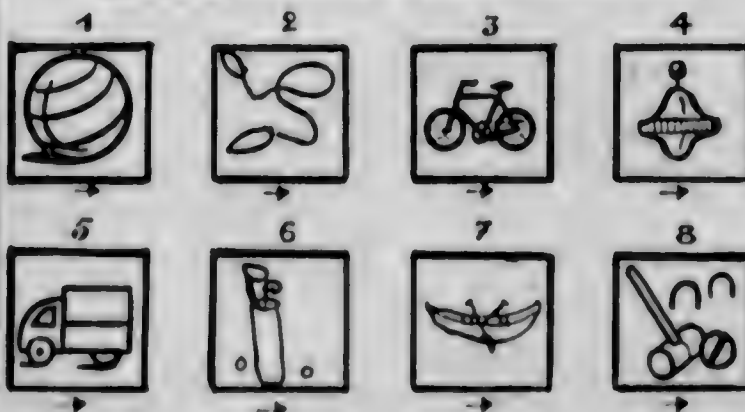
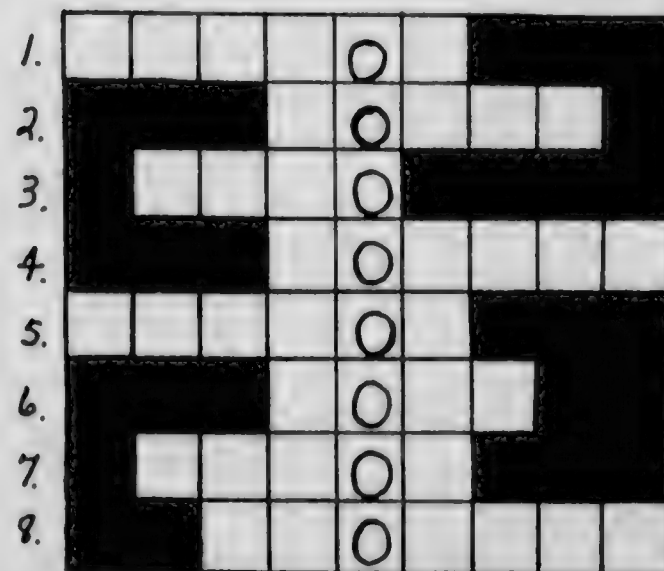


Bien cher papa, c'est à ton tour de te laisser parler d'amour!



Jeux d'été

En regardant les images, tu pourras facilement faire ce casse-tête.



O	I	R	U	E	L	F	E	U
S	D	R	A	N	A	C	S	S
F	E	R	E	O	P	I	A	P
I	U	U	A	D	L	P	R	M
N	O	E	G	R	U	O	B	E
S	S	L	O	U	I	L	R	T
E	T	A	V	O	E	L	E	N
C	N	H	I	B	L	E	S	I
T	E	C	E	T	E	N	U	R
E	V	L	I	E	L	O	S	P

Je salue mes nouveaux membres!

8514 Danielle Jolicoeur	Winnipeg
8515 Alain Jolicoeur	Winnipeg
8516 Thomas Warsaba	Morden
8517 Marc Fontaine	Saint-Boniface
8518 Justin Chaput	Saint-Boniface
8519 Brigitte April	Saint-Boniface
8520 Francine Mahé	Edmonton
8521 Christine Mahé	Edmonton
8522 Lisa Foidart	Saint-Boniface
8523 Nicole Fréchette	St-Vital
8524 Line Grenier	Saint-Léon
8525 Patrick Robidoux	St-Vital
8526 Lise Durand	Ile-des-Chênes
8527 Rachelle Boisjoli	Saint-Boniface
8528 Jenna-Leigh Tracy	Portage-la-Prairie
8529 Erick Rocan	La Broquerie
8530 Rhéal Jolicoeur	Saint-Boniface
8531 Joanne Jolicoeur	Saint-Boniface
8532 Pierre Legal	Sainte-Anne
8533 Eric Collette	Saint-Boniface
8534 Sylvie Hince	Saint-Boniface
8535 Giselle Vermette	Saint-Boniface
8536 Liane Orr	Saint-Boniface
8537 Anouchka Lenoski	Saint-Boniface
8538 Nicole Marion	Saint-Boniface
8539 Robert-Alain Chaput	Saint-Boniface
8540 Sheila Anderson	Saint-Boniface
8541 Robert Malo	Saint-Boniface
8542 Mélanie Quenelle	Saint-Boniface
8543 Luc Fortin	Saint-Boniface
8544 Christine McKay	Saint-Boniface
8545 Joel Couture	Saint-Boniface
8546 Danel Leclaire	Saint-Boniface
8547 Christian Bouloigne	Saint-Boniface
8548 Michelle Philpott	Saint-Boniface
8549 Brian Simard	Saint-Lazare
8550 Michelle Fleury	Saint-Lazare
8551 Tessa Chartier	Saint-Lazare
8552 Zoé-Anne Fouillard	Saint-Lazare
8553 Andrew Lavoie	Saint-Lazare
8554 Justin Simard	Saint-Lazare
8555 Mélanie Shreyer	Saint-Lazare

Papa a reçu plusieurs cartes pour sa fête. Combien en comptes-tu?



Membre gagnant
de la semaine

numéro 8522
Lisa Foidart, 3 ans
63, baie Wiltshire

Saint-Boniface
(Manitoba)

Combien de cartes

Conseil de la radiodiffusion et des
télécommunications canadiennes
Canadian Radio-television and
Telecommunications Commission

CRTC

AVIS DE MODIFICATION RELATIF À UNE AUDIENCE PUBLIQUE

CRTC — Avis d'audience publique 1987-56. Le Conseil annonce par la présente que l'audience publique qui aura lieu au Centre de conférences, Phase IV, 140, promenade du Portage, Hull (Québec), commencera à 9h00 le 9 juillet 1987 au lieu du 8 juillet 1987 tel qu'annoncé antérieurement.

Canada



Défense
nationale

National
Defence

AVIS AU PUBLIC CHAMP DE TIR DE SAINT-CHARLES

Des exercices de tir auront lieu pendant le jour au champ de tir de Saint-Charles jusqu'à nouvel ordre.

Le champ de tir de Saint-Charles est une propriété administrée par le MDN, située dans la ville de Winnipeg et sise du côté ouest de la route 101, au point où celle-ci croise la route transcanadienne. Il est possible d'en obtenir, au besoin, une description détaillée en s'adressant au chef du Génie construction de la BFC Winnipeg.

Toutes les entrées du champ de tir ainsi que toutes les routes et tous les sentiers y donnant accès sont marqués par des poteaux indicateurs où il est inscrit en français et en anglais que l'entrée au champ de tir est interdite.

MUNITIONS ET OBJETS EXPLOSIFS PERDUS

Les bombes, grenades, obus et autres objets explosifs semblables sont dangereux. Il ne faut pas en ramasser ni en garder comme souvenirs. Si vous trouvez ou si vous avez en votre possession tout objet que vous croyez être un explosif, veuillez le signaler à la police locale. On veillera alors à son enlèvement.

Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans ce secteur.

PAR ORDRE

Sous-ministre
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, Canada
17630-77

Canada

CN

PUBLICATION DE VENTE

La Compagnie acceptera la réception des SOUMISSIONS AVEC MENTION SUR L'ENVELOPPE DE SOUMISSION 4030-31-10 jusqu'à MIDI (12h), le vendredi 19 juin 1987, et qui seront envoyées sous pli scellé à M. A.L. Budd, directeur, achats et gestion des stocks, Canadian National, B.P. 244, station postale «Transcona», Winnipeg (Manitoba) R2C 3R4, pour l'achat et l'enlèvement d'environ 22 000 traverses ferroviaires de rebut, entre les milles 80,5 et 104,7, subdivision Rivers, et 42 000 traverses ferroviaires de rebut entre les milles 142,5 et 172,0, subdivision Rivers et 36 900 traverses ferroviaires de rebut entre les milles 80,0 et 121,7, subdivision Gladstone, et 5 100 traverses entre les milles 12,0 et 16,0, subdivision Gladstone. Ces traverses sont empilées en tas d'environ 15 à 20 traverses le long de l'emprise ferroviaire.

CONDITIONS DE VENTE: F.O.B., quel, sur les lieux. Les soumissions ne porteront que sur les lots entiers, la Compagnie ne pouvant accepter les ventes fragmentaires. Le soumissionnaire choisi devra enlever des lieux du chemin de fer les traverses achetées à ses risques et dépens et le terrain laissé dans un état de propreté satisfaisant.

En outre, le soumissionnaire choisi devra régler la transaction au complet à l'aide d'un chèque visé, dès qu'il en sera avisé et avant le ramassage des traverses. Il devra de plus déposer en caution un chèque visé de 5 000\$ à l'ordre du Canadian National. Cette somme lui sera remboursée dès que le contrat aura été exécuté à la satisfaction du chemin de fer.

Taxe provinciale en sus, s'il y a lieu.

La compagnie se réserve le droit de rejeter toute soumission, si haute soit-elle.

Les soumissionnaires devront indiquer clairement leur nom et adresse dans les documents qu'ils présenteront.

Prière d'indiquer le numéro d'exemption de la taxe de vente provinciale, s'il y a lieu.

Pour renseignements complémentaires, s'adresser à M. B. Thibault, chef de la voie, Portage-la-Prairie (Manitoba), téléphone (204) 857-5401, ou M. R. Lavallée, chef de la voie, Dauphin (Manitoba) téléphone (204) 638-6707.

A.L. Budd
Directeur, Achats et
gestion des stocks

Construction de
Défense Canada

Defense Construction
Canada

Construction de Défense Canada lance des appels d'offres pour installation d'adoucisseur d'eau, Bâtiment M-28, b/c Shilo au Manitoba et remplacement du système de distribution électrique aérien, b/c Winnipeg (Nord) au Manitoba. La date limite prescrite de réception des soumissions est le jeudi 16 juillet 1987. Pour de plus amples renseignements s'adresser à la section des plans à Ottawa (613) 998-9549. Référence SL 799 10 et WG 764 10.

Canada



Transport
Canada

Transports
Canada

Airports
Authority Group

Groupe de gestion
des aéroports

DOSSIER P-2049

POSSIBILITÉ COMMERCIALE AÉROPORT INTERNATIONAL DE WINNIPEG

Transports Canada fait appel
à des offres publiques pour exploiter un

COMPTOIR DE CONCESSION DE NOURRITURE ET BREVAGE

Seules seront prises en considération les soumissions émanant d'organismes ou de particuliers qui peuvent prouver avoir suffisamment de connaissances et d'expérience pour exploiter le comptoir et qui sont en mesure d'obtenir les permis provinciaux et municipaux nécessaires.

Les soumissions seront menées en deux stades. Lors la première stade les soumissionnaires seront tenus de présenter des données sur leur société, des propositions conceptuelles et opérationnelles. Les offres financières ne seront pas présentées à cette stades.

A la deuxième stade, seuls les soumissionnaires qui ont participé à l'étape 1, et dont les plans et propositions ont été approuvés par le Ministère pourront présenter des offres financières.

Une réunion d'information aura lieu le mercredi 24 juin 1987 à 10h (Heure locale) en la salle 403 de l'immeuble de l'administration, aéroport international de Winnipeg, Winnipeg (Manitoba).

Adresser les soumissions scellées et marquées (quant au contenu) au:

Surintendant de la gestion du matériel
Transports Canada
333, rue Main (15^e étage)
C.P. 8550
Winnipeg (Manitoba) R3C 0P6

Les soumissions doivent nous parvenir au plus tard le vendredi 31 juillet 1987 à 10h (heure locale).

On peut se procurer les documents de soumissions à l'adresse susmentionnée.

Pour obtenir de plus amples renseignements, téléphoner au:

Bureau de commercialisation et des biens immobiliers
Transports Canada
Aéroport international de Winnipeg
Téléphone: (204) 786-4810, (204) 786-4280

Canada

Il faut passer à l'action

Une campagne publicitaire, payée à même des deniers publics, voudrait nous faire croire que la solution au problème du SIDA, c'est le «safe sex».

À la télévision, dans les journaux et les revues, dans des feuillets imprimés à cet effet, dans les présentations faites aux étudiants et aux universitaires, dans les informations passées de bouche à oreille, le mot d'ordre est devenu le «condom». Le message semble indiquer qu'avec le «condom» tu ne risques rien, sans le «condom» tu attraperas tôt ou tard le SIDA.

Quand même...

Sur quelle philosophie de la personne nos gouvernants s'appuient-ils pour chercher à enrayer une maladie en encourageant, indirectement il est vrai, mais réellement néanmoins, la promiscuité sexuelle?



Claude BLANCHETTE

L'argument qui veut que la promiscuité sexuelle est une réalité de notre société et il nous faut donc prendre les moyens non pas pour la décourager mais pour en réduire les dangers est un argument absurde qui ne relève d'aucune pensée logique ni d'un respect réel de la personne.

Des arguments de ce type ne font que propager la «chosification» de la sexualité de la personne humaine, sexualité bonne

et grande, voulue par Dieu pour la croissance et l'épanouissement de la personne.

Dans une lettre qu'il adressait tout récemment aux prêtres de son diocèse, Monseigneur Exner souligne qu'une telle approche est de courte-vue, mal-inspirée et contre-productive.

En effet, poursuit-il, cette campagne publicitaire laisse le lecteur ou le télé-spectateur avec l'impression que la décision de s'engager à volonté dans le «free sex» est une décision qui n'a aucune incidence morale. Et cette impression, au lieu de réduire la promiscuité, risque fort de l'encourager.

Les dégâts

En plus, ajoute-t-il, la publicité faite au sujet du «condom» est une violation très grave du droit de tout parent à inspirer le développement moral de son enfant. Car, que le parent le veuille ou non, l'enfant est influencé par ce qu'il voit et ce qu'il entend.

Le problème, avouons-le, est de taille. La campagne publicitaire bat son plein et il nous revient, malheureusement, à essayer d'en limiter les dégâts.

Il est triste, bien triste, que nous en soyons arrivés à ce point. Ce qui se passe en dit long sur la qualité de la réflexion qui préside aux décisions politiques et encore plus long sur l'absence quasi-totale de toute inspiration chrétienne. Mais, il nous faut faire plus que de nous attrister sur notre sort et de nous lamenter sur ce qui se passe.

Il faut passer à l'action.

Il revient aux parents de s'assurer que l'information qui est transmise dans les écoles que fréquentent leurs enfants est de nature à promouvoir la personne humaine et la fidélité dans l'amour telle que voulue par le Créateur.

Aux parents aussi à refuser qu'un «n'importe qui» s'improviser comme spécialiste de la question. Aux parents enfin, après s'être bien informés, de causer avec leurs enfants, d'échanger avec eux sur le SIDA, d'ouvrir leurs esprits et leurs cœurs au message évangélique du Christ.

CONVOCATION

Réunion annuelle

L'Association des commerçants du Vieux Saint-Boniface

Date: le mercredi 24 juin 1987

Heure: midi à 13h30

Lieu: 219, boul. Provencher
Salle de conseil

LA DIVISION SCOLAIRE LA MONTAGNE No 28

solicite des candidatures

d'orthopédagogue

La personne intéressée doit satisfaire toutes exigences pour certification spéciale. S'il vous plaît faire parvenir votre demande au:

Directeur général
Division scolaire la Montagne
Notre-Dame-de-Lourdes
(Manitoba) ROG 1M0
Tél.: 1-248-2228 ou
Rés.: 1-744-2083

VIE SOCIALE

Décès

Lucien Préfontaine, époux de Thérèse Préfontaine, de Saint-Pierre-Jolys, décédé le 13 juin à l'âge de 69 ans.

Marie-Thérèse Vignon (née Poi-

ron), de Woodridge, décédée le 15 juin à l'âge de 92 ans.

Charles William Rousset, époux de Rose-Marie (ne Simard), de Ross, décédé le 14 juin à l'âge de 44 ans.

Lumina-Marie Desmarais, de Lorette, décédée le 12 juin à l'âge de 79 ans.

LES PETITES ANNONCES

FACILE ET EFFICACE!

Les PETITES ANNONCES, c'est encore plus payant quand on connaît bien la recette.

Votre PETITE ANNONCE doit nous parvenir au plus tard le lundi par écrit et être payée d'avance aux tarifs suivants:

moins de 20 mots (5\$ ou 7,50\$ pour deux semaines);
21 à 28 mots (6\$ ou 9\$);
29 à 35 mots (7\$ ou 10,50\$);
36 à 42 mots au maximum (8\$ ou 12\$ pour deux semaines).

AUBAINES D'ÉTÉ: payer et emporter seulement. Tapis «gazon» à partir de 2,99\$/v². Préparés sans cirage en vinyle à partir de 3,98/v². Tapis à endos caoutchouté à partir de 4,98\$/v². Saxony en nylon à endos caoutchouté à partir de 8,98\$/v². Des centaines de fins de rouleaux — économisez jusqu'à 60%. Peinture à partir de 13,98\$ le gallon. Ouvert jusqu'à 20h, 50, rue Archibald. A & R Carpen Barn 233-3061 300.

COUTURIÈRE: avec expérience pour tous genres de travaux de couture Appelez Marcelle au 233-2687 393.

À LOUER: appartement, salon, cuisine, près du Collège. Libre immédiatement Composez le 255-0265 après 17h. 581.

OCCASION À OFFRIR pour aller à Québec en auto. Départ le 1er ou 2 juillet. Suzanne — 233-8350 600.

ASPIRATEURS Filter Queen ou Electrolux presque neuf. Garantie 5 ans 150\$. Composez le 237-0204 467.

LOCATION avec option d'achat: IBM Selectrics I bilingue, 300\$, IBM Selectrics II bilingue, 495\$. Composez le 837-4003 613.

VENTE PRIVÉE: possession immédiate, Parc Windsor, près du Collège Béliveau, l'école Lacerte et l'église Sts-Martyrs. Bungalow bien entretenu, avec trois chambres à coucher, et deux chambres supplémentaires dans le sous-sol fini. Caractérisé par un salon et une salle à manger de forme «L», sous-sol fini avec foyer à bois (wood-burning fireplace). Belle cour avec arbustes et jardin. Disponible comme vente privée après le 15 juin avec un prix réduit à 89 500\$. Pour faire un rendez-vous, conduisez au 320, avenue Dussault, et ensuite composez le 256-8116 594.

À VENDRE: armoires de cuisine en chêne avec comptoir, évier et robinets plus ensemble de cuisine. Composez le 222-6514 après 18h 597.

À VENDRE: rideaux 52 verges de tissu, «over-drapes» en satin, couleur or, tapis en peluche 9' x 12', couleur or, table de cuisine pour 8 personnes avec prolongement et 6 chaises. Composez le 256-8206 612.

À LOUER: studio meublé, rue Dumoulin. Libre le 1er juillet. Composez le 775-3962 après 18h 613.

GRATUITE: maison de ferme, deux étages, 24' x 26'. Gratuite si vous venez l'enlever du terrain. Appelez Damase au 878-3347. Lorette 614.

À LOUER: maison de deux chambres à coucher, rue Ritchot. Libre le 1er juillet. Composez le 255-2471 616.

À VENDRE: matelas et sommier pour lit double. Le tout en bon état. Composez le 237-6777 618.

À LOUER: appartement de deux chambres à coucher, rue Saint-Jean-Baptiste 414\$ par mois, lave-vaisselle, air climatisé, laveuse et sècheuse. Libre le 1er août. Appelez Jean-Guy après 18h au 237-4871 617.

À LOUER: appartement d'une chambre à coucher, près du Collège de Saint-Boniface et de l'hôpital, en face du parc LaVérendrye. Entrée privée, accès gratuit à une laveuse et sècheuse. 360\$ par mois. Libre le 1er juillet. Composez le 237-9347. 605.

À LOUER: rue Notre-Dame, maison de deux chambres à coucher, grande cuisine, salon, véranda, pour couple tranquille. 450\$ par mois plus services. Composez le 233-2171. 607.

RECHERCHE personne non fumeuse pour aider une mère pendant la journée du lundi au vendredi de 10h30 à 13h30; près du pont Salter. Age d'aucune importance. Composez le 942-7705. 609.

À VENDRE: Maison d'un étage et demi à Saint-Boniface, quatre chambres à coucher, salle de récréation, chambre à coucher supplémentaire au sous-sol, deux salles de bain, garage double.

Bungalow de 13 ans, trois chambres à coucher, garage double, étable à chevaux, situé sur 70 acres de terre à 12 milles du coin de Portage et Main, très bon état

Saint-Vital, 79 500\$, bungalow de 9 ans, trois chambres à coucher, salon avec place à manger, cuisine avec coin-repas, sous-sol isolé, plombage prêt pour une deuxième salle de bain. Appelez Nap ou Bernice, Sherlock Homes, 237-8878, 24 heures sur 24. 579.

VENTE PRIVÉE: fermier désire prendre sa retraite, 671 acres de très bonne terre, au long du côté est de la rivière Rouge, entre St-Jean-Baptiste et Morris. Offres raisonnables seulement Composez le 1-758-3529, St-Jean-Baptiste ou le 1-746-2621, Morris 610.

À VENDRE: maison 1 800 pieds carrés, trois chambres à coucher, garage, lot de rivière, 72,9 x 333, air climatisé, système d'arrosage, 50 km à l'est de Winnipeg. Composez le 422-5261 après 17h. 611.

À VENDRE: angle Horace et Youville, maison d'un étage et demi, trois chambres à coucher, sous-sol partiellement fini, air climatisé, nouvelle fournaise, filtre à air électronique, toit récemment refait. Appelez Gilles au 586-7387 entre 18h et 21h 619.

À LOUER: à Saint-Boniface, appartement de deux chambres à coucher, 2 stationnements, laveuse et sècheuse. Libre le 1er juillet. Composez le 237-4798 620.

RECHERCHE: appartement de deux chambres à coucher dans une maison 1er ou 2e étage, à Saint-Vital ou à Saint-Boniface. Plancher en bois dur (pas de tapis ou tuile), pour le mois d'août. Composez le 256-9533 après 18h 621.

GARDIENNE à domicile, rue La Vérendrye de 17h à 20h du lundi au vendredi, commençant le 22 juin jusqu'au 21 septembre. Appelez Louise au 786-0240 606.

À LOUER: grand appartement d'une chambre à coucher, laveuse et sècheuse, tapis, stationnement. Libre le 1er juillet, 450\$ tout inclus. Composez le 237-9981 602.

NOUS SOMMES À LA RECHERCHE d'une gardienne bilingue pour garder chez nous au River Park South à Saint-Vital, ou chez vous, une petite fille âgée d'un an. S'il vous plaît composez le 253-1262 ou laissez un message au 237-3606 582.

À LOUER: Cinq bureaux neufs, rue Des Meurons, grandeurs variées. Composez le 269-1178 606.

RECHERCHE: chambre tranquille pour professeur assistant au cours d'été en juillet. Composez le 638-9389 après 18h 592.

À LOUER: Plage Albert, chalet de trois chambres à coucher. Composez le 257-6234, 253-5700 ou le 1-754-8013 618.

T'es en parenté avec qui, toi?

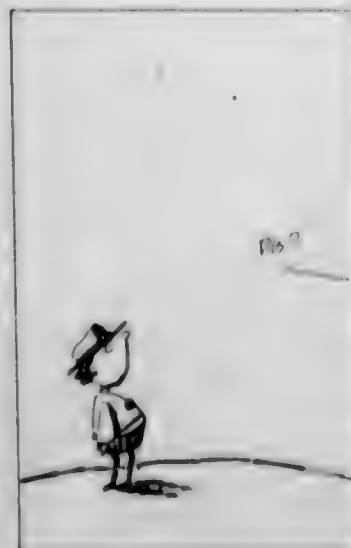
Zachary George Murphy, né le 5 août 1986, est le fils de Monique (née Noël) et George Murphy de Sainte-Anne.

Les grands-parents sont: Claire (née Bernier) et Maurice Noël de Sainte-Anne et Marjorie (née Clark) et John Murphy de Brandon. Les arrière-grands-parents sont: Madeleine (née Mager) et Raymond Bernier (décédés) de Saint-Boniface; Eva (née Maurice) et Jean Noël (décédés) de Sainte-Anne; Georgia (Clark) Perreault (née Lavallée) et George Clark (décédé) de Brandon; Gracie (née Hoyer) et Albert Patrick Murphy (décédé) de Ste-Anne-de-Bellevue, Québec.



APEPSIE

Daniel Tougas
Jean-François Belisle



L'Europe des 12 devra freiner sa production



L'auteur est
agronome et
vice-président
de Roy-Légumex

Florent
BEAUDETTE

COMMENTAIRE

Depuis presque un an, l'on parle d'une guerre de céréales entre l'Europe et les États-Unis. En fait c'est un conflit entre l'Europe et le reste du monde développé, une guerre qui dure depuis près de 20 ans et qui comprend beaucoup plus que les céréales.

Et tous les experts en commerce agricole (à l'exception des Européens) s'accordent à blâmer, en grande partie, la politique agricole commune (PAC) de la Communauté Économique Européenne (CEE) pour la situation actuelle.

Qu'est-ce que c'est la PAC? Il faut remonter au début des années 50, période où les pays de l'Europe se relevaient encore des cendres de la 2e Grande Guerre. Déjà en 1951, l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, la Hollande, l'Italie et le Luxembourg formaient une association ou marché commun pour le charbon et l'acier.

En 1957, ces mêmes pays s'entendaient sur l'énergie atomique (Euratom) et sur une union douanière et un marché économique commun (CEE), lors du Traité de Rome. De là, les «Six» devaient développer le PAC

pour harmoniser les politiques agricoles des pays membres, et c'est ce qu'ils ont commencé à faire à la conférence de Stresa en juillet 1958.

La PAC devait avoir 2 buts principaux: rendre l'Europe des «Six» autosuffisante pour autant de produits agro-alimentaires que possible, et en même temps, garder chez eux les millions de petits paysans pour éviter la ruée vers les villes avec tous les problèmes socio-économiques qui en résulteraient. Dans les deux cas, des prix de soutien suffisants pouvaient offrir la solution, mais il fallait aussi encourager une plus grande efficacité et une meilleure productivité surtout chez les petits paysans.

On peut facilement s'imaginer les difficultés à surmonter pour arriver à la PAC: 6 États-membres avec différents prix de soutien pour différents produits, certains excédentaires dans presque tout (comme la France et la Hollande), d'autres déficitaires dans presque tout (comme l'Allemagne et l'Italie) et tous désireux de protéger leurs propres producteurs tout en souhaitant l'élimination progressive des quotas et autres empêchements du mouvement libre des produits entre les États-membres.

Illustrer le système

Les premiers règlements sont mis en place en août 1962. Ils concernent les céréales, le porc, la volaille et les oeufs, les fruits et les légumes. Suivent les décisions sur le riz, les produits laitiers et le boeuf en 1964; les huiles végétales en 1966; le sucre et la betterave en 1967; le tabac et le vin en 1969.

Voici comment fonctionne le système, en prenant les céréales comme exemple. Chaque année, le Conseil des Ministres à Bruxelles (capitale de la CEE) fixe un **prix indicatif** calculé sur la zone la plus déficitaire (pour les céréales, Duisburg en Allemagne). Pour les autres régions, c'est le même prix, moins les coûts de transport à Duisburg.

Des prix variables

De là est calculé un **prix de seuil** (threshold price) applicable aux céréales importées pour assurer qu'elles seront vendues à un prix au moins égal à celui de Duisburg. Chaque semaine, un **prélèvement** (levy) est calculé pour couvrir la différence entre le prix de seuil et le prix d'importation.

Pour mieux illustrer le système, mettons-y des valeurs. Fixons le prix indicatif du blé à 5\$/minot à Duisburg. Le prix de seuil au port de Rotterdam sera au moins 5\$/minot. Vu que le Canada vend son blé à 3,50\$/minot, livré à Rotterdam, le prélèvement sera au moins de 1,50\$/minot cette semaine-là. Il est facile de voir que le système décourage les importations.

Par contre, les États-membres, à travers des organismes semblables au Wheat Board d'ici, sont obligés d'acheter toutes les céréales offertes par les producteurs à un **prix d'intervention** un peu plus bas que le prix indicatif, mais variable selon les régions. Donc **aucun contrôle à la livraison**. Par conséquent, un autre encouragement à produire à fond, sans s'inquiéter du marché.

Pour tous les autres produits,



Les premiers règlements sont mis en place par les Européens en 1962. Ils touchent les céréales, le porc, la volaille et les oeufs, les fruits et les légumes.

Voici comment fonctionne le système.

le système est semblable avec certaines adaptations. Il est évident qu'avec la PAC, tout surplus aux besoins des États-membres doit être, soit stocké, soit exporté à l'aide de restitutions (subventions) à l'exportateur, vu que les prix à l'intérieur de la CEE sont presque toujours plus hauts que les prix mondiaux.

À noter que la consommation intérieure dans la CEE n'est pas subventionnée, ce qui explique pourquoi les Européens utilisent de 25 à 35% de leur revenu pour l'alimentation (comparé à environ 15% en Amérique).

À la fin des années 1960, les effets de la PAC devenaient évidents: toutes les productions agricoles avaient augmenté pour amener la CEE plus près de l'auto-suffisance, et dans certains cas, comme dans l'orge, les surplus commençaient. Pas de problème à financer les subventions à l'exportation, car les prélèvements sur les importations compensaient encore largement.

Le 2e but

Mais le 2e but de la PAC, le maintien des paysans chez eux, restait loin d'être atteint. Car même avec les gros prix garantis, les millions de petits paysans n'arrivaient pas à améliorer leur niveau de vie.

Et déjà en 1970, un groupe d'experts européens écrivait: «Il y a un besoin urgent d'une réorientation radicale de la politique agricole dans la Communauté, dans l'intérêt de l'Europe elle-même et aussi de ses relations avec les autres pays.»

Cette déclaration est encore valable aujourd'hui en 1987. À part les autres réformes proposées par le Plan Mansholt, les experts recommandaient d'axer la politique agricole sur le soutien des revenus en s'écartant du soutien des prix.

Malheureusement, il était déjà trop tard pour les politiciens. Chaque printemps, quand les discussions reprenaient pour fixer les prix d'intervention de l'année, l'un ou l'autre des ministres de l'agriculture refusait de les baisser, soit parce

qu'il y avait des élections chez lui, soit parce que les paysans chez lui manifestaient pour de nouvelles augmentations ou pour réduire encore les importations, même des autres États-membres.

En 1973, après de longues négociations, la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark se joignent à la CEE («If you can't beat them, join them»). Pour le Canada et les autres pays du Commonwealth c'est la fin des exportations privilégiées vers la Grande-Bretagne, et pour les Anglais, c'est la fin de la «cheap food policy».

En 1981, c'est au tour de la Grèce à s'intégrer à la CEE, et en 1986, l'Espagne et le Portugal acceptent les conditions de la CEE pour en devenir membres. Bien sûr, chaque nouveau membre apporte son bagage de problèmes. Par exemple, il y a quelques semaines, des producteurs français arrêtaient deux camions chargés de fraises espagnoles et les renvoyaient le long de la route pour protester contre les importations. Tout de suite, les autorités de la CEE imposaient un quota à l'Espagne pour le reste de la saison.

Aujourd'hui la CEE fait face à des stocks énormes de produits tels le beurre et le boeuf et doit exporter les céréales, le porc, le fromage et autres produits à grands coups de subsides (la guerre commerciale mentionnée au début). Mais les prélèvements aux importations sont loin de compenser les subventions nécessaires aux exportations, et le déficit agricole atteint les 35 à 40 milliards de dollars américains chaque année (soit les deux tiers du budget total de la CEE).

C'est l'importance de ce déficit, ajouté au désir d'améliorer les relations avec le reste du monde, qui forcera l'Europe des 12 à prendre les décisions difficiles, mais essentielles, que les experts avaient prévues il y a presque 20 ans. La CEE doit changer sa politique agricole commune pour freiner la production tout en évitant les crises politiques et sociales.

Même les Français, depuis le début les «gros chiens» de la PAC, commencent à accepter la nécessité de changement. Dossier à suivre...

Offre d'emploi



SALON MORTUAIRE

Desjardins

Vous êtes un couple mature, responsable, ayant un horaire flexible?

Le Salon mortuaire Desjardins peut vous offrir une occasion sans pareil de vous servir de votre expérience et de vos talents.

L'un des partenaires devra travailler durant la semaine et les samedis à assurer l'entretien général, conduire les voitures du Salon et effectuer toutes autres tâches demandées.

L'autre partenaire devra être disponible le samedi pour assurer la réception.

Les deux doivent être bilingues.

Le salaire et les avantages sociaux sont négociables.

Le couple choisi entrera en fonctions le 1er septembre 1987.

Si ce poste vous intéresse, contactez

Monsieur Philippe Lavack, gérant
Salon mortuaire Desjardins
357, rue Des Meurons
Saint-Boniface (Manitoba)
Téléphone: 233-4949

1 9 8 7

L'AMÉRIQUE FRANÇAISE

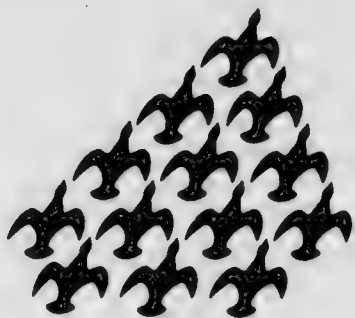


Les drapeaux qui ornent le parc de l'Amérique française, à Québec. De gauche à droite: Québec, Acadie, Louisianais francophones, Franco-Ontariens, Fransaskois, Franco-Manitobains, Franco-Colombiens, Franco-Albertains, Franco-Américains, Franco-Américains du Midwest.

Photo Louise Bilodeau

L'ÉLECTRIFICACITÉ Q

Ce supplément tiré à 1 420 000 exemplaires est une initiative de l'Association de la presse francophone hors Québec, réalisée en collaboration avec le Rassemblement des francophones d'Amérique. Inséré dans les journaux suivants: Le Radar, Farog Forum (15 juin), L'Écho de la Baie, La Frontière, Le Nord-Est, Le Pharillon, Le Rimouskois, Le Volier/Le Point, Les Échos Abitibiens (16 juin), Bonjour Chez Nous, France-Amérique, L'Avion, L'Eau Vive, La Boîte à Nouvelles, La Voix Acadienne, La Voix Gaspésienne, Le Carillon, Le Courrier, Le Madawaska, Le Moniteur, Le Nord, Le Rempart, Le St-Laurent Echo, Le Voyageur, Pro-Kent (17 juin), Le Goût de Vivre, Le Journal de Cornwall (18 juin), Journal Français d'Amérique, L'Acadie Nouvelle, L'Aiglon, L'Aurore Boréale, La Liberté, Le Franc, Le Gaboteur, Le Matin, Le Norvel Ontarien, Le Soleil de Colombie (19 juin), La Presse, La Tribune, La Voie de l'Est, Le Devoir, Le Droit, Le Journal de Montréal, Le Journal de Québec, Le Nouvelliste, Le Soleil, Le Quotidien du Saguenay Lac-St-Jean (20 juin), Journal de Lowell (6 juillet).



RASSEMBLEMENT DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE

À L'OCCASION DU SOMMET DE QUÉBEC Les francophones d'Amérique témoignent de leur vitalité

La venue à Québec, au début de septembre, des leaders politiques de quelque quarante pays ayant en commun l'usage du français témoigne de l'existence et de la vitalité en terre d'Amérique d'une francophonie originale, à l'avant-garde de l'action déployée pour le rayonnement du fait français à travers le monde.

Conscients de l'importance de cet événement et de son impact sur

leur avenir, les peuples et communautés francophones du continent, par l'intermédiaire de leurs associations, ont décidé de conjuguer leurs efforts en vue d'affirmer leur présence et leur identité, de faire valoir leurs besoins particuliers et de mettre en valeur, tout au long de 1987, l'Amérique française.

C'est ainsi qu'est né l'automne dernier le Rassemblement des francophones d'Amérique à l'initia-

tive du Secrétariat permanent des peuples francophones de Québec, de la Fédération des Francophones hors Québec et de l'Assemblée des Franco-Américains.

Oeuvre collective

Cinquante organismes issus du Québec, de l'Acadie, du Canada français, de la Nouvelle-Angleterre, de la Louisiane et d'ailleurs aux États-Unis ont alors formé ce mécanisme de coordination que constitue le Rassemblement. Une trentaine d'autres associations ou organisations, tant de l'enseignement que du monde des affaires ou des milieux culturels, se sont depuis jointes au mouvement.

Le Rassemblement s'est tout d'abord donné une image de marque: treize oiseaux stylisés sous forme de fleurs de lys, représentant les treize principales communautés francophones en volée, en pyramide, vers un même but, sinon vers... un sommet. Ce logo reflète une préoccupation fondamentale parmi les représentants de communautés francophones dispersées aux quatre coins d'un vaste continent: briser leur isolement, raffermir leur solidarité et travailler ensemble à une oeuvre commune.

1,5 million d'exemplaires

L'Association de la presse francophone hors Québec, qui en a pris l'initiative, et le Rassemblement des francophones d'Amérique publient en collaboration ce cahier spécial tiré à un million et demi d'exemplaires et axé sur des réalisations économiques et culturelles modernes, porteuses d'avenir pour notre langue et notre culture.

D'ici la fin de l'année, il compte monter une exposition sur l'Amérique française qui pourra ensuite faire le tour des régions. Entre-temps, il tient à Québec, du 27 au 30 juin, quatre «journées-rencontres», véritable occasion de retrouvailles entre toutes les communautés francophones d'Amérique, depuis la Colombie-Britannique jusqu'à Haïti. Sans ignorer les différences dues à l'évolution de chacune, ce ralliement vise à dégager les points de convergence et à étudier des projets à caractère international ou intercommunautaire.

Tout cela, sans compter les activités organisées partout par d'autres organismes non gouvernementaux, fait de 1987, en Amérique, l'Année de la francophonie.

M. Réal Gilbert,
Vice-président
Assemblée des
Franco-Américains

M. Yvon Fontaine
Président,
Fédération des francophones
hors Québec

M. Philippe Sauvageau
Président,
Secrétariat permanent
des peuples francophones
(Québec)

Aux grandes idées, les grands moyens.

Depuis plusieurs années, la Société générale de financement contribue à doter le Québec d'une infrastructure industrielle dans plusieurs secteurs vitaux.

Aujourd'hui, l'avenir s'ouvre aux projets d'envergure et aux entrepreneurs qui voient grand. Lancer une entreprise dans des domaines tels la pétrochimie ou l'électro-metallurgie nécessite un encadrement sûr et un partenaire financier solide.

Plus que jamais, le Groupe SGF prend, en 1987, une importance nouvelle dans l'établissement et le développement d'une industrie québécoise vigoureuse. Quand il s'agit de grandes idées, la SGF prend les grands moyens.



LEVIER DEPUIS 25 ANS. TREMPIN POUR L'AVENIR.



Parmi les 19 millions de Nord-Américains qui sont d'origine ethnique française, quelque 7,5 millions parlent encore le français à la maison.

Cette force fragile...

ERIC WADDELL

L'Amérique française ne se limite pas au seul Québec. Elle n'est pas non plus ce Canada bilingue, a mari usque ad mare, créature d'un autre discours politique. Univers de dimensions continentales, elle a constamment échappé aux définitions de la classe politique... et à la plume des cartographes.

Les images que cette Amérique projette sont profondément contradictoires; difficile mélange d'américanité et de francité, d'un passé accordé à la survie d'un énorme chapelet de «paroisses nationales» encerclant le continent tout entier et d'un avenir prometteur, soigneusement inscrit dans les projets de Bombardier, Québecor, Lavalin, Hydro-Québec, la Caisse de dépôt et placement du Québec, Cascades et de nombreuses autres entreprises d'expression française.

Ce sont les 13 millions d'Américains qui proclament leurs origines «françaises», et les 900 000 francophones hors Québec qui luttent quotidiennement contre l'assimilation. Ce sont les jeunes francophones de la diaspora canadienne qui préféreraient parler anglais entre eux dans les corridors des écoles françaises, gagnées une à une et de haute lutte... et les 150 000 étudiants canadiens-anglais inscrits aux programmes d'immersion en français.

C'est le Québec français des communautés culturelles et le Canada français catholique du fond des lointaines prairies. C'est le français, langue de la survivance, et le français, langue de l'Amérique moderne — «mic-mac» des salles de billard de la Nouvelle-Angleterre et langage des logiciels québécois. C'est la lente agonie de Gravelbourg, «phare dans l'Ouest ca-

nadien», et la soudaine naissance de Fort Lauderdale, capitale de la Floride québécoise. C'est le *Soleil de la Floride*, fidèle portrait d'un Québec populaire à la recherche d'un ailleurs meilleur, et le *Goût de Vivre*, témoin de la survie toujours équivoque et des luttes à ne pas finir de quelques communautés perdues dans l'Ontario profond. Mais c'est aussi *L'Express de Toronto*, journal résolument moderne et sans coloration ethnique, qui vise une nouvelle francophonie ontarienne, très urbaine et surtout «branchée».

Comment, donc, résumer spatialement et structurellement cet univers fait d'une mémoire si courte et d'une mouvance perpétuelle tout en étant greffé sur un fond solide de souvenance et d'enracinement?

La plaque tournante est sans aucun doute le Québec, à titre non seulement de berceau de la civilisation française en Amérique mais également de seul État massivement, et juridiquement, francophone de ce continent. Patrimoine, masse démographique, force politique et savoir-faire — en somme l'originalité du Québec en Amérique — lui accordent cette autorité incontestable.

État de 6,5 millions de personnes centré sur la vallée du Saint-Laurent, mais également «poumon» qui, depuis l'époque de la Nouvelle-

France, a essaimé à travers le continent au rythme de ses frontières économiques successives. Au 19^e siècle, les départs se sont transformés en exode, notamment vers la Nouvelle-Angleterre («Le Québec d'en bas») mais également le Midwest américain («Le pays des Illinois») et à travers le Nouvel-Ontario jusqu'à la rivière Rouge («Les pays d'en haut»). Canadiens français, Canucks et Canajens au moment de leur départ, ces «bâtisseurs de pays» se sont enracinés dans leurs régions d'accueil pour devenir avec le temps Franco-Américains, Franco-Ontariens, Franco-Manitobains... mais liés toujours au Québec par des liens de

«Nous sommes un peu partout», disent les Acadiens...

parenté et d'amitié. Ce sont ces liens et ces générations de départs qui font du Québec le foyer national canadien-français.

Cartographier ces départs perpétuels, c'est donner un nouveau sens géopolitique au Québec. De forteresse assiégée, la province se transforme en puissante zone pivot entourée à l'ouest et au sud par une grande région bilingue, sorte de prolongement démographique, culturel et économique de l'univers canadien-français. En ce qui concerne la Nouvelle-Angleterre, nous parlons d'au-delà de 2 millions de personnes d'origine française et de quelque 411 000 personnes d'extré-

sion française! L'Ontario compte 468 000 personnes de langue maternelle française (et 653 000 de la même origine ethnique), chiffres moins impressionnants peut-être, mais auxquels s'ajoutent de véritables empires économiques — genre Campeau Corporation — et un système d'éducation française en plein essor.

Ses contreforts se fondent à l'est avec l'Acadie, deuxième grand foyer francophone en Amérique. Aussi ancienne que le Québec, et culturellement distincte, l'Acadie est toutefois désavantagée par sa relative faiblesse politique. Témoins vivants de leur propre dicton, «*Nous sommes un peu partout*», les Acadiens sont éparpillés à travers l'ensemble des provinces maritimes tout en étant largement majoritaires dans le nord et l'est du Nouveau-Brunswick. Province bilingue et non province acadienne, elle compte 232 000 francophones, soit 34 % de la population, pourvus d'importantes institutions financières et scolaires et d'un rôle prédominant dans certains secteurs de l'économie, dont la pêche hauturière.

La véritable diaspora acadienne se trouve en Nouvelle-Angleterre: des gens venus à la même époque, aux mêmes endroits et pour les mêmes raisons que le million de Québécois attirés par l'essor de l'industrie textile. Dans les deux cas, il s'agit donc d'une diaspora créée par la prolétarisation d'une population rurale. Mais l'Acadie, tout comme le Québec, possède une diaspora plus lointaine et plus ancienne encore. Après la déportation de 1755, 1 000

Acadiens se sont réfugiés en Louisiane. Avec le temps, cette terre d'exil est devenue région de métissage, tant sur le plan économique que culturel et racial.

L'Ouest canadien a été la scène d'un autre creuset francophone. Les Métis sont nés de la rencontre des Canadiens français et des Amérindiens dans le cadre du commerce des fourrures, du transport par canots, charrettes et «barges», et de la chasse au bison.

La colonisation agricole qui suivit a amené dans l'Ouest d'autres francophones, originaires du Québec, de la Nouvelle-Angleterre et de divers pays d'Europe. Ainsi, aujourd'hui, nous pouvons parler de 182 000 personnes de langue maternelle française dans l'Ouest, de 325 000 d'origine française, et qui sait combien encore de culture métisse?

Voilà donc la nouvelle carte de l'Amérique d'expression française en cette fin de 20^e siècle: foyer Québec, contreforts ontarien, franco-américain et acadien, et diaspora continentale caractérisée à ses limites par une forte coloration métisse. Et à partir de cette carte, c'est une nouvelle dynamique qui prend forme.

Eric Waddell est professeur de géographie à l'Université Laval où il donne un cours sur le Québec et l'Amérique française. Nous reproduisons ci-dessus de larges extraits d'un texte qu'il a d'abord fait paraître dans *Neuve-France*, vol. 11, no 3, 1986, sous le titre: *Cartographier l'Amérique française*. La carte publiée dans cette page a été réalisée par le département de géographie de l'Université Laval et le Secrétariat permanent des peuples francophones.



Hommage à la presse francophone

Pour leur collaboration exceptionnelle, nous remercions chaleureusement Le Devoir ainsi que les groupes de presse Journaux Trans-Canada, Québecor et UniMédia, qui ont accepté d'insérer ce cahier à prix coûtant dans leurs publications.

Nous exprimons aussi toute notre reconnaissance aux journaux Les Affaires, Le Devoir, Le Droit, Le Journal de Montréal, Le Nouvelliste, La Presse et Le Soleil qui, à notre demande, nous ont prêtés les services de journalistes et photographes; ainsi qu'aux journalistes et photographes eux-mêmes qui, librement, ont enrichi ce cahier de leur travail.

Là où nous n'avons pu dépêcher un journaliste, des personnes engagées dans l'action ont aimablement offert de leur temps pour joindre leurs témoignages aux articles de ces pages. Qu'ils en soient également remerciés.

Tous, s'étant joints pour l'occasion à l'A.P.F.H.Q., sont un vivant exemple de ce que représente ici la francophonie. Nous leur rendons hommage.

Les porte-parole (ci-dessus) des trois organismes formant le comité exécutif du Rassemblement des francophones d'Amérique ont divulgué à la presse le 21 mai dernier les grandes lignes des «Journées-rencontres» que tiendra le Rassemblement à Québec du 27 au 30 juin. Sylvio Morin, directeur des communications de la Fédération des francophones hors Québec (F.F.H.Q.), Philippe Sauvageau, président du Secrétariat permanent des peuples francophones (S.P.P.F.) et Réal Gilbert, vice-président de l'Assemblée des Franco-Américains (A.F.A.), ont notamment annoncé la participation aux assises du Rassemblement de madame Monique Landry, ministre des Relations extérieures du Canada et de monsieur Gil Rémillard, ministre des Relations Internationales du Québec.

Ci-dessous, trois des principaux responsables des «Journées rencontres»: Claude Malette, coordonnateur du Rassemblement des francophones d'Amérique, Louis Dussault, directeur du Secrétariat permanent des peuples francophones et Nicole Blouin, organisatrice de l'événement pour le Rassemblement.

Photos Louise Blodeau



GRAND RENDEZ-VOUS DU 27 AU 30 JUIN pour les francophones d'Amérique

Désireux de manifester leur présence et de se retrouver entre eux pour faire le point, en cette année du Sommet de Québec, les parlant-français d'Amérique, par l'entremise de leurs associations, se sont donné rendez-vous à Québec les quatre derniers jours de juin, à l'hôtel Le Concorde, dans le cadre de la 10^e Rencontre francophone de Québec.

Les deux premières journées seront consacrées aux activités internes et autonomes des associations qui ont décidé de tenir simultanément ou leur assemblée générale ou leur conseil d'administration ou un colloque ou des activités à caractère social qui leur sont propres.

À compter du dimanche soir 28 juin jusqu'au mardi 30 juin, des participants en provenance de toutes les communautés francophones, et représentant des dizaines d'associations ou organismes, entreront en réunion générale sous l'égide du Rassemblement des francophones d'Amérique.

Sont inscrits à l'ordre du jour de ce ralliement:

- En premier lieu, des séances d'information sur les Sommets de Paris et de Québec, en présence de ministres des gouvernements canadien et québécois. Elles fourniront la toile de fond nécessaire aux discussions subséquentes sur des sujets concernant particulièrement la francophonie d'Amérique.

- En deuxième lieu, des ateliers et une plénière axés sur des actions à saveur économique et culturelle, à partir de trois thèmes prioritaires: l'accessibilité (coût et distribution) des produits culturels de langue française (livres, journaux et revues, disques, vidéos, films); l'accès aux chaînes françaises de radio et de télévision et la participation à la programmation; les rapports économiques et la création de réseaux entre les communautés francophones du continent.

Plusieurs des projets soumis à la discussion sont le fruit d'une colla-

boration entre des organismes du Québec et des associations de l'extérieur. À titre d'exemple: chambres de commerce du Québec et regroupements de gens d'affaires du Canada français et des États-Unis; Fédération nationale des femmes canadiennes-françaises et Association féminine d'éducation et d'action sociale (A.F.E.A.S.), du Québec; Fédération des jeunes Canadiens français et Franco-Jeunes du Québec.

D'autre part, l'Union française de Montréal et la Société des festivals populaires du Québec se sont unis à la Fédération culturelle des Canadiens français et à l'Action pour les Franco-Américains du Nord-Est pour présenter un projet commun de réseau de salles de spectacle et d'échanges d'artistes.

Enfin, la Télé-université du Québec, l'Association canadienne d'éducation de langue française (A.C.E.L.F.) et des établissements d'enseignement supérieur des provinces canadiennes et des États-Unis conjuguent leurs efforts pour mettre sur pied un réseau d'enseignement à distance.

Ces projets concrets, et plusieurs autres, donneront lieu à des actions immédiates, ou à des recommandations qui seront adressées, selon le cas, aux associations participantes, aux organismes privés mis en cause, aux pouvoirs publics ou, s'il y a lieu, aux organisateurs du Sommet des chefs d'État et de gouvernement du monde francophone. Il s'agira là de la modeste contribution des milieux francophones d'Amérique au développement de la francophonie à la veille du Sommet de Québec.

«1987 - l'Amérique française» est une initiative de l'Association de la presse francophone hors Québec, réalisée en collaboration avec le Rassemblement des francophones d'Amérique.

GESTION

Wilfred Roussel
Directeur général
Association de la presse francophone hors Québec

COORDINATION

Claude Malette
Coordonnateur
Rassemblement des francophones d'Amérique
1410, rue Stanley - 7^e étage
Montréal (QC)
H3A 1P8

RÉDACTION

Direction, Gisèle Tremblay

PRODUCTION

Jean-Denis Lamoureux

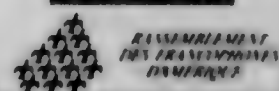
PUBLICITÉ

Réjean Héroux,
Directeur des communications
Agence OPSCOM
325, rue Dalhousie,
suite 410
OTTAWA (Ontario)
K1N 7G2

COMPOSITION, MONTAGE ET IMPRESSION

Imprimerie Dumont,
groupe Québecor

APF
OPSCOM



Le français, c'est la vie!

Nous étions les Canadiens, puis des Canadiens français, puis québécois, franco-ontariens, fransaskois, franco-américains et le reste. Nous ne serions plus que des francophones. Il y a là comme une dilution de ce que pourtant nous sommes: des Américains français. Mais l'expression elle-même n'a jamais servi parce que notre premier nom, Canadiens, en tenait lieu. Parce que, depuis lors, la carte politique du continent n'a jamais coïncidé avec notre établissement et que néanmoins piliés à ses exigences, nous nous sommes, entre-temps, différenciés.

Sur ces «francophones» et la langue qu'ils parlent, on a déjà tant dit: nous avons choisi de montrer ce qu'ils en font. Car s'il est un bien que la langue nous procure, c'est l'accès à autre chose qu'elle-même: à la pêche en haute mer dans le golfe (p. 5), à la chaleur d'un chantier en Afrique (p. 25), à la cime d'un gratte-ciel à Montréal (p. 6). Mais aussi, même si dans ces pages nous le faisons, au ballon que poursuit un enfant et qu'il nomme.

C'est à ceux qui font quelque chose avec lui que le français doit de nous ouvrir à l'appétit du monde. Tous ceux qui inventent, travaillent, rêvent, prospèrent en français, inventent, travaillent, poétisent, enrichissent le français, car ils en modèlent l'usage: ils lui font dire quelque chose.

Ceux qui apprennent le français aux machines (p. 33), en même temps apprennent les machines au français (p. 9). Ceux qui apprennent le français aux Chiliens (p. 11) apprennent la douleur, l'espérance, l'âme chiliennes au français. Les uns, les autres passent dans la langue qui, prodigue, nous les rend. Aussi respectables et utiles soient les chefs politiques qui la gèrent (p. 19), la francophonie, c'est nous (p. 3).

Cette vitalité attend, ici et là, son expression politique. Mais si, parmi les choses qui, faites en français font le français, nous insistons sur les con-

quêtes économiques, c'est qu'une langue se nourrit aussi de prospérité. Il fut un temps où le français et l'argent se fuyaient parce que l'argent parlait anglais. Or, ce qui surgit maintenant sous nos yeux, c'est la chance historique d'accéder à la prospérité en français (p. 7). Ainsi que s'exclamait un militant francophone de l'Ouest en décrivant son action: «On est tanné d'être pauvre!» Pauvre de sous et pauvre de mots.

Une culture a besoin d'argent pour rayonner car c'est l'argent qui lui permet en tout lieu d'entreprendre, d'élargir à tous les horizons son expérience du monde. L'inverse est aussi vrai: ce sont la scolarisation et la compétence qui rendent possible la maîtrise économique; c'est la rêverie inspirée des artistes qui lui donne un sens. Aussi est-ce un juste retour des choses que les nouveaux maîtres francophones de l'économie inclinent, en progressant, à verser leur dû à l'enseignement et aux arts (p. 12).

La fonction d'une langue n'est pas le discours sur la langue mais l'emprise sur la vie. Le philosophe français Michel Serres écrivait: «Parler consiste à oublier qu'on sait parler (...).» C'est-à-dire, en parlant, à se détourner de la langue pour se concentrer sur ce qu'on cherche à dire ou faire: à penser.

Si on parle tant du français, en ce pays, c'est que trop souvent, en trop de cas, on est empêché de simplement le parler. La marche en avant des francophones vers leur part du monde ouvre toute grande la perspective. Le couronnement immédiat de cet effort serait que la nouvelle garde des affaires, reconnaissant et sa dette et son oeuvre, prenne sur elle de communiquer la vitalité du français là où il demeure encore le plus vulnérable: à l'institution politique.

GISELE TREMBLAY



Des bateaux équipés chacun de 150 casiers pour la pêche au crabe.

Photo Roger F. Cormier

L'Acadie reprend la mer

JEAN SAINT-CYR

Les Acadiens du Nouveau-Brunswick, dont le monde francophone connaît surtout les écrivains et les artistes, doivent pourtant leur vitalité culturelle à un redressement qui est aussi de nature économique et qui leur a permis, en vingt ans, de reconquérir la maîtrise des pêches.

La région acadienne du Nouveau-Brunswick compte 79,2 % de tous les pêcheurs de la province, 76,9 % des emplois en usine et 72 % de toutes les usines en exploitation. De ces usines, 21 ont un chiffre d'affaires annuel d'au moins 2,5 millions \$, dont 18 sont situées dans la région acadienne et 17 sont la propriété des Acadiens.

Des 288 millions \$ que rapportait l'industrie des pêches dans la province en 1982, les Acadiens y étaient pour 194 millions, soit 67 %. À titre de comparaison, mentionnons que Terre-Neuve touchait la même année 483 millions \$, la Nouvelle-Écosse 520 millions, le Québec 103 millions et l'Île-du-Prince-Édouard 48 millions. Depuis lors, le chiffre d'affaires de l'industrie, au Nouveau-Brunswick, est passé à 350 millions \$.

Une génération plus tôt, la situation était tout autre. Anglais et Américains dominaient le secteur. Que s'est-il passé? Pour le comprendre, il faut remonter le temps.

Un peu d'histoire

La pêche est parmi les premières industries que les Français développent, dès le début de la colonisation.

En 1619, l'une des sociétés fran-

çaises créées à Bordeaux a justement pour but de commercialiser la pêche à partir de Miscou, au nord-est du Nouveau-Brunswick. Les luttes s'engagent aussitôt entre les sociétés commerciales françaises pour s'approprier l'industrie de la pêche dans la Baie des Chaleurs et le golfe Saint-Laurent.

Pour leur part, les Acadiens participent à la pêche de cette époque, bien qu'au moment où ils s'installent sur les terres fertiles de la vallée d'Annapolis et le long du fleuve Saint-Jean, c'est surtout l'agriculture qui les occupe.

Lorsque la France abandonne l'Acadie aux Anglais, ces derniers saisissent les bateaux et l'inventaire des Acadiens (1761). Pendant les deux siècles qui suivent, les Acadiens sont pratiquement ré-

duits au statut d'esclaves: les acheteurs anglais de poisson détiennent le monopole du commerce en général et les Acadiens tirent de la pêche un revenu à peine suffisant pour se nourrir et se vêtir.

À l'origine, une coopérative

Cependant, à la fin des années 40, un groupe de pêcheurs acadiens de l'Île de Lamèque, près de Miscou, s'organise en coopérative, avec l'aide du clergé local. Ce fut le début, timide et lent, de la reconquête.

À la fin des années 60, quand les stocks de poisson du golfe Saint-Laurent s'effondrent à la suite d'une pêche trop intensive de la flotte étrangère, les intérêts anglais et américains, qui dominent la transformation du poisson, comptent pour moribonde l'industrie de

la pêche dans le golfe et abandonnent graduellement les usines. Les Acadiens, qui voient leur principale industrie ainsi s'effriter, décident d'acheter ces usines afin de maintenir l'activité économique de leurs communautés.

Les débuts sont difficiles. Pour compenser l'effondrement des stocks dans le poisson de fond, les Acadiens travaillent au développement de la pêche au crabe et à la crevette dans le golfe Saint-Laurent. En 1967, le crabe ne rapporte à l'industrie qu'une centaine de milliers de dollars.

Au cours des années 70, la situation s'améliore graduellement: plus d'usines sont construites, les pêcheurs acquièrent des bateaux de pêche du dernier cri technique et les débarquements de poisson augmentent constamment.

L'ascension du crabe

La flotte acadienne de pêche semi-hauturière du Nouveau-Brunswick est constituée d'environ 130 bateaux, dont les ports d'attache se trouvent dans la Péninsule acadienne, à Shippagan, Lamèque et Caraquet. Une vingtaine d'usines emploient environ six mille personnes qui travaillent à l'apprêtage du poisson.

Le poisson est exporté principalement aux États-Unis, au Japon et en Europe occidentale. La valeur marchande des produits de la mer qu'apprête l'industrie acadienne des pêches s'élève aujourd'hui aux environs de 200 millions \$, dont une centaine de millions proviennent du crabe.

Plus d'argent pour la culture

Bien que le chômage saisonnier demeure élevé en Acadie, la réus-

site des Acadiens dans l'industrie des pêches, force motrice de leur économie, redonne à toute la communauté une confiance en soi qu'elle n'avait pas il y a vingt ans.

C'est avec assurance que les représentants des pêcheurs, par exemple, s'expriment en français lors de réunions officielles, et qu'ils exigent la même chose des fonctionnaires affectés à la gestion des pêches. Mais l'impact ne se limite pas à l'aspect linguistique.

En 1987, l'Association des pêcheurs professionnels acadiens (A.P.P.A.) célébrait son dixième anniversaire de fondation. Au banquet de clôture de son assemblée annuelle, l'Association a rendu hommage à une trentaine de pêcheurs qui avaient siégé à son bureau de direction, en leur remettant de magnifiques peintures sur soie réalisées par une artiste acadienne. Cette commande représentait pour l'artiste retenue quelques milliers de dollars, de quoi continuer à produire à l'aise pour quelques mois.

Un groupe présente cette année au C.R.T.C. un projet de radio communautaire pour diffuser en stéréophonie sur la bande MF dans la Péninsule acadienne. Bien que le coût du projet s'élève à pratiquement un demi-million de dollars, l'apport financier de l'industrie acadienne des pêches procure au groupe l'assurance d'entrer en ondes en 1987, si la décision du Conseil de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes lui est favorable.

En 1982, le quotidien *L'Évangéline* ferme définitivement ses portes. Deux ans plus tard, dans la Péninsule acadienne, un quotidien régional voit le jour bien que la rentabilité du projet soit mise en doute. En 1987, grâce encore au soutien financier important de l'industrie des pêches (pêcheurs et apprêteurs), le journal n'a pas seulement survécu à ses difficultés financières initiales, il est devenu rentable.

Un mouvement de fond

En citant ces exemples d'aide directe que permet la force économique des Acadiens dans le domaine des pêches, on ne rend pas entièrement justice aux réalisations culturelles nées de la prospérité générale.

Il existe en Acadie une troupe de théâtre professionnelle, de nombreux artistes, comédiens, photographes et cinéastes, et une multitude de sociétés culturelles: ils présentent régulièrement des spectacles que la communauté n'aurait pu se payer il y a de cela une décennie.

C'est un aspect de l'Acadie contemporaine qui rend désuète, aux yeux des Acadiens, l'image d'un peuple pauvre et opprimé. La maîtrise économique a développé chez eux une nouvelle attitude de sorte qu'ils trouvent aujourd'hui plus facile de piloter des dossiers importants et de les gagner, dans leurs aspects économiques aussi bien que culturels.

Jean Saint-Cyr est directeur des communications à l'Association des pêcheurs professionnels acadiens



Les pêcheurs côtiers de homard se préparent.

Où que vous soyez en Amérique du Nord...
Recevez **CHEZ-VOUS** vos magazines préférés!

Demandez notre catalogue général (plus de 5 000 titres): 4,00 \$
Tél.: (514) 274-5468 - Tout le Québec et l'Outaouais: 1-800-361-1431

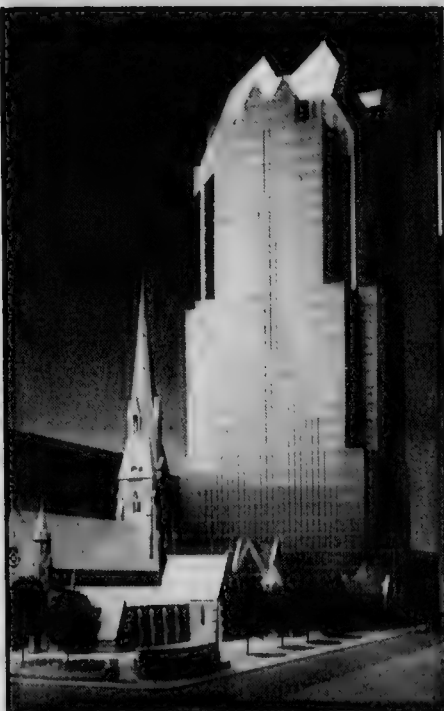
PERIODICA

la maison
de l'abonnement

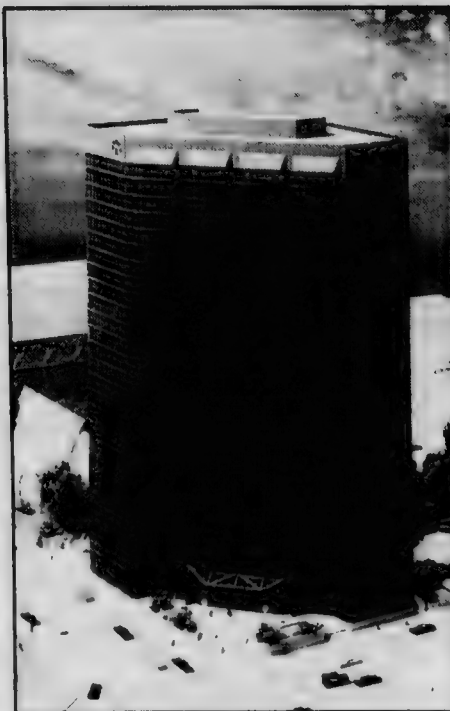
C.P. 444, Outremont
(Québec) Canada
H2V 4R6



L'Industrielle-Vie



La Maison des Coopérants



Édifice La Laurentienne



Place Montréal Trust

Montréal, la conquête de l'Ouest

Au centre-ville de Montréal, dans la zone d'intense activité économique que découpent vers l'ouest les rues Sherbrooke, Saint-Laurent et Saint-Jacques, une succession de grands chantiers élèvent à l'ombre de la montagne des gratte-ciel signés Banque nationale, L'Industrielle-Vie, La Laurentienne, Les Coopérants, Montréal Trust.

CLAUDE TURCOTTE
Le Devoir

C'est ainsi qu'au coeur d'un quartier traditionnellement anglophone, où seuls Hydro-Québec et le Mouvement Desjardins s'étaient avancés jusque-là, on coule aujourd'hui dans le béton l'essor prodigieux que connaissent, deux décennies après la Révolution tranquille, les entreprises financières du Québec français.

Au début des années 60, conformément à la situation de l'industrie en général, les hautes tours à bureaux, les édifices bancaires et les grands magasins du centre-ville appartenaient surtout à des sociétés ou à des familles de la communauté anglophone. La propriété francophone était rare. Dans le secteur commercial, il y avait Eaton, Simpson, Morgan à l'ouest et Dupuis à l'est. La rue Saint-Laurent, dans l'esprit de tous, marquait la ligne de démarcation entre les deux solitudes. L'establishment financier, lui, n'avait pas quitté le Vieux-Montréal.

Un tournant important est survenu en 1960 avec la construction, au nord-ouest du Vieux-Montréal, de la Place Ville-Marie qui a non seulement suscité la création de la très importante société immobilière Trizec mais qui a aussi influencé l'architecture urbaine par tout le Canada. Les forces économiques naissantes du Québec français ont réagi avec la construction, en 1962, du siège social d'Hydro-Québec, boulevard Dorchester, deux rues à l'ouest de Saint-Laurent. On le présentait alors comme un immeuble de prestige, le premier ministre du Québec y installait même son bureau de Montréal. Cela n'a pas empêché les édifices de pousser comme des champignons autour de la Place Ville-Marie.

rie; mais les francophones n'y étaient pas ou très peu.

La Banque nationale, l'une des plus grosses maisons financières canadiennes-françaises, s'installe en 1967 dans le Vieux-Montréal, Place d'Armes, d'où elle domine désormais aussi bien le dôme de la Banque de Montréal que les clochers de l'église Notre-Dame. La communauté francophone s'affirme toutefois de façon encore plus spectaculaire en 1976 alors que le Mouvement Desjardins unit ses efforts à ceux du gouvernement québécois pour bâtir un énorme complexe de 200 millions \$ dans ce qui deviendra, dit-on alors, le centre-ville francophone de Montréal, tout près d'Hydro-Québec et en face de la Place des Arts.

DÈS LES ANNÉES 70, ON RÊVE D'UN NOUVEAU CENTRE-VILLE FRANCOPHONE

De nombreuses manchettes dans les médias saluent l'affirmation de cette force économique francophone. Plus tard, le gouvernement fédéral construit juste au sud la Place Guy-Favreau, qui aujourd'hui relie le Complexe Desjardins au Palais des congrès.

Le boom immobilier

Si, depuis plusieurs années, on n'entend plus guère parler de cette rivalité historique entre l'est francophone et l'ouest anglophone, c'est qu'un changement est survenu: la marée francophone envahit l'ouest au rythme effréné où s'affirment ses sociétés financières, privées et publiques, et certaines autres entreprises devenues des symboles de la maîtrise économique.

La Banque nationale avait lancé le mouvement en s'associant aux Entreprises Bell pour construire deux tours à bureaux à la base du triangle que forment Place Ville-Marie, la Tour de la Bourse et Place Bonaventure. Puis, La Laurentienne, Lavalin et un partenaire anglophone ont érigé, face au

square Dominion, un très bel édifice inauguré cette année. D'autres financières on ne peut plus francophones comme L'Alliance, L'Industrielle, Les Coopérants ont complété ou terminent la construction de leurs gratte-ciel dans l'ouest des grands magasins.

Claude Normandeau, président du Fonds F-I-C, la filiale immobilière du Groupe La Laurentienne, explique le phénomène très simplement. «Toutes les compagnies veulent s'établir au centre nerveux des affaires pour des raisons physiques: pour être proches des banques, des maisons de courtage; pour être avec le monde des affaires et s'y sentir à l'aise».

En chantier

La nouvelle puissance financière des Québécois francophones et ce besoin de regroupement qu'éprouvent les gens d'affaires se conjuguent pour transformer l'aspect de la métropole. Parmi les principaux chantiers à l'oeuvre au centre-ville, se détachent:

— La Place Montréal Trust, avenue McGill College, 215 millions \$. Y participent: la Caisse de dépôt et placement du Québec, la financière francophone qui a le plus investi dans les immeubles à bureaux, et Cadillac Fairview, l'immobilière de la famille Bronfman (qu'on vient de vendre à des Américains).

— La Maison des Coopérants, entre Eaton et La Baie, 125 millions \$. Une réalisation de la mutuelle Les Coopérants, avec la participation de promoteurs et gestionnaires anglophones.

— La Place Félix-Martin, au sud de la vieille église du Gesù, 100 millions \$. Le Groupe SNC, une de nos principales firmes de génie-conseil, et la société Canderel se sont ici associés. Ce double édifice devrait faire le lien entre les deux centre-ville, ou encore entre la zone des affaires et la zone des services gouvernementaux, signale M. Normandeau.

— La rénovation de l'hôtel Windsor, face au square Dominion, 40 millions \$. C'est la F-I-C, le bras immobilier de La Laurentienne, qui convertit le vieil édifice en immeuble à bureaux.

Tous ces promoteurs peuvent envisager l'avenir avec le sourire, si on en juge par le succès de la tour L'Industrielle-Vie, inaugurée fin 1986. On y affiche «complet».

Un avantage: le leadership de la Caisse de dépôt

Le fer de lance parmi les investisseurs francophones c'est tout de même la Caisse de dépôt et pla-



En plus des constructions nouvelles, la «conquête de l'Ouest», c'est aussi la maison de courtage Lévesque. Beaubien qui déménage dans l'édifice Sun Life et, de l'autre côté du square Dominion, la société immobilière du Groupe La Laurentienne, F-I-C, qui transforme l'ancien hôtel Windsor (photo) en immeuble à bureaux.

L'ENCYCLOPÉDIE DU CANADA

L'ouvrage de référence le plus important qui ait jamais été publié au pays!

- 8 000 articles
- 3 500 biographies
- 2 200 pages
- 1 600 illustrations
- 300 cartes
- 3 tomes dans un boîtier

Stanké

2177, rue Guy
Montréal, Québec
H3H 2J9

cement du Québec qui, pour le moment, a les plus gros capitaux dans les immeubles à bureaux: 500 millions \$ dans des immeubles qui en valent 800 millions. Elle fait aussi l'acquisition de terrains qu'elle peut utiliser éventuellement comme levier pour obtenir une participation dans un édifice et ainsi accroître son rendement. L'immobilier représente toutefois moins de 2% de tout le portefeuille de la Caisse, dont les actifs atteignent 28 milliards \$.

La Caisse a engagé 250 millions \$ dans les immeubles à bureaux de Montréal, avec des participations de 50% dans la Tour de la Bourse, 53% dans Westmount Square, 50% dans le 550 Ouest Sherbrooke avec Loto-Québec, 95% dans le Centre Capitol, 40% dans les Promenades de Montréal sur McGill College.

Si cette présence paraît forte comparativement aux autres maisons francophones, la perspective change dans un contexte plus global. Cadillac Fairview a des investissements de près de 6 milliards \$ en Amérique du Nord.

Ces placements n'ont pas pour but d'épater les badauds ou les compagnies concurrentes. S'ils surviennent maintenant, c'est qu'un certain nombre de financières ont pris une expansion considérable ces dernières années. La F-I-C, de La Laurentienne, est «le bébé de l'industrie»: après trois ans et demi, elle a déjà des actifs de 75 millions \$. Elle participe au tiers dans l'immeuble de 75 millions La Laurentienne, boulevard Dorchester, en compagnie de Lavalin et de Marathon (propriétaire du terrain et filiale de CP). Elle investit 40

millions dans l'aménagement du Windsor et s'apprête à mettre en marche cet été un projet de 200 millions en tandem avec Hydro-Québec dont le siège social sera complètement transformé.

«Nous nous donnons la vocation de valoriser les choses propres à la société québécoise mais de façon économique, comme on le fait à New York ou Boston. Nous avons un exemple de cela à Montréal avec la maison Alcan», précise M. Normandeau. Pour minimiser les risques, le partenaire est très souvent, en même temps, un locataire. En un mot, ces énormes investis-

LA LAURENTIENNE, LE TROISIÈME HOLDING FINANCIER AU CANADA «PÈSE» 6 MILLIARDS \$

sements sécurisent les placements des entreprises financières, notamment les compagnies d'assurance en forte croissance. La Laurentienne est maintenant le troisième holding financier au Canada, avec des actifs de 6 milliards \$. La F-I-C est le bras immobilier de tout le Groupe, aussi lui faut-il être présente partout où le Groupe se trouve, aussi bien en Amérique qu'ailleurs.

La Caisse de dépôt et placement joue, cependant, un rôle de leadership depuis qu'elle a créé la Société immobilière Trans-Québec, dans laquelle elle détient 53% des ac-

tions, avec sept autres partenaires, soit L'Alliance, Les Coopérants, le Trust général du Canada et quatre fonds de pension québécois.

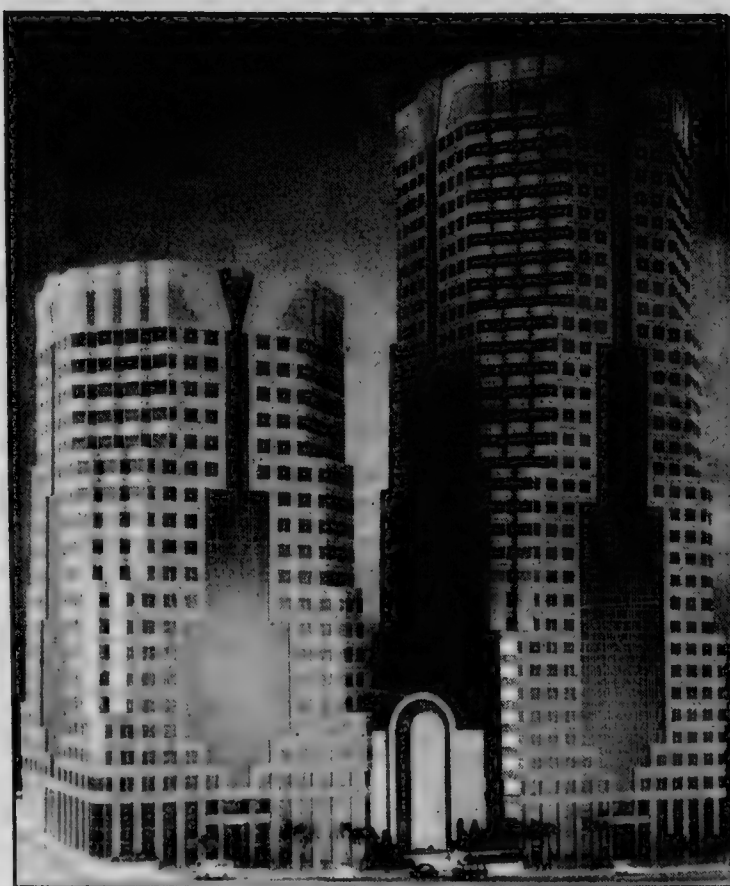
C'est grâce à cette participation que Les Coopérants ont acquis de l'expérience avant de se lancer dans de nouveaux projets immobiliers, seuls ou avec d'autres partenaires. Les Coopérants ont formé l'an passé leur propre filiale immobilière qui devrait prendre une expansion très rapide. Les grandes maisons financières s'intéressent de plus en plus à l'immobilier pour des raisons de placement à long terme. Comme pour une résidence personnelle, une hypothèque sur une tour de 30 étages qui coûte 200 millions \$ peut être remboursée en 30 ans. Par la suite, c'est presque du profit net sur un investissement à l'abri de l'inflation!

Bientôt le Mouvement Desjardins

À part les complexes Desjardins à Montréal et à Lévis, le Mouvement Desjardins n'a pas manifesté à ce jour son intention de pénétrer le marché des grands édifices. Toutefois, cette tendance pourrait bientôt changer. Le dossier fait l'objet d'une étude et un «comité immobilier regarde ça de près».

En investissant dans l'immobilier, on jouit d'une publicité permanente avec un édifice très visible qui porte son nom. On a, en somme, pignon sur rue.

Tout le monde s'accorde cependant pour penser que le dynamisme économique a des effets d'entraînement sur les activités culturelles au sens large. À Montréal, tous constatent l'intérêt gran-



Place Félix-Martin

dissant des médias pour les affaires: la récession de 1982 a contribué à porter cet intérêt à un niveau jamais atteint au Québec. La presse d'affaires hebdomadaire connaît des tirages dont elle n'aurait pas osé rêver il y a vingt ans: elle a multiplié ses publications. Même les quotidiens consacrent de plus en plus de pages à l'économie, à l'épargne-actions et aux entrepre-

neurs. Les facultés d'administration sont devenues les plus achalandées. Le Québec, qui naguère regardait le commerce et l'industrie de haut, est aujourd'hui à la fine pointe de l'esprit d'entreprise. En définitive, il a fallu un quart de siècle avant que la Révolution tranquille ne transforme la vie économique depuis la Beauce jusqu'au centre-ville de Montréal.

Avec des actifs qui dépassent 30 milliards \$, le Mouvement Desjardins est le plus important groupe financier diversifié de l'Amérique française, dont 4,2 millions de coopérateurs québécois ont la propriété inaliénable.

JEAN-PAUL GAGNÉ
Les Affaires

Si les entreprises financières québécoises connaissent le sort florissant dont témoignent leurs projets immobiliers, c'est surtout grâce au mouvement coopératif qui a su conserver son leadership dans la poussée récente, longtemps après avoir ouvert la voie à la présence francophone dans le monde bancaire, puis dans le secteur de l'assurance.

Les caisses populaires

Le Mouvement Desjardins, c'est d'abord 1 370 caisses populaires dont les actifs atteignent 26 mil-

30 MILLIARDS \$!

C'est l'actif des 4,2 millions de coopérateurs du Mouvement Desjardins

liards \$, si l'on tient compte des onze fédérations qui les regroupent et de la Caisse centrale Desjardins qui agit comme banque centrale du Mouvement et qui a maintenant un bureau à New York.

Les caisses populaires et leurs fédérations détiennent des parts de marché de 35 à 40% pour la plupart des produits financiers de type bancaire au Québec. La Banque Nationale vient au second rang dans ce domaine, laissant à l'ensemble des

banques anglophones une part globale d'environ 40%, ou moins. Par contre, les banques anglophones dominent nettement le marché des produits de type bancaire dans toutes les autres provinces canadiennes.

Le Mouvement Desjardins comprend également deux sociétés d'assurance-vie: la mutuelle Assurance-vie Desjardins (actif, 1,2 milliard \$); et La Sauvegarde, une compagnie à capital-actions (actif,

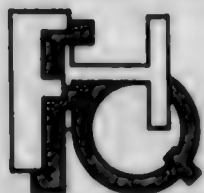
700 millions). Desjardins possède aussi la Fiducie du Québec (actif, 1,3 milliard) et le Groupe Desjardins, Assurances générales (actif, 180 millions); ainsi que le Crédit industriel Desjardins (actif, 550 millions) et la Société d'investissement Desjardins (actif, 260 millions), dont le principal placement est un intérêt majoritaire dans Culinar (Vachon, Stuart, Viau, Pacini, etc.). Fait significatif, Desjardins a permis au cours de la dernière an-

née au Crédit industriel et à la Fiducie du Québec d'émettre des actions dans le public.

Un autre groupe coopératif rayonne au Québec. Il s'agit des caisses d'établissement, dont les actifs globaux sont de l'ordre de 300 millions \$.

Ailleurs au Canada

Dans les autres provinces, le groupe de caisses populaires le plus important est celui de l'Ontario: 64 caisses populaires y détiennent des actifs légèrement supérieurs à un milliard \$, pour le compte de 145 000 membres. Au Nouveau-Brunswick, les 87 caisses populaires réunies dans la Fédération des caisses populaires acadiennes ont 185 000 membres (actif, 575 millions \$). Les caisses populaires du Nouveau Brunswick possèdent une compagnie d'assurance-vie, la Société d'assurance des caisses populaires acadiennes (actif, 22 millions). En-



La Fédération des Francophones Hors Québec Inc.

1404 - 1, RUE NICHOLAS, OTTAWA (ONTARIO) K1N 7B6
Tél: (613) 563-0311



Yvon Fontaine
Président



Aurèle Thériault
Directeur général

Il est pour tous ceux du pays à se parler, à s'écouter, à s'entendre, à échanger en français en dehors de la province de Québec (qui sont Acadiens, Franco-ontariens, Fransaskois, Franco-colombiens, Franco-yukonnais, Franco-manitobains ou Franco-albertains) nous se battent avec conviction et ardeur pour conserver leur identité culturelle et trouver leur place au soleil.

En cette Année Internationale de la Francophonie, la Fédération des francophones hors Québec s'est associée activement au Rassemblement des Francophones d'Amérique les 29 et 30 juin à Québec.

Avec vigueur, cette rencontre permettra à tous les francophones de ce vaste continent qu'est l'Amérique du Nord de pouvoir baser à nouveau des liens de solidarité dans le but de protéger et promouvoir le fait français.

Il s'agit d'une proposition importante en vue du Sommet des chefs d'État et gouvernements ayant pour thème l'usage de la langue française en septembre 1987 à Québec.

Aux côtés des francophones membres de la FFHQ et de tous les francophones qu'elle représente, nous souhaitons à tous et à toutes le Bienvenue et le bon accueil de l'Année de la Francophonie des plus enrichissantes.



fin, au Manitoba, 23 caisses populaires regroupent 33 000 membres (actif, 200 millions).

Les mutuelles d'assurance

Le fleuron canadiens-français dans l'assurance-vie, ce sont les mutuelles. Une mutuelle appartient à ses assurés; c'est une sorte de coopérative. C'est cette formule qui a donné naissance, par exemple: à La Laurentienne de Québec; à l'Alliance de Montréal; à l'Assurance-vie Desjardins de Lévis; et aux Artisans de Montréal, qui ont fusionné plus tard avec Les Coopérants, une mutuelle d'assurance-vie et d'assurance générale issue de l'Union des producteurs agricoles. De même sont apparues la Mutuelle des fonctionnaires du Québec et la Mutuelle SSQ (actif, 165 millions), deux compagnies de Québec; La Survivance et L'Union-vie de St-Hyacinthe.

Des compagnies créées initialement avec un capital-actions se sont plus tard transformées en mutuelles. Les deux exemples les plus frappants sont L'Industrielle de Sillery, qui a fusionné avec l'Alliance le 1er janvier 1987; et La Solidarité, également de Sillery, qui a acheté il y a quelques années l'Unique, une compagnie à capital-actions, qu'elle exploite comme filiale pour les affaires d'assurance générale mais dont elle a fusionné les affaires d'assurance-vie.

La Laurentienne

Le plus gros groupe d'assurance issu d'une mutuelle est le Groupe La Laurentienne. La Corporation du Groupe La Laurentienne, la société de gestion de La Laurentienne, regroupe des sociétés dont les actifs sont évalués à 7 milliards \$, sans compter ceux de La Laurentienne elle-même (170 millions).

La Corporation du Groupe La Laurentienne détient notamment: L'Impériale de Toronto, qui a d'importantes activités d'assurance-vie aux États-Unis et au Royaume-Uni; ailleurs à l'étranger, Trident Life de Londres, Loyal American d'Alabama, Life of Boston et Ame-

rican Guaranty Life d'Oregon; La Laurentienne Générale (actif, 320 millions \$), l'une des plus importantes compagnies d'assurance générale au Canada; et La Personnelle; les Services financiers Eaton, qui exploitent une gamme de services financiers (Eaton Life, Eaton Trust, etc.) partout au Canada, et Yorkshire Trust de Vancouver; ainsi que plusieurs investissements dans le secteur immobilier via le Fonds F-I-C de Montréal, Immeubles Imbrook de Toronto et Castlemere Properties de Londres.

L'Industrielle

La plus importante compagnie mutuelle d'assurance-vie à capital francophone est L'Industrielle-Alliance (actif, 2,5 milliards). Cette société possède aussi une filiale d'assurance-vie, North-West Life de Vancouver, et quelques compagnies d'assurance générale de taille moyenne. Elle s'est doté récemment d'une société de gestion, la Corporation Alliance-L'Industrielle, qui détient notamment 30% du Trust général et 80% de IST, une firme de services informatiques.

Les Coopérants

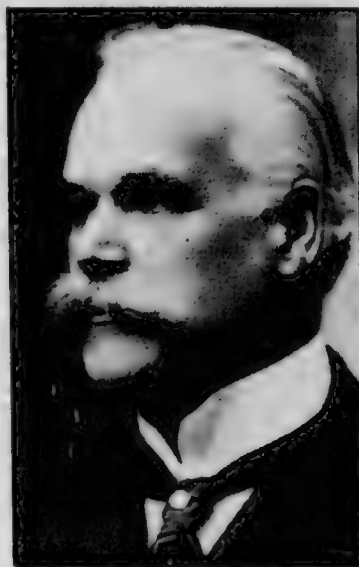
Les Coopérants (actif, 160 millions) se diversifient également. Ils détiennent environ 80% de Guardian Trustco, une société de fiducie de Montréal; et ils viennent d'acquérir AM Life, une compagnie américaine d'assurance-vie. Les Coopérants ont une participation importante dans la Société d'Entraide économique (actif, 525 millions). Enfin, ils ont développé ces dernières années un portefeuille impressionnant d'immeubles commerciaux.

La Mutuelle des fonctionnaires (actif, 100 millions) est devenue un groupe, à sa façon, en s'offrant une compagnie d'assurance générale, La Capitale, en acquérant la Société nationale de fiducie et en lançant une filiale immobilière.

En dehors du Québec, la seule mutuelle d'assurance-vie indépendante est l'Assomption de Moncton (actif, 190 millions). Elle étend son rayon d'action à toutes les provinces maritimes, au Québec et à l'On-



La première caisse populaire, fondée à Lévis en 1900 par Alphonse Desjardins.



tario, en plus de pénétrer quatre États de la Nouvelle-Angleterre.

La formule coopérative a servi aussi dans l'assurance générale: on dénombre, sur le territoire québécois, 43 sociétés mutuelles d'assurance générale (actif, 125 millions) qui regroupent 170 000 membres.

L'expansion à l'étranger

Les entreprises financières à capital francophone sont encore fortement concentrées au Québec. Cependant, les incursions du Groupe La Laurentienne en dehors du Québec sont une source d'inspiration pour les autres et il est fort probable que la pénétration des marchés extérieurs s'amplifiera fortement au cours de la prochaine décennie.

Même le Mouvement Desjardins emboltera bientôt le pas. Il envisage en effet de se donner un holding financier dont la fonction sera à la fois d'amener du capital neuf dans le mouvement et de diversifier sa présence dans d'autres régions ou pays.

Capital-actions: une présence qui s'active

La présence canadienne-française s'est affirmée aussi dans les compagnies financières à capital-actions, dont la plus imposante est sans contredit la Banque Nationale du Canada (actif, 29 milliards). La BNC vient toutefois au sixième rang des grandes banques canadiennes, que domine la Banque Royale du Canada (actif, 100 milliards).

Une autre banque québécoise à capital francophone, La Banque d'Épargne de Montréal, détient un actif consolidé d'environ 4 milliards de \$ en incluant Les Fiduciaires, une société de fiducie. Le Groupe La Laurentienne, qui possède environ 30 % de la Banque d'Épargne, n'attend plus que l'accord d'Ottawa pour porter à 50 % sa participation.

Du côté des groupes financiers diversifiés à capital-actions, le groupe le plus spectaculaire est la Corporation financière Power dont l'actionnaire majoritaire ultime est le financier montréalais Paul Desmarais, d'origine franco-ontarienne. La Financière Power détient un intérêt majoritaire dans trois maisons importantes: le Montréal Trust (actif, 7 milliards), qui vient d'avaler le Crédit foncier; la compagnie d'assurance-vie Great-West de Winnipeg (actif, 6 milliards); et le Groupe Investors (actif, 1,5 milliard), une société de Winnipeg spécialisée dans la gestion et la vente de fonds d'investissement.

Parmi les groupes financiers diversifiés, on retrouve à Québec le Groupe Prêt et Revenu (actifs, 550 millions) qui est formé de trois sociétés financières: la Fiducie Prêt et Revenu de Québec; Aeterna-Vie, une compagnie d'assurance-vie de Montréal; et la St-Maurice, une compagnie d'assurance générale de Trois-Rivières.

Il n'existe pas de compagnie importante d'assurance-vie à capital-actions francophone qui soit indépendante des groupes financiers. Il y a toutefois quelques compagnies d'assurance générale. Les plus importantes sont le Groupe Commerce et Assurance Bélair, dont les actifs combinés sont de 322 millions, et L'Union Canadienne (actifs, 95 millions).

Dans le secteur de la fiducie, la plus grosse maison francophone qui ne fait pas partie d'un groupe financier est le Trust Général du Canada (actifs consolidés, 3,5 milliards). Elle possède Sherbrooke Trust, de la ville du même nom; et Sterling Trust, une fiducie dont les actifs dépassent le milliard et qui exerce ses activités dans le sud de l'Ontario.

Les actifs du Montréal Trust et du Trust Général impressionnent mais leur taille paraît assez modeste quand on les compare aux 25 milliards du Canada Trust, la plus importante société de fiducie canadienne.

Université de Moncton

La plus grande université canadienne
entièrement de langue française
à l'extérieur du Québec

Plus de 6000 étudiants et étudiantes
Trois centres universitaires
EDMUNDSTON, MONCTON ET SHIPPAGAN

Des programmes de baccalauréat dans environ 70 domaines des humanités, des sciences sociales, des sciences humaines et des sciences pures et appliquées

Des programmes de maîtrise en administration des affaires, administration publique, biologie, chimie, économie, éducation, études familiales, français, génie, histoire, nutrition, philosophie, physique, psychologie, service social

Pour obtenir des renseignements sur les programmes d'études, veuillez communiquer avec le Bureau de liaison de l'un des trois centres:

Centre universitaire de Moncton
Moncton, N.-B., E1A 3E9

Centre universitaire de Shippagan
Shippagan, N.-B., E0B 2P0

Centre universitaire Saint-Louis-Malliet
Edmundston, N.-B., E3V 2S6

L'Université de Moncton,
carrefour de la jeunesse acadienne et,
de plus en plus, de la francophonie
canadienne et mondiale

S.O.S. J'ÉCOUTE S.O.S. J'ÉCOUTE S.O.S. J'ÉCOUTE S.O.S.

FÉMINISATION DE LA PAUVRETÉ... STOP... EMPRISE DE
L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ... STOP... SEXISME...
STOP... VIOLENCE... STOP... SEULE AVEC LES ENFANTS...
STOP... AGRESSIONS... STOP... SOLITUDE... STOP...
ASSIMILATION... STOP...

SIGNÉ:
LA FÉDÉRATION NATIONALE
DES FEMMES CANADIENNES FRANÇAISES
525-325, RUE DALHOUSIE, OTTAWA (ONTARIO) K1N 7G2

Les succès incontestables du français langue d'entreprise

PIERRE GRAVEL
La Presse

Il n'y a pas si longtemps, n'importe quel électricien québécois disposait d'un stock de *gaskets*, de *breakers* ou de *heavy duty safety switches*. Aujourd'hui, ceux qui s'approvisionnent chez les principaux manufacturiers commandent tout naturellement des joints d'étanchéité, des disjoncteurs ou des interrupteurs de sûreté intensifs. Pour le profane qui ne s'y entend guère en appareillage électrique, ce passage de l'anglais au français ne change pas grand chose; ces expressions ne seraient pas moins hermétiques en russe ou en souahéli! Mais pour les virtuoses du courant alternatif et les magiciens du 220, il s'agit d'une rupture radicale avec des traditions ancestrales.

Aucun d'entre eux n'a cependant été obligé de suivre un cours intensif de français ni de retenir les services d'un traducteur pour effectuer cette conversion linguistique. Il lui a suffi de consulter le catalogue des produits disponibles et de s'en inspirer pour remplir le bon de commande; un catalogue rédigé exclusivement en français et dont les nombreuses illustrations permettent d'associer commodément l'objet recherché et sa désignation correcte. «On a bien pris soin de ne pas faire un catalogue bilingue pour éviter que nos clients succombent à la tentation de toujours se référer aux expressions anglaises qui leur sont plus familières, explique Raymond Plouffe, vice-président de Westinghouse pour le Québec. Et on constate, par les commandes reçues, que le français fait rapidement son chemin dans le monde de l'électricité».

Cette opération qu'il n'aurait pas été possible de mener isolément a nécessité beaucoup de temps et de patience. «Seulement pour remplacer par le terme «tarifs» la traditionnelle «liste de prix» — qui était la traduction littérale de *price list* — poursuit M. Plouffe, nous avons dû coordonner notre action avec CGE et Sylvania. Et il aura fallu au

moins trois ans pour faire entrer cette expression dans l'usage courant».

Sans contestation

Cette francisation des termes techniques ne constitue qu'un exemple du chemin parcouru au Québec depuis dix ans au chapitre du français comme langue de travail. La francisation des entreprises a un effet multiplicateur. Et c'est, à coup sûr, l'un des volets les moins contestés de la Charte de la langue française. La loi 101 ne se limite pas à imposer le français comme langue de communication entre les fournisseurs et leur clientèle; le chapitre V est en effet consacré tout entier à la francisation des entreprises qui emploient cinquante personnes ou plus. L'Office de la langue française (O.L.F.), chargé de son application, en a dénombré au total 3 829 dont 2 268 P.M.E. — de cinquante à cent employés — et 1 561 G.E. — grandes entreprises de 100 personnes et plus.

Comment amener des géants de l'industrie à respecter cette mesure audacieuse?

Le défi était donc de taille et le scepticisme considérable. Comment amener des géants de l'industrie canadienne, actifs *coast to coast*, et des multinationales américaines, pour qui le Canada est assimilable aux États-Unis, à respecter cette mesure audacieuse d'une province traditionnellement velléitaire? Qui plus est, la loi adoptée en 1977 était celle d'un gouvernement nouvellement élu aux ambitions souverainistes.

«Ce n'était pas notre seul problème, reconnaît aujourd'hui, Pierre Messier, responsable de la francisation des entreprises à l'O.L.F. Nous devons non seulement dissocier les questions linguistiques de la politique mais aussi relever le défi de franciser une technologie continentale reposant essentiellement sur l'utilisation de l'anglais».



Les pâtes et papiers

Dans l'industrie des pâtes et papiers ou de l'exploitation forestière, entre autres, chez Domtar et MacLaren, les responsables des comités de francisation insistent pour souligner les progrès partout accomplis: services d'informatique, magasins de pièces, centres de recherches, manuels d'instructions et lexiques terminologiques.

«Ça n'a pas été facile et il reste beaucoup à faire, reconnaît Norman Chenail, président du comité de francisation chez MacLaren. À l'heure actuelle, on dispose d'une description en français d'environ le tiers des 7 000 pièces généralement disponibles dans nos magasins. Mais on entend de plus en plus souvent parler de triturateurs plutôt que de *beaters*».

Des termes techniques qui n'ont pas été choisis au hasard. «Depuis sept ans, on a à notre disposition une traductrice professionnelle, en plus de pouvoir compter sur le résultat du travail des autres papetières comme Domtar, Reed, CIP et autres membres d'un comité inter-entreprises qui se réunit régulièrement à tous les deux mois pour partager les résultats des efforts de chacun».

Des résultats suffisamment concluants pour avoir amené l'Université du Québec à Trois-Rivières à publier des ouvrages de consultation comme un lexique technique général et un vocabulaire français du matériel papetier.

«On a évidemment rencontré certaines poches de résistance à la francisation, surtout dans des usines établies à proximité de la frontière ontarienne, admet Norman Chenail. Et il nous a fallu convaincre beaucoup de monde qu'on pouvait travailler tout aussi efficacement en français qu'en anglais. Mais aujourd'hui, on peut affirmer que le pli est pris et qu'il apparaît normal à presque tout le monde de travailler de plus en plus en français. Tous les responsables d'usines ont à leur disposition des lexiques français-anglais des termes techniques et prennent graduellement l'habitude d'utiliser les mots français qui sont systématiquement mis en évidence sur les affiches et les étiquettes».

Les produits chimiques

La francisation interne dans l'industrie des produits chimiques et pharmaceutiques n'était pas non plus un mince défi à relever. Chez Pfizer Canada, une multinationale

américaine spécialisée dans la fabrication de médicaments, de parfums et de produits de beauté, on estime à approximativement un demi-million \$ le coût de l'opération menée intensivement depuis 1980 mais amorcée avant même l'adoption de la loi 101.

Une condition essentielle d'emploi ou de promotion interne

«Aujourd'hui, tout se fait chez nous en français, explique Diane Strotman, présidente du comité de francisation, et une bonne connaissance de cette langue est devenue une condition essentielle d'emploi ou de promotion interne pour toute personne qui fait affaire avec nos employés ou notre clientèle au Québec. Même au siège social, à Kirkland, où la loi nous autorise à fonctionner en anglais dans nos rapports avec le reste du Canada ou les autres pays».

Selon madame Strotman, cette exigence de la connaissance du français ne provoque pas vraiment de résistance chez les cadres venant d'autres provinces ou des États-Unis qui savent, en acceptant un poste à Montréal, qu'ils devront s'astreindre à l'apprentissage de la langue d'usage. «Nous avons en permanence un programme de cours à leur disposition et les résultats sont étonnamment rapides. Parce que chacun sait qu'il s'agit d'une volonté politique clairement établie de la part de la haute direction».

Quand à l'appareillage technique et aux documents internes comme les manuels d'opération ou de gestion, les circulaires, les catalogues de pièces, les systèmes informatiques, tout a été francisé par l'équipe permanente de quatre traducteurs à l'emploi de Pfizer.

Même à Toronto

Dans plusieurs cas d'entreprises actives au Québec mais entretenant des relations étroites avec

APF Association de la presse francophone hors Québec

Nous saluons les nombreux organismes, entreprises privées et gouvernements, qui nous ont permis d'initier et de réaliser cette édition spéciale de la francophonie.

Roland Pinsonneault, Président
Wilfred Roussel, Directeur général
Jean Mongenais, 1er vice-président

Aubrey Cormier, 2e vice-président
Yvon Losier, Secrétaire
Raymond Beaudoin, Trésorier

OPSCOM

325, rue Dalhousie, Pièce 410
Ottawa (Ontario) K1N 7G2
(613) 237-1017



Fondation Donatien Frémont, Inc.

d'autres provinces canadiennes ou différents pays étrangers, les effets de la loi 101 se font sentir à l'extérieur. Chez McDonald Tobacco, le président du comité de francisation, Gilles F. Arcand, a son bureau à Toronto, au siège social ontarien de la compagnie avec lequel il est maintenant possible de communiquer régulièrement en français. Chez Alcan, dont le rayonnement s'étend depuis le Saguenay jusque sur les cinq continents, on affirme avoir déjà francisé le centre de recherches et s'être attaqué à l'énorme problème que constitue la traduction du catalogue de toutes les pièces disponibles.

À la lumière de ce rapide survol, on aurait tort de conclure que la partie de l'unilinguisme français est définitivement gagnée au sein du Québec industriel. Il conviendrait plutôt de parler de progrès marquants du bilinguisme dans un monde jusqu'ici résolument unilingue anglophone.

Selon Pierre Messier, de l'O.L.F., il est plus facile de « vendre le fait français » aux grands patrons américains, plus habitués à s'adapter à la langue des différents pays étrangers où ils s'implantent, qu'à certains industriels canadiens. « On peut dire que l'accueil que nous recevons est généralement positif. Largement plus, en tout cas, que celui qui est souvent réservé aux responsables de la Loi sur la santé et sécurité au travail (C.S.S.T.). En gros, on peut évaluer à moins de deux pour cent le nombre réel d'entreprises qui nous donnent encore du fil à retordre. »

À la fin de février 1987, sur un grand total de 3 829 entreprises visées par la loi, 2 296 avaient obtenu leur certificat de francisation alors que 1 077 étaient engagées dans un programme approuvé par l'O.L.F. en vue de l'obtenir. Il reste à l'Office 456 dossiers à négocier pour engager les autres sur la voie de la francisation, graduelle et apparemment sans trop de douleur, des entreprises du Québec.

Pas d'allergie de la langue qui ne soit guérissable!

Le problème des termes anglais se posait avec une acuité particulière dans certains types d'industries de pointe faisant systématiquement appel à la recherche.

À l'usine de Procter & Gamble de Pointe-Claire, par exemple, la francisation de la robotique et de l'informatique est un processus engagé depuis maintenant près de dix ans.

« À ce point de vue notre action porte sur deux fronts, explique Liliane Leduc, présidente du comité de francisation. En ce qui a trait à l'équipement déjà en usage, nous traduisons systématiquement tout ce qui peut l'être: logiciels, programmes, manuels d'utilisation, matériel de transmission des données, etc. Quant à l'important programme d'achat d'équipement neuf amorcé depuis plusieurs années, nous exigeons des fournisseurs le plus haut degré de francisation possible. L'O.L.F. est constamment tenu au courant de l'évolution de notre programme et s'en dit jusqu'ici fort satisfait. »

En pratique, selon les explications fournies par Liliane Leduc, le bilinguisme intégral est en vigueur au département de l'informatique de l'usine de Procter & Gamble où les employés peuvent travailler dans la langue de leur choix. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'un unilingue anglophone puisse y poursuivre toute sa carrière en marge des exigences de la loi 101.

« Toute l'organisation est résolument engagée dans la francisation, affirme madame Leduc. À preuve, les règlements internes stipulent que toute promotion au Québec requiert la connaissance du français et les unilingues anglophones disposent d'un délai de deux ans pour apprendre le français lorsqu'ils accèdent à un poste supérieur. L'entreprise offre elle-même des cours de français à ceux qui en ont besoin. Il n'est plus possible de faire carrière chez nous au Québec sans une connaissance suffisante du français comme langue d'usage. »



Guillermo Piélli et sa femme, Patricia Villegas, derrière leur fils Martin.

Photo le Journal de Montréal, John Taylor

LA RÉGIE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC ÉST HEUREUSE
DE VOUS FÉLICITER POUR VOS RÉALISATIONS ÉCONOMIQUES ET CULTURELLES,
ET VOUS RAPPELLE QUE...

**L'ALCOOL AU
VOLANT**

C'est criminel

QU'ON SE LE DISE



Régie de
l'assurance automobile
du Québec

LES IMMIGRANTS LATINO-AMÉRICAINS

Coup de foudre

... pour toujours

ANDRÉ DALCOURT
Le Journal de Montréal

«La plupart du temps, ils arrivent complètement massacrés psychologiquement», raconte le père Marcel Quirion, du Carrefour des Latino-Américains de Montréal.

Victimes de la terreur en Argentine, de la torture au Chili ou des escadrons de la mort au Salvador, ils cherchent au Québec une terre où panser leurs plaies et refaire leur vie.

Guillermo Piélli a passé cinq ans dans les geôles argentines; il décrit cet état de massacre.

«Le soir de mon arrivée à Montréal, j'ai logé au YMCA. Vers 9 heures, je suis descendu prendre une marche, rue Sainte-Catherine.

«Je me suis promené quelques minutes, comme ça, sans problème. Je regardais les gens, les vitrines. Je sentais la ville. J'étais bien.

«Puis, tout-à-coup, j'ai entendu une sirène. Alors je me suis mis à courir, à courir comme un fou, effrayé, et je suis rentré au YMCA, complètement essoufflé.»

Depuis 1980, 12 982 Latino-Américains comme lui, Salvadoriens ou Chiliens pour la plupart, ont ainsi trouvé refuge au Québec, la peur dans l'âme!

Douze mille neuf cent quatre-vingt-deux, c'est beaucoup. C'est 10 pour 100 des 130 159 immigrants qui sont entrés au Québec durant la même période.

Se refaire une vie

Quatre-vingts pour cent des Latino-Américains se sont établis dans la région métropolitaine, à Anjou, Laval, Montréal-Nord, Saint-Léonard, Saint-Laurent, Longueuil et dans les quartiers francophones de Montréal.

Ils n'ont pas créé de ghettos. Habités au soleil et sans voiture, ils se sont lovés en grappes, comme une vigne, autour des lignes de métro, pour se protéger de l'hiver. Deux choses les regroupent à l'occasion: la santé et la religion.

Pour la santé, un grand nombre se fait soigner à la clinique Luso, angle Saint-Joseph et Saint-Laurent. «Il n'y a que des médecins latino-américains, comme le père Marcel Quirion. Ils sont aux petits soins pour leurs patients, comme les médecins de famille d'antan.»

Pour la religion, ils assistent à leur messe, le dimanche, à l'église Sainte-Brigide, dans le centre-est de Montréal, après celle des résidents du quartier.

Après l'office, tout le monde descend au sous-sol et reconstitue en conversant, l'espace d'une heure, la vie communautaire du village natal.

C'est l'une des rares occasions, durant la semaine, où les Latino-Américains parlent espagnol en dehors de chez eux. Les autres jours, ils utilisent, au travail ou à l'école, le français qu'ils ont appris dans un des huit centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI) du Québec.

Dans la langue d'Yvon Deschamps

«Les Latino-Américains, précise Marcel Vaillancourt, directeur de la formation linguistique pour tout le réseau, constituent 70 pour 100 de la clientèle des 3 000 personnes qui suivent chaque année les cours de français des COFI.»

Ces COFI facilitent considérablement leur intégration au Québec français. Les Latino-Américains ne tarissent pas d'éloges à leur endroit. Ils y trouvent même, sur cassette, les monologues d'Yvon Deschamps avec lesquels ils apprennent le français de la rue.

«Cela permet ensuite d'emprunter un râteau ou une brouette pour faire la connaissance du voisin», confie Reuben D'Urbano, médecin d'origine argentine au C.L.S.C.-Richelieu. «...Et de parler aux autres femmes au parc, ou d'assister à une vente de garage», ajoute Patricia Villeghas, l'épouse de Guillermo Piélli.

Les Latino-Américains forment la communauté culturelle, parmi celles dont la langue maternelle n'est pas le français, qui s'intègre le mieux au Québec français.

Selon le recensement de 1981, 81 pour 100 de ceux qui habitent la ré-

gion métropolitaine parlent bien le français.

C'est énorme! La proportion n'est que de 62,8 pour 100 pour l'ensemble des allophones.

Qui plus est, les Latino-Américains sont, de tous les groupes, ceux qui envoient le plus leurs enfants à l'école française: 91 pour 100 de leurs enfants fréquentent des écoles de la C.E.C.M. La proportion atteint à peine 64,5 pour 100 pour l'ensemble des allophones malgré la loi 101.

Québécois pour longtemps

Ces enfants étudient et grandissent au Québec et leurs parents ne quittent pas la province après cinq ans comme le font la moitié des autres immigrants. Ils restent.

«Mieux, raconte le père Marcel Quirion, il arrive quelques fois, au contraire, que des Latino-Américains quittent des emplois intéressants dans d'autres provinces pour venir s'établir au Québec, à la recherche d'un style de vie plus latin et d'une mentalité plus chaleureuse.»

L'accueil qu'ils reçoivent alors n'est pas toujours cordial. Plusieurs leur ferment mentalement la porte. Un sondage, publié dans *Le Devoir*, n'indiquait-il pas, au printemps, que 62 pour 100 des Québécois souhaitaient des limites à l'immigration? L'argument est connu: «Ce sont des voleurs de jobs». La peur est là aussi.

De jeunes Latino-Américains endurent parfois les sarcasmes racistes de leurs petits compagnons, à l'école ou à la garderie. «Indien! In-

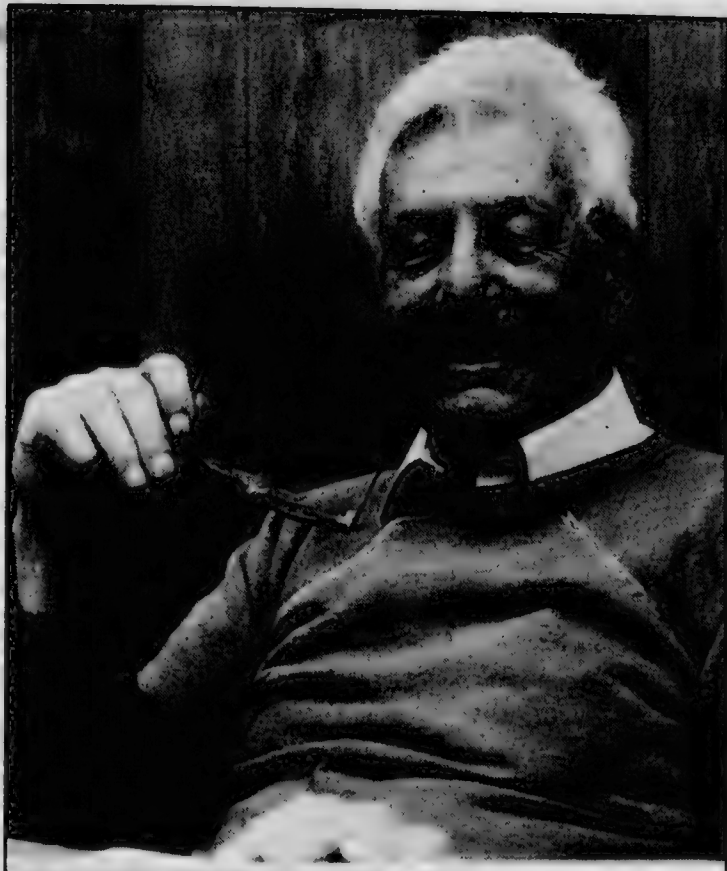


Photo le Journal de Montréal, Luc Béliste

Le père Marcel Quirion a vécu une vingtaine d'années au Chili.

dien!» leur lancent-ils en poussant des cris.

Dans le fond, ce sont des manifestations d'un racisme intérieur que les Indiens du Canada connaissent bien et subissent encore fréquemment de la part des Blancs.

«Ces manifestations de racisme sont rares», précise Guillermo Piélli.

L'homme aime mieux insister sur les affinités qui unissent les Latino-Américains et les Québécois. Au premier rang, les affinités politiques.

Le docteur Reuben D'Urbano, arrivé au Québec en 1976, se rappelle toute la camaraderie qui unissait alors les nationalistes québécois aux Chiliens et aux Argentins.

«Et dans *Menaud*, maître-dra-

veur, de Mgr Félix-Antoine Savard, ajoute-t-il, les Québécois luttent contre les grandes compagnies de papier. J'ai été témoin de batailles identiques dans mon pays.»

Des affinités politiques

Enfin, il y a la lutte pour la sauvegarde de la langue française.

Dans la mesure où elle est liée à la protection d'une identité culturelle, elle est aussi une forme de résistance à l'impérialisme.

Cela, maints Latino-Américains le comprennent dès leur descente d'avion!

«Quand je suis arrivé au Québec, raconte Guillermo Piélli, je me suis tout de suite porté à la défense du français. J'avais le sentiment d'arriver dans la maison d'un ami; je voulais respecter, et faire respecter, tout ce qui s'y trouvait.»

Les réfugiés politiques latino-américains sont naturellement enclins, politiquement, à s'intégrer au Québec français.

«Si on examine bien leur cas, commente Charles Castonguay, professeur de mathématiques à l'université d'Ottawa, on voit que ces gens ont tous subi des catastrophes politiques.

«Il est tout de même assez catastrophique de constater qu'il faut des catastrophes pour qu'un groupe d'immigrants s'intègre au Québec français.»

«Sûrement! Mais il demeure que les Latino-Américains s'intègrent, et qu'ils s'intègrent bien au Québec français.

Ils y pansent leurs plaies. Ils y calment leurs peurs. Ils y trouvent aussi parfois la paix et la liberté.

«Vous savez, conclut Guillermo Piélli, la liberté, c'est entendre sonner à la porte à six heures du matin et savoir que c'est le livreur de journaux.»

L'homme ne court plus maintenant lorsqu'il entend une sirène!



Photo le Journal de Montréal, Normand Jolicoeur

Une famille latino-américaine devant l'église Sainte-Brigide.

Le Secrétariat
permanent
des peuples
francophones



Un organisme québécois à l'écoute
de l'Amérique d'expression française
ouvert sur la Francophonie internationale

En «arrosant» les arts, les nouveaux mécènes cultivent la santé de toute l'économie

De plus en plus nombreux sont les gens d'affaires et les entreprises francophones qui consacrent temps et argent à soutenir une organisation ou une activité culturelles. Et s'il est trop tôt pour y voir la naissance d'une tradition, on peut cependant déceler un effet d'entraînement sur les mentalités.

MARIE LAURIER
Le Devoir

La levée de fonds que projette l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM) pour financer la construction de sa salle de concert sera à cet égard un inappréciable test: le nouveau mécénat privé francophone est-il assez mûr pour assumer sa part des grands équipements culturels dont le Québec a besoin?

Ce qui est certain, c'est qu'on cherche, dans le milieu, à transformer des initiatives apparemment isolées en mouvement concerté. Le groupe Sociétal tenait à Montréal à la fin de mars un colloque intitulé: **Mécénat, philanthropie et responsabilité sociale**. La Chambre de commerce et le Bureau de commerce de Montréal publiaient peu auparavant le rapport d'un groupe de travail qui invite le monde des affaires à prendre en charge la relance culturelle de la métropole.

La relève de l'État

«Plus que jamais, dans le monde moderne, écrit Gilles Mercure qui

présidait ce groupe de travail, faut-il considérer l'activité artistique d'une société comme un des premiers moteurs de son développement économique.» Et il établit clairement qu'elle est une source d'emplois (33 500 personnes dans le Montréal métropolitain) de même qu'elle est un puissant attrait touristique et un facteur d'implantation pour les entreprises.

Les dirigeants des grandes sociétés n'hésitent plus à considérer la qualité et le prestige des activités culturelles comme un atout important pour établir la réputation d'une ville et y attirer un personnel compétent. Les succès qu'ont remportés Charles Dutoit et l'OSM sur la scène internationale, par exemple, ont rejailli sur toute la communauté montréalaise et ils ont certainement stimulé le milieu économique.

Le financement des grands, moyens et petits organismes culturels reste un éternel casse-tête. Lui-même aux prises avec des contraintes budgétaires, l'État ne suffit plus à les subventionner.

«Il faut se rendre à l'évidence, explique Gilles Mercure en entrevue: les gens d'affaires et les entreprises ne peuvent plus se dérober. Ils doivent assumer une partie du financement des arts ou, à tout le moins, aider d'une quelconque façon les organismes culturels à bien fonctionner. Ce n'est plus l'apanage de l'État. Le gouvernement du Québec, en particulier, a eu tendance à

prendre l'entière responsabilité dans ce domaine par souci d'affirmation nationale. Il se rend compte que ce n'est plus possible et à l'instar de l'Ontario et des États-Unis, qui ont une longueur d'avance sur nous, la société québécoise doit se donner les moyens de maintenir ses activités artistiques.»

Gérer la culture

Les entreprises sont d'ailleurs inlassablement sollicitées et leurs dirigeants, au moment de verser de l'argent, se demandent avec raison comment les fonds seront em-



Jacques Lefebvre: «...s'engager dans les conseils d'administration d'organismes culturels».

ployés. «La meilleure réponse est encore de s'engager dans les conseils d'administration des organismes culturels», précise Jacques Lefebvre, qui a une longue expérience en la matière.

C'est grâce à l'appui extraordinaire de son ancien employeur, la firme de génie-conseil SNC, qu'il a pu dépenser tant de temps et d'énergie à la gestion des industries culturelles: il a siégé au conseil d'administration des Grands ballets canadiens, de l'Opéra de Montréal, du Théâtre d'aujourd'hui et de l'École nationale de théâtre.

Maintenant vice-président du Conseil des arts du Canada, il gère un budget de 100 millions \$, qui est réparti entre une centaine d'organismes culturels: «Il n'y aura jamais suffisamment d'argent pour satisfaire la demande», commente-t-il.

D'où la nécessité du mécénat privé, qui profite d'ailleurs à ceux-là même qui l'exercent. Car personne ne nie que l'intérêt récent des gens d'affaires pour la vie culturelle projette d'eux une image favorable dans le grand public. «Mais au-delà de cette considération, souligne de son côté Gilles Mercure, je suis à même de constater que les gens d'affaires y trouvent une satisfaction intellectuelle que l'on ne saurait leur reprocher.» Lui-même engagé dans le mécénat depuis de nombreuses années, il a participé au conseil d'administration de l'Opéra de Montréal, du Centre d'art d'Orford, du groupe *I Musici*. Ancien banquier devenu professeur aux Hautes études commerciales, c'est «par goût personnel», confie-t-il, qu'il met sa compétence au service des arts.

Le mariage des affaires et de l'art

Une des principales recommandations du groupe de travail qu'il a présidé porte sur la création d'une table de concertation arts-affaires qui favoriserait la rencontre des deux milieux et l'émergence d'un consensus sur les besoins des organismes à vocation culturelle.

Cette table de concertation, explique Gilles Mercure, servirait à «sensibiliser le monde des affaires à l'importance du secteur culturel et à son impact économique.»

Si la grande entreprise se laisse convaincre, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour convertir la P.M.E. aux vertus du mécénat: elle est, en effet, quasi totalement absente du décor culturel, surtout dans la région de Montréal. Pour y arriver, on évoque la possibilité d'un «partenariat» et on suggère que le Bureau et la Chambre de commerce mettent en relation à cette fin les P.M.E. d'affaires et les «P.M.E. culturelles».

Cette position reflète la conception moderne du mécénat privé qui s'écarte de l'approche traditionnelle donateur-bénéficiaire pour lui préférer le jumelage d'intérêts entre le monde des affaires et le monde des arts.

Les gens d'affaires sont de plus en plus instruits et détiennent généralement un diplôme universitaire. Beaucoup d'entre eux trouvent fort gratifiant d'avoir l'occasion de travailler avec des artistes.

«Mon travail en milieu culturel m'apporte personnellement de grandes satisfactions, conclut pour sa part Gilles Mercure, grand amateur d'opéra et de musique classique. Le mécénat en milieu francophone est un mouvement irréversible.»



Gilles Mercure: «...considérer l'activité artistique d'une société comme un des premiers moteurs de son développement économique».

Les études universitaires et la recherche à l'Université du Québec à Montréal: un essor continu.

En 1987, dix-huit ans après sa création,

l'UQAM c'est:

- 11 000 étudiants inscrits
- 10 000 étudiants diplômés
- 100 départements
- 100 professeurs
- 100 millions de dollars de budget
- 100 millions de dollars de revenus
- 100 millions de dollars de dépenses
- 100 millions de dollars de dons
- 100 millions de dollars de subventions
- 100 millions de dollars de revenus
- 100 millions de dollars de dépenses
- 100 millions de dollars de dons
- 100 millions de dollars de subventions



Attentive aux besoins de la société, l'UQAM est déterminée à promouvoir le développement de la science et de la recherche.

L'UQAM vous invite à vous joindre à elle: vous y trouverez un milieu intellectuel stimulant, des activités de recherche intenses et des programmes d'études de qualité dont certains sont uniques au Québec. Des bourses d'études de premier cycle, de l'aide financière aux études avancées et des bourses pour stages postdoctoraux sont offertes sur concours.

Participez à cet essor!

Université du Québec à Montréal

Renseignements

Registrariat
Case postale 8888, Succ. A
Montréal, P.Q. H3C 3P8
(514) 282-3121

Quelques fruits...

Quelques fruits de la culture et de la prospérité:

- La Chambre de commerce et le Bureau de commerce de Montréal ainsi que le journal La Presse commanditent avec d'autres le Festival d'été de Lanaudière.
- La Banque d'Épargne pourvoit depuis 1982 à la promotion des maisons de la culture de Montréal.
- Bernard Lamarre, p.d.g. de Lavalin, préside le conseil d'administration du Musée des Beaux-Arts et Lavalin, comme Alcan, Téléglobe, Bell Canada et plusieurs autres grandes sociétés, possède sa collection permanente d'œuvres d'art.
- La Banque nationale du Canada, Hydro-Québec, La Presse, Télémedia et Télé-Métropole se joignent à Air Canada, Alcan, Ultramar, Pratt & Whitney et Xerox pour financer l'exposition Léonard de Vinci au Musée des Beaux-Arts.
- Hydro-Québec associe son nom à l'Orchestre symphonique de Québec, comme Du Maurier, Air Canada et Esso à l'Orchestre symphonique de Montréal.
- Michel Gaucher, président fondateur de Sofati, a soutenu financièrement la formation du groupe *I Musici*.
- Elias Malka, promoteur immobilier d'origine marocaine, a fourni les locaux de l'Atelier lyrique de l'Opéra de Montréal et possède le théâtre Arlequin.
- Noël Spinelli, concessionnaire d'automobiles à Lachine, est l'un des rares p.d.g. de P.M.E. (92 employés) à subventionner la culture. Il a fondé avec Robert Savoie les Concerts Lachine.

Les gens d'affaires en Ontario: premiers signes d'émancipation

JEAN-CHARLES CACHON

Quinze ans après le Québec, dans une province où la dispersion des francophones rend difficiles les redressements collectifs, se dessine peu à peu un mouvement concerté d'émancipation économique.

Les premiers signes en sont le regroupement des gens d'affaires franco-ontariens en clubs et associations dynamiques et l'émersion, dans l'enseignement supérieure, de programmes d'initiation aux affaires offerts en français.

Un nouveau dynamisme

Le succès de Paul Desmarais et

Robert Campeau, tous deux originaires de Sudbury, représente toujours une exception. Mais en novembre 1986, un exploitant forestier de Timmins, Gaston Malette, inscrivait à la Bourse de Toronto le premier titre franco-ontarien, la *Waferboard Corporation Limited*. Quelques mois auparavant, des investisseurs de Sudbury inscrivaient leur société d'exploitation de mines d'or à la Bourse de Montréal. Ces exemples, bien qu'encore isolés, sont significatifs d'une tendance: les Franco-Ontariens sont de plus en plus nombreux à s'affirmer économiquement.

Ce dynamisme s'exprime de ma-

nière plus visible sous la forme de regroupements professionnels à Ottawa, Sudbury et Toronto et dans l'apparition de clubs d'investissement, notamment dans les régions de Hearst et Kapuskasing. Le club Sapiens, par exemple, réunit des diplômés du Collège universitaire de Hearst et investit occasionnellement dans certaines entreprises créées par ses membres. Quant aux regroupements, il en a surgi ces dernières années dans chacune des trois régions où vit la majorité des Franco-Ontariens: le Sud (de Kingston à Windsor, en passant par Toronto); l'Est (Ottawa et la «frontière» du Québec); et le Nord.

À Toronto, sous l'impulsion de francophones et de francophiles, le Cercle Canadien organise, chaque premier mardi du mois, un déjeuner qui rassemble quatre cents personnes issues du monde des affaires et de la politique. Dans une ville à forte majorité anglophone, il est fréquent de constater qu'un quart, environ, des participants sont des anglophones bilingues.

À Ottawa, le Regroupement des gens d'affaires francophones s'est montré plus ambitieux: il a ses dé-

jeûners réguliers mais il publie aussi un Bottin et organise des cours pour la formation et le perfectionnement en administration.

Du côté de Sudbury, une société sans but lucratif, Les Promotions Nordcom, se propose d'établir des liens plus étroits entre les francophones qui sont en affaires et de promouvoir l'éducation économique, tant au niveau secondaire que supérieur. Créée en janvier 1986, la société a publié un premier annuaire de personnes intéressées à participer à diverses activités éducatives et elle a parrainé, à l'occasion de la semaine de la P.M.E. en octobre, un séminaire sur l'entrepreneuriat destiné aux élèves du secondaire.

L'accent sur l'éducation

Les associations mettent donc l'accent sur l'éducation. Trois établissements universitaires forment en français des gens d'affaires: l'université Laurentienne de Sudbury, l'Université d'Ottawa et le Collège universitaire de Hearst.

Ce sont, en fait, des universités bilingues où les étudiants franco-ontariens trouvent un climat plus

conforme à leur situation réelle. Le diplômé d'une université ontarienne, s'il est francophone, a l'avantage d'être parfaitement bilingue, une caractéristique peu commune sur le marché des jeunes diplômés.

Le réalisme oblige cependant l'observateur à constater que, malgré certaines percées, les Franco-Ontariens sont encore largement sous-représentés dans de nombreuses professions reliées aux affaires (comme dans les professions scientifiques). On compte ainsi en Ontario deux fois moins de comptables agréés francophones, proportionnellement à la population, que d'anglophones. Contrairement au Nouveau-Brunswick (ou au Québec pour sa minorité anglophone), l'Ontario n'a pas encore cru nécessaire de créer une université franco-ontarienne qui parachèverait le système d'éducation francophone. Cependant, une génération de Franco-Ontariens est aujourd'hui mobilisée et prête à se faire entendre dans l'action.

Jean-Charles Cachon est professeur à l'École de commerce et d'administration de l'Université Laurentienne (Sudbury).



Sur les routes du nord-est de l'Ontario, les convois sont souvent propriété de francophones.

Le royaume né du bois

Collaboration spéciale

Les Franco-Ontariens ont un «royaume», l'exploitation des ressources forestières, et une spécialité, la manufacture du bois d'œuvre.

Dans les régions de Hearst, Timmins et Chapleau, au nord-est de la province, plusieurs scieries se sont développées grâce à l'impulsion et à la ténacité de Canadiens français. Malette (Timmins), Martel, Robitaille et Lafrenière (Chapleau), Lévesque, Lecours, Gosselin et Fontaine (Hearst), Dubreuil (Dubreuilville) et Isabelle (Opasatika): la plupart des bâtisseurs sont encore en lice de nos jours et très prospères. De fait, leurs entreprises vivent et fonctionnent en français, à l'exception du service des ventes, qui est bilingue.

Cette forte présence francophone dans un secteur économique donné a eu des retombées positives à plusieurs niveaux. Ainsi, même dans les scieries de la région que contrôlent les anglophones, on a fait appel à la compétence des Canadiens français, qu'ils soient contremaîtres, ingénieurs, mécaniciens, limeurs, scieurs ou autres. Les syndicats eux-mêmes exigent des conventions collectives rédigées dans les deux langues.

Des alliés

Du côté québécois de la frontière, toute proche, deux fac-

teurs non négligeables ont contribué à cette réussite. D'abord le flux de bûcherons québécois, depuis les années 50. Appréciés pour leur expérience, leur dextérité et leur résistance physique, ces «rois de la forêt» ont été bien accueillis et ont souvent fait souche.

Ensuite, le contact établi de tout temps avec les industriels en sciage du nord-est québécois. Les Perron, par exemple, propriétaires du géant Normick, se sont aussi implantés dans le nord de l'Ontario, avec deux scieries et une usine de contreplaqué.

En toile de fond, les Caisses populaires ont joué ici aussi un rôle utile. De plus en plus prospères et audacieuses, elles ont pu, grâce à leur force collective, disposer de capitaux substantiels qu'elles ont libérés sous forme de prêts commerciaux pour la petite et la moyenne entreprise.

Et finalement, à la fois conséquence et symbole de cette vitalité, les francophones de la région se font élire aux conseils municipaux. Ils ont même (il était temps, diront certains) un député à la législature ontarienne, où l'arrivée de René Fontaine n'est pas passée inaperçue. Suivant ce mouvement, de nombreuses villes du nord-est ontarien se sont officiellement déclarées bilingues et il en est une... unilingue française! C'est la petite municipalité de Mattice-Val-Côté (entre Hearst et Kapuskasing).

Au coeur de votre évolution financière

Desjardins

VISA

Desjardins

SECUR

SOCIÉTÉ

UN RÉSEAU DE PLUS DE 1400 CAISSES POPULAIRES ET CAISSES D'ÉCONOMIE DESJARDINS

FIDUCIE DU QUÉBEC ASSURANCE VIE DESJARDINS

LA CAISSE CENTRALE DESJARDINS DU QUÉBEC

LA SAUVEGARDE COMPAGNIE D'ASSURANCE SUR LA VIE

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT DESJARDINS

CREDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

VISA DESJARDINS

SECUR INC.

L'an dernier, des parents anglophones ont campé une nuit durant dans deux écoles de Hamilton, en Ontario, pour retenir l'une des 75 places disponibles au programme d'immersion française.

Même scénario à Charlottetown et à Calgary où papa et maman ont fait le pied de grue devant les conseils scolaires pour que leur enfant ait l'ultime honneur de faire son primaire dans la langue d'Anne Hébert.

À l'heure actuelle, obtenir une place dans une classe d'immersion au Canada est devenue une entreprise tout aussi ardue que celle de se procurer un billet à la veille d'un concert de Bruce Springsteen.

Des Rocheuses aux Maritimes en passant par les Prairies ondoynes, le phénomène de l'immersion a fait boule de neige au cours de la dernière décennie. Des 37 000 élèves qui franchissaient le seuil des premières classes d'immersion dans 240 écoles, en 1977, on est passé aujourd'hui à tout près de 200 000 plongés quotidiennement dans un environnement francophone dans près de 1 200 écoles qui se sont converties à l'immersion. D'ici cinq ans, ils seront un demi-million, prévoient les experts.

«Il n'y a pas un seul phénomène en éducation qui a eu autant d'influence et d'impact», rappelle le professeur Ronald Tourigny, responsable de la formation des maîtres à la faculté d'éducation de l'Université d'Ottawa et président de l'Association canadienne des professeurs d'immersion (A.C.P.I.).

«L'immersion n'est pas une

Le goût du français fait boule de neige

FRANCE PILON
Le Droit

mode, elle est là pour rester, lance-t-il. Aucun autre programme ne peut réussir à rendre bilingue un enfant à la fin de son cours élémentaire».

C'est dans la foulée de la Loi sur les langues officielles adoptée en 1969 et avec l'appui financier du Secrétariat d'État et du Commissariat aux langues officielles que sont nés les premiers programmes d'immersion. Ceux-ci sont en effet presque entièrement financés par le gouvernement fédéral qui y destine, cette année, 250 millions \$.

La capitale fédérale se devait de donner le ton et ce n'est pas surprenant qu'Ottawa ait été le berceau de l'immersion à l'initiative du Conseil d'éducation de Carleton. C'est d'ailleurs à la capitale nationale que revient l'honneur d'avoir le plus gros contingent d'élèves en immersion française, avec 35 pour 100 de toute la clientèle scolaire «immergée» à travers le pays.

Des parents mécontents

Mais c'est sous l'impulsion du Canadian Parents for French (CPF), un groupe de parents mécontents de la piètre qualité du

français enseigné dans les écoles anglophones, que le phénomène a connu une fulgurante expansion et atteint la popularité dont il jouit maintenant.

«Les parents constataient que le français enseigné dans les écoles était inefficace. Les enfants étaient absolument incapables de communiquer en français», raconte Cynthia Steers, porte-parole du mouvement.

L'immersion: une religion

L'école, affirme le CPF, est le terrain idéal pour former une nouvelle génération d'élèves bilingues. Pour les parents qui veulent à tout prix que leurs enfants réussissent là où ils ont échoué, l'immersion est devenue une véritable religion, un acte de foi inconditionnel envers le bilinguisme.

«Le bilinguisme est une richesse des Canadiens, soutient Pat Webster, la fondatrice du CPF. Se couper de la langue française, c'est se priver d'une grande partie de l'histoire du pays».

Cet organisme de pression compte actuellement 16 500 adhérents et a des ramifications d'un bout à l'autre du pays par le biais de ses 117 sections locales. Il se propose de rendre accessible l'éducation en langue française à un plus

grand nombre de jeunes anglophones. Son lobbying puissant s'exerce auprès des conseils scolaires et des officines gouvernementales.

Depuis l'année de sa création, les inscriptions aux programmes d'immersion française ont augmenté de 19 pour 100 en moyenne annuellement. Le CPF estime que d'ici 1992, un demi-million de jeunes Canadiens anglais prendront un bain de francophonie dans les classes d'immersion.

En effet, selon un sondage réalisé en 1984, près de 60 pour 100 des parents anglophones inscriraient leurs enfants à un programme d'immersion française, s'il y en avait un dans leur communauté.

Des considérations économiques

Cependant, admet-elle, les considérations économiques ne sont pas étrangères au choix des parents. Un sondage mené pour le compte du CPF en 1984 révélait que près de 45 pour 100 des Anglo-Canadiens veulent que leurs enfants deviennent bilingues pour décrocher plus tard un meilleur emploi.

Ce sondage a mis en lumière le fait que ce sont les anglophones du Québec (95 pour 100) et ceux des provinces maritimes (83 pour 100)

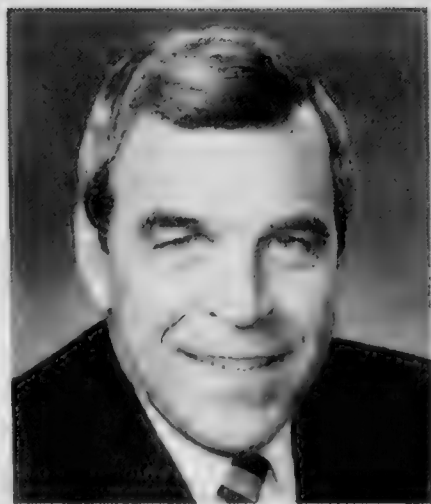
qui tiennent le plus à ce que leurs enfants apprennent le français. En Ontario, la proportion est de 73 pour 100; dans les Prairies et en Colombie-Britannique, elle est de 56 pour 100.

Ronald Tourigny cite une étude récente qui montre carrément que la perspective d'emplois mieux rémunérés l'emporte sur l'intérêt de découvrir une culture différente: le critère de l'emploi vient au pre-

LA CANADIAN
PARENTS
FOR FRENCH
ET LE
PROFESSEUR



CPF Canadian Parents for French
888 746-7467 718 414-1141 1-800-367-8611



Il me fait plaisir, à titre de ministre de l'Emploi et de l'Immigration, de souligner l'excellente initiative que représente la publication, par l'Association de la presse francophone hors Québec et le Rassemblement des francophones d'Amérique, d'un cahier dont la diffusion contribuera à resserrer les rangs de la grande communauté francophone répartie sur les cinq continents.

La multiplicité des actions entreprises dans chacune des communautés francophones se fond, lors d'une rencontre internationale, en une manifestation grandiose de dynamisme et de fraternité.

Je vous souhaite la plus fructueuse des rencontres.

Le ministre,

Benoît Bouchard



Emploi et
Immigration Canada

Employment and
Immigration Canada

Canada



Je suis fière d'appuyer le second sommet de la francophonie qui aura lieu à Québec en septembre prochain.

Le Canada a toujours été un chef de file dans le domaine des communications, qui constitue l'un des volets les plus importants de cette rencontre. Mon ministère a fait oeuvre de pionnier dans la livraison des services médicaux et éducatifs par satellite. De nos jours, il encourage la présence du français comme langue dynamique dans l'univers scientifique et technologique.

Dans le cadre du sommet, le ministère des Communications du Canada jouera un rôle clé en lançant et en appuyant diverses initiatives dans des domaines variés tels que l'extension d'un espace audiovisuel francophone, dont la création d'un centre international de formation à distance constitue un des éléments majeurs; et le soutien aux festivals culturels, notamment à des festivals du film à Montréal, à Québec, à Trois-Rivières, à Moncton et à Fredericton. Mon ministère appuie fortement l'implantation du réseau de télévision francophone TV5 en Amérique du Nord et participe à des études, notamment celle portant sur un réseau radiophonique international de langue française.

J'ai la ferme conviction que ce second sommet de la francophonie connaîtra tout le succès escompté.

Flora MacDonald
Ministre des Communications



Gouvernement du Canada
Ministère des Communications

Government of Canada
Department of Communications

Canada

LA
«CANADIAN
PARENTS
FOR
FRENCH»
ET VOUS



CPF Canadian Parents for French
390 rue Lacombe, Suite 118, Ottawa, Ontario K2P 8L1

AUX ROCHEUSES

«Où mais...» disent certains francophones

Si les anglophones expriment leur préoccupation devant le développement accéléré des programmes d'immersion, les francophones hors Québec ont également leur lot d'anxiété. Certains craignent de perdre le monopole des postes bilingues et de voir pousser des écoles d'immersion française dans des régions où ils réclament à grands cris des écoles françaises.

Aurèle Thériault, président de la Fédération des francophones hors Québec (F.F.H.Q.), partage cette inquiétude. L'organisme, qui représente environ un million de francophones vivant à l'extérieur du Québec, appuie l'action du *Canadian Parents for French* mais avec quelques réserves.

Questions d'argent

«L'immersion permet à la majorité anglophone d'être mieux sensibilisée à la francophonie et d'en avoir une meilleure compréhension. C'est un grand avantage. Cependant, avant de se bousculer (dans les classes d'immersion), il faut voir à ce que les francophones disposent des ressources humaines et financières pour leur propre enseignement», précise M. Thériault.

C'est ainsi qu'en Alberta, l'immersion française se pratique au détriment de l'enseignement en

langue française. Guy Lacombe, de l'Association canadienne-française de l'Alberta, soutient que «les Franco-Albertains deviennent minoritaires dans leurs propres écoles».

À titre d'exemple, l'école J.H. Picard, qui était française à l'origine, est devenue bilingue depuis l'implantation du programme d'immersion. En plusieurs endroits, soutient M. Lacombe, les commissions scolaires se sont rendu compte que les écoles françaises constituaient déjà la structure idéale pour obtenir les subventions fédérales et satisfaire les désirs des parents anglophones.

Ainsi, les 62 000 francophones de l'Alberta ne disposent que de deux écoles élémentaires françaises et il n'y a plus d'établissement secondaire français comme tel. Par comparaison, les 60 000 Franco-Manitobains ont accès à 23 écoles élémentaires et secondaires françaises.

Vouant un véritable culte au français, les parents anglophones de l'Alberta veulent profiter de tout ce qui est français. Ils ont même demandé d'intégrer les rangs de l'Association canadienne-française de l'Alberta, question d'avoir le bonheur de parler français.

L'exemple du Manitoba

La Société franco-manitobaine, (S.F.M.), qui représente les 60 000 francophones de la province voisine, réagit fort différemment. La présidente, Lucille Blanchette, prétend que l'immersion, loin de menacer la francophonie, au contraire la valorise.

«L'engouement pour le français n'est pas superficiel. Il a été suscité chez plusieurs par la vision d'un Canada bilingue. La décision de la Cour suprême du Canada de valider les deux langues officielles à la législature manitobaine a sûrement été un stimulant».

Le Manitoba compte actuellement 14 000 élèves dans des centres d'immersion française et la première promotion a produit l'an dernier 17 diplômés.

Avec 23 écoles françaises, les francophones ont déjà des garanties que la langue, la culture et les traditions françaises seront préservées. Les Franco-Manitobains ne se battent plus pour obtenir des écoles françaises mais pour en avoir la gestion, rappelle madame Blanchette.

Les Franco-Manitobains, en fait, n'ont rien à craindre des nouveaux

bilingues qui sortent tout droit des centres d'immersion. L'entente entre anglophones francophiles et Franco-Manitobains est telle que la S.F.M. a élargi son membership pour accueillir dans ses rangs tous les parlants français qui adhèrent à sa mission.

Marché du travail

Par ailleurs, les spécialistes s'accordent à dire que les anglophones bilingues ne prendront jamais la place des francophones sur le marché du travail. «L'immersion les rend fonctionnellement bilingues mais ils ne peuvent rivaliser à l'écrit et à l'oral avec les personnes d'expression française», soutient le professeur Calvé. À son avis, ceux qui suivent les cours d'immersion «plafonnent très tôt». «Ils se tiennent toujours ensemble (entre anglophones) et on ne met pas l'accent sur la correction».

Les premiers diplômés des écoles d'immersion devrait avoir un effet stimulant chez les Franco-Ontariens, renchérit Ronald Tourigny. «Ça devrait les encourager à améliorer leur langue. De plus, ils peuvent même s'en faire des alliés dans leurs revendications, vu qu'ils auront une meilleure compréhension du fait français au Canada.»



MESSAGE DU MINISTRE DU TRAVAIL DU CANADA L'HONORABLE PIERRE H. CADIEUX

Une revue publiée en France parlait de «l'inlassable» culture francophone en Amérique. Or, je suis certain que l'auteur de cet article entendait nous offrir un compliment sincère. Si l'adjectif qu'il emploie nous semble un peu étrange, c'est sans doute parce que nous, les francophones d'Amérique, n'avons jamais eu le temps de songer à la fatigue ni au découragement.

Je dirais plutôt que le danger, pour nous, consisterait à prendre pour acquis tout ce que nous avons réalisé et tout ce que nous réalisons actuellement.

Ce cahier spécial, encarté dans tous les quotidiens francophones du Canada, ainsi qu'à l'intérieur d'autres périodiques canadiens et américains, dresse le bilan remarquable d'un peuple et de ses succès, tant dans le domaine économique que culturel.

Il s'agit d'un peuple qui tient pleinement à sa langue et à son identité, mais qui choisit librement et démocratiquement de faire partie de la confédération canadienne.

Il s'agit d'un peuple qui était autrefois presque absent du monde des affaires et du commerce, mais qui, depuis quelques années, s'est introduit de façon éclatante dans ce domaine.

Bref, il s'agit d'un peuple qui passe de la survie à l'épanouissement.

Et, dans ce contexte, je note surtout les contributions des syndicats et des écoles de relations industrielles, qui font partie intégrante de ce développement économique et qui assurent la santé de notre système de négociation collective, l'un des éléments clés de notre démocratie.

À toute la francophonie, dont j'ai l'honneur de faire partie, je souhaite un été de fierté et de célébration.



À titre de ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme), il me fait plaisir de souligner, à l'occasion du Sommet de la francophonie, la place de choix que tient le Canada dans le monde de la francophonie.

Le Canada, seul lieu de la francophonie en Amérique, est une destination privilégiée pour les nombreux touristes de langue française qui peuvent trouver d'un bout à l'autre du pays, des services offerts dans leur langue. Le Canada offre non seulement des attractions diverses mais une culture unique enrichie par des ethnies différentes et deux langues officielles dont le français que vous pourrez entendre et parler dans tout le Canada.

Je souhaite donc à tous les participants du Sommet de faire des rencontres enrichissantes et aux organisateurs de cet important événement, un franc succès.

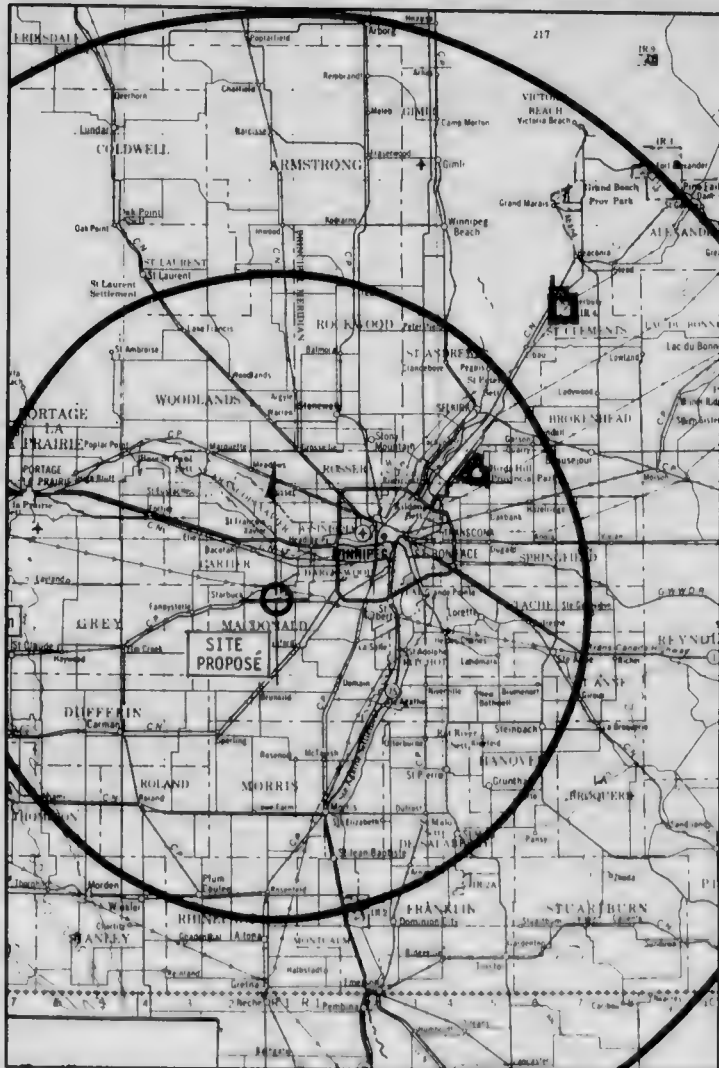
Bernard Valcourt



Ministère du Travail
Minister of Labour
Hon. Bernard Valcourt
Ministre d'État
(Petites entreprises et Tourisme)

Ministère du Travail
Minister of Labour
Hon. Bernard Valcourt
Ministre d'État
(Small Business and Tourism)

Canada



L'aire de diffusion que réclame la Radio communautaire du Manitoba : même modeste, une radio communautaire assure une présence vitale en milieu minoritaire.

Pour stopper l'assimilation, encore faut-il s'entendre!

SYLVIO MORIN

Les francophones de Pénétanguishene (Ontario), qu'une école secondaire française obtenue de haute lutte a rendus célèbres il y a quelques années, entendent depuis mars dernier la première radio locale de langue française leur communiquer dans leurs propres mots des nouvelles de leur école, entre une romance de Francis Cabrel et le dernier succès de Céline Dion.

Radio Huronie, «la voix de la Baie Georgienne», ne diffuse pour l'instant que 70 minutes par jour sur les ondes de Radio-Canada Toronto, la seule station française entendue dans la région. Mais si le C.R.T.C. d'ici là l'autorise, elle émettra l'automne prochain 12 heures par jour sur sa propre fréquence, 101,9.

S'entendre parler français

CFRH (pour Canadiens français, Radio Huronie) est l'une des six radios communautaires dont comptent se doter d'ici peu les milieux francophones hors Québec, qui songent à les réunir ensuite en réseau.

«Parce qu'elle repose sur le bénévolat et l'entraide locale, la radio communautaire est un média intéressant pour les minorités de langue officielle. Il convient d'encourager des groupes comme la Fédération des jeunes Canadiens français dans leur tentative de créer des radios communautaires à la grandeur du pays».

Cet extrait du rapport Sauvageau-Caplan (du nom d'un groupe de travail fédéral sur la révision de la Loi de la radiodiffusion canadienne) confirme le rôle de plus en plus important qu'est appelée à jouer la radio communautaire dans la francophonie canadienne.

Adaptée aux exigences et aux désirs de la communauté, régie sur l'événement quotidien et ouverte à l'accent local, la radio communautaire se présente comme un outil essentiel chez les francophones de l'extérieur du Québec pour créer des liens privilégiés de communication et véhiculer un message bien précis: le leur.

L'idée remonte au début des an-

nées 80 mais depuis 3 ans, c'est la Fédération des jeunes Canadiens français (F.J.C.F.) qui en a fait sa principale préoccupation. «Attention, nous ne sommes pas là pour mettre au monde, à proprement parler, les radios communautaires mais plutôt pour appuyer les groupes qui veulent en créer une», fait remarquer le directeur général de la F.J.C.F., Ronald Bisson.

Chez les jeunes francophones de l'extérieur du Québec, explique-t-il, «l'assimilation n'est pas seulement un concept mais une réalité très sévère».

Des études menées par la F.J.C.F. démontrent en effet que de 1978 à 1984, le marché de la radio française a baissé de 25 %. La désaffection des francophones est plus prononcée chez les moins de 20 ans, qui sont de plus en plus de fidèles auditeurs de la radio anglaise.

C'est pour cette raison que la F.J.C.F. s'est engagée à fond dans le dossier, dont la première réalisation est Radio Huronie.

Les six projets

À l'heure actuelle, cinq autres projets de radio communautaire française sont en marche à travers le pays.

En Ontario, outre Radio Huronie dans le comté de Simcoe, on prépare Radio de l'Épingle Noire, qui couvrirait la région de Hearst, Colstock et Matic. Dans l'Ouest, la Radio communautaire du Manitoba desservirait Saint-Boniface et le grand sud de la province. La population des environs de Baie Ste-Marie, en Nouvelle-Écosse, travaille à l'organisation de Radio-Clare. Au



La publication d'un cahier visant à décrire, au profit des communautés mondiales, les diverses facettes de notre vécu culturel francophone en nos terres d'Amérique est une initiative heureuse.

L'illustration de nos réalités culturelles ajoute à la profondeur de notre appartenance à la francophonie; puisse cette publication rendre hommage à tous ceux et celles qui aiment notre culture.

Le ministre d'État à la Jeunesse,

[Signature]

Jean J. Charest

LA FRANCOPHONIE ET L'AGRICULTURE DANS UN CONTEXTE DE COOPÉRATION



La francophonie canadienne s'est taillé une place de choix au sein d'une des plus importantes industries : l'agriculture. On reconnaît et applaudit sa contribution à la recherche, à la production et à la transformation agricoles, ainsi qu'à toute la gamme des services du secteur agro-alimentaire.

Sur la scène internationale, Agriculture Canada participe activement, par la recherche agronomique et l'assistance technique, au développement agricole de nombreux pays. Le haut degré d'excellence atteint par nos chercheurs scientifiques et la vigueur de notre secteur agro-alimentaire en général nous permettent de contribuer très positivement à l'immense effort que pose à l'humanité le développement agricole.

La conservation des sols et de l'eau constitue, en particulier, un des grands défis de l'heure dans le secteur agro-alimentaire. La dégradation des sols est un problème qui exige le concours de tous les intervenants du secteur agricole afin de développer des solutions appropriées.

Qui dit agriculture dit coopération entre tous les intervenants, privés et publics, de tous les pays. Je me réjouis de l'esprit qui anime le Sommet de la francophonie. Je suis confiant qu'il en résultera une coopération encore plus fructueuse entre pays qui partagent l'usage de la langue française.

[Signature]
John Wise
Ministre de l'Agriculture



Gouvernement du Canada
Ministre d'État à la Jeunesse

Government of Canada
Minister of State for Youth

Canada



Agriculture
Canada

Canada

Nouveau-Brunswick, deux projets: Radio Péninsule, qui se réserve la Péninsule acadienne et le nord-est de la province; et la Radio coopérative des Montagnes, le plus important service projeté quant aux installations techniques, aux ressources financières et au personnel requis, avec trois stations à Edmunston, Grand-Sault et Kedgwick-St-Quentin.

Dans quatre cas sur sept, il s'agit de la première station locale. Toutes diffuseront sur la bande MF, avec leur propre émetteur. Radio Huronie est arrivée à une entente avec Radio-Canada pour utiliser provisoirement l'émetteur de la société d'État: deux fois par jour, cinq jours par semaine, la fréquence est libérée pour faire place au service communautaire qui diffuse à partir de son propre studio. Il s'agit d'un précédent chez les francophones de l'extérieur du Québec: la formule pourrait se révéler intéressante pour les communautés plus dispersées qui n'auraient pas les moyens de soutenir une station autonome. «Nous calculons qu'on pourrait ainsi desservir une trentaine de petites communautés francophones. De façon réaliste, d'ici 5 à 10 ans, 20 stations seront développées de cette façon. Pour ce qui est des stations autonomes, une dizaine sont possibles», indique Ronald Bisson.

La radio communautaire reste le moyen de communication le plus accessible. C'est verbal, on parle et on s'écoute. Elle touche toute la communauté. C'est un outil simple, démocratique et moins coûteux», signale le directeur général de F.J.C.F.



Si la radio communautaire est moins coûteuse, l'argent demeure pourtant le nerf de la guerre. Les frais d'immobilisation sont les plus importants, au départ. C'est ainsi que pour les six projets mentionnés, les dépenses varient de 65 000 \$ à 1 024 000 \$. Le partenariat est ici la clé du succès.

Le coût et le financement

La F.J.C.F. préconise une participation fédérale de 50 %, une aide provinciale de 25 % et un effort équivalent de la communauté. «Le financement populaire est le premier indice que les gens veulent leur radio», poursuit Ronald Bisson. À Hearst, les francophones ont versé 32 000 \$ pour Radio de l'Épingle Noire. Radio Péninsule et la Coop des Montagnes ont près de 100 000 \$ dans leurs coffres. Au Manitoba, la campagne débute.

Quant aux frais d'exploitation, si on établit une moyenne pour l'en-

semble, le financement proviendrait à 40 % de la publicité, à 45 % des subventions (programmes de création d'emplois) et à 15 % des populations desservies (souscriptions populaires, membership, activités communautaires).

«Même si ces radios sont à but non lucratif, ce sont des entreprises qui démarrent: nous sommes très honnêtes envers les groupes intéressés, nous ne cachons pas les problèmes financiers auxquels ils devront faire face», reconnaît M. Bisson.

Ottawa a été saisi de la question mais n'a encore proposé aucun programme. «Je peux dire que les discussions vont bon train et que le climat est positif», précise pour sa part le directeur adjoint de la F.J.C.F., Jean-Pierre McLaughlin, chargé de la radiodiffusion communautaire. Du côté des provinces, la Nouvelle-Écosse et l'Ontario ont annoncé leur appui financier, res-

pectivement pour Radio-Clare et Radio de l'Épingle Noire. Le Nouveau-Brunswick devrait faire connaître bientôt sa décision. Le gouvernement du Québec a prêté à la F.J.C.F. une personne-ressource, Michel Delorme. Le gouvernement fédéral est présent avec les projets spéciaux du Secrétariat d'État et un programme d'Emploi et Immigration.

Il est important de comprendre que, face aux stations françaises de Radio-Canada, les radios communautaires ne se perçoivent pas comme des concurrentes mais plutôt un complément aux services dont disposent les francophones en milieu minoritaire.

Les groupes francophones de

l'extérieur du Québec revendiquent depuis toujours une place plus importante dans la programmation de Radio-Canada, dont le contenu leur paraît beaucoup trop québécois. Cependant, ils ne cherchent aucunement à se substituer à la société d'État qui a son propre mandat à remplir.

Offrant un menu surtout musical, la radio communautaire entend accorder une place de choix à la chanson d'expression française (de 65 % à 70 %). On destine une part importante du temps d'antenne à l'information ainsi qu'aux services à la communauté.

Sylvio Morin est directeur des communications à la Fédération des francophones hors Québec.

L'avenir... en réseau

Avant même que tous ces projets ne soient réalisés, on songe déjà à un réseau pan-canadien de radios communautaires françaises hors Québec. Sa principale caractéristique: la décentralisation. En effet, le studio de base (on pense à Ottawa comme tête de réseau) serait un lieu de concertation où s'effectueraient la mise en commun des productions et des informations en provenance des radios locales. Cela favoriserait l'expression des stations locales, briserait leur isolement et soutiendrait leur développement. De plus, les associations et les fédérations nationales pourraient s'en servir pour diffuser leur messages.

La technologie, qui est la marque de commerce de notre époque, permet même d'envisager une liaison avec les Franco-Américains: «C'est réalisable par satellite», précise le directeur général de la F.J.C.F.

M. Bisson trouve normal que l'on compare les radios communautaires à ce qui s'est déjà fait au Québec où certaines expériences ont été difficiles. «C'est un risque. Je suis d'accord. Mais lorsque nous voyons le haut degré d'assimilation des francophones hors Québec, plus particulièrement chez les jeunes, nous sommes prêts à prendre ce risque».

En somme, le risque de s'entendre parler français...



A titre de ministre de l'Expansion industrielle régionale et à titre de Canadien français, c'est avec plaisir que je profite de cette occasion pour souligner l'importance du Sommet de la francophonie

Cet événement représente l'occasion rêvée pour les francophones du monde entier de se réunir et de faire des affaires en français dans un pays au caractère unique que lui confèrent ses deux langues officielles dont le français

Je félicite donc les organisateurs du Sommet d'avoir choisi le Canada comme lieu de rencontre car notre pays est un partenaire de choix. D'ailleurs, deux de ses grandes villes, Montréal et Québec, ont fait leur marque sur la scène internationale par des manifestations d'envergure; elles offrent un moyen sûr, pour les francophones du monde entier, d'atteindre le vaste marché que constitue l'Amérique

Je souhaite donc à tous les organisateurs de cette manifestation, des rencontres enrichissantes et un franc succès

Marcel Masse

Canada

Ministre de l'Expansion industrielle régionale
Hon. Marcel Masse



**Message de l'honorable Marcel Masse
Député de Frontenac et
ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources**

Nous sommes langage incarné: jusque dans la hauteur des symboles, nous n'échappons jamais à la présence du mot. Si nous y échappions, nous cesserions d'être. Dans cette pensée que nous livrait le poète Pierre Emmanuel, dans *Le Gout de l'Un*, se situe, je crois, le défi de la francophonie internationale. Une langue vit, s'exprime, se renouvelle et puise son dynamisme dans les multiples activités quotidiennes de ceux et celles qui la parlent. Elle est à la fois spécifique, par les valeurs et les symboles propres à chaque peuple qu'elle véhicule, et universelle parce que tous ses parlants s'y rejoignent et y trouvent un enrichissement mutuel. Il est ainsi fondamental, en cette période de globalisation des communications et de progrès technologiques rapides, de définir et de concrétiser des mécanismes de collaboration qui permettront à la francophonie mondiale de s'exprimer pleinement dans le contexte scientifique et technologique moderne, et de profiter le plus possible de la richesse et de la diversité de toutes les collectivités qui la forment. C'est l'esprit qui animait les parlants français du monde entier qui, lors du premier sommet de Niamey, en 1967, ont jeté les bases de ce qui devait devenir, le 20 mars 1970, le premier organisme de collaboration de la francophonie internationale, l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). J'ai eu l'honneur d'être associé à cette première démarche, comme d'ailleurs à la Conférence des ministres de la Communication de l'ACCT qui se déroulait au Caire, au mois de février 1985. Le Sommet de la francophonie tenu à Paris, en 1984, s'inscrivait dans cette même voie et constituait une réaffirmation de la volonté de tous les intervenants de la francophonie d'élargir les bases de leur coopération et de la traduire de façon concrète et efficace. Cette année, c'est à Québec, en terre canadienne, que la francophonie internationale s'est donné rendez-vous et je suis confiant que ce deuxième Sommet donnera lieu une fois de plus à des initiatives originales et innovatrices. Le large éventail d'activités de nature scientifique et technologique du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, notamment la télédétection et les techniques de pointe reliées à l'exploration et à la mise en valeur des ressources, offrent de nombreuses possibilités d'échanges fructueux. Nous arriverons, j'en suis sûr, à élaborer des projets qui profiteront à la francophonie canadienne et internationale.

Énergie, Mines et
Ressources Canada
Hon. Marcel Masse
Ministre

Canada

POUR LES FRANCO-AMÉRICAINS La télé en français: des souffles de vie!

COLLABORATION SPÉCIALE

Rachel Côté est une citoyenne ordinaire qui demeure à Salem, Massachusetts, depuis 30 ans. En novembre dernier, lorsque son câblodistributeur a décidé de ne plus importer le signal d'une station française de Sherbrooke, elle est devenue soudainement une activiste. En moins de deux mois, avec l'aide du Club Richelieu local, elle a arraché au maire de Salem et au câblodistributeur la promesse que son lien avec le Québec de sa jeunesse serait rétabli et que la télévision de langue française reviendrait à Salem.

Au même moment, un organisme francophone du Vermont, la Société des Deux Mondes, trouvait une nouvelle vigueur en lançant une campagne pour ramener à l'écran le réseau français de Radio-Canada dans la région de Burlington. Des bénévoles ont parcouru avec leur pétition les salles paroissiales, les rues, les centres commerciaux, tous les lieux où ils pouvaient recueillir des signatures. Le mouvement s'est étendu à l'hôtel de ville et même au capitol de l'État, à Montpelier. Après six mois de lutte, la compagnie *Green Mountain Cable Vision* remettait CBFT (Montréal) parmi les ser-

vices offerts à ses abonnés.

«Ce ne sont que deux victoires relativement modestes, mais qui témoignent d'un nouvel esprit militant chez nos gens», déclare Réal Gilbert, président de l'ActFANE (Action pour les Franco-Américains du Nord-Est). Il y a 15 ou 20 ans, les Franco-Américains se seraient laissé faire. Aujourd'hui, ils ripostent, ils s'organisent et vont chercher ce qu'ils veulent.»

La communication, surtout lorsqu'il s'agit de maintenir ou d'introduire une station de langue française du Québec à la télévision par câble, voilà le dossier qui mobilise le plus spontanément ces temps-ci les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre.

Il y a deux ans à Augusta (Maine), un club d'ainés francophones a contesté avec succès la décision d'éliminer la station française du câble. Aujourd'hui à Lewiston (Maine), les Franco-Américains mènent un dur combat contre la compagnie *Adams-Russell Cable Services*, un des grands câblodistributeurs du pays.

Les militants de Lewiston ont rapidement organisé une pétition de 3 000 signatures, ils ont rassemblé une délégation de plus de 400 personnes en plein hiver pour protester auprès du conseil municipal, et

presque chaque jour une lettre en faveur du français à la télévision paraît dans le journal anglais local. Le conseil municipal a formé à la hâte un comité d'enquête. Les organisateurs envisagent maintenant d'acheter des blocs d'actions de la compagnie *Adams-Russell*, de manière à finalement la fléchir.

Le mouvement de protestation n'épargne pas les caisses populaires. À Lewiston, on a réussi à renverser la direction de la Caisse populaire Saint-Pierre. Selon Normand Bureau, l'un des chefs de la campagne, l'ancienne administration relâchait sa volonté de conserver le caractère franco-américain de la caisse. Les nouveaux directeurs élus à l'assemblée annuelle de janvier, à la majorité des 500 membres présents, se sont engagés à faire progresser la caisse sans sacrifier sa particularité. Les anciens directeurs contestent cette élection devant le tribunal.

Vers un projet de société

«Un peu partout, nous voyons les Franco-Américains exiger des services et consolider leurs institutions», remarque Réal Gilbert. Il faut maintenant conjuguer ces efforts isolés en un mouvement global et durable.»

C'est dans cette intention que



Un symbole presque centenaire.

l'ActFANE a conçu un «projet de société», entrepris au début de cette année. Une consultation auprès des leaders de la communauté, des sondages dans toutes les régions du Nord-Est, des tables rondes sur des points précis, tout est mis en oeuvre pour rassembler dans un document cohérent des recommandations concrètes pour l'avenir: non seulement dans les secteurs économique et culturel, mais aussi pour l'éducation en français. Le dossier que, selon certains, les Franco-Américains ont le moins

travaillé.

«Notre plan d'action, que nous aurons ainsi élaboré depuis janvier, nous voulons l'emporter à Québec au Grand Rassemblement de juin pour le mesurer à l'expérience des autres communautés francophones d'Amérique», explique Réal Gilbert. Nous ne voulons pas progresser dans l'isolement. Que ce soit à la télévision ou dans les caisses populaires, notre regain de vitalité doit s'arrimer à une réalité francophone plus grande si on veut qu'il dure.»



«La qualité est la clé maitresse dans l'expansion de nos ventes vers des marchés très fortement concurrentiels comme le Japon»

P.E. St-Pierre, président
COOPÉRATIVE
FÉDÉRÉE DE QUÉBEC
Montréal (Québec)
Coopérative de produits agro-alimentaires

«Notre expérience nord-américaine nous a beaucoup servi dans le monde entier en dépit de la concurrence féroce créée par la chute des prix du pétrole brut.»

P.C. Bawden, président du conseil
PETER BAWDEN
DRILLING LTD.
Calgary (Alberta)
Gestion de projets, forage à contrat et services techniques

«Nos ventes outre-mer sont passées de 226 000 000\$ en 83 à 625 000 000\$ en 85!»

R.Q. Phillips, président
CANSULEX LIMITED
Vancouver (Colombie-Britannique)
Soutre élémentaire

«En 1986, l'exportation nous a fait gagner 83% de nos revenus et a contribué à l'augmentation de 51% de nos revenus!»

M.U. Potter, président du conseil et P.D.G.
COGNOS
INCORPORATED
Ottawa (Ontario)
Produits informatiques et logiciels

Exportez gagnant!

Ces exportateurs canadiens ont compris que leur croissance passait par l'exportation. Si vous êtes prêt à jouer gagnant, nous sommes prêts à vous aider.

Prêt à vous lancer sur les marchés d'exportation?
Appelez (sans frais) Affaires extérieures,
Info Export, au 1-800-267-8376

Demandez votre pochette d'information et un abonnement gratuit à *CanadExport*, le bulletin sur l'exportation: **Prêts à vous aider**

Enfin un levier économique qui fait ses preuves

«Nous avons des caisses populaires fondées il y a 75 ans par Alphonse Desjardins lui-même, mais nous commençons seulement à nous en servir comme outil de développement communautaire et culturel», dit Réal Gilbert.

Plusieurs caisses franco-américaines sont devenues très fortes financièrement depuis environ cinq ans et peuvent maintenant jouer un rôle plus actif dans la communauté. C'est le cas de la plus ancienne, la Caisse populaire Sainte-Marie, fondée en 1909 par Desjardins. En 1981, elle affichait un actif de 44 millions \$ US. À la fin de décembre 1986, elle l'avait haussé à 201 millions. Et pour la première fois, le nombre de ses membres dépassait 25 000. En 1985, elle ouvrait une première succursale; une deuxième doit suivre cette année.

Au service de la communauté

Cette nouvelle force économique est mise peu à peu au service de la communauté qui y trouve notamment une source de financement pour ses activités culturelles: des spectacles d'artistes canadiens-français (Edith Butler, Renée Claude, les Ballets Jazz) à Manchester, un mensuel de langue française à Lowell (Massachusetts), une chorale et de nombreux projets de jeunesse à Woonsocket (Rhode Island), des festivals franco-américains à Holyoke (Mass.), Biddeford, Augusta et Lewiston (Maine).

Certains militants, tout en applaudissant à ces initiatives traditionnelles, les jugent désormais insuffisantes. Ils voudraient voir les caisses présentes dans les secteurs clés de la vie franco-américaine. «Le défi,

maintenant que la majorité de nos caisses a dépassé le stade de l'adolescence, c'est de les amener à repenser leur rôle comme agents de transformation de la société.» C'est ainsi que se prononce Roger Lacerte, libraire de Lowell, qui a étudié de près le mouvement coopératif en Acadie et qui voudrait reproduire certains succès acadiens en Nouvelle-Angleterre.

Caisses pop, à l'américaine?

Parmi les hypothèses envisagées, certains songent à relier entre elles les quelque soixante caisses populaires à l'oeuvre dans les six États de la Nouvelle-Angleterre. «Sans nécessairement créer une fédération à la québécoise, il faudrait trouver un lien d'une façon ou d'une autre. Peut-être faut-il emprunter un concept tout à fait américain et faire du *networking* (association en réseau)», dit Roger Lacerte.

On trouve déjà une certaine forme de *networking* dans les liens qui unissent à certaines caisses les deux sociétés fraternelles d'assurance franco-américaines. L'Association Canado-Américaine, dont le siège social est à Manchester, a décidé en 1980 d'investir davantage dans les certificats de la Caisse Sainte-Marie de Manchester et dans les caisses populaires de Fitchburg (Mass.) et de Central Falls (Rhode Island). Même chose à l'Union Saint-Jean-Baptiste, l'autre société fraternelle, dont le siège social est à Woonsocket.

«C'est déjà intéressant que ces gens se rencontrent et s'entraident», dit M. Lacerte, il faut maintenant que ces liens soient institutionnalisés et répandus.»

LE SOMMET HISTORIQUE DE QUÉBEC

C'est du 2 au 4 septembre prochains qu'aura lieu à Québec le Sommet de la francophonie.

Ce qu'on appelle communément le Sommet de la francophonie porte en réalité le nom officiel suivant: Deuxième conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.

«Deuxième», parce qu'une première conférence au sommet eut lieu à Paris en février 1986, sous les

nouveaux gouvernements Mulroney et Bourassa, après des années de tergiversation sur la représentation du Québec.

Des «pays ayant en commun l'usage du français» plutôt que des «pays francophones», parce que la langue française n'y a pas partout le même statut: langue maternelle ou langue de culture, langue nationale ou langue officielle, langue de l'Administration ou langue de l'enseignement, elle coexiste la plupart

du temps avec une ou plusieurs autres langues d'usage.

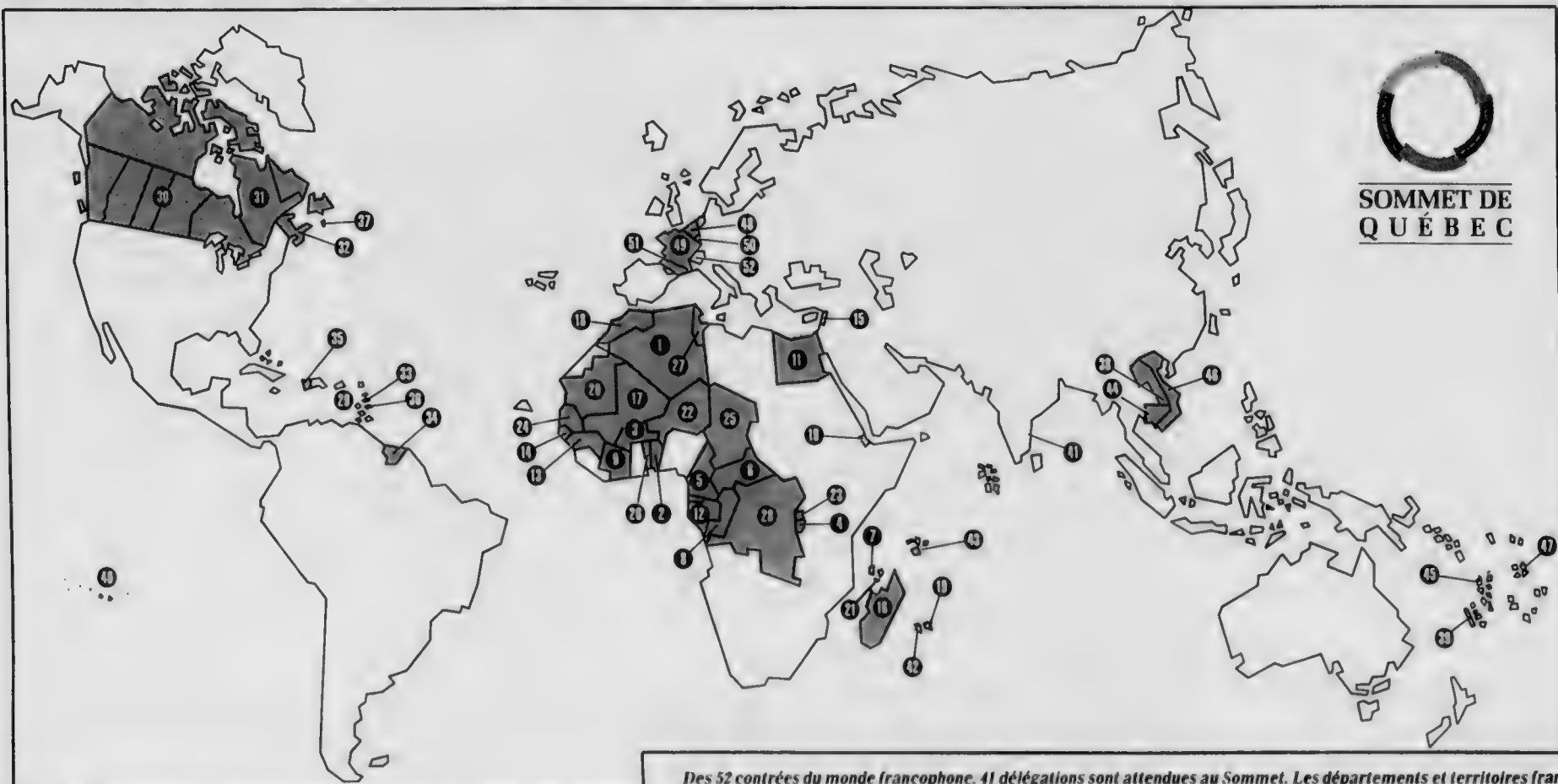
C'est pourquoi, trouvant une sorte de médiation dans ce patrimoine commun qu'est le français, les pays «francophones» s'efforcent de promouvoir non seulement le français mais les autres langues «nationales» dans tous les secteurs où elles tendent à reculer au profit d'une langue internationale unique et standardisée, spécialement l'anglo-américain.

Si les sommets francophones sont d'institution récente, les échanges multilatéraux entre pays francophones datent des années soixante. Sont créées au fil des ans des associations sectorielles diverses qui regroupent les universités (1961), les parlementaires (1967), les radio-télévisions (1978), les maires des capitales et métropoles (1979) ainsi que les écrivains, juristes, scientifiques, informaticiens et autres groupes professionnels des

pays francophones.

La coopération intergouvernementale s'exprime d'abord dans la Conférence des ministres de l'Éducation (1968). Mais l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.), créée en 1970 à Niamey, demeure à ce jour la seule organisation intergouvernementale francophone.

GISELE TREMBLAY



Des 52 contrées du monde francophone, 41 délégations sont attendues au Sommet. Les départements et territoires français d'outre-mer y seront représentés par la France. Et certains pays, pour des raisons de politique intérieure, préfèrent ne pas s'y associer (Algérie, Cameroun).

Programme

Réunion préparatoire des ministres des Affaires étrangères

Les ministres tiendront deux séances de travail, le lundi 31 août, pour mettre la dernière main à l'ordre du jour de la conférence.

Arrivée des délégations officielles à la conférence

Les délégations des 41 gouvernements participants sont attendues les 31 août et 1er septembre à Dorval, Mirabel et Sainte-Foy. Le mardi 1er septembre, c'est madame la gouverneure générale du Canada qui reçoit ses hôtes, en deux temps:

- Cérémonie d'accueil en plein air, Place George-V (17 h).
- Une fête populaire et un spectacle suivront au Pigeonnier.
- Dîner officiel, à la Citadelle (20 h).

Ouverture du Sommet de Québec

Le Sommet proprement dit commence vraiment le mercredi 2 septembre, avec quatre éléments au programme:

- Cérémonie publique d'ouverture, au Grand Théâtre de Québec (10 h), faite essentiellement de discours.
- Séance de photographie (12 h 45), faite selon les règles protocolaires: au Sommet de Paris, le premier ministre du Québec, par exemple, apparaissait au dernier rang.
- Première séance de travail, au Salon rouge de l'Assemblée nationale (15 h). Toutes les séances de travail ont lieu à huis clos. La

première portera vraisemblablement sur les sujets économiques et politiques internationaux d'intérêt commun où, du côté canadien, c'est le gouvernement fédéral qui parle.

- Dîner offert par le premier ministre du Canada (20 h).

Deuxième journée du Sommet de Québec

Le jeudi 3 septembre, on a prévu trois sortes d'échanges:

- Deuxième séance de travail (8 h 30). La plupart des séances de travail doivent porter sur des projets de coopération multilatérale entre les pays francophones.
- Discussions libres (13 h). Les chefs d'État et de gouvernement se retirent dans un lieu propice à la détente pour échanger librement, à deux ou à plusieurs, sans protocole ni procédure.
- Dîner offert par le premier ministre du Québec (20 h).

Fin du Sommet de Québec

Le vendredi 4 septembre, dernière journée de la conférence et la plus chargée, se termine sur la réapparition publique des participants:

- Troisième séance de travail (9 h 30).
- Déjeuner offert par le premier ministre du Nouveau-Brunswick (13 h).
- Quatrième séance de travail (15 h).
- Séance publique de clôture, au Salon rouge de l'Assemblée nationale (17 h).
- Conférence de presse, sous la présidence du premier ministre du Canada, au Centre de presse de la conférence aménagé au Centre municipal des congrès.

Événements connexes

Au Sommet de Québec, seuls participent les chefs politiques. Une série d'événements «francophones» connexes, dont le calendrier court d'avril à septembre, y associent cependant la population. Certains ont été conçus spécialement pour l'occasion. La plupart sont des événements périodiques dont les gouvernements, ensemble ou séparément, subventionnent cette année l'orientation ou le volet francophone.

Voici, présentés dans l'ordre chronologique, les événements «francophones» à venir:

- Festival international du Domaine Forget, Saint-Irénée (Charlevoix), du 20 juin au 29 août. Hommage à la musique de la francophonie: folklore, théâtre lyrique, musique de chambre et symphonie.
- Marathon de la francophonie, Chicoutimi (Saguenay), 21 juin. Événement culturel et sportif auquel ont participé 11 pays depuis 1981.

- Rassemblement des francophones d'Amérique, Québec, du 27 au 30 juin. Voir pages 2 et 4.

- Point d'arrêt, nombreuses villes, juin, juillet et août. Une vingtaine d'équipes de jeunes, encadrées par des professeurs, diffuseront au Canada, aux États-Unis, en France et aux Antilles, sur les ondes de radios locales, des émissions jeunesse dont l'un des thèmes est la francophonie mondiale et le Sommet. Ces groupes se réuniront tous à l'Université Laval les 21, 22 et 23 août.

- Festival culturel estival de Hull, fin juin, juillet et août. Sont invités deux artistes de pays francophones du Sud.

- Festival mondial de folklore de Drummondville, du 3 au 13 juillet. La journée du 7 juillet est réservée aux traditions populaires des peuples francophones.

- Festival international d'été de Québec, du 9 au 19 juillet. Pour sa 20^e édition, le Festival invite des artistes d'au moins dix pays francophones qui n'ont jamais été représentés auparavant. En vedette, des artistes des pays du Sud.

- Expo-sciences internationale, Québec, du 10 au 17 juillet. J.e.

Conseil de développement du loisir scientifique réunit à l'Université Laval 300 jeunes scientifiques de 12 à 20 ans, spécialement des pays francophones dont on vise à renforcer les liens de coopération. Une première.

- Colloque des femmes africaines, à l'Université de Moncton (N.-B.), du 13 au 15 juillet. Rencontre de jeunes femmes de 16 à 19 ans des pays francophones, surtout africains, sur les techniques d'animation et l'organisation d'événements spéciaux.

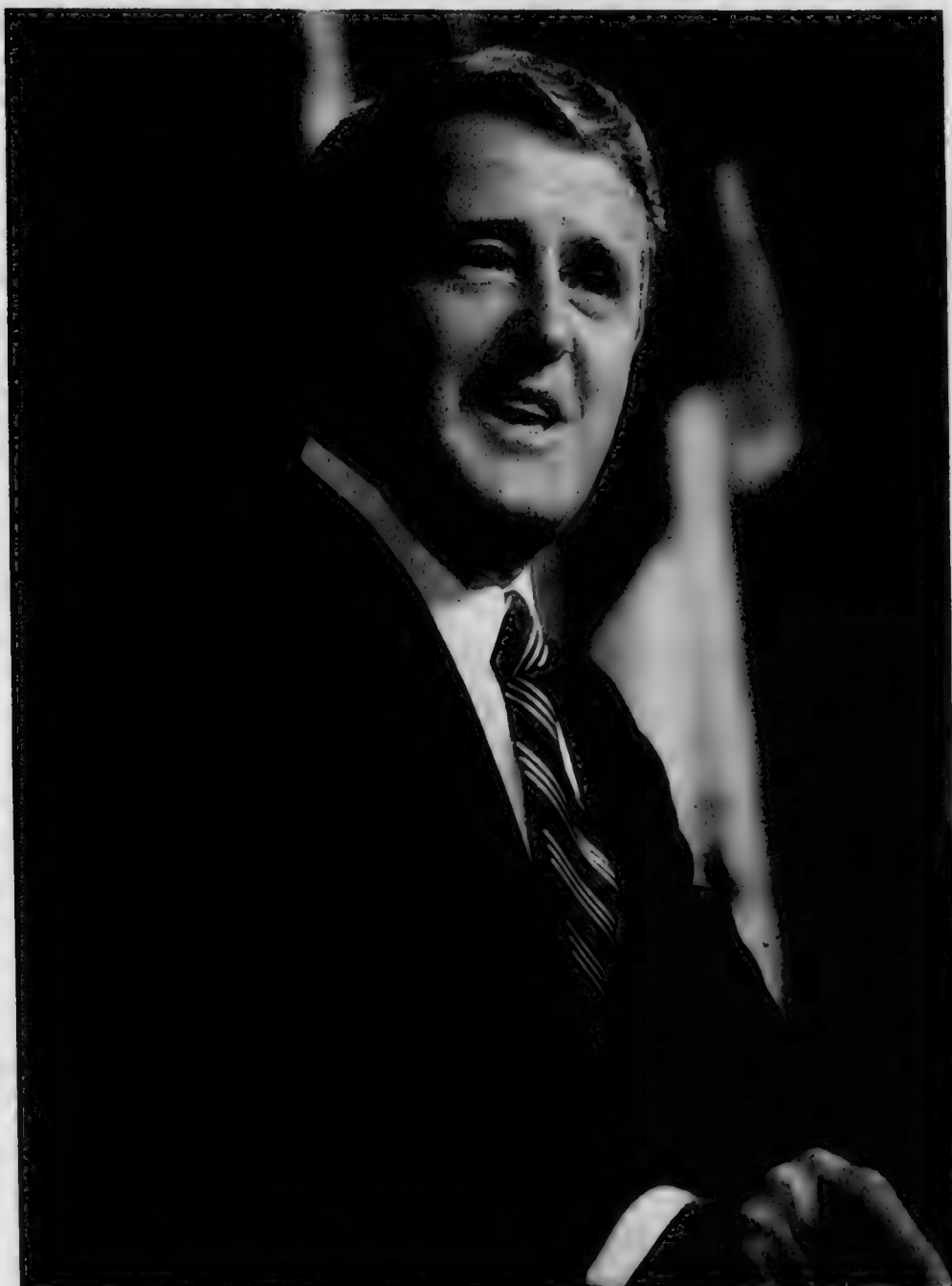
- Ville Chorales internationales À Coeur Jolie au Canada, Québec, du 25 juillet au 1er août. Formation d'un orchestre francophone qui donnera un concert en hommage à la francophonie.

- Tour cycliste de la francophonie, Abitibi, du 29 juillet au 2 août. Réunit des adolescents d'Afrique, d'Europe, des Antilles et du Canada.

- Symposium de la jeune peinture au Canada, Baie-Saint-Paul, du 30 juillet au 30 août. Six jeunes artistes de pays francophones partagent avec des collègues québécois une expérience de formation et de création collective.

Suite à la page 23.

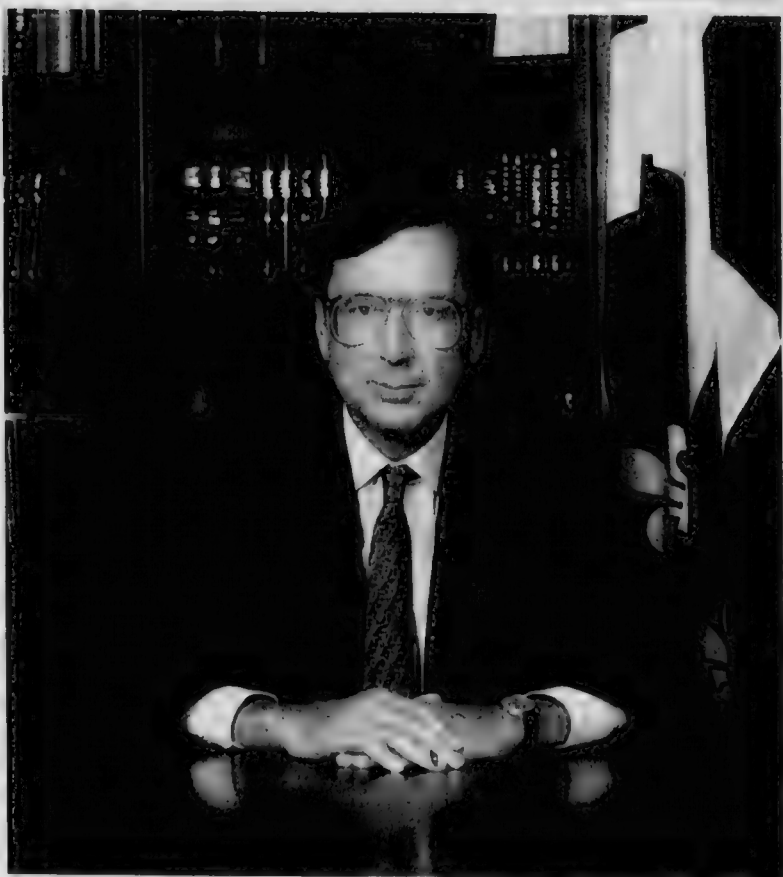
La Francophonie au rendez-vous de l'avenir.



“ . . . notre engagement envers la Francophonie répond à un impératif de notre vie nationale. C'est tout l'espace de la communauté qui, par la Francophonie, est offert comme champ d'épanouissement aux francophones du Québec et des autres provinces.

En tant que nord-américains, les francophones du Canada mènent le combat quotidien de la Francophonie. Mieux que quiconque, nous savons ce que la vitalité du fait français requiert de mobilisation et de vigilance. Une langue, si belle soit-elle, ne survit pas uniquement par elle-même mais aussi par la vigueur et la créativité de ceux qui l'ont reçue en dépôt. C'est aux hommes et aux femmes d'aujourd'hui qu'il incombe de relever le défi que lance à la langue française le développement foudroyant des nouvelles technologies. ”

Extrait de l'allocution du Premier ministre du Canada, le Très Honorable Brian Mulroney, à la séance inaugurale du Sommet de la Francophonie, à Paris, le 17 février 1986.



À l'aube du XX^e siècle, nous assistons à la naissance d'une nouvelle communauté, celle des pays francophones. Fondée essentiellement sur l'usage d'une langue commune, cette nouvelle alliance de peuples aussi différents par leur civilisation que par leur histoire, trouve son expression concrète dans l'avènement des Sommets francophones.

Le gouvernement du Québec accorde une grande importance à sa participation au prochain Sommet de la francophonie, qui aura lieu ici en septembre 1987. Déjà, au Sommet de Paris en février 1986, j'avais exprimé le désir que l'on ne s'attarde pas à l'évocation des grands problèmes et à la description de situations, mais plutôt que l'on accorde la priorité à cinq secteurs stratégiques de notre vie culturelle et économique. Cette proposition, qui a été retenue par l'ensemble des participants à ce premier Sommet, se traduit actuellement par la création de cinq réseaux au sein desquels s'organise une nouvelle forme de coopération.

Le véritable enjeu du Sommet de Québec sera de décider de grands programmes mobilisateurs. Le Québec compte en proposer qui permettront de concilier réalisme, ambition et générosité.

Nos efforts ne doivent cependant pas être limités à un concept strictement culturel. Nous avons en effet la chance historique de pouvoir créer un véritable espace francophone qui sache concilier les impératifs du développement, de la croissance économique, de la maîtrise des technologies nouvelles, tout en nous permettant d'affirmer l'originalité et la vitalité de nos cultures respectives.

Ce nouvel espace de solidarité que les gouvernements du monde francophone sont en train de créer nous concerne tous. Il nous appartient d'imaginer les voies d'avenir qui assureront aux jeunes générations la place de premier plan à laquelle elles ont droit. L'entreprise ambitieuse que nous avons lancée ne pourra réussir sans la détermination et le concours actif des autorités gouvernementales, des institutions, ainsi que des hommes et des femmes de nos pays.

Au Sommet de septembre prochain, le Québec aura le devoir d'innover pour que les Québécois et les Québécoises, ainsi que les francophones du Canada et d'Amérique du Nord, soient assurés de jouer un rôle actif dans ce monde francophone en devenir.

Robert Bourassa
Québec
Mai 1987



Québec

L'ONTARIO... UNE SOCIÉTÉ EN ÉVOLUTION



L'honorable David Peterson, Premier ministre de l'Ontario

L'Ontario est fier de participer activement au Sommet de la francophonie en tant que membre à part entière de la famille francophone canadienne.

L'Ontario est la province canadienne où l'on retrouve la plus importante minorité francophone vivant hors-Québec. À ce titre, notre province a une responsabilité particulière à l'égard du demi-million de francophones qui y vivent.

Ces dernières années, le gouvernement de l'Ontario a pris des mesures très importantes dans le but de reconnaître les droits des francophones et de les garantir par voies législatives.

Dans ce domaine, l'Ontario a franchi une étape historique en novembre 1986, alors que l'Assemblée législative adoptait à l'unanimité la Loi de 1986 sur les services en français. Cette loi, qui vise à reconnaître et à garantir le droit de tous les francophones de l'Ontario à être servis en français par le gouvernement de notre province, sera un instrument de premier ordre qui permettra à l'Ontario de poursuivre sa marche vers l'avenir.

Notre objectif ultime est d'assurer que les francophones de l'Ontario bénéficient, dans leur propre langue, de services gouvernementaux d'une qualité égale à celle dont bénéficient leurs concitoyens anglophones.

Cette société nouvelle que nous sommes à bâtir est le reflet de la dualité linguistique de notre pays.

La vitalité de la population francophone de notre province et la popularité croissante du bilinguisme chez les jeunes anglophones sont des éléments qui ont une profonde influence sur notre société.

Le nombre sans cesse croissant d'anglophones bilingues et l'extraordinaire popularité des programmes d'immersion en français dans notre province illustrent de façon éclatante l'évolution que connaît la société ontarienne. À titre d'exemple, parmi les 177 000 élèves anglophones inscrits à des programmes d'immersion en français dans l'ensemble du Canada, on en retrouve 85 000 en Ontario où les programmes d'immersion sont offerts dans 650 écoles.

Ces statistiques démontrent que la société

ontarienne se dirige vers une harmonisation de plus en plus grande des relations entre les communautés anglophones et francophones de notre province. Cette situation nous permet donc d'envisager l'avenir avec optimisme.

L'ÉDUCATION

En Ontario, la Loi de l'éducation reconnaît le droit fondamental de chaque élève, francophone ou anglophone, à recevoir son instruction dans sa langue maternelle. Cette disposition législative va au-delà des exigences de la Charte canadienne des droits et des libertés, puisque la loi ontarienne ne limite pas l'exercice de ce droit, là où le nombre le justifie.

Toujours dans le domaine de l'éducation, le gouvernement de l'Ontario a aussi adopté une autre loi qui reconnaît le droit des francophones de gérer les écoles de langue française. Cette loi établit les mécanismes de gestion de l'enseignement en français par les francophones dans les commissions scolaires où le français et l'anglais sont les langues d'instruction.

Les membres de la section française d'un conseil scolaire sont élus au moyen d'un scrutin général qui doit se tenir en même temps que l'élection des autres membres du conseil. La loi stipule que les membres d'une section de langue française auront les mêmes pouvoirs, obligations et droits que ceux de la section de langue anglaise. Enfin, la planification de programmes de langue française, la création de modules scolaires, le recrutement et l'affectation du personnel relèvent de la compétence exclusive de la section de langue française d'un conseil.

LA JUSTICE

En vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires de l'Ontario, le français et l'anglais ont le statut de langues officielles au sein du système judiciaire de notre province.

Après avoir connu une évolution constante depuis une dizaine d'années, la prestation de services judiciaires en français a été étendue à toutes les instances judiciaires de notre province.

LES COMMUNICATIONS

Depuis le 1^{er} janvier 1987, la chaîne française de TV Ontario diffuse une programmation quotidienne sur la plus grande partie du territoire de la province.

Cette initiative a créé un puissant outil de communication qui favorisera encore davantage une prise de conscience collective au sein de la population francophone de l'Ontario. De plus, la nouvelle chaîne française de TV Ontario sera une véritable fenêtre ouverte sur le monde extérieur.

LES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Quant aux autres secteurs de l'activité gouvernementale, où une gamme importante de services en français a été mise sur pied au cours des deux dernières décennies, la nouvelle Loi de 1986 sur les services en français stipule que tous les services publics des ministères et organismes gouvernementaux devront être dispensés également en français.

L'ONTARIO ET LA FRANCOPHONIE

L'Ontario a un rôle de plus en plus important à jouer au sein de la francophonie canadienne et internationale. D'ailleurs, la dimension francophone de notre province suscite un intérêt grandissant non seulement dans les autres provinces canadiennes, mais aussi auprès des représentants des nombreuses délégations de pays francophones qui nous visitent.

Je suis convaincu que des échanges soutenus entre les francophones de l'Ontario et ceux d'autres pays résulteront en un enrichissement réciproque. Je vous invite tous à contribuer à la multiplication de ces liens fraternels.

Le gouvernement de l'Ontario s'est engagé à assurer que les francophones de notre province occupent la place qui leur revient dans notre société. Il a aussi l'intention de veiller à ce qu'ils prennent leur place au sein de la communauté internationale de langue française.

David Peterson, Premier ministre de l'Ontario.



HISTORIQUE DES SERVICES EN FRANÇAIS

1968 Établissement de classes et d'écoles élémentaires et secondaires de langue française. Création de comités consultatifs de langue française auprès des conseils scolaires.

1969 Ouverture de la première école publique de langue française. Création de la Commission permanente Ontario/Québec qui a le mandat de favoriser les échanges en matière d'éducation et de culture. Création du Bureau franco-ontarien du Conseil des arts de l'Ontario. Création d'une section de langue française à TV Ontario et début de la diffusion d'émissions éducatives.

1970 Nomination d'un coordonnateur du bilinguisme chargé de veiller au développement des services en français dans les ministères.

1972 Création du Conseil supérieur de l'éducation des écoles de langue française. Adoption d'une politique gouvernementale relative à la prestation de services en français.

1973 Création de la Commission des langues d'enseignement de l'Ontario.

1974 Création du Conseil consultatif des affaires franco-ontariennes.

1975 Création d'un programme de bourses d'études visant à encourager les étudiants ontariens à poursuivre des études postsecondaires en français.

1976 Mise en œuvre du programme de services en français dans les tribunaux.

1977 Création du Bureau du coordonnateur provincial des services en français. Création d'un comité consultatif de juristes francophones dans le but de conseiller le procureur général de l'Ontario sur les questions relatives à l'usage du français dans les tribunaux.

Possibilité de tenir des procès en français dans des tribunaux de certains districts judiciaires. Le Conseil consultatif des affaires franco-ontariennes devient le Conseil des affaires franco-ontariennes.

Nomination d'un sous-ministre adjoint chargé de l'éducation en langue française. Création d'un programme d'aide financière à l'intention des municipalités désirant mettre sur pied des services en français.

Début de la nomination de coordonnateurs des services en français dans chaque ministère.

1978 Adoption de la loi permettant la création de jurys bilingues.

Début du programme de traduction des lois de l'Ontario. Le Conseil supérieur des écoles de langue française devient le Conseil de l'éducation franco-ontarienne et son mandat est élargi au domaine de l'éducation postsecondaire.

1979 Les conseils scolaires sont tenus de créer des classes, des entités ou des écoles de langue française «là où le nombre le justifie».

Autorisation d'utiliser les versions françaises des lois comme élément de preuve lors d'un procès. Reconnaissance du droit de tout francophone de subir un procès d'instance criminelle en français.

1980 Prestation de services en français dans les cours provinciales (Division de la famille) dans les régions désignées.

1981 Ouverture du Collège francophone de technologie agricole et alimentaire de l'Ontario.

1982 Publication d'une étude sur l'ensemble des services en français du gouvernement. Adoption d'amendements législatifs autorisant l'enregistrement de certains formulaires et documents en français (testaments, titres de propriété, etc.), l'enregistrement en français des droits immobiliers et l'adoption d'une dénomination sociale de langue française par une compagnie.

Amendement à la loi sur les municipalités les autorisant à tenir les réunions du conseil municipal en français et à adopter des règlements dans les deux langues officielles du Canada.

L'Ontario devient membre participant de l'Association internationale des parlementaires de langue française.

1984 Reconnaissance du droit des francophones à recevoir une instruction en français aux niveaux élémentaire et secondaire et disparition de l'exigence «là où le nombre le justifie». Adoption de la Loi sur les tribunaux judiciaires qui confère au français et à l'anglais le statut de langues officielles du système judiciaire de l'Ontario.

Adoption d'une garantie législative se rapportant à la prestation de services sociaux en français.

Approbation de la création de la chaîne française à TV Ontario.

1985 Le Bureau du coordonnateur provincial des services en français devient l'Office des affaires francophones.

1986 Adoption de la Loi de 1986 sur les services en français.

1987 Dissolution du Conseil des affaires franco-ontariennes et création de la Commission des services en français de l'Ontario.

Au Sommet: 98 dossiers, 28 priorités

J. JACQUES SAMSON
Le Soleil

Les communications, la culture et le développement agricole sont au centre des échanges qu'auront les chefs d'État et de gouvernement d'une quarantaine de pays au deuxième Sommet francophone, à Québec, du 2 au 4 septembre prochain.

Au total, 98 projets avaient été approuvés au premier Sommet, à Paris, en février 1986. Un comité du suivi, formé avec les représentants de 11 pays, les a ensuite pris en charge. De ces 98 projets, 28 ont été identifiés comme prioritaires et répartis entre cinq réseaux: l'énergie, l'agriculture, les communications et la culture, les industries de la langue, l'information scientifique et le développement technologique, sans compter les programmes divers.

Le Sommet de Québec représente un test déterminant pour l'avenir des projets en chantier, a expliqué le président du comité d'organisation, M. Lucien Bouchard, ambassadeur du Canada à Paris. Le gouvernement du Canada proposera alors à ses partenaires de doubler les fonds accordés à l'Agence de coopération culturelle et technique (A.C.C.T.) et de la transformer en Secrétariat de la francophonie internationale. L'Agence deviendrait le seul organisme multilatéral de la francophonie, chargé de mettre en oeuvre les décisions que les chefs d'État et de gouvernement prennent ensemble au cours de leurs réunions au Sommet.

Culture et communication

Les six projets du réseau Culture et communication, ont une importance particulière parce qu'ils sont fort avancés et que le Canada et le Québec y jouent un rôle de premier plan. C'est d'ailleurs un Canadien, Pierre Desroches, ancien vice-président de Radio-Canada, qui s'est vu confier la responsabilité de les mener à bien.

1- Le plus connu de ces projets est certainement l'extension de la chaîne TV5 à l'Afrique et à l'Amérique du Nord. TV5 présente en Europe des émissions en provenance des télévisions canadienne, française, belge et suisse romande. Dans un premier temps, ce nouveau canal sera offert, aux abonnés du câble dans l'Est du Canada. On produira en outre un téléjournal quotidien. Un budget de 10 millions \$ est consacré à la première phase de réalisation. Les négociations se

poursuivent avec les entreprises de télécommunication et une requête a été déposée au C.R.T.C. ces dernières semaines.

2- Les pays francophones s'affaireront à créer une Agence internationale d'images, qui prendra sa forme définitive après le Sommet de Québec. Les images, accompagnées de commentaires, qu'utilise l'information télévisée des pays francophones proviennent actuellement à près de 100 pour 100 d'agences anglophones. L'Agence francophone, qui vise à corriger la situation, pourra desservir éventuellement les cinq continents.

3- La télévision sera aussi mise directement à contribution avec un programme de «formation à distance». Préparé par des Canadiens et largement inspiré de l'expérience québécoise de la Télé-université, ce programme à l'intention de l'Afrique est expérimenté au Sénégal et en Côte d'Ivoire. On décidera au Sommet s'il convient d'en élargir la diffusion.

4- Lucien Bouchard s'enthousiasme pour un projet de réseau radio-phonique francophone international. La télévision exige des récepteurs coûteux, qui posent aussi des problèmes de fiabilité en Afrique, explique-t-il. Mais la radio est souple, spontanée, efficace. Les études de faisabilité seront complétées à temps pour la prochaine rencontre des chefs politiques, qui auront alors tout en main pour décider jusqu'où aller de l'avant.

5- Les remèdes aux problèmes du livre sont fondamentaux pour la francophonie, au point que le réseau s'est improvisé éditeur pour publier sept livres avant le Sommet de Québec. Ce dossier a été confié à un haut fonctionnaire du Québec, M. Jean-Marc Léger. Il

s'agit de «livres bon marché»: trois titres français, deux canadiens, un belge et un africain seront distribués dans les réseaux scolaires.

6- Un Fonds de soutien à la production télévisuelle, fort modeste, a été institué. Une première coproduction Nord-Sud de la série *Génies en herbe* comportera des participants de trois pays africains: la Côte d'Ivoire, la Tunisie et le Zaïre.

Industries de la langue

Les industries de la langue sont celles où l'ordinateur doit reproduire ou reconnaître la langue parlée et écrite, comme dans les robots à commande vocale, la traduction automatique, etc.

1- La France, première responsable de ce dossier, présentera au Sommet un rapport d'étape, où apparaît notamment un projet de formation en informatique linguistique.

2- Un projet de réseau informatisé de données terminologiques relierait les banques spécialisées d'Ottawa, de Québec et de Luxembourg.

Information scientifique et développement technologique

1- Un réseau de 160 bibliothèques nationales et universitaires diffuse les meilleures revues et périodiques de langue française. Il faut trouver un moyen informatique pour l'exploiter davantage, ce qui devrait convaincre chercheurs et scientifiques de publier en français.

2- Un projet de normalisation des systèmes informatisés est également en chantier: comment faire travailler ensemble les grandes bibliothèques du monde francophone? Participant à un

projet pilote les bibliothèques nationales de France et du Canada.

3- On procèdera à un inventaire bibliographique des études sur les États francophones. De nombreux pays font l'objet de recherches et de thèses dont ils ignorent même l'existence.

Agriculture

Le Canada avait la lourde responsabilité du dossier de l'agriculture, dont dépend l'engagement des pays africains dans la francophonie. Les principaux problèmes de l'Afrique à cet égard sont le développement et l'adaptation des techniques agricoles ainsi que la conservation et le transport des denrées.

Des experts ont été dépêchés dans sept pays du continent et, si leurs recommandations ne seront connues qu'au Sommet, on sait déjà qu'une école d'agronomes sera fondée en Afrique.

Énergie

On connaît l'intérêt du premier ministre du Québec, monsieur Ro-

bert Bourassa, pour les questions énergétiques. Le Québec a donc accepté de piloter le réseau de l'énergie, dont le coordonnateur est un autre vieux routier des dossiers de la francophonie, M. Christian La-tortue. Quatre projets ont été retenus:

1- Un Institut de l'énergie, dont le siège social sera établi à Québec, deviendra le point de convergence des grands projets énergétiques du monde francophone.

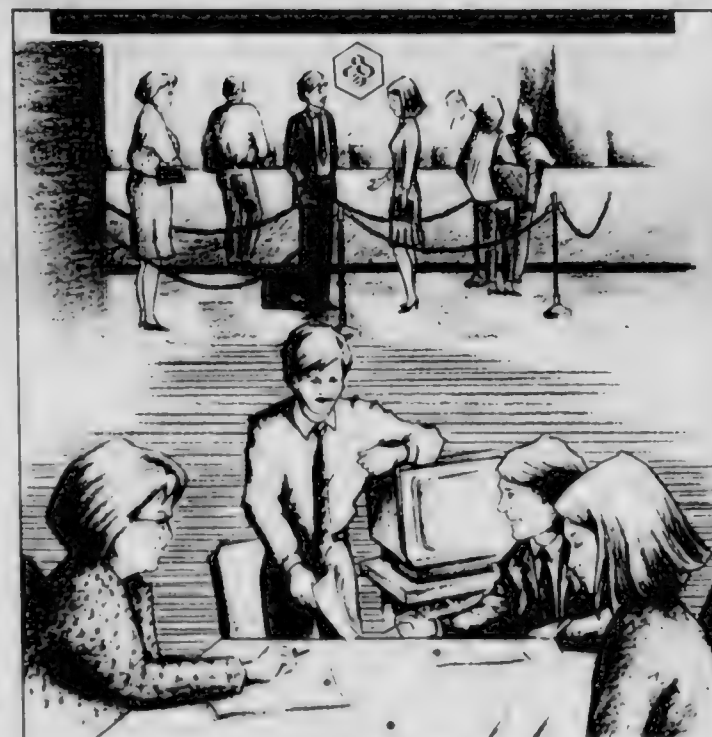
2- Un Guide de l'énergie est en voie de publication: le premier tome sera prêt à temps pour le Sommet de Québec.

3- Un programme de formation en gestion pétrolière sera bientôt offert à l'École des Hautes études commerciales (H.E.C.), à Montréal.

4- On acheminera en Afrique de l'équipement électrique spécialisé.

Hors réseaux

De nombreux projets «hors réseaux» feront enfin l'objet de dis-



«PRENDRE SES AFFAIRES EN MAIN...»

c'est tout aussi important aujourd'hui que ce l'était autrefois.

Gus Bernier, Président et Chef de la Direction

Cette volonté se traduit par l'action concrète quand des membres se rapprochent, se concertent et interviennent ensemble dans les processus de décisions.

La participation demeure l'expression la plus personnelle de l'engagement d'un membre envers sa caisse populaire.

Participer, c'est d'abord être membre et pouvoir exercer ses droits comme propriétaire-usager.

Participer, c'est accomplir des transactions financières à la caisse, consentir de contribuer à l'essor économique et social de son milieu. Chez Desjardins, l'évolution coopérative passe par la participation.

Face à l'avenir, une force qui fait toute la différence.



Fédération des caisses populaires Desjardins
de Montréal et de l'ouest-du-Québec

Événements connexes

Suite de la page 19

• **Plein art**, Québec, du 6 au 16 août. Village d'artisans qui accueille une démonstration des métiers d'art — avec vente des oeuvres — caractéristiques de 13 pays francophones, surtout africains.

• **Festival du film francophone**. Caraquet et Moncton, du 20 août au 13 septembre. Une trentaine de films francophones, à l'affiche du Festival des films du monde de Montréal, seront présentés dans les deux villes acadiennes.

• **Séminaire sur les problèmes de population**, Montréal, du 25 au 28 août. À l'Université du Québec à Montréal, des scientifiques se penchent sur les tendances migratoires liées aux développements sociaux et économiques des pays francophones.

• **Carrefour «Le Canada français dans la francophonie»**, au Manège militaire de Québec, du 28 août au 7 septembre. Exposition du savoir-faire canadien-français dans les cinq secteurs retenus par le Sommet. Au programme, des chefs de file comme Hydro-Québec, Gaz métropolitain, Télé-université, Téléglobe, C.G.I., Consortium Québec-Canada, Institut Armand-Frappier, Bureau des traductions, Office de la langue française, Centre de recherche informatique de Montréal, etc.

• **Rencontre internationale des enseignants francophones**, Québec, du 30 août au 1er septembre. La Centrale de l'enseignement du Québec (C.E.Q.) invite 80 représentants des pays francophones à une réflexion sur l'éducation et la formation au service du développement.

• **Conférence sur les sommets francophones en politique étrangère**,

Suite à la page 30

COLOP Centre franco-ontarien
de ressources pédagogiques

339, rue Wilbrod, Ottawa, Ontario K1N 6M4

- au service des écoles françaises depuis plus de 13 ans •
- près de 2000 produits pour le primaire et le secondaire •
- imprimés • audio-visuels • didacticiels •
- catalogues disponibles sur demande •

Tél.: (613) 238-7957

cussions. Parmi eux, les quatre suivants:

- 1- On vise l'uniformisation du baccalauréat.
 - 2- Un programme de bourses de la francophonie est déjà en vigueur: on y affecte 30 millions \$ pour les cinq prochaines années; 350 stagiaires sont attendus cet automne, dont une centaine ont déjà confirmé leur présence.
 - 3- Un colloque sur l'usage du français dans les organismes internationaux a lieu, fin juin, à Paris. Un fonds international assurera les congrès internationaux d'interprètes et de traducteurs.
 - 4- Un autre fonds international est suggéré pour la poursuite des études en français.
- Pour tout cela, il faut d'abord... des sous.

«Il faut agir sur le financement, au Sommet de Québec, pour fixer l'engagement des pays participants», insiste Lucien Bouchard. La francophonie a suscité dans le passé beaucoup de scepticisme, précisément parce qu'elle s'arrêtait souvent à une litanie de projets sans suite, faute d'engagement financier. «Trop de discours, pas d'argent; trop d'organismes, pas de budgets», résume le président du comité d'organisation.

Le gouvernement du Canada entend lui-même donner l'exemple: il est disposé à hausser les sommes qu'il consacre à la francophonie de 9 millions \$ (1985) à 30 millions. Ses partenaires devront embolter le pas. C'est une condition *sine qua non* pour que la francophonie «détache» vraiment en 1987. Dans le cas contraire, il serait bien difficile de convaincre le reste du monde de la pertinence d'un troisième Sommet francophone.



Photo Jean-Bernard Porée

Paris, 19 février 1986, conférence de presse annonçant la tenue à Québec du deuxième sommet francophone.



LE FRANÇAIS... DEPUIS PRÈS DE 150 ANS, NOTRE AFFAIRE



UNIVERSITÉ D'OTTAWA UNIVERSITY OF OTTAWA

Le Québec veut d'abord étendre le champ commun des pays francophones

(G.T.) — Le Québec a associé 70 spécialistes de tous les horizons (université, recherche, entreprise) à la préparation de ses propositions dans les cinq réseaux, de manière à dégager clairement les projets désirés et réalisables dans les milieux mêmes appelés à y participer.

Avec ces projets, apparemment hétéroclites, il met l'accent sur tout ce qui, en joignant les compétences et les ressources, étend et institutionnalise le champ commun des pays francophones.

C'est ainsi que, dans les industries de la culture et de la communication, le Québec souhaite créer:

- **Un espace audiovisuel francophone.** Les échanges entre radio-télévisions francophones existent déjà. Ce qui est en jeu, c'est une radio et une télévision communes dont les partenaires se partagent la production et la diffusion.

- **Un espace informatique francophone.** Le document de réflexion du Québec précise les objectifs, les étapes, les projets. Il s'agit de normaliser les produits, de raccorder les réseaux, de diffuser l'information, de produire et distribuer les logiciels requis en français et de coordonner la recherche et le développement. Bref, de participer à un système commun.

- **Un marché commun des biens culturels.** Des barrières commerciales s'opposent à la libre circulation des produits culturels de langue française: livres, revues, disques, logiciels, films, vidéos. On cherche à lever les obstacles en commençant par le livre, dont le coût prohibitif freine la diffusion au profit d'équivalents plus accessibles en d'autres langues.

De même, dans les industries de la langue, le Québec propose de relier en un réseau de néologie les centres spécialisés d'Amérique, d'Europe et d'Afrique, pour produire et diffuser dans la francophonie les termes nouveaux que réclame le développement incessant des sciences et des techniques.

Dans cette perspective, la transformation de l'A.C.C.T. en Secrétariat permanent de la francophonie, que le Québec lui-même a souhaité, donnerait enfin une structure administrative à l'espace politique francophone.

*Il y a au moins
18 001 bonnes raisons
d'étudier à H.E.C.*

Ses 18 000 diplômés font de l'École des Hautes Études Commerciales un réseau d'affaires dynamique pour qui veut intégrer le monde de la gestion. Hier étudiants, aujourd'hui collaborateurs et employeurs, ces 18 000 gestionnaires contribuent activement au développement de H.E.C., comme de la société.

L'autre bonne raison? **VOUS**

Pour réussir comme gestionnaire, il faut posséder un bagage équilibré de connaissances et de savoir-faire... de même qu'un bon réseau. Voilà ce que vous trouverez à H.E.C.

Ecole des
Hautes Études
Commerciales

Affiliée à
l'Université de Montréal

HEC

- Baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.)
- Certificats
- Maîtrise en administration des affaires (M.B.A.)
- Maîtrise en sciences de la gestion (M.Sc.)
- Diplôme en sciences administratives (D.S.A.)
- Doctorat en administration (Ph.D.)

Renseignez-vous dès aujourd'hui sur nos programmes d'études, en communiquant avec le:

**Bureau du registraire
École des Hautes Études Commerciales
5255, avenue Decelles
Montréal (QC) Canada
H3T 1V6**

(514) 340-6151



SNC vient tout juste de terminer, à Rouiba en Algérie, une fonderie doublée d'une école de fonderie, au coût de 179 millions \$. Une usine «clé en main» qui a demandé dix ans de travail.

Photos SNC



L'atout africain

GAGNER EN ÉQUIPE LA PARTIE DU DÉVELOPPEMENT

CAROLE THIBODEAU
La Presse

Pour 27 des 56 pays africains, qui n'en apprécient pas moins sa valeur culturelle, le français représente d'abord la langue d'accès au développement économique. Et parmi les dossiers de la francophonie, ce sont l'énergie et l'agriculture qui les intéressent au premier chef.

Au Québec, les SNC, Lavalin, Hydro-Québec, Bombardier, Monenco, Sofati et autres entreprises francophones en expansion se sont penchées depuis longtemps sur ce marché prometteur, qui compte 200 millions de personnes.

La présence canadienne, et plus particulièrement québécoise, gagne sans cesse du terrain en Afrique. Le premier ministre, Robert Bourassa, a même parlé de «plan Marshall» en faveur de ce continent. Comment, dans les projets

qu'ils réalisent en commun, Africains et Québécois marient-ils leurs intérêts respectifs?

Une question de choix

Les Québécois ne manquent pas d'atouts pour séduire les Africains: ils offrent la technologie américaine en français — ou en anglais — et ils savent doter de structures autonomes leurs clients, qui maîtrisent ensuite sans aide la technologie nouvelle. C'est ce qu'on appelle le transfert technologique.

«Tous les pays en voie de développement recherchent des solutions de rechange à la France, la Belgique ou la Suisse francophone», affirme Pierre Bergeron, président de Brasco, une firme montréalaise de conseillers en gestion et en organisation. L'expérience de Brasco, qui n'a pas attendu de devenir une grande entreprise pour s'intéresser à l'Afrique, illustre bien la philosophie nécessaire à la pénétration de ce marché.

Présente sur le continent africain depuis maintenant trois ans, Brasco voit enfin débloquer son premier projet important: associée à six autres compagnies québécoises dans un consortium nommé Li-quigaz et soutenue financièrement par la SDI (Société de développement industriel du Québec), elle organise au Cameroun un réseau de distribution de gaz naturel, sous forme de stations où les gens vont remplir leurs bonbonnes.

Il s'agit d'un projet de 40 millions \$, dont la première phase a débuté ce printemps. Les Camerounais ont un grave problème d'énergie. La population est réduite à couper les arbres pour cuire les aliments. Le gaz est distribué par bonbonnes qu'on dépose ici ou là. Il suffit d'un retard dans la distribution pour qu'on soit obligé de manger cru pendant des jours. Les 168 stations de gaz prévues, réparties dans tout le pays, vont régler ce problème: il reviendra aux familles de se rendre aux stations s'approvisionner.

«L'important en Afrique, c'est d'être présent, souligne le président de Brasco. On ne peut pas négocier de l'autre côté de l'océan.» Joint par téléphone alors qu'il était au Cameroun, M. Bergeron explique qu'avec un peu de patience, le Québec peut faire merveille là où la France et la Belgique ont laissé un arrière-goût colonialiste amer.

Les francophones d'Europe ressentent vivement la concurrence québécoise, remarque-t-il: «Au Club social où je vais parfois prendre un verre, les hommes d'affaires français discutent dans un coin et les québécois dans l'autre. Les Camerounais, par contre, sont très amis avec nous. Nous avons une excellente cote d'amour».

Pour Pierre Bergeron, la meilleure façon de se tailler une place en Afrique, c'est d'y installer un bureau, d'identifier un secteur d'activité et de réaliser de petits projets pour lesquels il y a peu ou pas de concurrence internationale et qui se négocient facilement. «Non seulement cela établit notre crédibilité lorsque se présente un projet plus important mais encore nous rentabilisons notre présence dans le pays», explique-t-il.

Cette approche dynamique et courageuse est loin d'être la règle. Comme l'expliquent les ingénieurs de Lavalin et de SNC, la plupart des P.M.E. québécoises en Afrique ont navigué dans le sillage des grosses firmes de génie-conseil.

De la bergerie à la fonderie

Raymond Martel en a long à dire sur les hauts et les bas des projets en pays africain. Cet ingénieur chez SNC vient tout juste de mener à bien, en Algérie, un des plus importants projets du continent: la construction d'une fonderie, doublée d'une école de fonderie. Le complexe a coûté 179 millions \$ et SNC a coordonné des travaux d'ingénierie pour 150 millions \$. Une usine «clé en main» qui a demandé dix ans de travail.

«Quand je suis arrivé là, les moutons paissaient sous l'oeil paisible de leur berger», se souvient Raymond Martel. À l'heure actuelle, l'usine démarre avec les premiers finissants de l'école. Cette école fonctionne comme une mini-fonderie et les étudiants peuvent occuper une quarantaine de postes.

L'ingénieur rapporte qu'en pays islamique, le plus gros problème demeure certaines formes pour nous inusitées d'absentéisme: «J'ai vu des équipes entières s'arrêter parce que c'était l'heure de la prière. Après, il a fallu piocher dans



Selon Pierre Bergeron, président de Brasco, les petites et moyennes entreprises ont aussi leur place en Afrique.



Un réseau de transport et de distribution d'énergie électrique, réalisé par Lavalin dans le centre-sud et sur le littoral du Cameroun.

Photo Lavalin



Université du Québec

Un réseau de 11 établissements à travers l'ensemble du Québec

Plus de 74 000 étudiants, 1 800 professeurs réguliers et 3 000 employés non enseignants

le béton et recommencer entièrement le coulage».

L'important demeure le transfert technologique. Pour Marc Parent, président d'Econosult, la filiale de Lavalin chargée des études économiques (particulièrement à l'étranger), il y a trois façons de pratiquer ce transfert. La première est la formation sur le tas: les Africains apprennent en observant les manoeuvres des ingénieurs et des techniciens. C'est une situation très courante dans le secteur des travaux publics. La deuxième façon se limite à des cours traditionnels, comme les séminaires ou les projections de diapositives.

Enfin, le transfert technologique le plus complet consiste à former des cadres compétents, comme c'est le cas dans le dernier projet de Lavalin en Tunisie. «La Banque Mondiale finance une usine de phosphates dans la ville de Gassa, explique Marc Parent: 50 millions \$ US serviront à construire des ateliers et des entrepôts, à rationaliser l'exploitation déjà existante, à entretenir la machinerie nécessaire et à former des mécaniciens.

Les cégeps camerounais

Le besoin de mécaniciens est criant dans tous les pays d'Afrique. La firme Sofati (Société de formation et d'assistance technique internationale) l'a vite compris. Elle vient de décrocher un contrat (plus de 100 millions \$) du gouvernement camerounais pour rebâtir de A à Z tout le système des lycées techniques et y dispenser un enseignement équivalent à celui de nos cégeps.

Renaud Poirier, responsable du développement des marchés chez Sofati, explique que les Camerounais préfèrent l'approche nord-américaine, plus pratique que l'approche européenne. Les Européens divisent le temps en 65 pour 100 de cours traditionnels et 35 pour 100 de stages pratiques, alors qu'avec l'ap-



Photo La Presse, Pierre Côté
M. Epiphane Agi Mawussi, vice-président au marketing d'Hydro-Québec International en Afrique.

proche américaine, on renverse pratiquement la proportion. Selon Renaud Poirier, notre avantage principal sur les Français et les Belges réside dans le fait que ces derniers font surtout du support technologique, sans véritable transfert. Ils se contentent d'administrer et de coordonner au lieu de former des cadres locaux. «Les Européens occupent ainsi 90 pour 100 des postes d'appui technologique, estime M. Poirier. Il y en a des milliers rien qu'à Yaoundé.

Mais ce que veulent par-dessus tout Camerounais, Algériens, Ivoiriens, Tunisiens et Marocains, c'est la coopération industrielle. Le «joint venture» canado-africain répond bien à cette demande et a considérablement progressé depuis six ans. À l'ACDI, un programme de 45 millions \$ est consacré au jumelage des entreprises canadiennes et africaines. Le programme évite aux premières les dédales de la bureaucratie africaine et aux secondes, il procure un partenaire commercial expérimenté. Généralement, l'entreprise locale détient la majorité des parts. Depuis les débuts de programme, en 1980, une centaine de sociétés se sont ainsi formées en Afrique francophone.

Pourquoi l'Afrique

Sur le strict plan financier, toutes les activités canadiennes en Afrique coûtent plus cher au Canada qu'elles ne lui rapportent. «Il

est vrai que jusqu'à maintenant, le Canada n'a pas récupéré le cinquième de tout l'argent investi en Afrique, convient M. Epiphane Agi Mawussi, vice-président au marketing d'Hydro-Québec International en Afrique. Mais il en retire tout de même certains avantages qualitatifs: il obtient des contrats et défend sa place sur la scène internationale.»

M. Mawussi explique que pour les pays d'Afrique, il s'agit de choisir entre différents produits techniques, et que le continent noir a tout intérêt à varier ses partenaires commerciaux. «Dans le cas de l'électricité, Hydro-Québec et Électricité de France présentent une qualité et un prix à peu près équivalents mais l'approche d'Hydro-Québec est différente», explique M. Mawussi.

Claude Descoteaux, président d'Hydro-Québec International, affirme que les activités de son organisme sont dans une proportion de 60 à 70 pour 100 concentrées en Afrique. «L'expérience africaine est enrichissante sur le plan humain, c'est bien évident, explique M. Descoteaux. Nos ingénieurs deviennent plus créatifs, ils apprennent à se débrouiller dans toutes sortes de conditions. Mais sur le plan des affaires, elle apporte aussi beaucoup. Au Québec, nous sommes en situation de monopole. Le simple fait d'affronter des concurrents nous donne une tout autre vision des affaires.»



Photo Hydro-Québec International
Hydro-Québec International réalise de 60 à 70 p. 100 de ses activités en Afrique.

Depuis 15 ans au service de la francophonie...

Seule université francophone en Amérique du Nord qui oeuvre spécifiquement à distance, TÉLÉ-UNIVERSITÉ offre des cours et des programmes universitaires en administration, informatique, sciences humaines et sciences.

Au Québec et ailleurs en Amérique du Nord, en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique latine, TÉLÉ-UNIVERSITÉ rejoint ses étudiants par la poste, la télévision, la télématique, le téléphone et le satellite.



Université du Québec

Télé-université

L'UNIVERSITÉ DANS UNE CLASSE À PART

Face à l'Asie, une seule solution: l'excellence

Si les Français et les Belges observent avec circonspection la percée québécoise en Afrique, il faut dire que les francophones en particulier et l'Occident en général ont affaire à une sérieuse concurrence asiatique.

Dans les quelques pays d'Afrique qu'ils ont réussi à pénétrer, les Chinois ont fait merveille pour construire à peu de frais routes et bâtiments. De leur côté, les Indiens offrent à rabais une technologie avancée. Quant aux Japonais, il est dans leurs habitudes de marketing

de se faire connaître avec des produits très bon marché, pratiquement gratuits. De plus, ils n'ont peur ni de travailler ni de s'exiler.

«Nous ne sommes pas vraiment concurrentiels, explique Raymond Martel de SNC. Les Indiens et les Pakistanais offrent maintenant des produits équivalents pour le quart du prix. Pour survivre, les firmes d'ingénieurs doivent donc se diversifier. Nous devons inventer de nouveaux produits et prendre ainsi la concurrence de court.»

LA TÉLÉVISION SANS FRONTIÈRE

La télévision en français sans frontière? Il y a une décennie, plusieurs auraient soutenu que ce rêve n'avait aucune chance de réussir en raison des différences culturelles souvent profondes qui opposent les communautés francophones.

Aujourd'hui pourtant, c'est une réalité... en Europe grâce à TV5. Ce le sera, ici, dans quelques mois.

Sans frontière aussi, la Télé-université, un concept d'enseignement à distance à la québécoise, qui fait des adeptes au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Afrique.

Et finalement, pour les gens d'affaires comme Claude Chagnon, du Groupe Vidéotron, la télévision sans frontière c'est s'assurer une participation dans les télévisions étrangères pour exporter les productions québécoises.

GRILLE DES PROGRAMMES 1986

SAMEDI	DIMANCHE	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENREDI
RTBF BELGIQUE	ANTENNE 2 FRANCE	CTQC QUÉBEC-CANADA	TF1 FRANCE	SSR SUISSE	ANTENNE 2 FRANCE	FR3 FRANCE
15H00	15H00	15H00	15H00	15H00	15H00	15H00
16H00	16H00	16H00	16H00	16H00	16H00	16H00
17H00	17H00	17H00	17H00	17H00	17H00	17H00
17H30	17H30	17H30	17H30	17H30	17H30	17H30
18H00	18H00	18H00	18H00	18H00	18H00	18H00
18H30	18H30	18H30	18H30	18H30	18H30	18H30
19H00	19H00	19H00	19H00	19H00	19H00	19H00
19H30	19H30	19H30	19H30	19H30	19H30	19H30
20H00	20H00	20H00	20H00	20H00	20H00	20H00
20H30	20H30	20H30	20H30	20H30	20H30	20H30
21H00	21H00	21H00	21H00	21H00	21H00	21H00
21H30	21H30	21H30	21H30	21H30	21H30	21H30
22H00	22H00	22H00	22H00	22H00	22H00	22H00
22H30	22H30	22H30	22H30	22H30	22H30	22H30
23H00	23H00	23H00	23H00	23H00	23H00	23H00
24H00	24H00	24H00	24H00	24H00	24H00	24H00

Comme l'indique la grille-horaire de TV5 en Europe, chaque lundi soir est consacré aux émissions du Consortium Québec-Canada.

Grands échanges sur petit écran

CLAUDE SAVARY
Le Nouvelliste

«L'avenir de la télévision francophone internationale repose d'abord et avant tout sur notre capacité d'offrir un produit attrayant et de qualité.»

C'est Pierre-Paul Brassard, le directeur général du Consortium de télévision Québec-Canada (CTQC), qui l'affirme et il sait visiblement de quoi il parle. Prêté par la Société Radio-Canada, Pierre-Paul Brassard est à l'image des nouveaux jeunes cadres québécois: déterminé.

Depuis 1984, on lui a confié le mandat de faire en sorte que huit sociétés canadiennes associées, COGECO, Film Sat, TV Ontario, Radio-Canada, Radio-Québec, Télé-Métropole, l'Office national du film et un producteur indépendant, participent concrètement au développement d'une chaîne internationale de télévision francophone de concert avec cinq télévisions publiques européennes, TF1, Antenne 2 et FR3 de France, RTBF de Belgique et RTSR de Suisse.

Dans 20 pays

TV5, la nouvelle chaîne qui est née de cette association (à ne pas confondre avec la 5e chaîne de France) diffuse depuis déjà un an et demi dans plus de 20 pays du vieux continent. Plus de 5 millions de foyers câblés peuvent la capter, particulièrement en Hollande (1,7 million de téléspectateurs potentiels), en Allemagne de l'Ouest (1,3 million) et en Belgique (1,1 million).

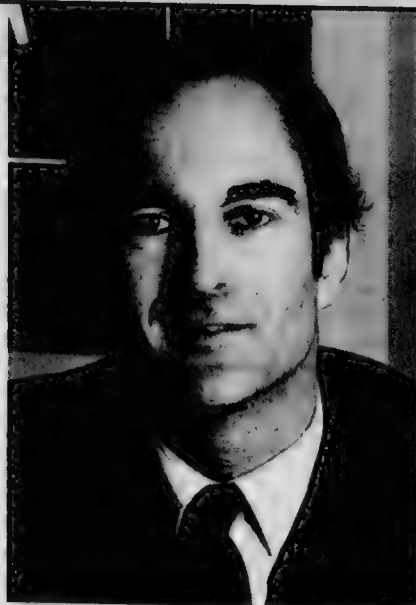
La France ne compte pour le moment que 67 000 foyers susceptibles de recevoir TV5 mais grâce à la mise en place progressive de nouvelles structures de câblodistribution, le million de foyers sera rapidement atteint.



LA TÉLÉVISION FRANCOPHONE PAR SATELLITE

ABONNÉS
3,5 MILLIONS DE FOYERS DANS 19 PAYS

UNE NOUVELLE FORMULE POUR LES ANNONCEURS



Au cours des années, par sa spécificité, ses connaissances, son expérience et son ouverture sur la francophonie, le Québec a et joue un rôle d'envergure dans l'expression, la consolidation et l'essor du fait français tant au Canada qu'en Amérique du Nord. De plus, le Québec s'enrichit à même cette vitalité manifeste des communautés francophones d'Amérique.

Le gouvernement du Québec est heureux de s'associer à cette entreprise prestigieuse qu'est le Rassemblement des francophones d'Amérique. Voilà certes une occasion unique qui va permettre à des milliers de francophones d'Amérique de se rencontrer dans un cadre éminemment privilégié, puisque ce rassemblement aura lieu dans une ville reconnue «patrimoine mondial» par l'UNESCO, la Ville de Québec.

Je ne peux évidemment que souscrire à cette tendance opportune, heureuse et riche de conclusions, que manifestent de plus en plus les peuples, d'où qu'ils viennent et qui ont pour langue d'usage le français, de se réunir et d'échanger. Le Sommet de Québec, qui aura lieu en septembre, n'est-il pas un exemple éloquent qui démontre avec vigueur que la francophonie peut s'épanouir hors des créneaux exclusivement culturels et à travers des secteurs qui ont à proprement parler des incidences économiques: ainsi, la francophonie s'enrichit-elle à travers l'agriculture, les communications, la recherche et le développement technologique, et l'énergie.

À l'exemple de ces Chefs d'État pour qui le rendez-vous de septembre au Sommet de Québec représente un nouveau défi, les francophones d'Amérique saisissent là une occasion de grand prestige pour faire valoir des besoins et des préoccupations qui leur sont propres et qui ont le mérite de faire croître la vie même de la francophonie internationale. À titre de conclusion, qu'il me soit donné de leur faire connaître ma plus vive appréciation pour un tel Rassemblement et de m'associer à toute action concrète et collective qui aurait pour résultat premier de promouvoir la langue française en Amérique.

Le ministre des Relations internationales
et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales
canadiennes


Gill Rémillard



Gouvernement du Québec
Conseil exécutif
Secrétariat aux affaires
intergouvernementales canadiennes

Québec

suite de la page 27

Tous les lundis

Tous les jours, l'un des partenaires présente son programme. Les émissions du Consortium Québec-Canada sont diffusées en Europe le lundi, «l'une des meilleures soirées d'écoute», estime M. Brassard. À l'affiche, des émissions de variétés (*Vedettes en direct*, ballets et concerts), des documentaires, des reportages d'actualité axés sur la culture, l'économie et la science, et des émissions spéciales. On offre aussi un bulletin d'information complet en fin de soirée mais avec un décalage de trois jours. Ce problème est d'ailleurs à l'ordre du jour du prochain Sommet.

Pour le Consortium Québec-Canada, c'est là une façon très efficace d'imposer sa présence à l'important marché européen de langue française, qui compte une clientèle évaluée à 90 millions de personnes. «Traditionnellement, explique M. Brassard, c'était la Société Radio-Canada qui prenait le «bâton du pèlerin» depuis 20 ans en offrant aux pays francophones des émissions qu'elle produisait. Aujourd'hui, note-t-il, le consortium a pour ainsi dire pris la relève, en proposant cette fois une programmation diversifiée dont les émissions sont produites par les différents partenaires.»

M. Brassard admet qu'il n'a pas été toujours facile d'asseoir à une même table les réseaux francophones canadiens et québécois mais, croit-il, tous ont compris qu'il fallait faire front commun. «Aujourd'hui, remarque le directeur général, tout le monde se félicite de cette collaboration puisque chacun, en bout de ligne, va y trouver son compte.» M. Brassard ajoute que même les téléspectateurs d'ici vont

y gagner, puisque les télévisions vont tendre à produire des émissions de plus grande qualité.

Forts et présents

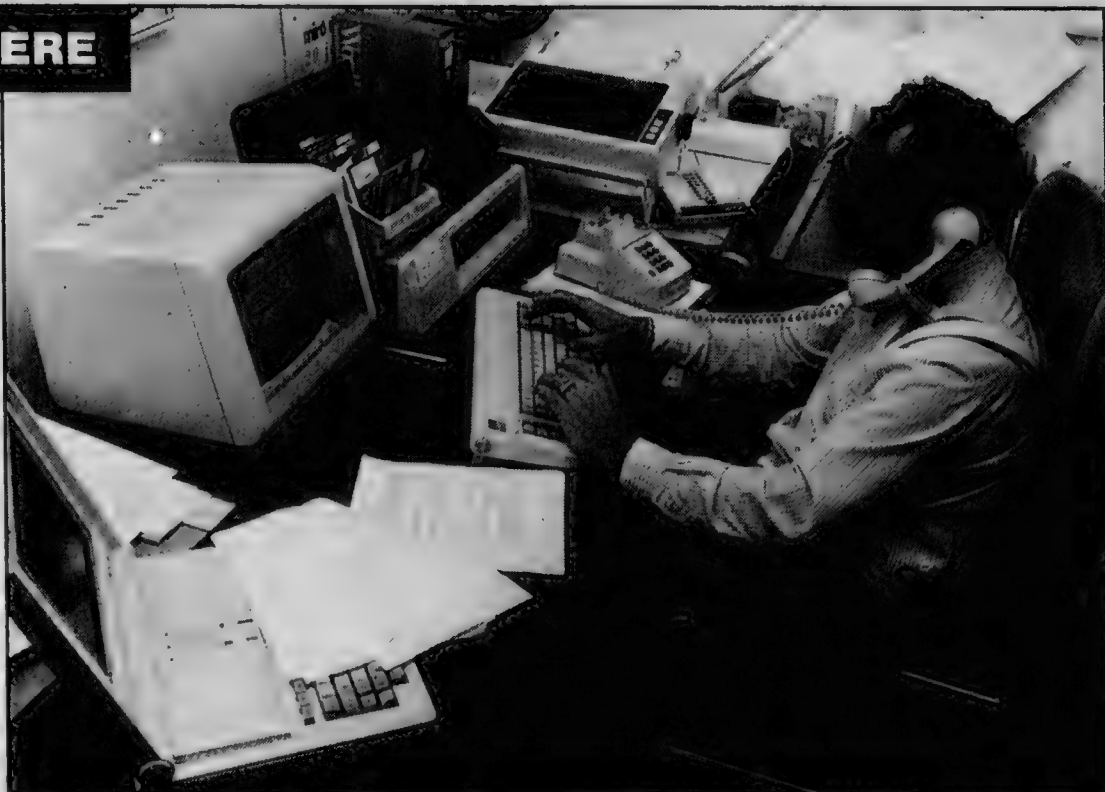
Pour M. Brassard, il était temps que les pays francophones se dotent d'un outil commun face à l'invasion des productions étrangères. «En Europe, signale-t-il, les Anglais et les Allemands, les Italiens également, prennent beaucoup de place dans le domaine de la câblodistribution et il était important de riposter avec une programmation solide, capable de satisfaire les différentes communautés culturelles francophones.»

«De plus, le génie créateur québécois, notre côté «patenteux», a trouvé, par le biais de TV5, une vitrine remarquable.

En 1988

TV5 ne rejoint pas encore l'Amérique du Nord mais cela ne saurait tarder. En effet, le consortium a déposé une demande de licence pour diffuser la nouvelle chaîne au Québec et au Canada. La réponse du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (C.R.T.C.) est attendue pour le mois de juillet. Un scénario très optimiste avait permis de croire que le programme de TV5 serait offert dès le début de l'automne mais, selon M. Brassard, il serait plus juste de parler du début de 1988.

TV5 prendra donc la relève de TVFQ, ce premier maillon d'une concertation télévisuelle internationale qui a permis depuis 1979 de recevoir quotidiennement une sélection d'émissions produites par les chaînes françaises. TV5, assure-t-on, présentera un programme plus riche et beaucoup plus à jour.



Photos Claire Beaugrand-Champagne

Jean-Yves Lescop, professeur à Télé-université. Un enseignement à distance qui peut prendre bien des formes.

L'enseignement à distance: un bel exemple du leadership et de l'ingéniosité des Québécois

L'enseignement à distance a connu ces dernières années un essor remarquable au Canada, et plus particulièrement au Québec. Le réseau de Télé-université, par le biais de la Corporation pour l'avancement de nouvelles applications des langages (C.A.N.A.L.), n'a cessé de croître, au point de toucher maintenant (1986) quelque 7 500 étudiants officiellement inscrits aux différents cours.

Selon le directeur général de C.A.N.A.L., M. Gilles Carrier, le télé-enseignement est un bel exemple du leadership québécois francophone qui a su, avec des moyens ingénieux, rejoindre l'ensemble du territoire et rendre ainsi accessible une programmation universitaire de qualité.

Au Québec, grâce aux réseaux de 10 câblodistributeurs et à Radio-Québec, ce sont 950 000 personnes qui peuvent recevoir les émissions de C.A.N.A.L.

L'expérience intéresse vivement les autres provinces canadiennes. L'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) songe à un réseau pan-canadien qui rejoindrait la plupart des francophones du Canada. La décision sera prise prochainement.

Aux États-Unis

Mais les retombées de l'expérience C.A.N.A.L. ne se limitent pas au Canada. On met actuellement la dernière main à un projet de collaboration avec le Miami Children Hospital, grâce auquel des médecins spécialistes des maladies infantiles en Ontario et au Québec pourront échanger des informations avec leurs confrères de ce grand hôpital de Floride. Le projet a été préparé en collaboration avec l'Université Laval, l'Université de Montréal et l'Institut Armand-Frappier.

En Europe

C.A.N.A.L. étudie aussi un projet de collaboration avec l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française qui regroupe environ 35 pays.

Par ailleurs, une expérience particulièrement intéressante se déroule en Afrique. C.A.N.A.L. a accueilli, il y a quelques semaines, quatre stagiaires en administration publique, en provenance de la Côte d'Ivoire et du Sénégal. En collaboration avec l'École nationale d'administration publique (ENAP), ces invités ont préparé sur cassette 30 cours qui sont transmis à une qua-

rantaine de stagiaires dans leurs pays d'origine.

Selon M. Carrier, la formule a ceci d'original qu'elle permet de ne déplacer que quatre personnes au lieu d'une quarantaine. Ce sont les stagiaires venus au Québec qui ont enregistré le cours dans les studios de C.A.N.A.L., en les adaptant aux habitudes et coutumes du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Selon les premiers rapports parvenus à C.A.N.A.L., les gens, là-bas, sont très satisfaits de l'expérience. Pour assurer le suivi, on a prévu de tenir une conférence téléphonique par mois d'ici la fin de l'année.

Le télé-enseignement «à la québécoise» prend donc au fil des ans une envergure internationale et se révèle un instrument souple et efficace au service de la francophonie.



André Chagnon, président de Vidéotron.

Vidéotron est la seconde compagnie de câblodistribution en importance au Canada. Elle rejoint directement 600 000

Le truc de Vidéotron: s'associer d'abord, pour vendre ensuite

foyers québécois et plus de quatre millions de téléspectateurs par ses différents canaux spécialisés comme la météo, les petites annonces illustrées, la Bourse, etc. L'acquisition récente d'un réseau de câblodistribution dans l'Ouest du Canada devrait permettre à Vidéotron de s'implanter, à terme, dans tout le pays.

L'Europe

Le marché québécois étant en quelque sorte saturé, le président de Vidéotron, André Chagnon, s'est tourné vers l'Europe. Il a conclu avec la Société générale des vidéocommunications une entente qui va lui permettre de «câbler» plus d'une trentaine de grandes villes de France. La participation financière de l'entreprise québécoise n'est que de 10% mais elle installe Vidéotron aux premières loges sur un marché potentiel considérable. La compagnie québécoise a aussi conclu des ententes avec d'autres pays européens pour développer d'autres réseaux de câblodistribution à des coûts deux et même

trois fois moindres que ceux des réseaux étatisés.

De l'intérieur

D'autre part, en achetant Télé-Métropole (Montréal), la plus importante télévision privée francophone au Canada, le président de Vidéotron a promis au C.R.T.C. de relever sensiblement la qualité des productions maison pour les rendre vraiment exportables à l'étranger. Il imitera en cela ses concurrents du Québec, avec des atouts différents dans sa manche.

Comme pour la câblodistribution, en effet, le nouveau patron de Télé-Métropole s'associe d'abord pour vendre ensuite. Il vient d'acquiescer une part de trois pour cent dans la cinquième chaîne française (ne pas confondre avec TV5) et s'apprête à signer une entente semblable avec Télé-Monte-Carlo. À titre d'administrateur de ces sociétés, il pourra mousser la vente de ses émissions, et même des productions québécoises en général, si on en croit Claude Leclerc, le directeur des ventes chez Vidéotron.



Gilles Carrier, directeur général de C.A.N.A.L.

Le DÉVELOPPEMENT et la Francophonie

«Par la coopération active avec les pays francophones, nous cherchons à promouvoir la paix mondiale et à pallier les cruelles disparités économiques qui divisent les pays du Nord et du Sud»

Monique Landry,
ministre des Relations extérieures
responsable de la Francophonie



Lors d'une mission à Haïti, Mme Landry est accueillie par le ministre des Affaires étrangères de ce pays. (Photo ACIDI - Michel Dompierre)

Haïti, Sénégal, Tunisie, Cameroun, Sainte-Lucie...des noms de pays familiers aux Canadiens depuis longtemps. Si ces pays nous paraissent autrefois si lointains et inaccessibles, il y avait toujours dans la famille une cousine éloignée qui y enseignait ou un grand oncle qui y consacrait sa vie aux démunis. Et ce dévouement à des populations si différentes de nous nous paraissait totalement naturel.

Le visage de cette aide a toutefois bien changé depuis notre enfance. À l'oeuvre des bénévoles s'est ajoutée l'aide publique et officielle administrée par des organismes gouvernementaux. Et, si ces mécanismes d'aide au développement international peuvent paraître obscurs, difficiles à comprendre, sans rapport immédiat avec notre vie quotidienne, ce n'est en fait qu'une question de vocabulaire.

Qu'est-ce que c'est que l'assistance bilatérale, l'assistance multilatérale, les programmes spéciaux, la coopération avec le monde des affaires? D'abord pourquoi tous ces canaux d'assistance? Tout simplement parce que l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a besoin de beaucoup de partenaires pour accomplir son oeuvre.

L'ACDI ne construit pas de routes, ne soigne pas, ne plante pas de riz, ne fait pas de recherche agricole, n'enseigne pas. Elle est un intermédiaire entre le tiers monde et les Canadiens. Elle administre la plus grande partie du budget officiel de l'aide du gouvernement canadien mais le travail sur le terrain est fait par nos médecins, nos ingénieurs, nos professeurs, nos techniciens, nos volontaires ainsi que par nos institutions et nos associations; ou bien il se fait par l'entremise d'organismes internationaux.

Que faisons-nous pour les pays en développement de la Francophonie?

Ils sont si divers! Ils baignent par les mers comme les Comores ou Madagascar ou pays enclavés essayant de survivre dans une nature désertique comme le Burkina Faso (anciennement Haute-Volta) ou le Tchad, ils ont en commun l'usage du français mais parlent aussi un

Point d'eau au Mali.
(Photo ACIDI : Michel Dompierre)



grand nombre d'autres langues. Leurs économies, leurs cultures, leurs religions sont très différentes les unes des autres. Le cadre et les conditions varient mais les problèmes fondamentaux restent les mêmes : maladies infectieuses et absence d'hygiène, analphabétisme, manque de formation technique, production agricole insuffisante, isolement. C'est précisément dans ces secteurs essentiels que se situent les priorités de l'aide canadienne au développement.

Sans accès à la mer, sans voie ferrée, avec des distances énormes entre ses centres urbains, le Niger par exemple doit faire face pour son développement à de grandes difficultés. Voilà pourquoi le Canada a financé la «Route de l'unité et de l'amitié» d'une longueur de plus de 400 km. Ce genre de projet est élaboré et mis en oeuvre par les gouvernements des deux pays, le Canada et le pays concerné.



Développement de la pêche en Guinée.
(Photo ACIDI : Paul Chiasson)

La population du Mali, elle, a du mal à se nourrir à cause des sécheresses successives. Il faut creuser des puits, planter des arbres pour couper le vent, enrichir les sols d'engrais, changer les techniques agricoles, etc. C'est une entreprise complexe à laquelle la population doit absolument participer et il faut la former. Au Kaarta, au nord-ouest du pays, on peut voir en oeuvre un tel projet de développement rural. Voilà deux exemples de projets bilatéraux ou de gouvernement à gouvernement.

Une autre direction de l'ACDI donne son appui à des institutions, associations et organismes bénévoles canadiens qui apportent leur savoir-faire au tiers monde. Qui peut mieux aider le Cameroun à établir les coopératives de crédit dont ses habitants ont besoin que la Société de développement international Desjardins, avec sa grande expérience? Et l'Université de Sherbrooke n'a-t-elle pas un personnel particulièrement qualifié pour former le personnel médical de la région de Nioki au Zaïre et y organiser des activités de soins de santé primaires?

Des millions d'enfants meurent encore de maladies qu'on pourrait prévenir comme la rougeole, la coqueluche, la poliomyélite, la diphtérie. Les

institutions internationales ont lancé une grande campagne de vaccination universelle. Le Canada veut faire sa part. Il a alloué des fonds à cet effet dont 10 millions de dollars pour les pays membres de la Francophonie; ces fonds sont gérés par l'Association canadienne d'hygiène publique qui travaille de concert avec d'autres organisations comme l'UNICEF.

Certains projets de développement sont d'une telle envergure qu'aucun pays ne peut les entreprendre seul. C'est le cas de la recherche agricole dans laquelle il faut investir beaucoup de fonds et de temps. La recherche est indispensable; c'est, entre autres, en découvrant des variétés à haut rendement de riz, de blé, de millet qu'on augmentera la production agricole. Voir au financement des centres internationaux de recherche agricole et à leur bonne gestion, c'est une des tâches de la Direction des programmes multilatéraux.

Cette direction s'occupe de la contribution canadienne à diverses organisations multilatérales comme le Groupe de la Banque africaine de développement ou la Banque de développement des Caraïbes, et à des organisations internationales comme le Comité international de la Croix-Rouge, l'UNICEF ou le Programme des Nations Unies pour le développement.

Les institutions internationales francophones entrent dans cette catégorie. Le Canada y a été très actif depuis leur création. C'est sur son initiative qu'a été mis en oeuvre un Programme spécial de développement pour la Francophonie. Ce programme favorise le partage d'échanges et de connaissances entre pays membres. Ainsi un expert du Togo a pu étudier les maladies et les parasites des cultures vivrières de la République centrafricaine et proposer des remèdes, et des techniciens de Haïti sont allés au Gabon se perfectionner dans un centre d'exploitation forestière.

Au programme de bourses de l'ACDI, le Canada a ajouté un nouveau programme spécifiquement destiné aux étudiants provenant de pays francophones en développement. En 1990, il y aura environ 350 étudiants francophones qui étudieront dans nos universités dans le cadre de ce programme.

Ils repartiront chez eux avec des connaissances et des diplômes; ils emporteront aussi avec eux des souvenirs et des amitiés. Ces contacts et ces échanges entre le Canada et les pays du tiers monde sont précieux pour tous. Le vieux proverbe : « Un bienfait n'est jamais perdu » s'applique là plus encore qu'ailleurs. Dans un monde interdépendant, notre sécurité, notre prospérité dépendent de plus en plus de ces fraternités que nous saurons créer. Et la Francophonie en est une.

Un comité d'honneur sans précédent venu de tous les coins du continent

CLAUDE MALETTE

Soucieux de mettre en valeur la francophonie d'Amérique et de manifester les signes de sa vitalité en cette année du Sommet de Québec, le Rassemblement des francopho-

nes d'Amérique a demandé à des personnalités issues de la plupart des peuples et communautés francophones du continent de s'associer au sein d'un comité d'honneur. Trente-cinq personnes ont spontanément, et avec empressement, ac-

cepté l'invitation qui leur a été adressée, marquant ainsi leur attachement au fait français sur l'ensemble du territoire nord-américain. Ces personnalités prestigieuses sont représentatives des principaux secteurs d'activité de nos

sociétés modernes: monde des affaires, de l'économie et du travail, milieux de l'éducation et de la culture, vie religieuse et administration locale. Elles forment un regroupement dont la composition apparaîtra à plusieurs impressionnante et à certains... surprenante.

Le comité d'honneur de «1987, Année de la francophonie en Amérique»:

COMITÉ D'HONNEUR

M. William Arceneaux, Commissaire général de l'enseignement supérieur de la Louisiane

M. William Aubuchon, homme d'affaires, Nouvelle-Angleterre

M. Guy Bernier, président du conseil de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec

M. Conrad Black, président du conseil d'administration, Argus Corporation (Toronto)

M. Louis-Philippe Blanchard, recteur, Université de Moncton

M. Gilles Boulet, président, Université du Québec

Mme Éloïse Brière, New York State University (Albany, N.Y.)

M. Claude Castonguay, président du conseil et chef de la direction, Corporation du Groupe La Laurentienne

M. Guy Coulombe, président-directeur général, Hydro-Québec

M. Fernand Daoust, secrétaire général, Fédération des travailleurs du Québec

M. Paul Desmarais, président du conseil et chef de la direction, Power Corporation du Canada

M. Louis Desrochers, avocat et homme d'affaires, Edmonton

M. Paul Dolan, président, Conseil canadien de la coopération

M. James Domengeaux, homme d'affaires et président du Conseil pour le développement du français en Louisiane (CODOFIL)

M. Jean Doré, maire de Montréal

M. Gilbert Doucet, président, Société l'Assomption, mutuelle d'assurance-vie (Nouveau-Brunswick)

M. Sylvio Dupuis, président, New England College of Optometry (Boston)

M. Roger Gaillard, recteur de l'Université d'État d'Haïti et membre du Haut Conseil de la Francophonie

M. Michel Gervais, recteur, Université Laval

Mme Madeleine D. Giguère, University of Southern Maine

Mme Alice Grégoire-Bordeau, présidente, Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens

M. Jean Guertin, directeur, École des Hautes Études Commerciales (Montréal)

Mgr Antoine Hacault, archevêque de Saint-Boniface

Mgr Bernard Hubert, évêque de St-Jean-Longueuil et président de la Conférence des évêques catholiques du Canada

M. Robert Jolicoeur, homme d'affaires, Manchester (New Hampshire)

Mme Gisèle Lalonde, maire de Vanier (Ontario)

M. Conrad Lavigne, homme d'affaires, Timmins (Ontario)

M. Félix Leclerc, poète, écrivain et chansonnier

Mme Antonine Maillet, écrivaine, prix Goncourt, membre du Haut Conseil de la Francophonie

Mgr Joseph-Aurèle Plourde, archevêque d'Ottawa

M. Jacques Proulx, président, Union des producteurs agricoles

Mme Susan Purdy, présidente nationale, Canadian Parents for French

Dr Claire Quintal, directrice, Institut français de Worcester (Massachusetts)

Cardinal Louis-Albert Vachon, archevêque de Québec et primat de l'Église canadienne

Mme Juanita Westmoreland-Traore, présidente, Conseil des Communautés culturelles et de l'Immigration (Montréal)



Richard B. Hatfield

Le Nouveau-Brunswick est heureux de s'associer aux gouvernements du Canada et du Québec à l'occasion de la deuxième Conférence des Chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage de la langue française qui se tiendra à Québec les 2, 3 et 4 septembre prochain.

La participation du Gouvernement du Nouveau-Brunswick à l'organisation de ce deuxième Sommet se veut un témoignage de notre attachement aux institutions de la Francophonie, et marque une étape importante dans l'affirmation de la dimension francophone de notre Province.

Coeur de l'Acadie contemporaine, le Nouveau-Brunswick est un élément original et dynamique de la francophonie nord-américaine. Héritier des civilisations française et anglaise, le Nouveau Brunswick peut se considérer le berceau de la présence française en Amérique du Nord. En effet, c'est en 1604 que l'explorateur Samuel de Champlain devait entreprendre, à l'Île Sainte-Croix, la première tentative d'installation permanente de colons français sur ce continent. De ce premier effort se sont fixées les racines d'une communauté acadienne à la fois fière de sa culture et confiante en son avenir.

Nous sommes convaincus que le prochain Sommet de Québec ne manquera pas d'apporter une contribution importante à l'essor de la grande famille que constitue la Francophonie. Riche de ses institutions politiques, économiques, sociales et culturelles francophones, le Nouveau-Brunswick est honore de prendre part à ce forum des plus importants.



Richard B. Hatfield

Richard B. Hatfield

Premier ministre

Province du Nouveau-Brunswick

Suite de la page 23

Le Sommet: événements connexes

Québec, du 30 août au 1er septembre. Le Centre québécois des relations internationales et ses invités étudieront les sommets francophones comme instrument de développement et voie d'accès au partage de la modernité.

• **Forum des organismes non gouvernementaux de coopération**, Québec, fin août. L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et ses invités examineront la place des organisations non gouvernementales (O.N.G.) de coopération dans la francophonie et proposent un regroupement permanent des O.N.G. francophones.

• **Trousse pédagogique «Voyage en francophonie»**, réseau scolaire, rentrée 1987. Publication d'un manuel qui initie les élèves des cours

élémentaire et secondaire à la francophonie: histoire, géographie, rayonnement culturel et institutions.

• **Timbre commémoratif**, Ottawa, 2 septembre. Émission d'un timbre commémoratif reproduisant l'emblème du Sommet de Québec.

• **Forum francophone des affaires**, Montréal, Québec et Laurentides, du 4 au 12 septembre. Rencontres entre une centaine de décideurs des pays francophones et la communauté québécoise des affaires. Maître d'oeuvre: le Centre de commerce mondial de Montréal.

• **Congrès international des journalistes de langue française**, Moncton, du 7 au 11 septembre. L'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française tient son 21e congrès annuel en Acadie où elle attend 150 participants.

• **Film «Québec, une ville»**, diffusion aux Beaux dimanches, le 27 septembre. Film de Gilles Carle sur les événements qui ont fait et font de Québec une ville de dimension internationale.

PRESSE DE FRANCE



Dans tous les domaines, la Presse de France vous donne accès aux coulisses de l'actualité. Rien ne vous échappe des mille aspects de la vie moderne, politique, sociale, économique et culturelle!

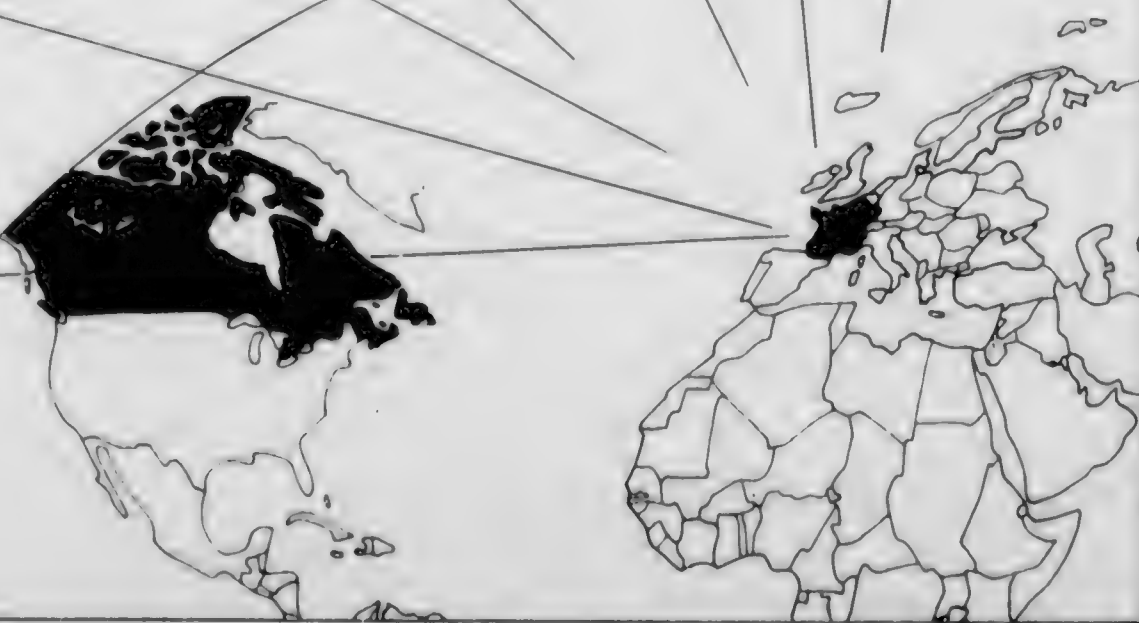
Par sa lecture, vous êtes partout : avec ceux qui créent, qui innorent en matière d'art, de mode, de loisirs, de décoration... Un nouveau film sort, un livre captive le public, un peintre enthousiasme les critiques... un couturier bouscule les traditions...

Selon votre centre d'intérêt, un ou plusieurs titres en provenance de France vous en relatent l'essentiel.

Pour en savoir plus, demandez aux LPMI 4001 Boulevard Robert, MONTREAL (QUEBEC) H2Z 4H6 Tel. (514) 374-9661.

Une documentation sur les produits et si vous habitez en dehors du Québec, la liste des principaux points de vente de votre ville, de votre province où une large gamme de "Presse de France" est présente.

Dès cette semaine, n'oubliez pas, vous avez un rendez-vous important avec la presse de France. Demandez-la vite pour vivre en français toute l'actualité française et internationale.



Le Secrétariat d'État, au service des communautés de langue officielle



Ce n'est pas tant sa taille qui assure la vitalité d'une communauté, mais les efforts qu'elle déploie, d'une génération à l'autre, pour sauvegarder sa langue et sa culture. En ce sens, les communautés francophones du pays méritent l'admiration générale.

- Le gouvernement du Canada est fier d'accorder son appui à ces collectivités dont la vigueur des interventions témoigne de leur profond attachement à leur langue et à leur culture.
- À cet effet, le gouvernement fédéral accorde à divers intervenants, pour le bénéfice des communautés, de l'aide financière dans les domaines de la culture, de la communication, de l'éducation, de la contestation judiciaire, de la revendication politique et des services provinciaux.
- Le Secrétariat d'État a aussi mis au point un programme d'appui aux groupements de langue officielle qui, en situation minoritaire, veulent maintenir et consolider leurs institutions, développer leurs organisations et participer pleinement, dans leur langue, à la vie sociale, éducative, culturelle et économique de la société canadienne.



Secrétariat d'État
du Canada

Department of the Secretary
of State of Canada

Canada

Le génie informatique: une arme universelle

JEAN PELLETIER
Le Journal de Montréal

Il suffit de traverser le centre-ville de Montréal, où se sont installées trois jeunes sociétés québécoises d'informatique-conseil, pour se retrouver à Tokyo, Tunis, New York ou Los Angeles.

Dans leurs tours, LGS, CGI, DMR rivalisent entre elles pour vendre à travers le monde non pas des machines, ni même des puces agencées de nouvelle matière, ni seulement des logiciels, mais leur génie.

Elles assument, dans le secteur informatique, le rôle que jouent nos firmes de génie-conseil dans la gestion des grands chantiers. Elles créent pour leurs clients des systèmes informatiques sur mesure et c'est surtout grâce à elles que l'informatisation des grandes sociétés et de certains services publics se fait en français au Québec.

Mais pour elles, la langue ou la culture ne constituent pas un obstacle à la conquête de nouveaux marchés. Un système conçu ici est adaptable ailleurs. Aussi

Montréal, en moins de dix ans, est-elle devenue une ville charnière dans la révolution informatique mondiale.

Un système informatique bancaire permettant la gestion de plusieurs millions de transactions à l'heure comme celui qu'a mis en place le Mouvement Desjardins grâce à la firme montréalaise LGS Conseillers en informatique inc., est aussi beau qu'une cathédrale du Moyen-Âge comme chef-d'œuvre, mais une fois bâtie au Québec, cette même cathédrale existe partout dans le monde et pour tout le monde.

La société de nulle part

Quand Raymond Lafontaine, président de LGS, parle de son entreprise et de sa croissance (45 pour 100 par année), il la décrit comme une société ayant partout son siège social. Au Canada seulement, il s'agit d'un marché à conquérir de deux milliards et demi de dollars. Aux États-Unis? Cent fois plus peut-être. Dans le monde? On cesse de compter.

En quelques heures à peine, LGS peut s'installer à Los Angeles ou à New York et y entre-

prendre un contrat. Au bout de quelques mois, comme des cellules qui s'agglutinent, ce n'est plus un mais douze contrats qu'elle mènera de front embauchant ici, comme là-bas, des experts, des spécialistes de toute sorte.

On inventera toujours de nouvelles machines, souligne Raymond Lafontaine. Ce qui importe maintenant, ce sont les «nouveaux usages» que l'on en fait.

La quincaillerie qui a fait de IBM une entreprise dont le chiffre d'affaires est passé de 6 à 50 milliards de dollars en moins de 6 ans, n'a plus aujourd'hui l'importance qu'elle avait au début des années 80. D'un sous-sol de Montréal, au moyen d'un micro-ordinateur acheté à rabais, un gestionnaire peut administrer l'évolution de son entreprise.

Ce n'est pas la machine qui le lui permet mais bien d'abord et avant tout la méthode qu'on lui a inculquée. Le développement de ces méthodes fait la fortune de LGS, DMR et CGI, qui contrôlent déjà presque la moitié du marché de l'informatique-conseil au Québec et 15 pour 100 dans l'ensemble du Canada.

À quoi tient ce succès fulgurant? Au pari que les utilisateurs des machines ont un besoin pressant de conseils, de méthodes, de solutions nouvelles. Un besoin pressant mais aussi permanent.

Une banque comme un hôpital qui s'informatisent ne le font pas qu'une fois mais tout au long de leur existence. Ainsi donc, lorsque LGS obtient un tel contrat, elle devient en quelque sorte partenaire de l'entreprise, partenaire à long terme.

Une intense rivalité qui exige d'énormes capitaux

La rivalité entre les grands de l'informatique au Québec est donc, inutile de le dire, d'une férocité sans égale. CGI entend s'instituer le géant de l'informatique des centres de santé dans le monde; DMR s'affirme, elle, dans les méga-contrats comme ceux des Jeux olympiques de Los Angeles en 1984, de Montréal en 1976

et de Moscou en 1980, ainsi que par l'acquisition de sociétés de bureautique étrangères.

Cette rivalité rapporte beaucoup mais exige aussi d'énormes capitaux. L'accession de ces sociétés à la Bourse leur a donné une nouvelle liberté d'action mais leur a aussi imposé une discipline rigoureuse dans l'élaboration de leur stratégie.

Grâce à Raymond Lafontaine (LGS), Pierre Ducros (DMR) et Serge Godin (CGI), Montréal est devenue un point de rencontre important pour l'industrie mondiale de l'informatique, à un point tel du reste qu'on parle aujourd'hui de cette ville comme du Silicon Valley (Island?) de demain.

De son bureau, Raymond Lafontaine parle de ses années passées au sein d'IBM, au début de sa carrière. Aux yeux de ses pairs il avait réussi, c'était chose faite, il jouissait «d'une bonne situation». C'était au début des années 70, alors que le «carré Dominion», c'était le Montréal des Anglais. «Je ne faisais que commencer, ils n'avaient encore rien vu».



C'est ainsi que la compagnie Info-Age annonce son logiciel de gestion pour l'hôtellerie et la restauration.

LE MARCHÉ ENCOMBRÉ DU LOGICIEL Quand toutes les langues viennent à l'aide du français

MARC SÉVIGNY

La compagnie américaine Microsoft traduit maintenant ses logiciels en plusieurs langues. En juin dernier, le géant Hewlett-Packard ouvrait à Montréal un centre destiné à traduire, adapter et concevoir des logiciels en français pour le marché québécois. Signe des temps que cet empiètement des plus grands à ne négliger aucun marché? Illustration, en tout cas, d'une réalité incontournable pour tous ceux qui veulent survivre dans

une industrie où la concurrence se fait de plus en plus vive: le marché qu'ouvre une seule langue ne suffit plus, aussi répandu soit l'usage de cette langue.

C'est encore plus vrai quand la langue de départ n'est pas l'anglais et qu'au surplus son territoire est aussi limité qu'ici. Au Québec, les producteurs francophones se tournent de plus en plus vers le logiciel qui fonctionne à la fois en français et en anglais, et idéalement en d'autres langues. Étrange retour-

plus en plus sur le multilinguisme pour assurer l'avenir du français dans les programmes informatiques!

Le marché, quel marché?

On dispose d'environ 1 800 logiciels en français, au Québec, en majorité de conception originale. Mises à part quelques exceptions, comme le Centre franco-ontarien des ressources pédagogiques qui fournit des logiciels en français pour le réseau scolaire de l'Ontario, les producteurs francophones sont

surtout concentrés au Québec. Avec la venue de la bureautique, nouveau terme pour décrire les applications d'affaires de l'informatique, les firmes québécoises sont plus que jamais confrontées à la concurrence étrangère. Même dans les milieux francophones, les succès s'obtiennent difficilement, à force de ténacité, de créativité et d'audace.

«Ici, pour un produit qui perce sur le marché mondial, il faut en concevoir quarante», souligne Louis-Philippe Hébert, p.d.g. de Logidis-

que. C'est déjà quelque chose, car aux États-Unis, la proportion est de 400 pour 1.

Louis-Philippe Hébert parle d'expérience: son entreprise a été la première à éditer des logiciels de micro-informatique en français au Québec et au Canada. Misant d'abord sur la création de produits originaux pour le marché québécois, Logidisque s'est aussi préoccupée d'exportation, notamment vers les pays francophones. Avec le recul, elle voit maintenant de plus grandes possibilités commerciales du côté des États-Unis.

«Quand nous parlons de francophonie, nous pensons surtout à la France. Or, la valeur du franc français et les tarifs douaniers élevés ne sont guère favorables à l'entrée de nos produits.»

Parmi les titres les plus vendus chez Logidisque, on note deux logiciels de traitement de texte, Le Secrétaire personnel et L'Écrivain public, des produits de conception québécoise. L'Écrivain public a été traduit et mis en marché aux États-Unis où 50 000 exemplaires ont été vendus jusqu'à maintenant. Alléchée par ce succès et compte tenu des exigences du marché canadien, Logidisque traduit davantage ses produits et développe de plus en plus des logiciels à contenu bilingue.

«Le français n'est plus une arme qu'on peut brandir pour conquérir le monde, dit encore Louis-Philippe Hébert, c'est d'abord et surtout un outil de créativité. Nous nous devons d'être à la fois moderne et francophone.»

Vers le multilinguisme?

La compagnie Info-Age, à Ville St-Laurent, offre un autre exemple d'initiative dans la conception de logiciel. À partir d'un produit américain qu'elle a adapté pour le Québec, elle a mis au point un logiciel spécialisé pour l'hôtellerie et la restauration qui fonctionne en mode bilingue.

«L'aspect bilingue du produit nous permet de surmonter le problème de rentabilité auquel est confrontée n'importe quelle entreprise québécoise de logiciel qui travaille en français», souligne Jean-Louis

Hugues, président d'Info-Âge. De plus, la structure de base du logiciel nous permet de le rendre multilingue et d'ainsi l'adapter à d'autres cultures.

Le système d'Info-Âge est en usage dans certains hôtels de Floride et commence à susciter l'intérêt des grands hôtels au Québec. Info-Âge vise également l'Europe où le multilinguisme apparaît comme une nécessité.

Dans un rapport récent, le Comité Canada-Québec sur le développement du logiciel d'expression française recommande justement d'encourager la conception de logiciels en français à portée multilingue, c'est-à-dire conçus pour incorporer les caractères fondamentaux d'une ou de plusieurs autres langues. «Il est urgent, écrivent les auteurs du rapport, que l'industrie québécoise mette à profit le caractère linguistique particulier du Québec en Amérique du Nord et développe des logiciels utilisables aussi bien en français, pour le marché local, qu'en français et en anglais (ou en d'autres langues) pour l'exportation.»

Pour Nadir Belbahry, Algérien d'origine, faire de l'informatique en français est un choix culturel. Il dirige la compagnie d'informatique Elif, une firme de logiciels spécialisés pour la gestion et la santé. Même si les revenus de l'entreprise proviennent surtout du Québec, Nadir Belbahry s'est associé dès le départ avec des partenaires africains pour explorer les marchés francophones là-bas. «Il s'agit de travailler sur un pied d'égalité avec des pays qui en sont au tout début de l'informatisation, dit-il, à partir d'ententes et de projets concrets.»

Pour Jean-François Desautels, de PUCE, une firme québécoise qui se consacre aux logiciels éducatifs, la coproduction et la coédition avec l'étranger constituent les formules d'avenir pour atteindre de plus grands marchés. «On peut très bien envisager la formation d'équipes composées d'Africains et de Québécois travaillant à des projets communs. Et pourquoi pas des en-

tentes de production avec les pays de l'Est?»

Même si une entreprise de didacticiels comme PUCE connaît du succès sur le marché local, elle doit absolument traduire ses titres et exporter pour survivre. «Les marchés francophones sont insuffisants, dit Jean-François Desautels. Chez nous, 80 pour 100 des titres sont traduits en anglais. Nous avons aussi produit des logiciels en espagnol et nous avons reçu des propositions pour réaliser des projets en italien et en allemand.»

La langue de l'image

La firme DIL, à Ste-Foy, conçoit aussi des didacticiels. En peu de temps, sous la direction inspirée de Micheline L'Espérance-Labelle, cette entreprise a accumulé les succès à l'étranger avec un produit pour les enfants de niveau préscolaire, une clientèle peu touchée par l'informatique. Le problème de la langue, dans ce cas, a été habilement contourné avec l'intégration d'une tablette tactile et la création d'un langage visuel que reconnaissent facilement de jeunes enfants. Cette absence de barrière linguistique explique en partie la réussite des logiciels «Mademoiselle Merveille» dans plusieurs pays.

«Il faut dire que nous avons fait aussi un grand effort de promotion dans le monde scolaire avec des rencontres, des ateliers, des conférences, note Micheline L'Espérance-Labelle. Parallèlement à ces activités, des ententes avec d'importants distributeurs ont été réalisées pour la diffusion de nos produits à travers le monde. Simplement aux États-Unis, où j'ai donné récemment des ateliers dans des écoles spécialisées en enfance exceptionnelle, DIL peut compter sur cinq distributeurs.» Aujourd'hui, les produits de DIL voyagent en Amérique du Sud, en Finlande, en France, en Belgique et en Italie.

«Notre succès profite en fin de compte à toute l'industrie, estime-t-elle, car nous ouvrons des portes aux produits québécois. Et, chose surprenante, il y a une demande pour des logiciels francophones même aux États-Unis.»

PROMENADE DANS LES AMÉRIQUES FRANÇAISES

De Cayenne à Saint-Pierre



Photo Robert Etcheverry

textes: RICHARD BIZIER

Du nord au sud, de Sept-Îles à Cayenne, les francophones sont présents à l'échelle du continent américain.

En Amérique du Nord: le Québec, l'Ontario et l'Ouest canadien francophones, l'Acadie, les îles Saint-Pierre-et-Miquelon, la Nouvelle-Angleterre franco-américaine, la Louisiane. Il faut ajouter à cette liste quelques noyaux disséminés à Terre-Neuve, en Colombie-Britannique, à l'est du Texas et dans le Midwest américain, sans compter ces «exilés» du froid qui ont pris racine en Floride.

L'Amérique centrale est représentée par son contingent de francophones antillais, établis tout au long de ces Caraïbes paradisiaques: Haïti, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, La Guadeloupe, La Désirade, la Marie-Galante, Les Saintes et la Martinique.

Sainte-Lucie et la Dominique, la première située au sud de la Martinique, la seconde entre la Martinique (au nord) et la Guadeloupe, ont participé au dernier sommet de Paris. Car, malgré des siècles de dépendance britannique, les populations de Sainte-Lucie et de la Dominique parlent un créole vernaculaire sensiblement pareil à celui des Antilles françaises.

L'Amérique du Sud francophone, c'est la Guyane de Cayenne plus les îles du Salut qui sont au nombre de trois: l'île Saint-Joseph, l'île Royale et l'île du Diable.

Tous américains et francophones

Combien sommes-nous à travers ces Amériques? D'où venons-nous? Que mangeons-nous? Que faisons-nous?

En cette Année de la francophonie, nous savons si peu de choses de cette diversité culturelle, de ces frères et sœurs, cousins et cousines des trois Amériques que cela

en est presque gênant, surtout quand on constate que près de 22 millions d'individus en composent les différentes communautés.

Outre la langue, elles ont plusieurs dénominateurs communs. Chacune exprime une joie de vivre particulière et un penchant certain pour la bonne table: cela fait également partie de notre latinité. Et il suffit d'une promenade pour s'en convaincre.

Comme le reste de ce cahier s'étend longuement sur le Canada, nous nous attarderons aux autres Amériques françaises. Si nous commençons par le sud?

Richard Bizier a conçu et animé les séries télévisées *Cousins, cuisine... des Amériques* présentées à l'antenne de Radio-Québec, et publiera bientôt un ouvrage sur le même sujet aux Éditions Brimar, de Montréal.



Photo DIL

Micheline L'Espérance-Labelle présente le didacticiel *Pic et Poke et Colégram* à la télévision française.



Photo Robert Thimodent

La Guyane

Ils sont venus de partout sur cette terre d'accueil

Superficie, 90 000 km². Le si-
xième du territoire français (celui
de sa métropole) ou, si l'on préfère,
presque trois fois la superficie de la
Belgique, pour une population de
75 000 habitants dont 60 % vivent
dans la capitale, Cayenne.

On retrouve en Guyane une mo-
saïque impressionnante de groupes
ethniques: Amérindiens, Créoles,
Métropolitains (de France), Gya-
nais d'origine africaine, antillaise,
indo-asiatique, auxquels se sont
greffés près de 9 000 Haïtiens, des
Hmongs chassés de leurs hauts pla-
teaux laotiens, des Chinois, des
Brésiliens venus du pays voisin, des
Libanais.

C'est un pays d'avenir, une terre
d'accueil pour les bafoués et per-
secutés de la terre qui veulent s'y
refaire une vie et participer à l'ex-
pansion économique de la Guyane.

Le pays des excursions

Cayenne n'est pas dépourvue de
charmes. Fondée en 1643 par Pon-
cet de Brétigny, il ne reste prati-
quement rien de ses premières de-
meures coloniales car la ville fut
entièrement reconstruite en 1821.
Néanmoins, quelques belles mai-
sons d'époque subsistent et les
quartiers les plus pittoresques de-
meurent ceux de la Crique et du
Canal Laussat. Le quartier chinois,
la Place de Grenoble encore impré-
gnée de son passé colonial, la Place
des Palmistes et son fameux Café
des Palmistes, le lieu de rendez-
vous de la belle société guyanaise:
autant d'endroits à découvrir.

Le pays offre de multiples pos-
sibilités d'excursion, notamment le
centre spatial européen de Kourou
et Saint-Laurent-du-Maroni, une
ville située sur le fleuve du même
nom qui sépare la Guyane fran-

çaise de l'ex-Guyane hollandaise
(l'actuel Surinam) et dont on dit
qu'elle est la ville la plus propre
d'Amérique du Sud! Aux îles du Sa-
lut, les anciens bâtiments péniten-
tiaires, ceux que connurent le ca-
pitaine Alfred Dreyfus et Henri
Charrière (le célèbre Papillon),
sont restaurés un à un pour rece-
voir leurs flots de visiteurs à la re-
cherche de sensations fortes.

L'arrière-pays, l'Inini, n'est pas
ouvert à tous et certaines zones
sont réglementées afin de protéger
la quiétude des Amérindiens. Il fau-
dra de bonnes raisons pour obtenir
le permis nécessaire. Néanmoins, il
vous sera toujours possible d'explor-
er de grandes étendues et de dé-
couvrir ainsi la vie de certaines po-
pulations en remontant ou en des-
cendant quelques-uns des nom-
breux fleuves amazoniens. C'est
également la meilleure façon de
voir se révéler toute la richesse de
la faune et de la flore guyanaises.

Le gibier de cuisine

Dans ce pays où domine la forêt, le
gibier est nombreux et la cuisine
guyanaise y puisera abondamment.
Quelques spécialités: brochette de
caïman, fricassée de tapir; courts-
bouillons de crevettes (elles sont
superbes en Guyane); poulet bou-
cané (d'après une vieille recette
des Caraïbes); rôti de cochon sau-
vage; salade d'ananas; sorbets aux
fruits de la Guyane.

L'apport culinaire des différen-
tes communautés ethniques qui
composent la Guyane enrichit
cette gastronomie originale. Aussi,
n'est-il pas rare que se côtoient sur
les menus guyanais des spécialités
chinoises, antillaises, libanaises,
vietnamiennes, indonésiennes, ara-
bes, brésiliennes.

La Martinique

L'attachante histoire de «l'île aux fleurs»

Superficie, 1 105 km², 400 000 ha-
bitants. Capitale Fort-de-France,
où résident 135 000 Foyalais.

Madinina — l'île aux Fleurs — ne
semblait pas vouée à une colonisa-
tion précoce... Les premières ten-
tatives d'établissement que fit en
juin 1635 Liénard de l'Olive échouè-
rent et les 350 colons se dirigèrent
plutôt vers la Guadeloupe. Pas
pour longtemps car, deux mois plus
tard, Belain d'Esnambuc part de
l'île Saint-Christophe avec 150 nou-
veaux colons et les installe à la ri-
vière Roxelane.

Les premiers colons avaient
trouvé l'île «trop montagneuse» et
les serpents, les fameux trigono-
céphales (appelés aussi «fers de
lance») contribuèrent fort proba-
blement à cette envie subite de
prendre la poudre d'escampette...

Au début du XX^e siècle, la Mar-
tinique est l'un des pays les plus ri-
ches des Caraïbes. La capitale,
Saint-Pierre, que l'on surnomme la
«perle des Antilles», compte 30 000
habitants (Pierrotins). On y vit fort
bien et heureux, dans des résiden-
ces souvent cosues dont l'architec-
ture n'est pas sans rappeler celle
des vieilles villes bourgeoises fran-
çaises. Puis, le jeudi 8 mai 1902, à
7 h 50 très exactement, c'est la ca-
tastrophe! La montagne Pelée dé-
verse ses tonnes de cendres et de
masses liquides. Bilan: 30 000
morts.

La Martinique s'est remise dif-
ficilement du cataclysme qui en-
gloutit une bonne partie de ses éli-
tes et la priva, durant de longues
années, de ses meilleures compé-
tences dans les affaires, les arts et
l'éducation.

Fort-de-France a depuis lors hé-
rité du titre de capitale. Aujourd'-
hui, Saint-Pierre avec ses 6 500

habitants revit quotidiennement, à
travers les ruines omniprésentes,
le cauchemar de cette journée fa-
tidique.

Courageusement, la Martinique
s'est redressée. Dans les décennies
qui suivirent, le pays reprenait son
essor économique et se haussait
aux premiers rangs des grandes
structures commerciales des Caraï-
bes. Simultanément, il connais-
sait une éclosion littéraire sans pré-
cédent et devenait, avec la Guade-
loupe, le chef de file d'une culture
authentiquement antillaise et fran-
cophone.

Fort-de-France

Fort-de-France, aux heures de
grande activité, est une ville dy-
namique et grouillante. Imaginez
Montmartre, Marseille, Toulon,
Toulouse. Fort-de-France, c'est un
peu tout cela sous le ciel des tropi-
ques. La meilleure façon d'embras-
ser la ville du regard est de prendre
le traversier vers la Pointe-du-
Bout, à l'Anse Mitan. De la Baie de
Fort-de-France, la vue est superbe
et vous n'oublierez pas cette ville
attachante que vous aurez appris à
découvrir à pied, rue par rue; ou en
voiture, histoire d'explorer les hau-
teurs de la capitale jusqu'au Sacré-
Cœur de Balata, réplique exacte
de Montmartre.

L'arrière-pays martiniquais est
rarement plat; mais même dans
les régions montagneuses, les cul-
tures sont présentes partout.

Les spécialités créoles de la
Martinique diffèrent peu de la Gua-
deloupe. Néanmoins, quelques plats
sont typiquement martiniquais:
pâté en pot; soupe à base d'abats
de mouton, que l'on prépare aussi
avec du lambi; petits pâtés farcis;
biaff d'oursins; majété ou matou
tou de crabes; soupe de poissons;

harengs saurs à la créole, etc.

Comme pour l'ensemble des
Antilles françaises, la table en Mar-
tinique ne sera jamais médiocre et
la qualité, dans l'ensemble des res-
taurants, varie de bonne à excel-
lente.

ASSEMBLÉE NATIONALE



Monsieur Pierre Marc John-
son, chef de l'Opposition offi-
cielle à l'Assemblée nationale
du Québec.

Au nom de l'Opposition officielle à l'Assem-
blée nationale du Québec, je salue chaleu-
reusement tous les francophones d'Amé-
rique du Nord, enfin rejoints par une
même publication.

En marge du Sommet de la francophonie,
qui se tiendra début septembre à Québec,
les francophones expriment — avec raison
— leur profonde fierté d'être différents.

Mais, nous, francophones, devons aussi exprimer notre inquiétude quant à la
vitalité du fait français en Amérique du Nord.

Et nous, francophones, devons rappeler que, sur ce continent, le Québec est
le seul territoire contrôlé majoritairement par des francophones, le seul ter-
ritoire où un peuple s'est progressivement affirmé à travers ses institutions,
son droit civil, sa culture et divers choix de société.

Promouvoir le fait français au Québec, c'est renforcer l'ensemble de la fran-
cophonie nord-américaine. Et affaiblir le fait français au Québec, c'est affai-
blir très vite l'ensemble de la francophonie nord-américaine. Nous devons
être vigilants, même au Québec, surtout au Québec.

Dupac Johnson

Ces petites îles à la fois françaises et anglaises...

Textes: RICHARD BIZIER

Sainte Lucie: 617 km², 146 000 habitants; capitale, Castries. Dominique: 780 km², 77 000 habitants; capitale, Roseau.

Le phénomène des rencontres culturelles franco-anglaises n'est pas particulier au Canada et au Québec. Il suffit de penser aux îles Seychelles, à l'île Maurice, à l'ancien Cameroun colonial, ainsi qu'au Vanuatu (Nouvelles-Hébrides). Aussi, ne faut-il pas se surprendre de voir Sainte-Lucie et la Dominique, membres du Commonwealth, participer aux Sommets francophones. D'abord, les deux pays sont situés dans la zone d'influence française; ensuite, la langue parlée est la même qu'en Martinique et en Guadeloupe.

Sainte-Lucie la neuve

La ville de Castries, qui compte 43 800 âmes, est une capitale portuaire. Presque entièrement détruite par un incendie en 1948, elle a été reconstruite de façon à éviter une autre catastrophe. Cela donne une ville nouvelle où les jardins qui entourent les résidences ajoutent une note verdoyante et reposante à cette capitale animée.

La plus saisissante région, celle dont les paysages sont grandioses, est celle des Pitons, cônes d'origine volcanique qui culminent à 798 m (le Gros Piton) et à 750 m (le Petit Piton).

Un siècle et demi d'occupation britannique n'a pas semblé affecter la gastronomie de l'île et, à quelques exceptions près, on y trouve les mé-

mes spécialités qu'en Martinique et en Guadeloupe.

La Dominique des derniers Caraïbes

C'est la plus sauvage et la plus verdoyante des îles antillaises, la plus luxuriante aussi. Elle reçoit les précipitations les plus abondantes des Caraïbes, ce qui contribue à alimenter les cours d'eau, très nombreux.

Le pays est montagneux et accidenté. Au-delà des contreforts escarpés du morne Diablotin, une route difficile d'accès mène à la réserve de Salybia où subsistent quelques centaines de familles caraïbes. Les Caraïbes sont les ancêtres de ces Amérindiens qui occupaient en grande partie les Antilles avant l'arrivée des Européens. Ils avaient eux-mêmes, en arrivant, chassé des îles les Arawaks.

Roseau, capitale de l'État dominicain, ne compte que 16 000 habitants. Le petit bourg comprend une basse ville et une haute ville. Dans la partie basse, les belles et vieilles résidences créoles aux balustrades ouvragées s'alignent fièrement dans de petites rues coupées à angle droit. Dans la partie haute, on retrouve les bâtiments historiques et les services de l'État.

Ici encore, la table dominicaine est à l'image de ses voisines martiniquaise et guadeloupéenne. Quelques spécialités typiquement dominicaines, néanmoins, dont une qu'on retrouve partout: le fameux poulet de montagne ou «mountain chicken», qui n'est rien d'autre que des cuisses de grenouilles géantes.



Photo Robert Thimodent

Pays de contrastes et paradis culinaire

La Guadeloupe proprement dite comprend deux îles séparées par un cours d'eau: la rivière Salée. Ces îles, reliées par un pont sont: Basse-Terre, 848 km², 139 000 habitants; Grande-Terre, 588 km², 185 700 habitants.

Les dépendances sont la Marie-Galante, La Désirade, Les Saintes, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Petite-Terre (1,7 km²).

La capitale est Basse-Terre, 48 000 habitants (avec sa banlieue, Saint-Claude). Ville principale: Pointe-à-Pitre, 87 000 âmes.

Karukéra, c'est ainsi que l'appelaient les Amérindiens, ce qui veut dire «île aux belles eaux». C'est un pays de contrastes, aux paysages variés.

La fête des cuisinières

«La Martinique est plus jolie mais la Guadeloupe est plus belle». Les Guadeloupéens ne sont absolument pas chauvins — c'est pourtant la réponse que me fit la conteuse Raymonde Céleste-Leroy quand je lui demandai ce qui les distinguait, quelques années avant de me rendre pour la première fois en Martinique. C'est vrai qu'il ne faut pas comparer une île à l'autre, chacun possédant son petit quelque chose. Néanmoins, les Martiniquais me sont apparus plus près de la métropole et les Guadeloupéens plus proches des autres cultures antillaises, malgré de grandes affinités entre les deux îles.

En Guadeloupe, selon une tradition qui remonte à 1920, les cuisinières créoles ont leur fête. Le jour de la Saint-Laurent, du moins le dimanche se rapprochant le plus du 10 août, elles défilent fièrement, par centaines, dans leurs plus beaux atours, parées de superbes bijoux créoles, dans les rues de Pointe-à-Pitre. Elles portent sous le bras leurs accessoires de cuisine et tiennent dans les mains leurs créations culinaires. Après la messe, à la cathédrale, ce sont les agapes: le cortège se rend en un lieu où sont convoqués tous les gourmets et les gourmands de l'archipel. Jusque tard dans la nuit, les Doudous gâtent leur monde (jamais la sauce!) au rythme joyeux des orchestres du pays.

La gastronomie des Antilles françaises, autant la martiniquaise

que la guadeloupéenne, remporte la palme d'or de l'Amérique Centrale. L'art culinaire créole existe bel et bien et il n'est pas vain d'affirmer que cette cuisine est l'une des grandes cuisines du monde. Contrairement à la croyance populaire, la cuisine créole n'est jamais trop pimentée.

Parmi les plus belles réussites, mentionnons: les écrevisses géan-

tes (ouassous en Guadeloupe et z'habitants en Martinique) que l'on prépare à la nage; langoustes grillées; crabes farcis; acras de morue (petits beignets que l'on offre avec le ti-punch); le fameux boudin créole; courts-bouillons de poissons; colombos de porc, de poulet, de cabri ou de mouton; fricassée de lambi; christophines farcies; etc.



Photo Roch Nadeau

À fleur de peau

Superficie, 28 250 km², comprenant l'île de la Tortue, l'île à Vache, l'île de la Gonave et la Grande-Cayemite. On estime la population haïtienne à environ 6 millions d'habitants, peut-être un peu plus. Port-au-Prince, la capitale, qui ne cesse de croître, compte 1,2 million d'âmes.

Quand Haïti proclame son indépendance, le 1er janvier 1804, elle devient la première république noire du monde.

Le pays a une culture qui lui est propre et qui s'observe partout. Elle atteint toutes les classes, elle est le reflet même de l'âme haïtienne. On le voit sur les «taps-taps», ces mini-autobus sur lesquels on donne deux petites tapes pour indiquer au chauffeur que l'on est arrivé à destination et qui sont de véritables tableaux de maîtres. Ou sur les panneaux pu-

blicitaires, tous peints à la main, où rien n'est laissé au hasard. L'artiste haïtien, en peinture autant qu'en sculpture, est un perfectionniste. Quant à sa prétendue «naïveté», elle lui vient de son authenticité plutôt que d'une méconnaissance des règles de l'art. Il existe vraiment une école haïtienne.

Le tourisme en Haïti semble fait pour qui veut bien s'ouvrir les yeux! Aborder la gastronomie de ce pays semble indécemment, tant la population est sous-alimentée. Pourtant, même les couches les plus démunies feront d'une simple banane un festin de roi: la banane besée. D'autres spécialités: les griots de porc, avec la fameuse sauce Ti-Malice (aux piments); les tassos de dinde; les pisquettes en pimentade; la soupe de crevettes; le poulet et le riz djon-djon; le poisson frit croustillant; le poulet créole; le cabri mariné et grillé; le gâteau aux palates douces; le flan de maïs, etc.



Association canadienne-française de l'Ontario

**À L'OCCASION DU RASSEMBLEMENT
DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE,
L'ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE
DE L'ONTARIO (ACFO)
EST HEUREUSE DE S'ASSOCIER
AU DÉVELOPPEMENT DE LA
FRANCOPHONIE NORD-AMÉRICAINE
ET INTERNATIONALE.**

255, chemin Montréal,
Vanier (Ontario) K1L 6C4
(613) 749-1910 / 1-800-267-1802

Pour son passé et le présent

Superficie, 125 625 km²; 4,2 millions d'habitants. Les Louisianais francophones sont au nombre de 600 000; quelque 160 000 d'entre eux parlent encore le français, plus ou moins selon les régions. Bâton-Rouge, la capitale, compte 300 000 habitants avec les banlieues et La Nouvelle-Orléans est la ville principale de l'État (1,3 million d'habitants).

La francophonie louisianaise comprend quatre groupes distincts: les Noirs, les Cajuns (on dit aussi Cadiens, ils sont d'ascendance acadienne), les Cajuns-mulâtres et les Français de vieille souche.

C'est en 1722 que La Nouvelle-Orléans devient officiellement la capitale de la Louisiane. Son rôle est avant tout de protéger les acquis français du Mississippi inférieur.

Quand la Louisiane passe aux mains des Espagnols, La Nouvelle-Orléans demeure la capitale de cette nouvelle province. Nous sommes en 1763... Le Canada, avec le traité de Paris, vient de passer aux Britanniques et compte 65 000 habitants. Dans la nouvelle colonie espagnole, on n'en dénombre que quelques milliers. Néanmoins, l'expansion française reste farouchement francophile. L'arrivée massive d'Acadiens se poursuit tandis que de Saint-Domingue (Haïti et république Dominicaine), arrivent d'autres colons, des planteurs blancs et leurs esclaves. Plusieurs autres vagues successives viendront grossir les rangs des francophones louisianais lors de la

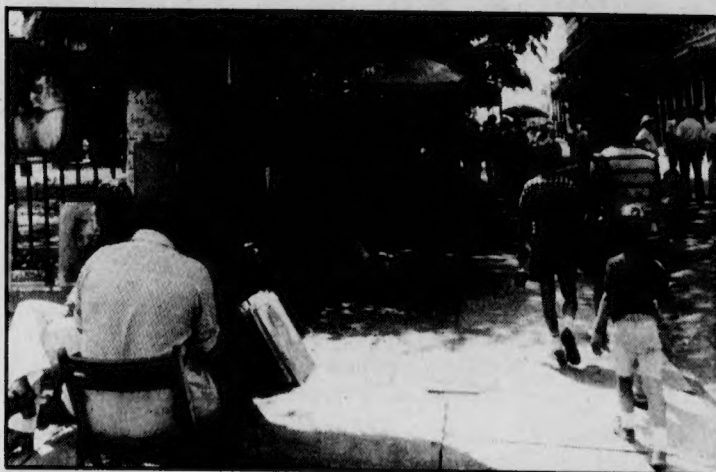


Photo La Presse

Révolution, puis durant les guerres napoléoniennes.

La Nouvelle-Orléans d'aujourd'hui a cédé son titre de capitale administrative de l'État à Bâton-Rouge mais elle demeure toujours au premier rang quant à l'importance de ses activités économiques et culturelles. Son port est en passe de devenir le plus actif des États-Unis.

Tant d'histoire ne va pas sans influencer l'architecture, les us et coutumes. Une visite de La Nouvelle-Orléans passe nécessairement par le Vieux-Carré (ou French Quarter) et le Square Jackson avec sa vieille cathédrale Saint-Louis (ex-Place d'Armes), par une halte à la Pharmacie Française (514, rue de Chartres), une incursion au Marché Français de la rue Décar et, bien sûr, une croisière sur le Mississippi.

Les boîtes de jazz, les nombreux et réputés restaurants, les galeries, le jardin zoologique du parc Audubon ne devront pas vous faire oublier de réserver du temps pour vous rendre au cœur du pays cajun. Car afin de découvrir pleinement la francophonie louisianaise, il vous faudra parcourir les Bayous, là où les Landry, Arseneault, Doucet, Beausoleil, Ardoin, Richard, Montoucet, Chénier, Savoy, Fontenot, Leleux vous attendent avec

leur musique et de gargantuesques platées de grosses écrevisses fraîches

Crevettes, écrevisses, poissons, gibier, bovins, fruits et légumes frais: la Louisiane abonde de tous ces produits. Les francophones louisianais ont façonné la cuisine à leur image; elle est diversifiée et le mélange est tout aussi heureux que le plus bel arc-en-ciel. Voilà sans doute pourquoi c'est de loin la meilleure cuisine de tous les États américains. La plupart des grandes tables créoles se trouvent à la Nouvelle-Orléans qui est aux États-Unis ce que Lyon est à la France.

Plusieurs spécialités louisianaises ont franchi les frontières de l'État: tarte aux pacanes; jambalaya (une variante de la paella); rondelles d'oignon panées et frites; sauce Tabasco; café brûlot. Voilà des noms connus à travers le monde. Mais là ne s'arrête pas la cuisine créole de la Louisiane. On compte également d'autres merveilles: gombo de canard et de saucisse; huîtres Rockefeller (autre spécialité célèbre); bisque d'écrevisse; dinde farcie aux huîtres; étouffée d'écrevisse; crabes mous meunière; chayotes farcies au jambon et aux crevettes; po-boys aux huîtres; pain perdu; beignets Calas; etc.

Ces cousins qui avaient choisi la terre promise

Superficie, 172 031 km² pour l'ensemble des six États qui composent la Nouvelle-Angleterre: Maine, New-Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode-Island et Connecticut. Près de 2 millions de francophones, les Franco-Américains, vivent en Nouvelle-Angleterre où ils représentent 16 % de la population (12,4 millions). Parmi eux, 55 % parlent encore français.

Du Québec à la «terre promise»

Le Québec du milieu du XIXe siècle est une société rurale qui ne progresse guère et son taux de natalité est le plus élevé au monde. Les vieilles paroisses agricoles sont surpeuplées et les terres vacantes de la couronne trop éloignées. De vastes étendues de terre défrichable sont la propriété d'un seul individu ou de compagnies qui poursuivent les «envahisseurs» devant les tribunaux. L'hiver, apparaît un chômage chronique. Dans ce marasme, arrive la parenté des États-Unis, avec des encouragements à émigrer en Nouvelle-Angleterre qui connaît une frénésie de développement économique, particulièrement dans les pâtes et papiers, les textiles et la tannerie. C'est le début d'une saignée impitoyable dans les populations rurales québécoises.

La fusion des cuisines

Les côtes atlantiques sont riches en bancs poissonneux. De charmants petits villages de pêcheurs, enchâssés dans le littoral, accueillent chaque été un nombre croissant de visiteurs qui viennent y respirer le grand

air salin.

Il faudra cependant se rendre à l'intérieur de la Nouvelle-Angleterre pour rencontrer les Franco-Américains, particulièrement au New Hampshire, dans le Maine, au Rhode Island et au Vermont où leur proportion dépasse les 10,5 %. Ces régions ont aussi leurs attraits: la Nouvelle-Angleterre, que traversent les Appalaches, est l'une des plus pittoresques des États-Unis.

La cuisine franco-américaine est une fusion des cuisines québécoise, acadienne et américaine de la Nouvelle-Angleterre, laquelle a ses propres traditions. Durant les fêtes de Noël et du Jour de l'An, on y prépare toujours, et avec autant d'amour que les ancêtres québécois, les tourtières, les ragoûts de boulettes et de pattes de porc, les cretons et la tête fromagée, les beignets et les oeufs à la neige.

Les autres spécialités sont issues des plus pures traditions anglaises ou américaines, la Nouvelle-Angleterre étant, comme chacun sait, le berceau des États-Unis d'Amérique: la dinde farcie à la viande, accompagnée de canneberges; le boeuf bouilli aux légumes; les fèves au lard à la bostonnaise; la chaudière de palourdes; la tarte de Boston à la crème; le homard bouilli ou grillé; les différents poudings aux fruits de saison. Tous ces plats se sont ajoutés au répertoire culinaire des Québécois. Il y a même un grand nombre de recettes conçues à partir des produits de l'étable, introduites en Nouvelle-Angleterre par les immigrants venus du Québec.

Les clés de Saint-Pierre

Superficie de l'archipel, 242 km²; 7 000 habitants, dont 88% résident dans la capitale, Saint-Pierre. Quelque 800 personnes vivent à Miquelon.

De l'empire français en Amérique du Nord, les îles Saint-Pierre-et-Miquelon, seules contre vents et marés, sont restées, comme pour symboliser ici, sur nos côtes, la présence de la France, à moins de 25 kilomètres de Terre-Neuve.

Les colons basques, bretons et normands venus s'y installer savaient qu'ils tireraient profit de l'abondance des produits de la mer, les grands bancs de Terre-Neuve étant un des endroits les plus poissonneux du globe. Quand les Acadiens déportés de leurs terres trouvent refuge dans l'archipel, ils reçoivent des Saint-Pierrais et Miquelonnais l'accueil et le réconfort tant espérés, qui facilitent leur intégration à la vie insulaire. Quant à la mer, elle se porta garante de

leur survie alimentaire.

L'archipel, pour les Acadiens et les Québécois voisins, est l'endroit rêvé pour retrouver un morceau de la France à deux pas de chez eux.

La petite ville de Saint-Pierre ne manque pas de charme; elle a même ses heures de fébrilité, sur 50 km de routes pavées que sillonnent des voitures françaises. Quelques places, ici un square, là un parc. Le centre de l'activité économique saint-pierraise est la Place-du-Général-De-Gaulle. Dans les rues adjacentes, qui forment un invraisemblable labyrinthe, on découvre une multitude de boutiques spécialisées, de la parfumerie à la charcuterie, des cinémas, des guinguettes et cafés, des pensions de famille, des hôtels et restaurants, des édifices administratifs et, à travers tout cela, des résidences particulières. Saint-Pierre se donne alors des allures de grande ville et, ma foi, y réussit très bien!

Vous serez tout aussi étonnés d'apprendre la richesse du répertoire culinaire des îles, qui n'a rien à envier à certaines provinces françaises. Ce minuscule territoire possède le plus grand nombre de bonnes tables au kilomètre carré en Amérique du Nord. À Saint-Pierre, l'Île-de-France détient ses «3 étoiles» du guide Michelin.

Ah, les bonnes tables!

Parmi les belles réussites culinaires, il faut retenir: une grande variété de fruits de mer, de poissons et de gibier (chevreuil à Langlade); la tianade de morue; les encornets farcis; les joues et les langues de morue frites; le maquereau à la moutarde; le rôti de flétan piqué à l'ail; le saumon fumé; la gigue de chevreuil; la tarte aux moules de Miquelon; les petits fruits sauvages de Langlade à la crème fraîche; la poutine aux grains; le pouding saint-pierrais; etc.



Photo Robert Etcheverry



La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal salue les milliers de parlants français qui ont essaimé aux quatre coins de l'Amérique et leur dit: «Montréal, cœur français de l'Amérique vous aime et vous attend».

Nicole Boudreau Présidente générale

La Maison Ludger-Duvernay
Siège social de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal
82, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec H2X 1X3

SI VOUS VOULEZ EN SAVOIR PLUS

ÉRIC WADDELL

L'Amérique du Nord d'expression française est avant tout un voyage à travers l'espace et le temps, un voyage qui remonte à la conquête française du Nouveau Monde et qui se prolonge jusqu'aux limites du grand rêve américain sans cesse renouvelé. Cette Amérique n'a que très peu de lieux sûrs, de territoires politiques. Elle est plutôt le fait d'une somme d'expériences humaines, d'une multitude d'itinéraires individuels et collectifs. Réduire un tel univers à une vingtaine de livres est objectivement impossible. Aussi, pour être plus fidèle au sens de cette autre Amérique, je me suis rabattu sur un choix volontairement subjectif d'ouvrages qui racontent, en quelque sorte, mon propre itinéraire à travers la diaspora francophone de ce continent.

Manuels de base

Louder, D. et E. Waddell (sous la direction de), **Du continent perdu à l'ar-**

Livres d'histoire

Casanova, J.-D., **Une Amérique française**, Paris, Documentation française et Québec, Éditeur officiel, 1975.

La contribution de la France et du Québec au Bicentenaire des États-Unis. En dépit de ses faiblesses évidentes et en l'absence d'un manuel d'histoire, ce livre est le seul à brosser un tableau général de l'aventure française en Amérique.

Brouillette, B., **La pénétration du continent américain par les Canadiens français, 1763-1846**, Montréal, Granger Frères, 1939; Montréal, réédition Fides, 1979.

Brouillette raconte que les Canadiens français ont joué un rôle primordial, à titre de guides et d'interprètes, auprès des grands explorateurs américains.

Document «choc»

Les héritiers de Lord Durham, vol. 1, Ottawa, Fédération des francophones hors Québec, 1977.

L'Acadie pour quasiment rien, Montréal, Leméac, 1973.

Un guide historique, touristique et humoristique rédigé par la plus grande romancière de l'Acadie et illustré par une amie peintre.

Tauriac, M., **La Louisiane aujourd'hui**, Paris, Les éditions J.A., 3e édition, 1986.

La Louisiane des rêves et la Louisiane réelle. Une attention particulière est accordée au pays des Cajuns et à la Nouvelle-Orléans. Richement illustré.

Romans

Kérouac, Jack, **Visions of Gerard** (1ère édition en 1958, mainte fois réédité), New York, McGraw-Hill Paperbacks, 1976.

Souvenirs d'enfance, à Lowell (Mass.), d'un frère, Gérard, qui est mort à l'âge de neuf ans «sans connaître ni l'Amérique ni la langue anglaise». Un roman troublant rédigé par un des plus grands écrivains (franco-) américains du XXe siècle.

Maillet, Antonine, **La Sagouine**, Mont-

Témoignage photographique

Ancelet, B.J. et E. Morgan, **The Makers of Cajun Music / Musiciens acadiens et créoles**, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1984.

Un livre magique. La magie de la musique, de la poésie, des instruments qui livrent tous leurs secrets. La richesse et la diversité de la tradition populaire louisianaise, des visages qui parlent...

Récit

Desbiens, P., **L'homme invisible / The invisible man**, Sudbury, Prise de Parole et Moonbeam, Penumbra Press, 1981.

«Un récit / A Story» terriblement bilingue qui raconte un voyage entre Timmins et Québec, entre deux langues et deux cultures; le déchirement d'un des plus grands poètes de l'heure.

«L'homme invisible a tellement besoin de la chaleur de Katherine...»



Photo Louise Blouin

chipel retrouvé: le Québec et l'Amérique française, Québec, Presses de l'Université Laval, 1983.

Le plus complet et le mieux équilibré des livres sur le sujet: un portrait de la plupart des îlots et une réflexion sur la place qu'occupe le Québec dans la trame de la francophonie nord-américaine.

Tessier, J. et P.L. Vaillancourt (sous la direction de), **Les autres littératures d'expression française en Amérique du Nord**, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1987.

Le bilan tant attendu qui signale l'originalité et l'importance de la littérature francophone en milieu minoritaire.

Atlas

Atlas de l'Acadie: petit atlas des francophones des Maritimes, Moncton, Éditions d'Acadie, 1976.

Atlas des francophones de l'Ouest, Winnipeg, Hignell Printing, 1979.

Atlas de l'Ontario français, Montréal, Éditions Études vivantes, 1981.

Comment parcourir l'Amérique sans d'abord consulter un atlas, d'autant plus que les cartes sont enrichies par des textes, des graphiques et même des photos.

Études régionales

Brault, G.-D., **The French-Canadian Heritage in New England**, Montréal, McGill-Queen's University Press et Hanover, University of New England Press, 1986.

La Nouvelle-Angleterre compte au-delà de deux millions de personnes d'origine française! Franco-américain lui-même, Gérard Brault brosse un grand tableau historique de cette collectivité et, en même temps, précise ce que veut dire être franco-américain.

Choquette, R., **L'Ontario français, historique**, Montréal, Éditions Études vivantes, 1980.

Le manuel de base dans la collection **L'Ontario français**, une série qui a réussi à donner à la plus importante minorité francophone hors Québec son passé et son identité propre.

Lapierre, J.-W. et M. Roy, **Les Acadiens**, Paris, Presses universitaires de France, Que sais-je? no 2078, 1983.

Un portrait succinct du peuple acadien: ses origines, son cheminement historique, son évolution démographique et ses défis actuels.

Guides touristiques

Maillet, Antonine et R. Scalabrini,

réal, Leméac, 1971.

«C'est une histoire vraie que je vous raconte (...)» Antonine Maillet a su donner à son pays et à ses personnages acadiens une dimension universelle, elle a su faire de l'Acadie «(...) une plus vaste réalité qui s'appelle l'homme de tous les temps et du monde entier».

Biographie

Woodcock, G., **Gabriel Dumont: le chef des Métis et sa patrie perdue**, Montréal, VLB éditeur, 1986.

Un portrait émouvant du chef militaire de Louis Riel, de ses triomphes illusoire et de son destin tragique. À travers lui, c'est le destin du peuple métis qui est raconté... par un grand écrivain et anarchiste canadien-anglais.

Autobiographie

Roy, Gabrielle, **La détresse et l'enchantement**, Montréal, Boréal Express, 1984.

Une autobiographie qui raconte les trente premières années dans la vie de Gabrielle Roy, de son enfance manitobaine à son installation définitive au Québec. Une trajectoire qui évoque un désir profond: «(...) cette maladie de me sentir quelque part désirée, aimée, attendue, chez moi enfin».

«Il a besoin d'une femme. Il a besoin d'un pays. Les deux le laissent tomber. The invisible man had a woman. Now he can't even remember her name. The invisible man had a country. Now he can't even remember its name».

Une magnifique série de films

Brault, M. et A. Gladu, **Le son des Français d'Amérique**, Montréal, Nanouk Films, 1974-1981.

Ce sont 27 films de 30 minutes chacun qui, par le biais de la musique et des traditions populaires, nous plongent dans la vie quotidienne d'autant de communautés francophones des quatre coins de l'Amérique du Nord. Un témoignage unique en son genre et aussi du grand cinéma.

Finalement, pour tous ceux qui désirent aller au-delà des limites continentales, une étude géographique et deux guides pour touristes avertis.

Sanguin, A.-L., **Saint-Pierre-et-Miquelon, département français d'Amérique du Nord**, Poitiers, Norois, 1983.

Bitter, M., **Haïti**, Paris, Éditions du Seuil, coll. Petite planète, 1970.

Hollier, R., **Antilles**, Paris, Éditions du Seuil, coll. Petite planète, 1976.



Un jour, en creusant
l'accent des gens d'ici,
on trouva un mot, un mot
tout petit comme un oiseau
tombé du nid.

C'est en l'apprenant qu'il
nous livra son âme constellée
d'étoiles et nous mena vers de
nouveaux sommets.

Ce mot est... *excellence*.



Supermarchés Métro, Marché Richelieu, Alimentation Ami, Dépanneur GEM, Super Carnaval,
Restaurants Giorgio, Pharmacies Essaim, André Lalonde Sports.

«C'est par sa culture que le
Canada se forge une identité.»

